

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FOOTBALL
LE PRÉSIDENT DU FC BARCELONE
LIVRE LES SECRETS DE LA RÉUSSITE
DE SON CLUB **PAGES 8 ET 9**

CHINE
LES DERNIÈRES
CONFIDENCES DU
SECRÉTAIRE DE MAO **PAGE 12**



EXÉCUTIF
Emmanuel Macron
cherche
des réponses
à la montée
de l'antisémitisme
PAGES 4 ET 5

ROYAUME-UNI
Jeremy Corbyn
désavoué
par une scission
au Labour
PAGE 6

SANTÉ
En France,
7% des décès
sont attribuables
à l'alcool **PAGE 10**

INTERNET
Un rapport
britannique
qualifie Facebook
de « gangster »
PAGE 23

AUDIOVISUEL
Les enfants
de la télé sont
devenus vieux
PAGE 24

PORTRAIT
Jean-Marc
Dumontet,
le chasseur de têtes
de l'Élysée
PAGE 34

CHAMPS LIBRES
• La voix
va-t-elle
bouleverser
le numérique ?
• La tribune de
Chantal Delsol
• La tribune de
Thierry Wolton
• La chronique
de Renaud
Girard
• L'analyse
d'Alain Barluet
PAGES 13 À 15

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de lundi :**
L'opposition à Anne
Hidalgo peut-elle gagner
la Mairie de Paris ?

**NON
20% OUI
80%**
TOTAL DE VOTANTS : 25903

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Faut-il regrouper
les djihadistes
« revenants » dans
des prisons spéciales ?

GON CHAI HIN/AFP-BURAK AKBUKUTU/
ANADOLU AGENCY

Retour des djihadistes : l'Europe cherche la solution

Sommés par Donald Trump de rapatrier chez eux les djihadistes détenus par les Kurdes en Syrie, les Européens s'alarment du retour de ces « bombes à retardement ».

La France, l'Allemagne et plusieurs autres pays européens se sont consultés hier pour faire face aux pressions de Donald Trump et des Kurdes syriens qui les exhortent à organiser le rapatriement collectif de leurs

djihadistes capturés en Syrie. Ces détenus sont une « bombe à retardement » et les pays dont ils sont originaires doivent en assumer la responsabilité, averti un haut responsable kurde. Samedi, Donald Trump a som-

mé ses alliés européens de les reprendre pour les traduire en justice. Et ce, alors que la dernière poche de combattants de Daech est sur le point d'être réduite dans l'est de la Syrie. Ces « revenants » sont un casse-

tête pour la justice française, qui étudie plusieurs scénarios. A ce stade, la France ne répond pas aux injonctions et garde sa politique d'accueil « au cas par cas », a déclaré la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

→ **FRAGILISÉS PAR LE RETRAIT AMÉRICAIN, LES KURDES SE TOURNENT VERS LES EUROPÉENS**

→ **À TÂTONS, LA JUSTICE FRANÇAISE DESSINE PLUSIEURS SCÉNARIOS**
PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



À la recherche du mobilier national disparu
Sur les 500 000 objets déposés dans les ministères, ambassades, mairies et préfectures, 10 % ont été cassés, perdus, voire volés. Depuis vingt ans, la Commission de récolement contrôle plus étroitement ces prêts. Avec succès. **PAGE 26**

ÉDITORIAL par Patrick Saint-Paul psaintpaul@lefigaro.fr

Drôle d'allié

Les Européens peinent à intégrer une réalité qui s'impose à eux depuis plus de deux ans : pour chaque situation complexe existe une réponse imprévisible, expédiée d'un tweet par Donald Trump. Une fois encore, ils se retrouvent au pied du mur alors que ce drôle d'allié adresse à ses amis des menaces voilées. L'heure de la « victoire à 100 % » sur le califat et du retrait américain de Syrie approche, et il leur demande de reprendre « [leurs] djihadistes ». Faute de quoi, ceux-ci pourraient être libérés. Les alliés de l'Amérique se désespèrent, à juste titre, de l'absurdité de cette stratégie. Si le califat livre sa dernière bataille aux confins orientaux de la Syrie, la guerre contre l'État islamique est loin d'être terminée. Privé de territoire, l'EI est déjà revenu en Irak, comme il s'apprete à le faire en Syrie, à la tactique de la cellule dormante et des attaques ciblées. Libérés des combattants, c'est prendre le risque de les voir ressurgir et de faire renaître demain leur projet sous une autre forme. Il reste une évidence. S'ils ne sont pas pris en charge judiciairement, un certain nombre de ces combattants reviendront sur nos terres de façon incontrôlée laver leur rancœur en se-

mant la terreur. Pour ceux qui disparaîtraient dans les sables ou qui trouveraient refuge à Idlib, transformée en improbable « Woodstock djihadiste », nous ne pourrions plus compter sur les drones américains pour y éliminer nos ennemis les plus dangereux. Paris s'active déjà pour qu'une partie des djihadistes français se fasse oublier dans des prisons irakiennes. Mais la France se retrouvera aussi avec des enfants mineurs dont elle ne saura que faire, des femmes et des hommes, qui ont quitté notre pays, qu'ils avaient juré de « mettre à genoux ». Certains n'hésiteront pas à dire qu'ils ont été trompés ou manipulés, d'autres invoqueront un repentir dont on ne pourra que questionner la sincérité. Ceux qui seront jugés tenteront de faire de leur procès une tribune pour diffuser leur idéologie mortifère. Comment éviter que nos prisons ne deviennent des centres de radicalisation pour les Kouachi et Coulibaly de demain ? À ces défis, la France doit trouver des réponses, pour empêcher que ces revenants ne deviennent un poison. ■

Les fautes d'orthographe nuisent gravement à l'embauche

En dépit de l'émergence d'une société de plus en plus numérique, la qualité de l'expression écrite revêt toujours autant d'importance dans le monde économique. Selon un sondage réalisé par OpinionWay pour Bescherelle auprès de responsables des ressources humaines, la mauvaise orthographe, très répandue parmi les salariés, est considérée comme nuisible pour l'image des entreprises. Un employeur sur deux affirme avoir écarté des candidatures pour cette raison précise. **PAGES 18 ET 19**



00108-239-F-2,80 €



00108-239-F-2,80 €

2 | L'ÉVÉNEMENT

L'APPEL
À L'AIDE
DES FDS

Le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Kobani, a demandé lundi à la coalition anti-État islamique de maintenir un contingent de 1000 à 1500 hommes en Syrie pour l'aider à combattre les djihadistes. Il a également exprimé le souhait que les États-Unis renoncent à retirer leurs troupes de Syrie – environ 2 000 hommes – comme l'a annoncé Donald Trump il y a deux mois.

« Nous aimerions une couverture aérienne, un soutien aérien et une force au sol pour se coordonner avec nous », a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion avec des généraux américains sur une base dans le nord-est de la Syrie. « Nous comprenons très bien ce que les FDS aimeraient nous voir faire, mais ce n'est, de toute évidence, pas la voie sur laquelle nous sommes », a déclaré le général Joseph Votel, chef du commandement central américain.

800
combattants
étrangers
sont prisonniers
des Kurdes

Syrie: l'Europe face au casse-

La France, l'Allemagne et plusieurs autres pays temporisent alors que Donald

ANNE ROVAN @AnneRovan
CORRESPONDANTE À BRUXELLES

QUE RÉPONDRE à l'injonction de Donald Trump alors que l'organisation État islamique est sur le point d'être vaincue en Syrie ? C'était lundi le casse-tête des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit réunis à Bruxelles, au lendemain de l'appel du président américain exhortant les Européens à accepter le rapatriement sur le Vieux Continent de tous les combattants de l'État islamique. Un nouveau test d'unité pour l'Union sur un sujet éminemment sensible qui n'était pas officiellement à l'ordre du jour de ce Conseil Affaires étrangères, et dont ces ministres se seraient volontiers passés.

Durant cette réunion par ailleurs consacrée à l'Ukraine et au Venezuela, une douzaine d'entre eux sont revenus sur cette difficile question qui agite toutes les capitales européennes depuis deux jours. Certains, notamment le Français Jean-Yves Le Drian, pour s'étonner encore des « incohérences » de la politique étrangère américaine consistant à vouloir quitter la Syrie alors qu'elle prétend par ailleurs y contrer l'implantation militaire iranienne. D'autres pour regretter que le président américain ait à nouveau choisi Twitter pour mettre la pression sur l'Europe.

Quoi qu'il en soit, les Vingt-Huit semblent bien décidés à ne pas donner suite, à ce stade, à l'injonction du président des États-Unis. Ils l'ont même balayée, tant elle leur semble intenable. « Pendant la réunion, beaucoup des ministres ont répété que le sujet était difficile », confie une source diplomatique. Comment pourrait-il en être autrement, sachant que ces retours posent de nombreuses questions au plan juridique (lire ci-contre) et nourrissent l'inquiétude dans les opinions publiques européennes ?



S'il y a effectivement une forme d'unité à refuser les rapatriements collectifs proposés par Trump, les Vingt-Huit avancent en ordre dispersé sur la manière de traiter la question de ces combattants de l'État islamique restés en Syrie. Ce qui

n'est guère surprenant puisqu'il s'agit là d'un sujet avant tout national, comme l'a répété lundi la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Ainsi, certains États membres s'opposent catégoriquement au retour des

combattants de l'EI sur leur sol. C'est le cas de la Suède, qui n'est pas armée juridiquement pour les placer en détention à leur arrivée, mais aussi du Royaume-Uni. « Les combattants étrangers devraient être traduits en jus-

Fragilisés par le retrait américain, les Kurdes se tournent vers les Européens

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
ENVOYÉ SPÉCIAL À KAMECHLIYÉ

ALORS QUE la longue campagne contre l'État islamique en Syrie touche à sa fin, les Kurdes syriens voient les périls s'accumuler autour de la région autonome qu'ils ont constituée dans le nord-est de la Syrie. Les centaines de djihadistes qu'ils détiennent viennent compliquer une situation déjà délicate.

Le Rojava, singulière entité créée par les Kurdes syriens après le retrait du régime de Bachar el-Assad au début de la guerre civile, a fourni l'essentiel des forces terrestres à la coalition internationale dans la guerre contre le califat. Devenu tout à coup moins utile aux Occidentaux avec la disparition prochaine de l'EI, le Rojava se retrouve à présent seul face à d'autres ennemis.

L'annonce par le président américain, Donald Trump, le 19 décembre 2018 de son intention de retirer au plus vite les forces américaines déployées dans la région a précipité les choses. Repoussé à avril 2019, le départ des quelque 2 000 soldats américains laisse la champ libre à la Turquie et à la Syrie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a jamais caché ses intentions de neutraliser une entité autonome qu'il considère comme une branche du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie, qu'Ankara comme les Occidentaux considèrent comme une organisation terroriste. Bachar el-Assad, qui a réussi à éviter la défaite grâce à ses alliés russes et iraniens, dénonce à présent les visées séparatistes du Rojava, et entend reprendre le contrôle de la partie orientale de son territoire, et ses ressources agricoles et pétrolières.

« Un retrait américain ne fera que créer plus de désordre », dit

Sihanok Dibo, le responsable des relations diplomatiques du Conseil démocratique syrien, instance qui gouverne le Rojava. « Cette politique n'est pas cohérente. Les Américains ont toujours dit que leur présence dans le nord-est de la Syrie avait trois objectifs, vaincre Daech, bloquer l'expansion iranienne et favoriser une solution politique à la guerre. S'ils se retirent, ils n'auront atteint aucun de ces buts. Et la Turquie va en profiter pour poursuivre sa campagne contre les Kurdes syriens. »

Ankara représente la principale menace pour le Rojava. Membre de l'Otan, nominalement membre de la coalition rassemblée par les Américains contre l'État islamique, la Turquie voit comme une menace beaucoup plus importante l'existence d'un territoire autonome kurde le long de sa frontière sud. La première opération militaire d'envergure lancée par la Turquie en territoire syrien en août 2016 était déjà passablement

Une combattante des Forces démocratiques syriennes surveille des femmes et des enfants de djihadistes, dans le camp d'al-Hol, dans le gouvernorat d'al-Hasakeh, au sud de Kamechliyé. Plus de 2 000 sont détenus dans l'entité kurde du Rojava. B. KILIC/AFP



ambiguë. Baptisée « Bouclier de l'Euphrate », elle avait officiellement pour but de chasser l'EI de la zone frontalière. Mais il s'agissait aussi pour Ankara d'arrêter l'avance des Kurdes syriens à l'ouest de l'Euphrate après qu'ils eurent pris le contrôle de la ville de Manbij, et de les empêcher de créer une continuité territoriale avec le canton majoritairement kurde d'Afrine.

En janvier 2018, la Turquie a lancé une deuxième opération, cette fois directement dirigée contre les Forces démocratiques syriennes, en envahissant le canton d'Afrine. Accompagnées par des mouvements rebelles syriens, parmi lesquels de nombreux groupes djihadistes, les forces turques ont pris le contrôle de ce territoire, chassant les populations kurdes, avant d'être contraintes de s'arrêter devant Manbij, où se sont déployées des forces spéciales américaines et françaises. En décembre dernier,

le président turc Erdogan a menacé de lancer une nouvelle opération à l'est de l'Euphrate pour « nettoyer la région des terroristes », ajoutant à la tension entre Ankara et Washington.

« Monnaie d'échange »

Les Kurdes syriens ont tenté de négocier avec Damas, qui a conservé sur le territoire du Rojava le contrôle de plusieurs aéroports et de quelques quartiers dans plusieurs villes, dont Kamechliyé. « Nous n'avons jamais voulu diviser la Syrie », dit Sihanok Dibo. « Nous contrôlons 35 % du territoire et demandons juste de faire partie d'une Syrie décentralisée, et de pouvoir conserver le contrôle de nos forces de protection ». Le régime de Bachar el-Assad a jusqu'à présent opposé une fin de non-recevoir aux ouvertures des Kurdes.

« Personne ne vous protégera si ce n'est l'État syrien », a averti dimanche Bachar el-Assad dans

un discours. « Personne ne vous défendra si ce n'est l'armée syrienne... Le territoire syrien sera libéré jusqu'au dernier mètre carré ». « Nous disons aux groupes qui misent sur eux que les Américains ne les protégeront pas... Ils se servent de vous comme de monnaie d'échange », a prévenu le président syrien.

Les Kurdes se sont aussi tournés vers les Européens. Aldar Khalil, la principale figure du Rojava, a fait valoir pendant une visite à Paris les « engagements moraux » des Européens vis-à-vis de ceux qui ont été leurs principaux alliés dans la lutte contre l'État islamique. Dans la perspective d'un retrait américain, il a demandé le déploiement d'une force de protection internationale le long de la frontière avec la Turquie, où sont situées les principales villes kurdes du Rojava. Ou à défaut, la création d'une zone d'exclusion aérienne qui empêcherait Ankara de lancer une attaque contre le territoire contrôlé par les Kurdes syriens.

Si les obligations morales n'ont que peu de poids dans les relations internationales, les Kurdes du Rojava possèdent cependant une dernière carte : celle des prisonniers de l'EI. Abdulkarim Omar, l'un des responsables des relations extérieures du Rojava, a rappelé que quelque 800 combattants étrangers étaient détenus par les FDS, ainsi que plus de 2 000 femmes et enfants de ces djihadistes. « Il semble que la plupart des pays dont ils sont les ressortissants ont décidé qu'ils en avaient fini avec eux, et qu'ils pouvaient les laisser ici, mais c'est une grosse erreur », a-t-il prévenu. Tout en excluant de les relâcher, Abdulkarim Omar a averti qu'il n'est pas impossible que ces centaines de djihadistes s'échappent, en particulier si le Rojava était attaqué. « Ils sont comme une bombe à retardement », a-t-il prévenu. ■



tête des « revenants »

Trump les presse de rapatrier « leurs » djihadistes.



Des combattants de Daech, dans une prison syrienne.
A. YAGHOZADEH / DIVERGENCE

« L'opinion publique est contre et nous avons des élections en mars. Nous ne voulons pas faire chavirer le bateau », confie une source néerlandaise. Cette source avance d'autres arguments : « Trump nous dit qu'ils sont 800. Mais sont-ils tous Européens ? Nous n'avons pas d'informations. »

Loi de trouver une « solution européenne »

À l'inverse, la France et l'Allemagne semblent vouloir se montrer un peu plus pragmatiques. La garde des Sceaux, Nicole Belloubet, souhaite voir les rapatriements se faire « au cas par cas ». Quant aux Allemands, ils sont très frileux mais ne vont pas jusqu'à exclure totalement le principe même des rapatriements de leurs djihadistes en Allemagne. À ce stade, une telle opération serait « extrêmement difficile » à conduire, estimait dès dimanche le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, en pointant un manque d'informations. Idem pour l'Autriche, qui compte une trentaine de combattants de l'Ei en Syrie auxquels s'ajoutent des demandeurs d'asile tchétchènes. « Nous n'avons pas dit non, mais des questions d'organisations se posent », estime un diplomate autrichien.

Autant dire qu'on est très loin de la « solution européenne » qu'appelle de ses vœux le premier ministre belge, Charles Michel. Dans la matinée, avant le début de la réunion, Federica Mogherini avait donné le « la », estimant que le message de Donald Trump s'adressait aux États membres et non à l'Union européenne. Ce qu'elle a répété à l'issue de la réunion. « Il n'y aura pas de décision au niveau de l'Union européenne », a-t-elle expliqué. Néanmoins, la haute représentante a ouvert la voie lundi à « une réflexion commune ». Selon un diplomate, il s'agirait dans ce cas de favoriser les échanges d'information et de bonnes pratiques entre les États membres. Une réponse très en deçà des enjeux. ■

tice conformément à la procédure légale adéquate dans la juridiction la plus appropriée », a déclaré un porte-parole de la première ministre Theresa May, ajoutant que « cela devrait avoir lieu dans la région où les crimes ont été com-

mis ». Les Britanniques ne sont pas les seuls sur cette ligne. Les Pays-Bas ne veulent pas non plus voir revenir leurs ressortissants. La question devait d'ailleurs être discutée lundi après-midi par le gouvernement néerlandais.

À tâtons, la justice française dessine plusieurs scénarios

PAULE GONZALÈS pgonzales@lefigaro.fr

« REPRENEZ vos combattants de l'Ei que nous avons capturés en Syrie et traduisez-les en justice », a exigé, dimanche, dans un tweet rageur, Donald Trump à l'attention de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Faute d'en savoir davantage sur les conditions de retour finalement négociées, la ministre française de la Justice, Nicole Belloubet, a affirmé lundi que la politique de rapatriement des ressortissants français partis rejoindre l'Ei en Syrie continue pour l'instant à se faire « au cas par cas ». C'est-à-dire comme les situations se présentent. À la Chancellerie, on affirme qu'« au regard de l'évolution de la situation militaire dans le Nord-Est syrien ainsi que des décisions américaines, la France examine actuellement toutes les options, en lien avec les partenaires concernés, afin de prévenir tout risque d'évasion et de dispersion de ces personnes potentiellement dangereuses ». Elle ajoute : « Si ces forces décidaient cependant de les expulser vers la France, s'agissant de personnes ayant volontairement rejoint une organisation terroriste qui combat militairement dans cette zone et qui a commis et fomenté actuellement encore des attentats en France, celles-ci seraient immédiatement remises à la justice. »

Reste à déterminer à quelle justice ces ressortissants français seront confiés. Car, contrairement à ce que dénoncent un certain nombre d'avocats, la France n'a pas renoncé un instant à des jugements en Irak, c'est-à-dire à « l'endroit où ces individus ont commis les faits, conformément au principe de territorialité en droit pénal », rappelle-t-on encore Place Vendôme. Une façon de répondre à Donald Trump, qui exige un rapatriement de tous les nationaux dans leur pays. Aussi la France se réserve-t-elle le droit de « choisir » ceux qu'elle entend rapatrier en France pour qu'ils y soient jugés. Dans le cas où ce scénario serait impossible et en cas d'expulsions, « une prise en charge judiciaire pour qu'ils répondent des faits qui leur sont reprochés » est à l'étude. La Chancellerie fait ainsi travailler la justice

et l'administration pénitentiaire sur plusieurs plans et dispositifs. En ce qui concerne les majeurs, Vendôme part sur l'hypothèse d'une population de « revenants » se situant entre 40 et 70 individus.

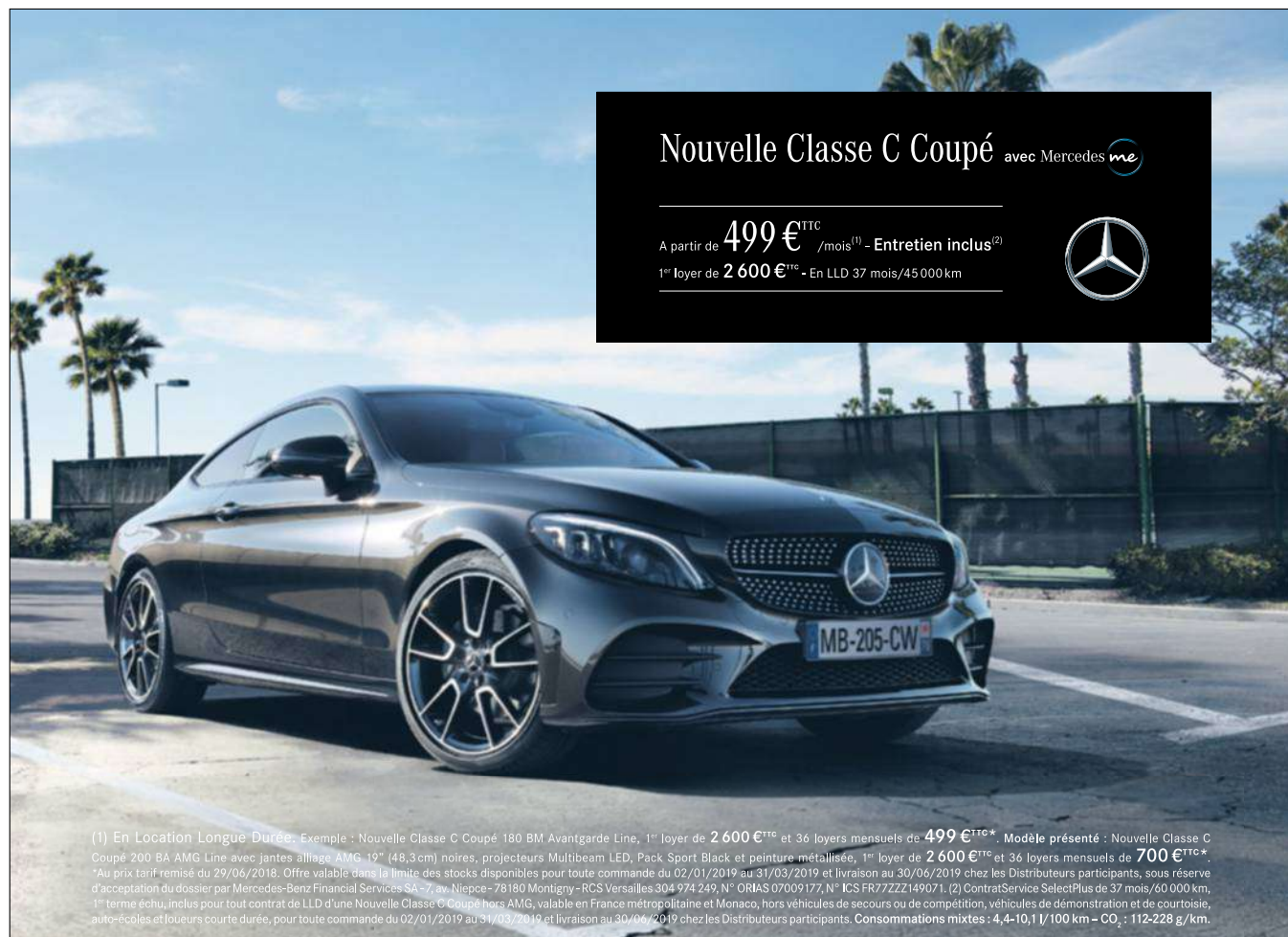
Une note blanche qui circule entre Vendôme et Bauveau rappelle que « l'administration préconise une dispersion des intéressés, prenant en considération les taux d'occupation des établissements pénitentiaires d'Ile-de-France », avec l'application d'un « principe de précaution par l'affectation d'emblée de la plupart de ces détenus à l'isolement », compte tenu de leur « aura dans les milieux djihadistes ».

90 mineurs « revenants »

En France, la détention dans les quartiers d'isolement est caractérisée, pour les hommes, par un « taux d'occupation global de 71 %, soit 583 détenus isolés », affirme la note. En ce qui concerne les femmes, « la capacité d'accueil à l'isolement étant limitée à deux places » en région parisienne, il est question d'utiliser des places à l'isolement à Poitiers, Orléans, Lyon, Nantes ou encore Épinal. Si cela s'avérait insuffisant, l'encellulement individuel en détention ordinaire serait alors envisagé dans les prisons du nord et de l'ouest de la France. Pour organiser ce placement à l'isolement, sept directions interrégionales pourraient être mobilisées : Paris, Lille, Dijon, Strasbourg, Rennes, Bordeaux et Lyon. À l'isolement aussi, c'est la dispersion qui est recommandée, faute d'informations précises sur les profils de ces revenants. Le sujet reste enfin particulièrement sensible pour les mineurs, dont le nombre est évalué à 90. Avec eux, la Place Vendôme fait face à plusieurs problématiques : d'abord et avant tout leur prise en charge, la question sanitaire, leur état civil à clarifier et enfin leur placement. Actuellement, les services de renseignement recensent au total 269 individus majeurs rentrés sur le territoire national après avoir séjourné en zone irako-syrienne, dont 191 hommes et 78 femmes. 145 sont écroués sous le régime de la détention provisoire, en exécution de peine après condamnation, ou sont détenus pour une autre cause. ■

Nouvelle Classe C Coupé avec Mercedes me

A partir de **499 €^{TTIC}** /mois⁽¹⁾ - Entretien inclus⁽²⁾
1^{er} loyer de **2 600 €^{TTIC}** - En LLD 37 mois/45 000 km



(1) En Location Longue Durée. Exemple : Nouvelle Classe C Coupé 180 BM Avantgarde Line, 1^{er} loyer de 2 600 €^{TTIC} et 36 loyers mensuels de 499 €^{TTIC}*. Modèle présenté : Nouvelle Classe C Coupé 200 BA AMG Line avec jantes alliage AMG 19" (48,3 cm) noires, projecteurs Multibeam LED, Pack Sport Black et peinture métallisée, 1^{er} loyer de 2 600 €^{TTIC} et 36 loyers mensuels de 700 €^{TTIC}*. *Au prix tarif remis du 29/06/2018. Offre valable dans la limite des stocks disponibles pour toute commande du 02/01/2019 au 31/03/2019 et livraison au 30/06/2019 chez les Distributeurs participants, sous réserve d'acceptation du dossier par Mercedes-Benz Financial Services SA - 7, av. Népce - 78180 Montigny - RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177, N° ICS FR77222149071. (2) Contrat Service SelectPlus de 37 mois/60 000 km, 1^{er} terme échu, inclus pour tout contrat de LLD d'une Nouvelle Classe C Coupé hors AMG, valable en France métropolitaine et Monaco, hors véhicules de secours ou de compétition, véhicules de démonstration et de courtoisie, auto-écoles et loueurs courte durée, pour toute commande du 02/01/2019 au 31/03/2019 et livraison au 30/06/2019 chez les Distributeurs participants. Consommations mixtes : 4,4-10, l/100 km - CO₂ : 112-228 g/km.



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @GTabard

Reconnaître les nouveaux terreaux de l'antisémitisme

L'agression verbale dont a été victime samedi Alain Finkielkraut confirme la nécessité d'un sursaut national contre l'antisémitisme, dont la manifestation organisée ce mardi par les partis politiques peut être un signe salutaire. Mais le débat politique n'est pas toujours à la hauteur de cette exigence, encore enfoncée dans des grilles de lecture anciennes qui occultent les formes actuelles de l'antisémitisme en France.

Une partie des responsables partisans font des gestes et des paroles haineuses, entendues ces dernières semaines, l'expression d'un antisémitisme de « petits Blancs » qui trahit la nature profonde des « gilets jaunes ». Comme si les croix gammées taguées ou les « sales Juifs » proférés étaient l'expression de tout un mouvement. Celui-ci, incroyablement composite, semble ne plus avoir prise sur des débordements violents ou haineux qui le salissent. Mais il est paradoxal de voir les tenants habituels du « pas d'amalgame », notamment après les attaques terroristes, transformer tous les « gilets jaunes » en héritiers directs des groupes antisémites de l'entre-deux-guerres.

Il n'y a évidemment pas de bon antisémitisme et de mauvais antisémitisme, mais se tromper sur le diagnostic, c'est s'empêcher de lutter efficacement contre cette lèpre. Or ceux qui ont attaqué Alain Finkielkraut pour son « sionisme » et l'ont menacé de la « punition de Dieu » ne sont pas les disciples de l'antisémitisme maurassien ou pétainiste. Ce sont, à l'instar de celui qui a été identifié, des proches de réseaux islamistes dont l'antisémitisme se traduit par le refus de l'existence même de l'État d'Israël. Ce sont ceux qui, après les attentats de 2015, refusaient d'entendre parler de la Shoah à l'école. C'est précisément ce que l'auteur de *L'Identité malheureuse* a été un des premiers intellectuels à remarquer et à dénoncer, ce qui lui a valu d'être mis au ban d'une intelligentsia attachée à débusser toute trace d'islamophobie, quitte à minorer le péril de l'islamisme.

Ce changement radical du terrain de l'antisémitisme perturbe les

schémas anciens qui permettaient de regarder le Rassemblement national d'aujourd'hui comme le prolongement de cet antisémitisme qui marquait certains fondateurs du Front national. Une cible facile qui permet d'ignorer les ambiguïtés qui prospèrent aujourd'hui au sein d'une gauche communautariste et indigéniste. Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants de La France insoumise se sont indignés qu'on puisse mettre en doute la force de leur combat contre l'antisémitisme. Mais c'est chez certains de leurs proches comme Thomas Guénolé ou Aude Lancelin que la dénonciation des agressions verbales contre Finkielkraut ont été équilibrées, sinon justifiées, par un procès fait au philosophe d'avoir « répandu la haine en France » contre « les jeunes des banlieues et les musulmans ». Il y a de fait au sein d'une certaine gauche un discours faisant des musulmans dans leur ensemble les prolétaires du XXI^e siècle, victimes d'une oppression des États occidentaux et des « Blancs », le « sionisme » étant une des formes de cette domination à combattre. C'est sur les dangers de cette lecture - là que le débat politique doit s'engager. ■



Il y a au sein d'une certaine gauche un discours faisant des musulmans dans leur ensemble les prolétaires du XXI^e siècle

Punir l'antisionisme: la voie étroite et périlleuse du législateur

PAULE GONZALES
pgonzales@lefigaro.fr

UNE PROPOSITION de loi, ou bien une résolution sous le coup de l'émotion ? Sylvain Maillard (LREM), président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme, qui réclame « la reconnaissance officielle de l'antisionisme comme antisémitisme », jure le contraire. Son groupe réfléchit depuis une semaine à ce que l'antisionisme devienne un délit et soit sanctionné. Pourtant, deux jours après les insultes proférées par des « gilets jaunes » à l'encontre du philosophe Alain Finkielkraut, le risque d'adopter une loi de circonstance, dictée par l'émotion, est grand.

Au cœur de la problématique soulevée par Sylvain Maillard, l'idée de l'antisionisme de base n'est souvent qu'un « cache-sexe de l'antisémitisme », souligne Mario Stasi, avocat et président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). L'association souhaite depuis longtemps sortir l'antisémitisme de la loi de 1981 sur la liberté de la presse, pour en faire un délit à part entière de droit commun. « On doit réprimer plus sévèrement l'antisémitisme, on doit arrêter de se voiler la face en ignorant que derrière l'antisémitisme se cache l'antisémitisme. Mais si ce qui

est proposé par Sylvain Maillard interdit de critiquer un État, je voterai contre », assène Mario Stasi, conscient des chausse-trappes d'une telle initiative. Déjà, celle-ci divise jusqu'à la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, affirme qu'un débat sur ce thème serait salvateur.

Les juristes, à commencer par les professeurs de droit public, savent combien la passerelle liant les deux concepts est étroite et périlleuse : elle est bordée, d'un côté, par la déclaration des droits de l'homme et du ci-

« Le Code pénal permet de sanctionner l'antisémitisme qui se dissimule parfois derrière l'antisionisme »

SERGE SLAMA, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC

toyen - qui affirme la liberté d'expression contenue dans la loi de 1981. Cette dernière incrimine en effet les injures et diffamations à raison de l'origine ou de l'appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion. Elle permet ainsi de réprimer jusqu'à un an d'emprisonnement et 45000 euros d'amende les propos antisémites. De l'autre côté, règne aussi la jurisprudence de la

Cour européenne des droits de l'homme, qui rappelle de manière constante la nécessité pour toute société démocratique de permettre la libre expression des opinions, y compris « celles qui heurtent, choquent ou inquiètent ». Au rang desquelles se trouve « l'antisionisme, qui est une opinion politique autant que le sionisme, d'ailleurs », affirme Serge Slama, professeur de droit public à l'université de Grenoble Alpes.

Ce spécialiste fait remarquer que, comme l'ont prouvé les décisions concernant Dieudonné, par exemple, « le Code pénal permet de sanctionner l'antisémitisme qui se dissimule parfois derrière l'antisionisme. Il n'est alors qu'un prétexte dont il est aisé pour le juge de percevoir l'intention. Les discours racistes ou antisémites se dissimulent souvent derrière des euphémismes », souligne l'universitaire. De son côté, Paul Cassia, professeur de droit public à Paris-I, rappelle que, en droit, l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions. « En juillet dernier, lors de la révision constitutionnelle, les parlementaires ont voulu supprimer le mot « race ». Or n'est-ce pas pour injure publique en raison de l'origine, de la nation, de la race ou de la religion que l'enquête a été ouverte ? Comment punir le racisme si le mot n'existe plus ? » conclut-il, mettant en garde contre les réformes incessantes des textes fondateurs. ■

Emmanuel Macron à la montée de l'anti

Le président de la République ne prévoit pas de participer au de la République à Paris. Il s'exprimera en revanche mercredi

ARTHUR BERDAH @arthurberdah
ET FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
@fxbourmaud

EXÉCUTIF Les égouts débordent. En quelques jours seulement, la parole et les actes antisémites ont envahi le débat public comme jamais auparavant. Si l'inquiétude était latente depuis longtemps déjà, elle a fini par s'imposer en tête des agendas politiques sur fond de pourrissement de la crise des « gilets jaunes ». Portrait de Simone Veil recouvert de croix gammées, vitrine de magasin taguée de la mention « Juden », arbre planté à la mémoire d'Ilan Halimi scié, lynchage verbal du philosophe Alain Finkielkraut... et partout dans les cortèges des « gilets jaunes », la vieille rengaine antisémite contre la finance, les banquiers et l'argent. La cote d'alerte

« La multiplication des actes antisémites signe une période de régression. Elle est indigne de notre pays »

FRANÇOIS HOLLANDE SUR TWITTER

est largement dépassée. À tel point que la classe politique s'efforce désormais de gommer ses rivalités pour afficher une forme d'unité nationale dans ce climat nauséabond.

À l'appel du premier secrétaire du PS Olivier Faure, la plupart des partis, vingt-deux au total, se rassembleront mardi soir place de la République à Paris pour dénoncer l'antisémitisme. Même La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon sera présente, malgré l'ambiguïté du mouvement encore affichée ce week-end via les tweets outranciers de nombreux cadres du parti d'extrême gauche. Côté extrême droite, le Rassemblement national n'a pas été convié à la manifestation, ce qui n'exclut pas la possibilité d'une apparition surprise de Marine Le Pen. Pour le reste, toutes les formations républicaines seront présentes et l'exécutif ne manquera pas à l'appel.

Lundi, près d'une vingtaine de ministres étaient attendus ainsi que le



Emmanuel Macron, lors de la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv', en juillet 2017, à Paris. EREZ LICHTFELD/SIPA

premier ministre Édouard Philippe. Tous côtoieront d'anciens ministres, ainsi que l'ancien chef du gouvernement Bernard Cazeneuve. L'ex-président de la République, François Hollande, sera également présent. « La multiplication des actes antisémites signe une période de régression. Elle est indigne de notre pays. Chacun d'entre eux nous alerte. Mais leur répétition appelle la mobilisation de tous, car c'est notre République dans ses fondements qui est attaquée, chez nous, en France », avait-il dénoncé sur son compte Twitter ce week-end.

Appelé par Olivier Faure à se rendre à la manifestation, comme l'avait fait

François Mitterrand en 1990 après la profanation du cimetière juif de Carpentras, Emmanuel Macron a fait savoir qu'il n'y participerait pas mais qu'il s'exprimerait sur la montée de l'antisémitisme lors de discours qu'il prononcera mercredi soir, lors du dîner annuel du Crif.

Le chef de l'État ne découvre pas ce fleau contre lequel il s'est déjà exprimé fortement à de nombreuses reprises. Samedi, il n'a d'ailleurs pas hésité à décrocher son téléphone pour s'entretenir avec Alain Finkielkraut. Il a ensuite publié un tweet de soutien directement adressé à l'académicien. « (Il) n'est pas seulement un homme de lettres éminent

Rassemblement national: un soupçon persistant

CHARLES SAPIN @csapin

Il subsiste pourtant parmi les adhérents RN et certains cadres cette tentation. On ne peut gommer quatre décennies d'histoire en quelques années

VALÉRIE IGOUNET, SPÉCIALISTE DU RN

RIEN n'est plus indélébile qu'un soupçon. Après chaque nouvel acte antisémite resurgissent de part et d'autre de l'échiquier politique les mêmes suspicions entourant le Rassemblement national (RN). Ses adversaires exhument - pour mieux remettre en cause son indignation - les ambiguïtés passées, du temps de Jean-Marie Le Pen, comme les accointances de sa présidente avec Frédéric Chatillon ou Axel Loustau, ex-membres du GUD.

Les tags antisémites peints sur des portraits de Simone Veil dans le XII^e arrondissement de Paris, suivis ce week-end par l'agression du philosophe Alain Finkielkraut, n'auront pas fait exception. Pas plus que le sciage de l'arbre commémorant le meurtre d'Ilan Halimi, ou le meurtre de Mireille Kallil, en mars dernier.

Marine Le Pen condamne chaque fois et sans délais ces actes antisémites. Malgré ces fermes condamnations, le RN s'en est privé d'invitation à la marche contre l'antisémitisme ce mardi. Marine Le Pen étant elle-même accusée de « double jeu » par l'exécutif : « Des qu'elle peut aller en Autriche ou à Bruxelles avec tous les néonazis, elle y court », instruisait dimanche la ministre de la Santé, Agnès Buzyn,

sur LCI. Des propos réitérés lundi par le patron de LREM, Stanislas Guerini, assurant que le RN « s'est construit sur l'antisémitisme, sur le fascisme ».

Si le parti promet aux auteurs de ces sorties autant de poursuites judiciaires, il ne peut que constater les limites de sa stratégie de « dédabibilisation ». Véritable cheval de bataille de Marine Le Pen depuis son accession à la tête du mouvement en 2011, elle n'aura pas empêché que de mêmes suspicions freinent jusqu'à ses rapprochements avec d'autres formations au sein du Parlement européen.

« Un verrou politique »

« Cette étiquette infamante leur colle à la peau. Marine Le Pen a fait très tôt l'analyse que ce soupçon était un verrou politique. Elle a tout fait pour s'en départir dans ses déclarations comme en multipliant les exclusions dans son parti, jusqu'à son propre père, témoigne l'historienne Valérie Igounet, spécialiste du RN. Il subsiste pourtant parmi ses adhérents et certains cadres cette tentation. On ne peut gommer quatre décennies d'histoire en quelques années. » Seule porte de sortie pour le RN : que l'antisémitisme « islamogauchiste » qu'il condamne, fasse désormais plus de bruit que celui qu'on lui prête. ■

cherche des réponses sémitisme

grand rassemblement qui doit avoir lieu ce mardi soir, place soir, lors d'un discours pour le traditionnel dîner du Crif.



L'agresseur de Finkelkraut serait un islamiste radical

Un fin collier de barbe roux, comme l'affectionnent certains islamistes, un foulard aux allures de keffieh et un index menaçant brandi à la manière d'un prédicateur... Le principal agresseur, samedi, d'Alain Finkelkraut est connu des services de police pour évoluer aux marges des milieux islamistes radicaux. Selon une source policière, il s'agirait d'un salafiste originaire de Mulhouse. Selon une autre source, l'individu serait apparu pour la première fois sur les radars des services de renseignement en région parisienne en 2013. En contact avec des milieux radicaux, il ne respecterait pas le rigorisme salafiste dans sa vie quotidienne mais serait très actif sur la question palestinienne. Un parfait exemple en somme de ces antisémites «hybrides» entre islamisme identitaire et antisionisme. Des profils que l'on retrouve parmi les soutiens et les fans de l'humoriste Dieudonné, qui entretient à l'envi l'ambiguïté entre antisionisme et antisémitisme. Des militants que l'on a aussi vus et entendus en 2014, dans des manifestations parisiennes antisionnelles et antisionistes pour finir dans les cris de «Morts aux juifs».

JEAN CHICHIZOLA

mais le symbole de ce que la République permet à chacun. Les injures antisémites dont il a fait l'objet sont la négation absolue de ce que nous sommes et de ce qui fait de nous une grande nation. Nous ne les tolérerons pas», a-t-il assuré.

Mercredi, Emmanuel Macron s'exprimera devant le Crif alors que sa majorité refléchit à la manière de lutter contre le nouveau visage de l'antisémitisme qui s'exprime depuis quelques années en France. Emmené par le député de Paris LREM Sylvain Maillard, le groupe d'étude de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme doit d'ailleurs se réunir en bureau ce mardi, pour rédiger un texte visant à pénaliser l'antisionisme. Cette

démarche pourrait se traduire par le dépôt d'une proposition de loi, qui serait ensuite soumise au vote du Parlement. Pour l'instant, ni l'Elysée ni le ministère de l'Intérieur, en charge des Cultes, n'ont souhaité réagir à cette initiative à laquelle ils n'ont pas été associés en amont.

Le président de la République a toutefois effleuré cette question dès juillet 2017, lors de la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv - à laquelle assistait le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. À l'époque, alors que le caractère antisémite de l'assassinat de Sarah Hallimi tardait à être retenu par la justice, le

président de la République avait considéré que l'antisionisme était devenu la «forme réinventée» de l'antisémitisme. Cette corrélation, défendue par de nombreux intellectuels depuis le début des années 2000 et la seconde Intifada, a tardé à apparaître dans le champ politique. Le premier à l'avoir portée au plus haut sommet de l'État est l'ancien premier ministre Manuel Valls qui, en 2016, avait considéré que les deux notions étaient «synonymes». Il avait alors profité du dîner du Crif pour établir ce lien.

» Lire également PAGE 14

Bellamy: «Le président doit dire ce qu'il compte faire»

MARION MOURGUE @MarionMourgue

DRÖITE Après l'agression d'Alain Finkelkraut, samedi, à Paris, des voix se sont élevées à droite pour dénoncer ce nouvel acte d'antisémitisme. Selon les informations du Figaro, Nicolas Sarkozy a appelé le philosophe ce week-end pour lui témoigner son soutien. Le président du Sénat, Gérard Larcher, le président de LR, Laurent Wauquiez, les présidents de région Valérie Pécresse, Xavier Bertrand et Renaud Muselier ou encore la tête de liste LR aux européennes, François-Xavier Bellamy, seront présents à la manifestation mardi contre l'antisémitisme.

Invité du «Talk Le Figaro», lundi, François-Xavier Bellamy juge que tous les élus doivent être bienvenus à ce rassemblement. «Sur un sujet comme celui-ci, on n'a pas le droit de verser dans la polémique politicienne. Ce serait trop grave, alors que l'enjeu est tellement majeur, si on finissait par les réduire à des querelles de parti.» Surtout, pour le candidat LR, il faut «condamner tout antisémitisme d'où qu'il vienne. Il n'a pas les mêmes racines mais il aboutit aux mêmes résultats.»

Selon François-Xavier Bellamy, «l'antisémitisme qui monte en France n'est pas directement lié aux «gilets jaunes»». «Ce ne sont pas des «gilets jaunes» qui ont arraché l'arbre à la mémoire d'Ilan Halimi. Ce ne sont sans doute pas les «gilets jaunes» qui ont dessiné des tags antisémites ou nazis ces dernières semaines», détaille-t-il. «Ceux qui ont insulté Alain Finkelkraut n'ont pas grand-chose à voir avec l'artisan, le patron de PME, l'ouvrier local qui ont initié ce mouvement», juge-t-il encore.

«Ce qu'on attend du président de la République, c'est qu'il nous dise ce qu'il compte faire sur le plan de l'action, et non pas sur le plan symbolique», ajoute-t-il. Pour le candidat LR, «aucune marche ne suffira à remédier aux problèmes devant lesquels nous sommes aujourd'hui». Citant un passage de La Défaite de la pensée d'Alain Finkelkraut, François-Xavier Bellamy rappelle que le philosophe «a été un des premiers à dénoncer cette crise de la culture qui aboutit à la violence que nous sommes en train de vivre».



FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY, hier, dans le studio du Figaro.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO/LE FIGARO

À gauche, des tensions grandissantes

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVNL

«MON EXPRESSION a fauté et je le regrette. Je hais l'antisémitisme et je hais le racisme.» Dimanche, Jean-Pierre Mignard, s'est repenti. La veille, après l'agression dont a été victime Alain Finkelkraut, celui qui fut un très proche du couple Ségolène Royal-François Hollande a ironisé : «On s'émue sur les plateaux. Bon, d'accord, mais il n'a pas été, et heureusement, frappé. Ce qui aurait tout changé. Là, il doit être content. Il le cherchait. On l'avait oublié. C'est réparé.»

De quoi susciter une vague d'indignation à gauche et mettre en lumière le malaise existant, pas seulement chez les radicaux. Même si le candidat Insoumis aux européennes Thomas Guénolé a refusé de plaindre Alain Finkelkraut, qui, depuis «des années», répandrait «la haine en France. Contre les jeunes de banlieue. Contre les musulmans, etc.» «L'insulter, comme insulter quiconque, est condamnable. Mais le plaindre, certainement pas», indique le politologue engagé.

À la tête de la liste des écologistes aux européennes, l'eurodéputé Yannick Jadot a regretté lundi sur BFMTV «une complaisance» chez «une partie des dirigeants» du mouvement de Jean-Luc Mélen-

chon «avec certains discours qu'on entend», même s'il estime qu'il n'y a «pas d'antisémitisme dans la construction de LFI».

«Quelle complaisance? Où? Qui? Quand? Comment? Les Insoumis en ont ras le bol d'être gravement mis en cause et insultés.» La réaction d'Adrien Quatennens, député LFI proche de Jean-Luc Mélenchon, a fusé. Mais il a aussi été reproché au leader des Insoumis d'avoir été ambiguë samedi, dans un premier tweet.

«C'est dégueulasse»

Ces derniers jours, il s'était déjà embrouillé avec le patron du PS, Olivier Faure, au sujet de sa participation au rassemblement contre l'antisémitisme... «Je connais Jean-Luc Mélenchon depuis vingt-cinq ans, indique l'eurodéputé Emmanuel Maurel. Le faire passer pour quelqu'un de complaisant ou d'ambiguë sur ce sujet, c'est dégueulasse.»

Candidat LFI aux législatives en 2017, le jeune militant Taha Bouhafs, résume pourtant l'état d'esprit de certains : «Hey, la gauche, vous avez beau lécher les sionistes entre les ortels et montrer patte blanche, chaque fois que vous critiquez la politique coloniale d'Israël, ils vous tomberont dessus en vous traitant d'antisémite. C'est peine perdue, alors gardez au moins votre humeur.»

Quelle complaisance? Où? Qui? Quand? Comment?

Les Insoumis en ont ras le bol d'être gravement mis en cause et insultés

ADRIEN QUATENNENS, DÉPUTÉ LFI

ANGÉLIQUE NÉGRONI @negroni@lefigaro.fr

LA CONdamnATION par les «gilets jaunes» des actes et des paroles antisémites survenus lors de leurs manifestations est quasi unanime. «Actes ignobles, paroles inadmissibles» reviennent dans la plupart de leurs commentaires. Sur Facebook, l'un des messages adressé sur l'une des pages du mouvement est par ailleurs sans ambiguïté. «Les «gilets jaunes» sont contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine.» «Ces agressions n'ont aucun rapport avec nos actions. On est tellement loin de tout cela qu'on ne peut faire un amalgame entre ces injures antisémites et les «gilets jaunes»», lâche l'un de ses membres, installé dans le Morbihan.

C'est pourtant la crainte qui domine dans les rangs. Tous redoutent que cette haine dont ils veulent se démarquer fasse le jeu du gouvernement. «En laissant pourrir notre mobilisation et en n'apportant aucune réponse, celui-ci est entré dans une guerre d'usure. Il attend que des groupes antirépublicains infiltrent nos cortèges pour ternir notre image», dénonce Benjamin Cauchy, leader des «gilets jaunes libres». Après les casseurs

qui ont entamé le capital sympathie de ce rassemblement auprès de l'opinion publique, l'antisémitisme pourrait bien finir de l'achever. «En ne faisant rien, le gouvernement veut nous emmener vers le dérapage», assène aussi Steven Lebecq, autre figure de la contestation. Ce proche du leader controversé, Éric Drouet, porte une voix discordante en minorant l'attaque contre le philosophe Alain Finkelkraut, ce samedi, à Paris. Au lieu d'avoir entendu un cri antisémite, il affirme avoir plutôt entendu «un cri de colère». «À force de n'être pas entendus, les manifestants finissent par s'en prendre à n'importe qui. Le gouvernement parvient comme il le veut à les dresser les uns contre les autres», dit-il.

«Faire son sketch»

Malgré ces violences qui, de semaine en semaine, ont terni l'image de cette mobilisation, beaucoup veulent continuer à manifester. «Ce sont des mouvements de foule qui sont très suivis. On ne pourra pas empêcher un individu de venir faire son sketch avec son idéologie», indique Maxime Nicolle, autre acteur du mouvement, qui ne croit pas à l'utilité d'un service d'ordre renforcé. Piètre rempart contre ces débordements haineux, selon lui,

il serait à l'inverse utile selon Nathy, autre «gilet jaune» de Lorient. «Il faudrait pouvoir exclure des manifestations ceux qui profèrent de tels propos», dit-elle en voulant assainir les cortèges.

Quant à Benjamin Cauchy, il propose de programmer les manifestations de dimanche en remplacement du samedi afin, dit-il, «de faire venir les commerçants, les artisans comme au début du mouvement». Il veut aussi mettre en place des rassemblements à thème. En mars prochain à Paris, il espère pouvoir lancer le premier du genre autour «de la réindustrialisation des retraites mais aussi des pensions d'invalidité et des allocations adultes handicapés sur le coût de la vie».

Mais alors que beaucoup cherchent l'apaisement, d'autres au contraire prônent dangereusement la violence. Steven Lebecq veut aujourd'hui «faire fin au pacifisme». Sans crainte des poursuites, il a lancé un appel à la révolution par une vidéo diffusée la semaine dernière. «Je maintiens ma position. Tels qu'ils se déroulent aujourd'hui, ces rassemblements ne servent à rien. Comme on vient de le voir, ils desservent notre mouvement que l'on veut discrediter. Ça suffit.» Des propos qui n'engagent que lui.

Corbyn désavoué par une scission au Labour

Une poignée d'élus travaillistes quittent le parti pour dénoncer sa gestion du Brexit, l'idéologie d'extrême gauche et l'antisémitisme.

FLORENTIN COLLOMP [@fcollomp](#)
CORRESPONDANT À LONDRES

ROYAUME-UNI Serait-ce l'acte fondateur d'une recomposition de la politique britannique, tant attendue après le séisme du Brexit ? A moins qu'il ne s'agisse que d'un hoquet dans la vie parlementaire. L'histoire le dira. Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, « complicité » dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée : la liste des griefs est longue.

Avec une émotion visible, les sept mutins se sont succédé à la tribune d'une salle de conférences de Westminster pour détailler leurs raisons respectives de quitter un navire dans lequel ils ne se retrouvent plus. La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait



Les sept députés démissionnaires du Parti travailliste (au pupitre, Chuka Umunna), lors d'une conférence de presse, lundi, à Londres.

O'objet. « J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écoeuvrante qu'il est devenu institutionnellement antisémite », explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi « dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite ». « Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité ».

« Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn ».

Trop, c'est trop ! » renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour « est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche », déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et « l'hostilité envers notre propre pays » à une idéologie de lutte contre des « ennemis de classe » et autres « oppresseurs ».

Le plus célèbre des renégats, Chuka Umunna, député de Londres, avait renoncé au dernier moment à se lancer dans la course pour la tête du Labour quand Jeremy Corbyn a été élu en 2015. Depuis le vote pour le Brexit, il mène une inlassable campagne en faveur d'un nouveau référendum, aux côtés d'élus

d'autres partis. Il appelle à « faire de la politique autrement » pour réparer un « système cassé ».

Selon les félons, nombre de leurs collègues partagent en silence leur diagnostic. C'est plus ou moins le cas d'une centaine de députés de tendance blairiste, vivant sous la menace d'être écartés par l'entourage de Corbyn des listes de candidatures lors des prochaines élections. Combien seront prêts à franchir le Rubicon ? Beaucoup s'interrogent sur les finalités et le timing de la rupture fracassante.

Dans tous les esprits, la précédente scission d'un groupe de dissidents du Labour pour créer le Social Democratic

Party en 1981 avait conduit à seize ans de gouvernements conservateurs. Représentante de la nouvelle génération d'élus travaillistes, qui avait quitté l'équipe de direction en désaccord avec Corbyn, Lisa Nandy regrette un « jour horrible pour notre parti ». Son chef se dit pour sa part « déçu que ces députés se soient sentis incapables de continuer à œuvrer ensemble pour le programme qui a inspiré des millions de personnes aux dernières élections et nous a permis d'atteindre le plus grand nombre de voix depuis 1945 ». Bravaches, les jeunes du Labour promettent : « Quand les lâches tressaillent et les

« Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop, c'est trop ! »

CHRIS LESLIE, ELU DE NOTTINGHAM

traîtres ricangent, nous ferons flotter le drapeau rouge. » L'état-major du parti appelle les démissionnaires à remettre leur mandat en jeu dans des élections partielles.

La scission risque de pénaliser les travaillistes au Parlement et lors des prochaines élections, en raison d'un système électoral qui ne laisse aucune place aux petits partis. Les conservateurs modérés tentent de rejoindre les mutins du Labour tout en réfléchissant à deux fois.

En miroir à la crise au Parti travailliste, les toriers modérés sont furieux de la mainmise des brexiters jusqu'au-boutistes sur Theresa May. Mais l'avènement d'un mouvement social-démocrate d'ampleur, réuni au centre de l'échiquier par son opposition au Brexit, semble prématuré. Les quelque dix frondeurs conservateurs notoires sans doute préférer attendre de voir comment leur leader gère les dernières semaines cruciales jusqu'à la prise prévue de l'UE, avant de décider quoi que ce soit. ■

L'offensive diplomatique d'Israël auprès de l'Europe de l'Est vire au fiasco

La réunion du groupe de Visegrad qui devait se tenir à Jérusalem a été annulée après que le ministre israélien des Affaires étrangères a mis en cause le rôle de la Pologne durant la Seconde Guerre mondiale.

THIERRY OBERLÉ [@ThierryOBERLE](#)
CORRESPONDANT À JÉRUSALEM

PROCHE-ORIENT Les débuts de l'ambitieux Israël Katz sur la scène diplomatique sont tonitruants. Nommé dimanche ministre des Affaires étrangères par intérim, il a le jour même consommé la rupture entre Israël et la Pologne. « Je suis les fils des survivants de l'Holocauste et nous n'oublierons jamais que beaucoup de Polonais ont collaboré avec les nazis », a-t-il déclaré avant d'ajouter, en reprenant à son compte une citation de l'ancien premier ministre israélien Yitzhak Shamir : « Les Polonais sont nourris au lait maternel de l'antisémitisme ». La saillie a donné le coup de grâce au sommet du groupe de Visegrad, composé de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie, qui devait se tenir lundi soir et mardi en Israël. Il sera remplacé par des discussions bilatérales. L'organisation de cette réunion devait être le parachèvement de la politique de rapprochement avec les régimes populistes d'Europe centrale engagée par Benjamin Nétanyahou. Elle donne un coup d'arrêt à la realpolitik du premier ministre, qui entendait, au-delà des divergences sur les récits nationaux de l'histoire de la Shoah, soutenir le groupe de Visegrad pour affaiblir la position de l'Union européenne sur le conflit israélo-palestinien.

« Il est inacceptable que le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères cite une remarque aussi raciste », s'est in-



Le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki (à gauche), et son homologue israélien, Benjamin Nétanyahou, lors d'un sommet, jeudi à Varsovie. MICHAEL SOHN/AP

digné l'ambassadeur de Pologne en Israël. « C'est honteux », a tempêté le bureau du premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, qui avait auparavant annulé son déplacement à Jérusalem.

Le coup diplomatique majeur s'est transformé en boulet, jeudi à Varsovie, en marge de la conférence américaine sur le Proche-Orient, avant de finir en revers. Benjamin Nétanyahou venait de visiter avec Mike Pence, le vice-président des États-Unis, le musée du ghetto juif. Interrogé par des journalistes sur les responsabilités polonaises dans la

Shoah, il avait affirmé que « les Polonais avaient collaboré avec les Allemands pour tuer les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ».

Solution à deux États

Un média israélien avait cru l'entendre dire « nation polonaise ». Furieux, le président polonais Andrzej Duda avait immédiatement appelé au désaveu du sommet du groupe de Visegrad. « Israël n'est pas un bon endroit pour se rencontrer », avait-il tweeté. Vendredi matin, le bureau du premier ministre israélien avait « clarifié » ses propos : il n'aurait pas dit, comme l'ont entendu les journalistes présents, « les Polonais », mais « des Polonais » et n'aurait pas parlé de l'« État polonais ». Un correctif jugé non convaincant par Varsovie qui attendait des excuses.

Le sujet des responsabilités polonaises dans la Shoah est particulièrement sensible depuis le vote, en 2018, d'une loi mémorielle punissant d'emprisonnement, pour une durée allant jusqu'à trois ans, la mise en cause de la nation polo-

naise dans le génocide. Sous la pression des Israéliens, la loi avait été atténuée. En échange, la Pologne et Israël avaient élaboré une déclaration commune blanchissant la nation polonaise, qui se présente en victime de l'occupation nazie, de crimes contre l'humanité. Selon les historiens, des milliers de Polonais ont risqué leur vie pour protéger des Juifs durant la guerre, mais des milliers d'autres ont tué des Juifs.

En pleine campagne électorale des législatives, Benjamin Nétanyahou entendait démontrer son savoir-faire diplomatique en s'affichant avec quatre chefs de gouvernement européens à Jérusalem mais devait affronter des critiques en Israël. Le leader de l'opposition Yair Lapid, dont le père fut un survivant de la Shoah, avait encore récemment accusé le chef de gouvernement de complaisance envers un pays qui « réécrit l'histoire », et le centre d'études Yad Vashem, l'Institut international pour la mémoire de la Shoah, l'avait, l'an dernier, blâmé.

Le projet du premier ministre israélien était d'approfondir les divisions au sein de l'Union européenne sur le conflit israélo-palestinien. L'UE continue de condamner la colonisation de la Cisjordanie et de défendre une solution à deux États avec Jérusalem pour capitale. Le groupe de Visegrad est plus conciliant avec Israël et plus proche des positions pro-israéliennes de Donald Trump que du point de vue traditionnel de Bruxelles. « Ces clivages n'ont pas de conséquences sur le travail des diplomates de l'UE sur le terrain, mais ils ont un impact sur la capacité de Bruxelles à rendre compte de la réalité dans des rapports qui doivent être approuvés à l'unanimité », explique un diplomate européen en poste à Jérusalem.

L'an dernier à Budapest, Benjamin Nétanyahou avait trouvé « complètement fou » que l'Union européenne « conditionne ses relations avec Israël à des critères politiques ». Selon lui, « l'Europe doit décider si elle veut vivre et prospérer ou si elle veut se racornir et disparaître ». ■

ZOOM

Cachemire : fusillade entre armée et insurgés

Neuf personnes sont mortes lundi au Cachemire indien dans une opération militaire visant des insurgés, en riposte à l'attentat qui a tué 41 paramilitaires dans la région la semaine dernière et exacerbé les tensions indo-pakistanaïses. Les forces indiennes ont lancé une opération pour retrouver les rebelles soupçonnés d'avoir agi contre des paramilitaires. New Delhi affirme que l'organisateur présumé de l'attentat a été tué lors de cette opération. L'attentat de jeudi est le plus meurtrier depuis le début de l'insurrection séparatiste contre New Delhi, fin 1989, dans cette région à majorité musulmane, disputée avec l'Islamabad.

EN BREF

Des eurodéputés refoulés du Venezuela

Cinq députés européens du PPE invités au Venezuela par le président par intérim Juan Guaidó ont été refoulés à leur arrivée à Caracas dimanche. Ils ont annoncé leur détermination à y entrer tout de même avec l'aide humanitaire américaine actuellement stockée en Colombie.

Israël : l'ex-ministre Tzipi Livni tire sa révérence

L'ancienne ministre Tzipi Livni a annoncé lundi son retrait de la vie politique. Selon les sondages, son mouvement, Hatnuah, n'avait aucune chance de franchir le seuil lui permettant d'être représenté à la Knesset aux élections législatives anticipées d'avril prochain. Elle était notamment favorable à une solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien.

Attentats à la voiture piégée à Idlib

Lundi, deux attentats à la voiture piégée ont touché la ville d'Idlib, centre de la dernière enclave rebelle en Syrie. Les secours déplorent au moins 15 morts.

Les informés de franceinfo

Une émission de Jean-François Achilli du lundi au vendredi de 20h à 21h

franceinfo :

radio . web . tv canal 27

chaque mardi avec **LE FIGARO**

SOCIÉTÉ

Face au terrorisme, le Renseignement resserre ses liens

Au sein de la DGSI, un comité de pilotage opérationnel rassemble tous les acteurs engagés dans la protection de la France.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

SÉCURITÉ « C'est la dernière pièce d'une architecture de confiance pour prévenir et évincer le terrorisme » : solennel et manifestement satisfait de ce qu'il vient de voir, Christophe Castaner conclut ainsi une réunion très fermée qui s'est tenue lundi au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), à Levallois-Perret. Autour du ministre de l'Intérieur, du secrétaire d'État Laurent Nuñez, du procureur de la République Rémy Heitz ainsi que du DGS Nicolas Lerner, se presse un aéropage de cadres du renseignement et de la lutte antiterroriste.

La photo de famille est peu commune, voire difficilement imaginable il y a encore quelques années, tant les services ont longtemps été jaloux de leurs prérogatives. Taiseux et secrets, ces hommes et femmes de l'ombre assistent au comité de pilotage opérationnel (CPO), qui rassemble désormais les chefs des 13 services du contre-terrorisme français, à commencer par les incontournables du « premier cercle » comme la DGSE, ceux du « second cercle » comme la Direction du renseignement de la Préfecture de police ou la Sous-Direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO) de la gendarmerie ainsi que des services

judiciaires comme la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle. Ce qui est présenté depuis Levallois comme « une véritable révolution ». Outre un représentant du parquet spécialisé « CI », un émissaire de la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), la fameuse « task force » élyséenne vient compléter cet aéropage incarnant le visage actuel de l'antiterrorisme à la française. Avec la DGSI comme chef de file, ainsi que l'a décidé Emmanuel Macron dès le conseil de défense du 27 juin 2018. « Ce comité de pilotage est là pour arbitrer et trancher », prévient Christophe Castaner.

Au minimum une fois par semaine, il dresse l'état de la menace en Syrie et en Irak, passe au crible les dossiers judiciaires et de renseignement les plus sensibles et tranche en ultime ressort sur le suivi de telle ou telle personne soupçonnée radicalisée. Enfin, des « points de doctrine », comme la manière d'exploiter judiciairement des informations sans dévoiler les techniques de recueil déployées, sont au cœur de débats où tout est mis sur la table. Il faut que l'information « circulaire », pour reprendre un mot semble-t-il désormais érigé en totem. « Celui qui viendrait en essayant de faire briller une information sans l'avoir partagée avec les autres services serait sans nul doute davantage



De gauche à droite : Rémy Heitz, procureur de la République de Paris, Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, et Christophe Castaner, lors d'une réunion du comité de pilotage opérationnel (CPO) lundi, à la DGSI à Levallois.

banni que félicité », souffle une source informée. « Toute rétention d'information est coupable, tout cloisonnement est dangereux », a averti Christophe Castaner.

« Une union sans faille » Dans cet esprit, le ministre a inauguré un inédit état-major permanent (EMaP) qui fait travailler depuis janvier les 13 acteurs du contre-terrorisme sur un même open space. Dirigé par un commissaire de la DGSI, il répond à deux mots d'ordre : le « partage en continu » de l'information et la « mutualisation des renseignements opérationnels transmis par les membres ». « Chacun des opérateurs a accès aux propres fichiers et réseaux de son service et peut ainsi mettre tout en commun dans les cas de post-attentat, comme lors de l'identification temps réel de Chérif Chekatt, auteur de l'attaque contre le marché de Noël de Strasbourg le 11 décembre dernier », explique une source informée. Appelé à devenir un outil très précieux en cas de « menace tournante » et « diffuse » émanant des réseaux sociaux ou d'un service « partenaire », l'EMaP de-

vrait aussi éviter de faire de fâcheux « doublons » dans la surveillance d'une même cible ou d'interpeller un « suspect » pour apologie alors qu'il en est fait suivi par un service de renseignement en raison d'un projet d'attentat.

Car la menace est réelle. « Même si Daech est mis en échec dans les zones de combats, cette organisation terroriste en est peut-être plus dangereuse », confie Christophe Castaner, qui cite aussi « Al-Qaïda qui monte en puissance » ou encore la « menace endogène » et ses « soldats invisibles ». Face à ce danger protéiforme, le premier fil de France en appelle à une union sans faille. Ce nouvel édifice échaudé à la DGSI ne met pas en péril une structure comme la cellule Allat, qui regroupe, à la DGSI uniquement, les services de renseignement soucieux d'échanger des informations secrètes qui ne sont pas appelées à entrer dans une procédure judiciaire. En revanche, l'avenir de l'unité de coordination de lutte antiterroriste (Uclat) semble bel et bien plus sujet à caution. Mais Beauvau n'a qu'une boussole : fermer les angles morts. ■

EN BREF

Deuxième plainte contre le nonce apostolique en France

Une deuxième plainte pour atteintes sexuelles a été déposée contre l'ambassadeur du Vatican en France, M^{re} Luigi Ventura. La victime serait un « ancien agent de la ville » de Paris, les faits se seraient produits lors d'une cérémonie à l'Hôtel de Ville, en janvier 2018.

Le président de l'Hérault traité de « sale juif » dans un courrier anonyme

Le président du conseil départemental de l'Hérault, Kléber Mesquida (PS), est traité de « sale juif » dans un courrier anonyme, revendiqué par « les compagnons d'Adolf Hitler », orné de huit croix gammées et assorti de menaces de mort, a indiqué l'élu lundi.

L'écriture inclusive devant le Conseil d'État

Une association conteste une circulaire de 2017 qui interdit l'usage de cette règle dans les documents administratifs et officiels.

MARIE-ESTELLE PECH @MarieEstellePech

ÉDUCATION Elle est jeune, c'est une femme, rapporteur auprès du Conseil d'État. Pour elle, l'interdiction de l'écriture inclusive dans les documents administratifs, décidée par le gouvernement actuel, ne pose pas de problème et doit être maintenue, a-t-elle expliqué lundi sous les ors et les moulures très III^e République de la salle du contentieux.

Son avis a de fortes chances d'être suivi par la haute juridiction, dont certains magistrats souriaient pendant l'audience, visiblement amusés par ce sujet plus léger que d'ordinaire. On n'a pas tous les jours le bonheur d'entendre parler en détail de l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539) rappelant l'exclusivité du français dans les actes administratifs !

En cause : une circulaire, signée en novembre 2017 par Édouard Philippe. Dans ce texte, le premier ministre établissait « les règles de féminisation et de rédaction des textes publiés au Journal officiel de la République française ». Outre l'obligation de féminiser l'intitulé des fonctions, des métiers et des grades, le texte entendait bannir des textes administratifs, l'écriture dite « inclusive », cette règle controversée visant à utiliser plus largement le féminin dans la langue française en introduisant notamment le point milieu, comme dans agriculteur-riche-s. Pour Édouard Philippe, « les administrations relevant de l'État doivent se conformer aux règles grammaticales et syntaxiques, notamment pour des raisons d'intelligibilité et de clarté de la norme ». Il s'agissait alors pour le gouvernement de mettre un terme à une discussion éruptive, longue de plusieurs semaines, qui agitaient tant les médias que les politiques et les intellectuels.

Une petite association, créée en 2016,

le Groupement d'information et de soutien sur les questions sexuelles et sexuelles (Giss), engagée auprès des personnes intersexuées, a depuis décidé d'attaquer cette circulaire devant le Conseil d'État. Elle viole, selon l'association, la liberté d'expression et l'égalité entre les sexes. Avec ce texte, « si un ministre souhaite choisir ce langage, il n'en a pas le droit ! Or cette écriture ne fait de mal à personne. Certains considèrent simplement qu'elle permet de mieux prendre en compte les femmes et les personnes non binaires. Ce langage est considéré comme plus englobant. À qui cela cause du tort ? » a plaidé lundi l'avocat au Conseil Bertrand Périer, représentant de l'association. Lequel, à titre personnel, « n'utilise pas ce langage » mais défend « l'idée que l'embranchement de la langue, c'est le premier pas vers l'embranchement de la pensée ». Et de critiquer une circulaire « exagérément conservatrice et figée », alors que la langue, « qui n'est pas un objet de musée doit pouvoir évoluer ».

Malgré ces envolées lyriques, la magistrat rapporteur est restée droit dans ses bottes. L'instruction d'Édouard Philippe est « interne », rappelle-t-elle, adressée aux membres du gouvernement et à leurs administrations. Elle n'a pas vocation à s'appliquer à l'usage du français parlé par l'ensemble des locuteurs. Enfin, comment peut-on considérer qu'une « simple règle orthographique paraisse de nature à porter atteinte à l'égalité entre les hommes et les femmes ? Une égalité consacrée par la Constitution et la loi... » Certes, au XVII^e siècle, reconnaît-elle, les grammairiens qui ont prescrit la règle selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin » n'étaient « pas dénués de sexisme ». Mais cette règle s'est aujourd'hui imposée dans l'usage et le « masculin a une valeur générique », a-t-elle rappelé. ■

Publicité

AVIVA INSURANCE LIMITED ("AIL")

AVIVA INSURANCE IRELAND DESIGNATED ACTIVITY COMPANY ("AIIDAC") TRANSFERT D'UNE PARTIE DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE GÉNÉRALE EXERCÉES PAR AIL À AIIDAC

Par la présente, nous vous notifions que le 22 janvier 2019, la Court of Session à Edinburgh a rendu une ordonnance en vertu, notamment, des articles 111 et 112 de la Financial Services and Markets Act 2000 (« FSMA ») :

- (1) agréant un plan de transfert d'activités d'assurance (« le Plan »), en vertu duquel une partie des activités d'assurance générale exercées par Aviva Insurance Limited (« AIL »), une société privée à responsabilité limitée par actions, enregistrée en Écosse sous le numéro SC002116, et dont le siège social se situe à Pitheavlis, Perth, PH2 0NH, doit être transférée à Aviva Insurance Ireland Designated Activity Company (« AIIDAC »), une société d'activités désignées, enregistrée en République d'Irlande sous le numéro 605769 et dont le siège social est situé One Park Place, Hatch Street, Dublin 2, République d'Irlande ;
- (2) transférant à AIIDAC (en vertu des articles 112(1) (a) de la FSMA), avec effet à compter de la date d'entrée en vigueur du Plan, le 1^{er} février 2019 à 00h01 GMT (la « Date d'entrée en vigueur »), la partie de l'entreprise, des biens et passifs d'AIL concernés par le Plan et qui y est définie comme l'« Activité transférée » ;
- (3) transférant à AIIDAC (en vertu des articles 112(1) (a) de la FSMA), avec effet à compter de la Date d'entrée en vigueur, les « Actifs transférés » et les « Passifs transférés » (chacun tel que défini dans le Plan), laquelle ordonnance ne prendra effet pour aucun « Actif résiduel » et « Passif résiduel » d'AIL (chacun tel que défini dans le Plan) avant la « Date du transfert ultérieur » correspondante (tel que défini dans le Plan) ;

- (4) ordonnant (en vertu des articles 112(2)(a), 112(2)(c), 112(2A) et 112(2B) de la FSMA) que le transfert soit valide et exécutoire pour toutes les personnes ayant un intérêt ou un droit sur les Actifs transférés ou les Passifs transférés (ou les deux), nonobstant toute restriction à leur transfert ou à leur utilisation, et que le transfert prenne effet comme si : (a) il n'était pas nécessaire d'obtenir le consentement d'une personne ; et (b) il n'y avait aucune infraction ou ingérence dans un tel intérêt ou droit ;

- (5) poursuivant (en vertu de l'article 112(1)(c) de la FSMA), par (ou contre) AIIDAC, toute procédure judiciaire en cours par (ou contre) AIL à la Date d'entrée en vigueur, comme le prévoit le Plan, laquelle ordonnance ne prendra effet à l'égard d'une telle procédure judiciaire relative à tout Actif ou Passif résiduel avant la Date de transfert ultérieure correspondante ;

- (6) permettant à AIL et AIIDAC de demander (en vertu de l'article 112(1)(d) de la FSMA), pour toute ordonnance relative aux questions accessoires, corrélatives et supplémentaires nécessaires, une garantie que le Plan sera pleinement et efficacement exécuté.

Des copies de cette ordonnance seront disponibles sur le site Internet d'AIL à l'adresse <https://transfer.aviva.com/insurance> jusqu'au 31 mars 2020.

Burness Paull LLP

50 Lothian Road
Festival Square
EDINBURGH
EH3 9WJ

Face à Barcelone, Lyon renoue avec

Lionel Messi et ses coéquipiers débarquent au Groupama Stadium en 8^{es} de finale de la Ligue des champions

GUILLAUME LOISY @guillois
ENVOYE SPECIAL A LYON

FOOTBALL. Le Rhône et la Saône entrent en ébullition. La venue du FC Barcelone au Groupama Stadium, ce mardi en 8^{es} de finale aller de la Ligue des champions (21h, RMC Sport), constitue le match de la saison, voire de la décennie, si l'on en croit l'engouement suscité. « On aurait pu remplir un stade de 200 000 spectateurs. On n'a jamais vu ça », jure Jean-Michel Aulas. Son Olympique Lyonnais n'a plus connu le frisson des matchs à élimination directe en C1 depuis 2012 et une pitoyable sortie de route face à un nain européen, l'Apôle Nicosie. Une

éternité autant qu'une anomalie pour un club du calibre de l'OL, qui a souvent porté sur ses seules épaules les espoirs français en Coupe d'Europe dans les années 2000, et dont l'ambition présidentielle consiste toujours à soulever la fameuse Coupe aux grandes oreilles. « Je ne veux pas lâcher avant d'avoir remporté la Ligue des champions », a affirmé Jean-Michel Aulas dans *Le Figaro* (lire nos éditions du 18 février). Succéder à l'Olympique de Marseille le 1^{er} juin prochain à l'Estadio Metropolitano de Madrid, théâtre de la finale 2019, serait un exploit considérable, tant la concurrence est féroce. Pour Lyon, parvenir à exister lors de la double confrontation face à

Lionel Messi et ses partenaires est un objectif plus raisonnable. Le défi n'en reste pas moins immense. Et un peu plus encore face à un géant frustré et aux ambitions débordantes sur le Vieux Continent. Après avoir assisté impuissant au triomphe de son rival, le Real Madrid, ces trois dernières années, le Barça a fait de la reconquête de la Ligue des champions, remportée à cinq reprises, son objectif numéro un cette saison et s'interdit tout dérapage. Leaders tranquilles en championnat (7 points d'avance sur l'Atlético Madrid, 9 sur le Real), les Blaugranas du discret Ernesto Valverde déploient un jeu moins flamboyant qu'à la grande époque de Pep Guardiola, à l'image de leurs dernières sorties poussives

Le capitaine Nabil Fekir absent, l'attaque lyonnaise contre le Barça de Lionel Messi (à gauche) sera guidée par Houssem Aouar (à droite).
MANU FERNANDEZ/AP
ET EMMANUEL FLOUDROT/REUTERS

dont une petite victoire contre Valladolid (1-0) samedi. Le Brésilien Philippe Coutinho peine aussi à justifier son statut de joueur le plus cher de l'histoire du club (160 M€). Mais ce Barça-là demeure redoutable. Le raté du Mondial digéré, Lionel Messi marche à nouveau sur l'eau (*lire ci-contre*) et Ousmane Dembélé semble enfin exploiter son immense potentiel (13 buts cette saison) quand son corps le laisse tranquille et qu'il s'astreint à des règles de vie plus en phase avec l'exigence du haut niveau. Derrière, le jeune défenseur français Clément Lenglet supplée parfaitement son compatriote champion du monde Samuel Umtiti (tout juste revenu de blessure). L'ancien Sévillan forme une charnière solide avec Ge-

rard Piqué devant Marc-André ter Stegen, considéré comme l'un des meilleurs gardiens au monde et au redoutable jeu au pied.

« Il ne faut surtout pas jouer avec de la crainte »

L'affaire s'annonce donc corsée pour l'OL, jamais parvenu à battre l'ogre catalan en six précédents en Ligue des champions (deux nuls, quatre défaites). Pourtant, toute une ville caresse l'espoir de voir le Barça passer une mauvaise soirée ce mardi. La raison ? Une certaine capacité de la jeunesse lyonnaise à jouer les yeux dans les yeux avec les cadors alors qu'elle pêche parfois au choix, par excès de confiance ou manque de motivation - face à

Josep Maria Bartomeu : « Tout le monde s'attend à ce que le Barça arrive en finale... »

PROPOS RECUEILLIS À BARCELONE PAR
MATHIEU DE TAILLAC @mdetaillac

JOSEP MARIA BARTOMEU préside le FC Barcelone depuis 2014 et l'éviction de Sandro Rosell (pour suivi par la justice qui enquête sur les conditions du transfert de Neymar). PDG d'Adeltec, entreprise d'ingénierie fondée par son grand-père et leader dans les passerelles installées dans les ports, c'est aussi un connaisseur du football français. Il suit notre championnat depuis son enfance, quand son père l'emmenait voir l'AS Saint-Étienne dans les années 1970. Ses missions professionnelles à Avignon - à mi-chemin entre Lyon et Marseille - puis à Auxerre lui ont également permis d'approfondir ses connaissances de l'Hexagone et de notre langue, qu'il parle avec une grande aisance. Avant le choc contre l'OL, il se confie en exclusivité à *Figaro*.

LE FIGARO. - L'Olympique Lyonnais se situe plusieurs échelons au-dessous du Barça...
Josep Maria BARTOMEU. - Ce n'est pas comme cela que je vois les choses. J'ai vu jouer les Lyonnais. Ils

une grande génération de joueurs français, de l'Hexagone et de l'outre-mer.

Le PSG est un cas à part, disiez-vous... Les clubs-États, comme le PSG ou Manchester City, sont des cas à part. Car ils reçoivent de l'argent qui ne provient pas de l'industrie du football. Nous, au Barça, nous ne pouvons injecter que l'argent que nous générons nous-mêmes. Ce que j'espère, c'est que les clubs respectent les règles du fair-play financier. Il faut voir les sponsors : sont-ils réels ou ne le sont-ils pas ? C'est à l'UEFA de le déterminer à travers son département de fair-play financier.

Est-il exclu que Neymar revienne au Barça, s'il en faisait la demande ?
Jamais ni le père de Neymar, ni le joueur, ni personne de son entourage ne nous a appelés pour nous dire qu'il voulait revenir. Le Barça a misé sur deux joueurs à l'attaque, Ousmane Dembélé et Philippe Coutinho, que nous avons achetés avec la vente de Neymar. Notre feuille de route est tracée.



prend dans l'équipe A. Mais dans notre centre de formation, nous investissons chaque année 18 millions d'euros. C'est notre stratégie de club : le talent est formé à la maison.

Adrien Rabiot vous intéresse-t-il ?
La planification du club pour les prochaines saisons n'est pas encore lancée, nous nous y mettrons en mars. En outre, le Barça met toujours la priorité sur les joueurs de notre équipe B. Si nous ne les trouvons pas, nous allons les chercher à l'extérieur. La seule chose de sûre à propos de Rabiot, c'est que le 30 juin, il sera libre.

Mais il n'y a aucun contact établi avec lui ?
Non. Et s'il y en avait, je ne pourrais pas vous le dire.

Et puis le milieu de terrain est plutôt encombré... Cette situation est-elle difficile à expliquer quand il faut convaincre des joueurs comme le Néerlandais Frenkie De Jong ?
Quand un joueur arrive au Barça, il sait qu'il va être en concurrence. C'est un défi pour eux, certains l'acceptent,

Josep Maria Bartomeu, président du Barça depuis 2014 : « Jamais ni le père de Neymar, ni le joueur, ni personne de son entourage ne nous a appelés pour nous dire qu'il voulait revenir. Le Barça a misé sur deux joueurs à l'attaque, Ousmane Dembélé et Philippe Coutinho, que nous avons achetés avec la vente de Neymar. Notre feuille de route est tracée. »

d'autres non. Quand on va chercher un talent à l'extérieur, on nous répond parfois : « Moi, je veux jouer, pas être sur le banc. » De Jong, lui, a confiance en lui. C'est un joueur qui va marquer une époque du football européen. Il a un talent incroyable et une appréhension du football qui est celle du Barça... et la même que celle de l'Ajax.

À partir de quand faut-il penser au Barça post-Messi ?
On y pense déjà, mais c'est un avenir encore lointain. C'est un joueur jeune, il a 31 ans, son rendement est très bon, il joue même de mieux en mieux, je ne sais pas comment il fait ! Il a un contrat pour deux saisons, mais je pense qu'il prolongera sa carrière au-delà de 2021. Mais il faut penser à de jeunes talents. Quand Messi ne jouera plus chez nous, personne ne pourra le remplacer. C'est impossible. Derrière Messi, il n'y a personne. Ni au Barça, ni nulle part ailleurs. L'entraîneur d'ailleurs devra penser de quelle manière l'équipe jouera. L'idée du football du Barça restera la même. La possession du ballon, la récupération, l'équipe joue ensemble, on fait le pressing haut,

on joue avec des latéraux, en 4-3-3 et parfois en 4-4-2... Il y a trois écoles de football qui nous intéressent particulièrement : la brésilienne, la hollandaise et, en particulier, la française. Les grands talents sortent de ces trois pays.

Les retards d'Ousmane Dembélé à l'entraînement sont très commentés. A-t-il besoin d'un cadre, de repères particuliers ? Vous avez été jusqu'à embaucher un cuisinier pour lui !
Ce n'est pas le seul à arriver en retard. Et ce n'est pas si grave. C'est une affaire entre les joueurs. Ils ont des amendes, et après ils font des diners avec la cagnotte... Le Barça a l'obligation de prendre soin de tous ses joueurs. Ils savent qu'on est là pour les aider dans leur formation mais aussi dans leur vie quotidienne. Dans le cas de Dembélé, on lui a apporté l'aide qu'il nous a demandée. Nous sommes discrets, mais c'est vrai qu'on se préoccupe de leur confort. Qu'ils aient un logement qui leur convienne, une bonne école pour leurs enfants...

N'est-ce pas là une manière de les emprisonner dans une bulle ? Vous leur dites en somme : « Consacre-tout au football et on s'occupe du reste » ?
Pas exactement. On ne fait pas leur travail à leur place, mais on les accompagne dans leur vie professionnelle et personnelle s'ils en expriment le besoin.

Au procès de Messi pour fraude fiscale, le joueur a indiqué au juge : « Moi, je joue au football. Les questions d'argent, ce sont mon papa et mon agent qui les gèrent. » Est-ce le comportement que l'on peut attendre d'un citoyen responsable et adulte, qui plus est

Il y a trois écoles de football qui nous intéressent particulièrement : la brésilienne, la hollandaise et, en particulier, la française. Les grands talents sortent de ces trois pays

jouent très bien en championnat. Ils ont un esprit très positif. Cela va être compliqué pour nous. Tous les clubs n'arrivent pas en huitièmes de finale de la Ligue des champions. S'ils sont là, c'est qu'ils font bien les choses.

Quel est le principal danger de l'OL ?
Je préfère ne pas vous le dire ! Le danger, en général, dans une compétition éliminatoire, c'est de faire un mauvais match. L'OL est une équipe qui a de jeunes talents. Parce qu'ils se sont qualifiés en huitièmes, ils vont jouer avec une certaine insouciance, la tranquillité de savoir qu'ils font bien les choses. Nous, en revanche, tout le monde s'attend à ce qu'on arrive en finale !

La Ligue 1 est-elle une espèce de grand marché pour le Barça et le football européen ?
Les faits le prouvent. Dans de grandes équipes européennes, les meilleurs joueurs sont français. Dans les championnats anglais, espagnols, italiens, ou allemands, des joueurs, jeunes ou moins jeunes, ont de grands succès. Et puis il y a le cas du PSG. J'observe en tout cas

Pensez-vous que l'on va voir à l'avenir des transferts comme celui de 222 millions d'euros pour Neymar ? Le Barça, par exemple, va-t-il continuer à se livrer à des transferts gigantesques ? Cela me semble très difficile. Les grands clubs ne veulent pas vendre leurs joueurs. Nous voulons de grands joueurs pour gagner, pas pour faire des affaires. Neymar a acheté sa liberté pour 222 millions d'euros, mais le Barça ne voulait pas de cet argent, nous ne voulions pas le vendre. Il se trouve qu'en Espagne nous avons l'obligation d'avoir une clause de libération. Si quelqu'un veut acheter Busquet, Piqué ou Messi, ils ne sont pas à vendre. Je crois qu'il y aura très peu de transferts entre grands clubs. Notre plan est donc de chercher de jeunes talents auprès de clubs dont l'activité consiste, en plus de jouer au football, à former et à vendre des joueurs.

Cela veut dire que quand le Barça fait signer un joueur, il pense le garder au moins dix ans ?
Bien sûr. Quand on fait signer To-dibo, De Jong, Dembélé, Lenglet ou Arthur, ce sont des joueurs très jeunes, avec un projet sportif à long terme au Barça. Ils vont se consolider petit à petit dans le club. En revanche, si un joueur n'est pas à l'aise, on le laissera partir, nous ne sommes pas un club prison. Il faut investir en permanence. On parle beaucoup des joueurs que l'on



Le grand frisson

ions. Le défi est immense pour l'OL.

des adversaires moins prestigieux. Terrassé chez lui (1-2) et bousculé à Décines (2-2), en phase de groupes, Manchester City peut le confirmer, tout comme le PSG dont la seule défaite en championnat cette saison s'est dessinée dans l'ambiance torride du Groupama Stadium il y a quinze jours (1-2).

Seul bémol, et pas des moindres, le capitaine Nabil Fekir, toujours décisif dans ces grands rendez-vous, assistera au choc depuis les tribunes pour cause de suspension. Une incertitude planait également lundi sur la disponibilité de Jason Denayer et Tanguy Ndombele, deux atouts majeurs de l'OL cette saison, diminués par des blessures. Pas de quoi affecter cependant la belle

confiance affichée par Houssein Aouar. « J'y crois énormément, on sait de quoi le groupe est capable. Il ne faut surtout pas jouer avec de la crainte », martèle, du haut de ses vingt printemps, le milieu de terrain, étincelant face au City de Guardiola fin novembre. « Calme et serein », Bruno Genesio attend, lui, une équipe lyonnaise « bien organisée et disciplinée ». Mais aussi ambitieuse, capable de mettre son adversaire sur le reculoir, comme elle avait su le faire face à Manchester. « À chaque fois que l'on récupérera le ballon, il faudra les faire défendre, quelque chose qu'ils aiment moins », éclaire le coach rhodanien. La semaine dernière, une classe biberon de l'Ajax Amsterdam sans complexe

était parvenue à malmener un autre géant, le Real Madrid, avant de finalement s'incliner (1-2). Un exemple dont il faut s'inspirer en matière d'état d'esprit, avec impérativement un résultat positif. Pour entretenir l'espoir d'un retentissant exploit dans le mythique Camp Nou le 13 mars prochain. ■

8 ^{ES} DE FINALE ALLER			
MAN UNITED	0-2	PARIS SG	
AS ROME	2-1	PORTO	
AJAX AMSTERDAM	1-2	REAL MADRID	
TOTTENHAM	3-0	DORTMUND	
LYON	21h RMC	BARCELONE	
LIVERPOOL	-	BAYERN MUNICH	
ATLETICO MADRID	mercredi	JUVENTUS TURIN	
SCHALKE 04	-	MAN CITY	

Quand Messi ne jouera plus chez nous, personne ne pourra le remplacer. C'est impossible. Derrière Messi, il n'y a personne. Ni au Barça, ni nulle part ailleurs.

JOSEP MARIA BARTOMEU

Messi est toujours Messi

CHRISTOPHE REMISE @CRemise77
ENVOYE SPECIAL A LYON

LUIS SUAREZ, Ousmane Dembélé, Philippe Coutinho... Le FC Barcelone ne manque pas de talents, c'est un fait acquis. Un Barça solide leader en championnat d'Espagne (7 points d'avance sur l'Atlético, 9 sur le Real), toujours en lice en Coupe du roi (1-1 en demi-finale aller contre le Real) et bien sûr en Ligue des champions, avec ce 8^e de finale aller ce mardi, contre l'OL. Oui, mais le Barça, c'est souvent Lionel Messi et les autres, cette saison. Messi qui, à 31 ans, ne semble pas prêt à baisser le pied... La preuve en chiffres : avec son but vainqueur face à Valladolid samedi dernier (1-0), l'international argentin (128 sélections, 65 buts) est d'ores et déjà assuré de terminer une onzième saison d'affilée à 30 « golazos » et plus avec la tunique blaugrana sur les épaules ! 30 buts en 30 matchs, dont six en quatre apparitions en Cl.

Rappelons que l'intéressé est le deuxième meilleur buteur de l'histoire de la Coupe aux grandes oreilles avec 106 réalisations, seulement devancé par son vieux rival, Cristiano Ronaldo (121). D'ailleurs, ceux qui pensaient que le départ de « CR7 » vers l'Italie pourrait calmer les ardeurs de Messi en sont pour leurs frais. Le natif de Rosario n'a visiblement pas besoin de la concurrence de Ronaldo pour affoler les compteurs. Bien sûr, le Barça n'est pas aussi flamboyant qu'il l'était il y a quelques années. On peut parfois se demander d'où viendrait le danger si ce n'était pas de Messi. Stéréotype, ce Barça cuvée 2018-2019 ? Sauf que l'intéressé amène toujours le danger. Accélération fulgurante, coups de patte soyeux, vision du jeu... On ne découvre pas le talent de l'Argentin. Et Bruno Genesio non plus. « Il y a Lionel Messi qui est un génie, mais

aussi un collectif composé de grands joueurs, prévient le coach de l'OL, sur TF1. On sait qu'il est capable de déjouer n'importe quel plan. Je pense que c'est important que ce soit une réponse collective et non pas un marquage individuel, par exemple. Parce que ce genre de joueurs est capable de faire la différence face à n'importe quel joueur. » C'est bien pour ça que Messi est Messi... À moins de lui mettre une sangsue du type N'Golo Kanté sur le dos, comme Didier Deschamps l'a fait en Russie lors du Mondial. Et encore...

Les penaltys, talon d'Achille de « la Purple »

Des défauts ? On a beau chercher, on n'en trouve jamais énormément... Un temps critiqué pour son inefficacité aux coups francs, Messi en a converti neuf en 2018. C'est plus que toute l'équipe lyonnaise (5). Quoique, en cherchant bien, il y a un domaine dans lequel la superstar argentine est humaine : les penaltys. S'il en a rentré un le week-end dernier, il en a aussi manqué un. En fait, il en manque quasiment un sur cinq en Liga, et près d'un sur quatre toutes compétitions confondues depuis ses débuts. « Inquiet quand Messi tire un penalty ? Non, jure le coach catalan, Ernesto Valverde. L'étais persuadé qu'il allait convertir les deux. Leo, c'est un gage de sécurité. Il aurait d'ailleurs pu marquer d'autres buts dans ce match. » Messi avait en effet frappé 12 fois au but contre Valladolid. Messi qui, malgré ce petit défaut, n'est pas le joueur le mieux payé du monde pour rien (8,30 M€ brut mensuel selon L'Équipe).

D'ailleurs, le Barça compte bien le prolonger au-delà de son contrat actuel (2021). L'Argentine ? S'il n'a plus revêtu le maillot de l'Albiceleste depuis le quart de finale perdu contre la France en Russie (3-4), le quintuple Ballon d'or pourrait, de sources argentines, faire son retour en sélection en mars. D'ici là, l'OL aura tenté d'écourter sa saison européenne... ■

CHIFFRES CLÉS

30
buts marqués par Lionel Messi en 30 matchs cette saison, dont 6 en Ligue des champions

20%
de penaltys ratés en championnat, son seul petit point faible

4
Ligue des champions à son palmarès avec Barcelone, et neuf championnats d'Espagne, six Coupes d'Espagne...

du monde pour rien (8,30 M€ brut mensuel selon L'Équipe).

D'ailleurs, le Barça compte bien le prolonger au-delà de son contrat actuel (2021). L'Argentine ? S'il n'a plus revêtu le maillot de l'Albiceleste depuis le quart de finale perdu contre la France en Russie (3-4), le quintuple Ballon d'or pourrait, de sources argentines, faire son retour en sélection en mars. D'ici là, l'OL aura tenté d'écourter sa saison européenne... ■

EN BREF

Rugby : l'annonce du XV de France pour l'Écosse avancée à mardi

L'annonce de l'équipe qui affrontera samedi l'Écosse au Stade de France dans le Tournoi, a été avancée de jeudi à ce mardi (9h30). « C'est une demande des joueurs, qui préfèrent connaître la composition dès le début de semaine afin de pouvoir se préparer en conséquence », a expliqué l'encadrement.

Ski : Hirscher et Shiffrin chassent le globe de slalom

L'Autrichien Marcel Hirscher et l'Américaine Mikaela Shiffrin peuvent tous les deux remporter un 6^e globe de slalom lors du City Event de Stockholm, ce mardi, seulement deux et trois jours après avoir été sacrés champions du monde de la spécialité à Are (Suède).

La Formule 1 s'inquiète avec le Brexit

Lors du premier jour des essais hivernaux de F1, Toto Wolff, le patron de l'écurie Mercedes, a affirmé que « le Brexit est une préoccupation majeure pour nous (la F1). Nous sommes des écuries qui voyagent pour des courses au moins 21 fois par an, nous circulons dans et hors du Royaume-Uni [...] Il y a une incertitude sur l'impact qu'aura le Brexit sur une industrie qui selon moi est l'une des plus remarquables du Royaume-Uni ». Plusieurs écuries, dont Renault, Williams ou McLaren, sont implantées au Royaume-Uni.

présenté en modèle à la société ? Quelqu'un dans son entourage a commis une erreur. Nous recommandons à nos joueurs de prendre un bon conseiller fiscal. Mais dans ce cas, le fisc espagnol a changé son interprétation sur les sociétés qu'avaient ouvertes les joueurs pour percevoir leurs droits d'image.

Au-delà des interprétations légales, trouvez-vous éthique qu'un joueur de football millionnaire déclare ses revenus dans des États à moindre fiscalité plutôt que dans le pays où il joue ? Cela ne concerne pas le club. Chaque joueur est libre de payer ses impôts comme il l'entend et de choisir librement son conseiller.

Comment va Samuel Umtiti, blessé au genou ? Bien. Il s'entraîne régulièrement avec l'équipe. Il sera dans le groupe à Lyon.

Pendant qu'Umtiti était blessé, Clément Lenglet a beaucoup joué. Et son niveau a surpris certains observateurs... Beaucoup ont été surpris. Nous, nous savions que c'était un grand joueur, c'est pour cela qu'on l'a fait venir. C'est vrai qu'il s'est adapté très rapidement au club et à son style de jeu. L'équipe de France a de bons défenseurs centraux.

Si Lenglet gagne sa place dans le onze initial, est-il compatible avec Umtiti au Barça ? Oui, bien sûr. Nous avons joué parfois avec deux gauchers ou deux droitiers. Les joueurs ont une jambe principale. Mais aujourd'hui, presque tous les footballeurs modernes utilisent leurs deux jambes. Un exemple : Ousmane Dembélé est-il gaucher ou droitier ? ■

CHIFFRES CLÉS

450M€
L'investissement pour la construction du Groupama Stadium, opérationnel depuis janvier 2016.

476M€
L'actif joueurs de l'OL, qui était de 245 M€ l'an dernier.

200 000
Le nombre de demandes de billets pour ce Lyon-Barcelone au Groupama Stadium qui peut accueillir un peu moins de 60 000 spectateurs.

BAPTISTE DESPREZ
@Batdesprez
ENVOYE SPECIAL A LYON

JEAN-MICHEL AULAS ne peut cacher sa fierté. Et une sacrée dose de satisfaction légitime au moment de faire le point sur la (bonne) santé financière de l'OL et l'évolution des différents chantiers avant la réception de Barcelone. Pour ce qui s'apparente aux retours des belles soirées européennes du club rhodanien. « On me prenait pour un fou quand j'ai voulu la construction d'un nouveau stade, mais aussi pléthore d'activités à côté, nous souffle-t-il avec vigueur dans un bureau de Vénus impenable sur le site de Décines. Quand je vois tout cela sortir de terre, je peux vous dire que le plaisir est immense. Avec OL City, nos ambitions dépassent l'unique cadre du foot. » À Décines, le branle-bas de combat est en ordre de marche avec ouvriers, grues et autres camions de BTP à l'œuvre chaque jour. Une vraie ville dans la ville.

En plus du Groupama Stadium, on retrouve un hôtel avec vue directe sur l'enceinte, une pépinière d'entreprises et des projets sur le point d'aboutir comme un centre de loisirs et une clinique. Sans compter la volonté d'OL Groupe d'obtenir une extension foncière (« On a 50 hectares, on en voudrait 100 ») et d'implanter une nouvelle salle événementielle à proximité du stade pour y accueillir, en plus des spectacles, l'Asvel de Tony Parker attendue en Euroleague (la

Ligue des champions du basket). « Mon rêve, c'est que les gens viennent consulter un médecin ou chercher un emploi à OL City, plante un « JMA » présent sur tous les fronts. Ça paraît pompeux ou prétentieux, mais je veux faire mieux dans les quartiers et les cités que ce qu'on a fait en centre-ville. » Un vrai discours d'homme politique en course pour la mairie lyonnaise en 2020 ? « Je n'ai jamais voulu en faire et pourtant j'ai beaucoup de politiques qui me demandent conseil, plaisante-t-il, le sourire en coin et conscient de « peser » dans la vie de sa région. Je veux partir avec une œuvre qui dépasse le cadre du sport et la fierté d'une réussite sur le plan sportif. »

Le Groupama Stadium, véritable machine à cash

À ce niveau, l'objectif est clair : être dans les 20 premiers clubs sur le plan économique en Europe dans les cinq ans et dans le top 8 au niveau sportif. Pour y parvenir, en plus de tous les chantiers terminés, avancés, imaginés et la tête de gondole du Groupama Stadium, véritable machine à cash au centre du projet (près de 450 M€ d'investissements), Aulas sait comment s'y prendre. Sans autre alternative pour accroître les recettes de son club et de pouvoir batailler avec les autres mastodontes que sont le PSG, les deux autres Manchester, Barcelone, le Real ou encore la Juventus. « Il faut participer chaque saison à la Ligue des champions. » En déviant ses (excellents) résultats semestriels à ses actionnaires le

13 février dernier, OL Groupe - le holding coté en Bourse - a mis en avant la multiplication par trois de son bénéfice net, passant de 5,80 M€ à 14,80 M€ sur les six premiers mois de son exercice décalé. Et aussi l'importance des droits TV européens dans son économie, mais pas seulement. Visites, séminaires, concerts, trading de joueurs, internationalisation de la marque OL sont des leviers qui rapportent aussi. Entre décembre 2017 et 2018, les chiffres font frémir (+122% des droits TV liés à la Cl, 36,9 M€ à 82,1 M€) et confirment la manne financière qu'offre la plus belle et lucrative des compétitions de clubs.

Traduction : pour grandir encore plus vite et régner sur l'Europe (voir notre édition de lundi), une participation en Ligue des champions avec une présence au moins en 8^e de finale devient une obligation. « Ça vous change la vie économiquement », confirme « JMA » au regard de ce que rapportera la double confrontation de l'OL face au Barça. « Un peu plus de 15 M€ grâce aux droits TV et la billetterie, mais aussi plein de choses qui vont gonfler la note indirectement (brasserie, séminaires, visite du musée). Ça nous emmène dans une galaxie de matchs et de ressources qui est incroyable. » Et le président lyonnais depuis 1987 de conclure : « On rentre dans le 3^e étage de la fusée OL qui est à nouveau la conquête de titres. » Reste désormais une chose, et non des moindres : appliquer la recette du succès sur le terrain. ■

Business : comment l'OL veut batailler avec les plus grands

En France, 7% des décès sont attribuables à l'alcool

Après un siècle de diminution, la consommation stagne et représente encore un lourd fardeau sanitaire.

SOLINE ROY
@so_sroy

SANTÉ Les chiffres sont têtus : n'en déplaise à ses défenseurs, l'alcool tue. 41 000 personnes par an, selon le dernier Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) publié ce mardi. Si la consommation d'alcool a énormément baissé en quatre-vingts ans - elle est passée de 65 grammes d'alcool pur par adulte et par jour à la fin des années 1930, à 26 grammes en 2013, selon les données de vente -, elle reste désormais stable. Et les Français demeurent parmi les plus gros consommateurs au monde. L'alcool, en particulier le vin rouge, a longtemps été présenté comme un produit à consommer certes « avec modération », mais bénéfique si pris en petites quantités. Or « les minimes et très sélectifs effets protecteurs de l'alcool sont réduits à néant par ses effets délétères », insiste dans l'éditorial du BEH François Bourdillon, directeur général de Santé publique France. Il cite le Pr Emmanuela Gakidou, épidémiologiste à l'université de Washington et auteur d'une étude sur le fardeau sanitaire mondial de l'alcool publiée en août 2018 dans *The Lancet* : en matière d'alcool, il ne fait plus aucun doute que « moins c'est mieux, rien du tout c'est encore meilleur ».

Un impact « considérable » Les épidémiologistes Christophe Bonaldi et Catherine Hill se sont donc attelés dans ce BEH à comptabiliser le nombre de morts attribuables à l'alcool chaque année en France. En combinant les fractions de risques pour diverses maladies, aux prévalences de consommation, ils ont estimé que 30 000 hommes et 11 000 femmes étaient morts à cause de l'alcool en 2015 ; dont 16 000 décès par cancers, 9 900 par maladies cardiovasculaires, 6 800 par maladies digestives, 3 000 par d'autres maladies (diabète, maladie mentale, épilepsie, etc.) et 5 400 par accident ou suicide.

« Soit, respectivement, 11 et 4 % de la mortalité » des hommes et des femmes, écrivent les auteurs, avec une moyenne globale de 7 %. L'alcool a donc un impact sanitaire « considérable ». Et « même à la dose relativement modérée de moins de 18 grammes d'alcool pur consommé par jour » (moins de 2 verres), certains risques sont réduits mais

« le risque global est augmenté », avec 500 décès. Des chiffres qui montrent bien que les repères de consommation (maximum 2 verres par jour avec au moins deux jours par semaine sans consommation) sont à comprendre comme une quantité offrant un risque, non pas nul, mais « acceptable pour un individu qui choisit [...] en connaissance de cause », plaide François Bourdillon.

Des mesures efficaces

Les auteurs précisent cependant que 90 % de ces décès sont liés à une consommation de plus de 5 verres par jour. Le BEH nous apprend par ailleurs que 10 % des buveurs sont à l'origine de 58 % de la consommation d'alcool. « Ces gros consommateurs sont ceux qui font la richesse des alcooliers, et qui subissent l'essentiel des dommages », rappelle le Pr Michel Reynaud, psychiatre et addictologue, président du Fonds actions addictions. « On connaît les mesures efficaces : d'abord, il faut augmenter le prix minimum de l'alcool, ce qui retarde la consommation des jeunes et diminue celle des gros buveurs. » Entre autres urgences, insiste l'addictologue, il faut « dénormaliser l'ivresse. Derrière le mythe du bon vivant, se cache le gros buveur excessif et dépendant ». ■
* Quelle que soit la boisson alcoolisée, un verre (25 cl de bière à 5°, 10 cl de vin à 12°, 2,5 cl de whisky à 40°...) contient environ 10 grammes d'alcool pur.



Selon une enquête de Santé publique France publiée ce mardi, 23 % des femmes de 18 à 75 ans boivent entre une et six fois par semaine, contre 37 % des hommes. C'est quatre points de plus qu'en 2014. OLEG/STOCKADOB.COM

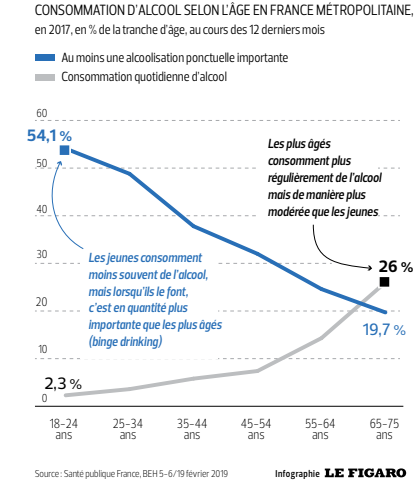
Les mineurs n'ont aucune difficulté à se fournir dans les bars ou les commerces

LA LOI sur la vente d'alcool aux mineurs semble aussi limpide... que peu respectée. « Il est interdit de vendre de l'alcool à des mineurs de moins de 18 ans », clame le code de la Santé publique, vertueusement affiché dans les bars et commerces. « Acheter de l'alcool ? Rien de plus facile ! », retournent les jeunes, rigolards. « Au pire, on se plaque sous une casquette, ou on demande à un adulte qui a l'air sympa. » Le plus souvent, il n'est même pas besoin de se cacher : « Il y a quelque temps, j'ai vu au supermarché deux jeunes filles acheter de la vodka, se souvient le Pr Mickael Naassila, chercheur Inserm/Université d'Amiens et président de la société française d'alcoolologie. La caisse automatique bloquait. Un vigile est venu débloquer la machine, et les a laissées repartir avec leur bouteille sans se poser la question de leur âge ! »

Le Bulletin épidémiologique hebdomadaire publié ce mardi montre ainsi, auprès de près de 12 500 jeunes âgés de 17 ans, que ceux ayant consommé de l'alcool dans le mois précédent

n'avaient eu aucune difficulté à s'en procurer : 91 % en avaient acheté en magasin et 77,5 % dans un débit de boisson ; plus de la moitié (53 %) n'avait jamais eu à présenter de carte d'identité... Dans une étude Ipsos pour la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions, en juin 2018, 63 % des 14-16 ans disaient qu'il était facile d'acheter de l'alcool, et leurs parents n'étaient visiblement pas dupes, puisque 77 % avaient la même opinion... « Refuser une vente, c'est compliqué », admet le Pr Naassila. « Il faut donc arrê-

Alcool : des pratiques différentes selon l'âge... .. et sources de bien des maux



«Je pensais être la seule femme à avoir un problème d'alcoolisme»

CÉCILE THIBERT
@CecileThibert

« AVANT de franchir la porte des Alcooliques anonymes, j'avais de nombreux préjugés. J'imaginai que ces réunions n'attiraient que des hommes d'un certain âge, limite clodos. Et surtout, je pensais être la seule femme à avoir un problème avec l'alcool. En réalité, j'ai découvert que nous étions nombreuses », témoigne Alexandra* qui fêtera sa deuxième année d'abstinence en mai prochain. Un « miracle » pour cette cadre de 40 ans que l'alcool n'avait pas quitté depuis le décès de son père, il y a près de douze ans.

Bien que moins visible, l'alcoolisme féminin est un phénomène bien présent. Selon la dernière enquête de l'agence sanitaire Santé publique France publiée ce mardi, 23 % des femmes de 18 à 75 ans

boivent entre une à six fois par semaine, contre 37 % des hommes. C'est quatre points de plus qu'en 2014. « Actuellement, environ un tiers de mes patients sont des femmes », estime le Dr Éric Hispard, médecin addictologue à l'hôpital Fernand-Widal (Paris). De la même manière, 36 % des membres des Alcooliques anonymes sont des femmes. Avec la mutation des rôles sociaux, la consommation d'alcool a profondément changé ces dernières décennies. « Des études internationales ont montré que la réduction des inégalités entre les sexes s'accompagne d'une convergence des comportements de consommation », pointait l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) dans un rapport de 2017.

Une tendance que constate au quotidien le Dr Fatma Bouvet de la Maisonneuve, psychiatre et addictologue à l'hôpital Saint-Anne et présidente de l'association Addict'elles (dédiée à la prévention des addictions qui touchent les femmes). « Souvent, les femmes qui ont un problème avec l'alcool ne sont pas celles que l'on croit. Même si toutes les catégories socioprofessionnelles sont touchées, je vois beaucoup de femmes qui cumulent d'importantes responsabilités professionnelles et personnelles. Pour dissimuler leur alcoolisme, elles boivent plus volontiers seules le soir. »

«Alcoolique était une insulte»

Encore aujourd'hui, les collègues d'Alexandra ne savent rien de son alcoolodépendance. « J'ai toujours bu seule après le boulot. Au début, c'était une bouteille de vin un soir sur trois, puis un soir sur deux, jusqu'à ce que cela devienne quotidien, raconte-t-elle. J'avais une tête confite dans l'alcool, c'était dur de ne pas le voir. Mais j'utilisais toutes sortes d'artifices pour le cacher : du maquillage et plein de chewing-gums ! » Après des années de déni, Alexandra a fini par se rendre à l'évidence. « À la suite de mon divorce, je suis allée voir une psychologue qui a repéré mon alcoolisme. Ça m'a fait du mal de l'entendre. Pour moi, le mot alcoolique était une insulte ». Pourtant, bien avant sa première réunion aux Alcooliques anonymes, Alexandra avait lancé des appels à l'aide. « J'en avais parlé à des amis qui n'ont pas voulu voir le problème. Ils m'ont dit de ne pas m'inquiéter parce que je ne buvais pas le matin et que je n'avais pas de tremblements », se souvient-elle avec amertume. Or l'alcoolisme - non pas défini par un niveau de consommation, mais comme l'impossibilité de se abstenir de boire malgré les dommages subis - n'attend pas l'apparition des symptômes les plus sévères pour s'installer. « Parmi les premiers stigmates, on peut citer un visage bouffi, cerné, une prise de poids, une odeur âcre de la transpiration, des cheveux et des ongles cassants. Les personnes deviennent caractérielles, très irritables », énumère le Dr Bouvet de la Maisonneuve, auteure de l'ouvrage *Les Femmes face à l'alcool* (Éd. Odile Jacob).

Outre la méconnaissance de la maladie, le tabou qui l'entoure s'érige, lui aussi, comme un obstacle à la prise en charge. « Bien souvent, la honte les pousse jusqu'à les empêcher de venir consulter. Elles sont convaincues qu'elles ont une tare ou un vice, constate la psychiatre addictologue. La première chose à faire est de dire qu'il s'agit d'une maladie, cela réduit

le poids de la culpabilité. Il faut aussi les assurer qu'il n'y aura aucun jugement moral. » « Il faut banaliser la question du mésusage de l'alcool dans les consultations médicales, ajoute le Dr Éric Hispard. Il faut que les personnes qui s'interrogent sur leur consommation puissent en parler librement le plus tôt possible. »

Pour Alexandra, l'envie de s'en sortir est venue sans crier gare. « La veille, j'avais bu, comme tous les soirs. Et comme tous les jours, je me sentais mal, je n'arrivais pas à aller au travail. C'était la fois de trop : j'en avais marre d'en avoir marre », raconte-t-elle. Avec une amie, elle se rend à une séance des Alcooliques anonymes. « Pour la première fois je pouvais dire de quoi je souffrais et les gens savaient parfaitement de quoi je parlais. Ils m'ont dit : "tu n'es pas seule, il y a une solution et ça va aller". »

Aujourd'hui, Alexandra va mieux mais elle a conscience de sa fragilité : « L'alcool est totalement banalisé, que ce soit au travail ou dans la rue. Je dois être constamment vigilante car même si je suis abstinente, je suis toujours alcoolique. Et je peux retomber à tout moment. » « Il n'y a pas de traitement définitif. On peut se débarrasser de son addiction mais l'alcoolisme reste une maladie chronique émaillée de rechutes, confirme le Dr Bouvet de la Maisonneuve. Ça ne doit pas être dramatisé. On tombe, et on se relève. » ■
* Le prénom a été changé.

La cible des alcooliques se féminise

La femme est-elle l'avenir du secteur de l'alcool ? Alors que les Français consomment de moins en moins d'alcool (26 litres en 1961 contre 11,7 litres en 2017, selon Santé publique France) - et les femmes encore moins que les hommes -, les marques misent de plus en plus sur la clientèle féminine. Une stratégie qui rappelle celle déjà employée par les cigarettiers. « Lorsque l'industrie du tabac s'est aperçue que les femmes fumaient moins que les hommes, elle a décidé de les cibler davantage, souligne Karine Gallot-Morvan, chercheuse en marketing social à l'EHESP. « Avec plusieurs décennies de retard, l'industrie de l'alcool suit la même voie. » Empruntant allègrement les codes de la mode et des cosmétiques, les alcooliers développent des produits ciblant les femmes : bouteilles en forme de diamant, vin rosé goût pamplemousse, étiquettes roses, bières 0 % pour les femmes enceintes... L'objectif ? « Légitimer l'alcoolisation des femmes tout en la rendant attrayante », analysait l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies en 2017. « Nous n'avons rien fait pour lutter contre le tabagisme chez les femmes et nous nous retrouvons aujourd'hui avec un nombre effrayant de cancers du poulmon. Nous sommes en train de reproduire la même chose avec l'alcool », déplore le Dr Fatma Bouvet de la Maisonneuve, psychiatre addictologue. C.T.

85,7 %
des 17 ans
déclarent avoir déjà bu de l'alcool
au cours de leur vie. (Source: BEH)

LE CARNET DU JOUR

01 56 52 27 27

carnetdujour@media.figaro.fr

deuils

Lyon.

Eric, Florent et Anne, ses enfants,
Ludovic, Benoît, Côme et Jean, ses petits-enfants,

ont la douleur
de vous faire part du décès
de leur père et grand-père,

Éric-Jean BÉNÉDIC

La cérémonie religieuse sera
célébrée le jeudi 21 février 2019,
à 10 heures, en l'église
de la Rédemption, Lyon (6°).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Henri Blais,
M. et Mme Philippe Méré,
M. et Mme Jean-Louis Valero,
ses enfants,

Pauline, Guillaume, Antoine,
Bertrand, Agathe et Paul,
ses petits-enfants,

ses frères, sœurs, beaux-frères
et belles-sœurs,
ses neveux et nièces

et toute la famille

vous font part
du rappel à Dieu de

M. Jacques BLAIS
docteur en droit,
officier
de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 22 février 2019,
à 14 h 30, en l'église
Sainte-Marguerite du Vésinet,
10, place de l'Eglise.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale,
au cimetière d'Allonne
(Deux-Sèvres).

Il a rejoint dans l'éternité
son épouse bien-aimée,
Annick, née Voinier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51 bis, boulevard Carnot,
78110 Le Vésinet.

Josette Boursican,
son épouse,
Laurence
Boursican Quézel-Perron,
sa fille, et son époux Igor,
Ariane, Estelle, Sibylle,
ses petites-filles,
Pierre Boursican,
son frère, et sa famille,
les familles Boursican,
Piquemal et Benguigui

ont la tristesse
de faire part du décès de

Jean BOURSICAN

survenu le 14 février 2019,
à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la basilique
Saint-Sernin, à Toulouse
(Haute-Garonne),
le jeudi 21 février, à 10 h 30.

Les familles Brueder
et de Chauvigny

vous font part
du rappel à Dieu de

Madeleine BRUEDER

le 16 février 2019,
dans sa 66^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 22 février, à 10 h 30,
en l'église Saint-Sulpice,
place Saint-Sulpice, Paris (6°).

Mme Régis Garnier,
son épouse,

Mme Bruno Garnier,
M. et Mme Michel Garnier,
Mme Denis Garnier,
Mme Xavier Garnier,
ses belles-filles et fils,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ont la profonde tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Régis GARNIER

le samedi 16 février 2019,
à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 22 février,
à 11 heures, en l'église
Saint-François-Xavier,
Paris (7°),
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial,
dans la stricte intimité.

Mme Georges De Jonckheere,
son épouse,

M. Georges De Jonckheere,
M. François De Jonckheere,
Mme Isabelle De Jonckheere,
ses enfants,

Laura,
Giulia,
Alessandra et David,
Arnaud,
India,
Maxime,
Nicolas,
ses petits-enfants,

M. et Mme
Axel Van der Stappen
et la famille Debeaue,
ses cousins et cousines,

ont la profonde tristesse
de faire part du décès de

M. Georges DE JONCKHEERE
expert en œuvres d'art,
président honoraire
de la Chambre belge
des experts en œuvres d'art,
président honoraire
de la Confédération
européenne des experts d'art,

né à Bruxelles, le 16 mai 1928
et y est décédé
le 16 février 2019.

Le service religieux, suivi
de l'inhumation dans le caveau
de famille au cimetière
de Bruxelles (Evere),
sera célébré en l'église
Notre-Dame-du-Sablon,
place du Grand-Sablon,
à 1000 Bruxelles,
le jeudi 21 février 2019,
à 12 heures.

Christiane Guichard,
née Dubois-Bourgeois,
son épouse,

Christophe et Valérie Guichard,
ses enfants,

Marine et Alexandre Godefroy,
Thomas Guichard,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Claude GUICHARD

survenu le 16 février 2019,
dans sa 89^e année.

La messe de funérailles
sera célébrée
en l'église Stella-Matutina,
avenue Foch, à Saint-Cloud,
le jeudi 21 février, à 14 h 15.

La famille tient à remercier
le personnel des Abondances
de Boulogne-Billancourt
pour son dévouement
et sa gentillesse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place Sully,
92210 Saint-Cloud.

Mme Yves de Launay,
sa sœur,
la comtesse
François-Xavier d'Harcourt,
sa belle-sœur,

le père Philippe de Kergorlay,
Mlle Claude de Kergorlay,
M. et Mme Christian de Couët,
M. et Mme
Renaud de Gaulejac,
le comte et la comtesse
Jean de Kergorlay,
le baron et la baronne
Cyrille d'Auerstaedt,
le comte et la comtesse
Henry de Lantivy,
le comte et la comtesse
Philippe-Gérard d'Harcourt,
Mlle Isabelle d'Harcourt,
Olivier d'Harcourt (?),
ses neveux,
ses petits-neveux
et arrière-petits-neveux

font part du rappel à Dieu de

Paul de d'HARCOURT

le 18 février 2019, à Paris,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le jeudi 21 février,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Augustin, à Paris (8°),
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial
de La Mailleraye-sur-Seine
(Seine-Maritime).

Chantal Descours,
Jean et Chantal
Julien-Laferrière,
Paul et Chantal
Julien-Laferrière,
Claude et Hélène
Julien-Laferrière,
Patrice et Marie-Chantal
Julien-Laferrière,
sa sœur, ses frères
et ses belles-sœurs,
ses neveux et nièces

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Thérèse JULIEN-LAFERRIERE

le 14 février 2019,
dans sa 91^e année.

La messe de funérailles
sera célébrée
le samedi 23 février,
à 10 h 30, en la basilique
Saint-Martin-d'Ainay,
Lyon (2°).

L'inhumation aura lieu
au cimetière
de Saint-Martin-Lestra (Loire).

Geneviève Nicolas,
sa sœur,
Philippe Nicolas
et Véronique Marquez,
son neveu et sa nièce,
Pierre Nicolas,
son petit-neveu,
Martine et Hervé Pellerin
et leurs enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

Fernande LAHAYE

survenu le 16 février 2019,
dans sa 81^e année.

Its rappelent à votre souvenir
son époux

François Lahaye

décédé en 2007.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mercredi 20 février,
à 10 h 30, en la chapelle
de l'hôpital Percy, à Clamart,
suivie de l'inhumation
à 14 h 30, au cimetière
de Montge-en-Goële
(Seine-et-Marne).

Philippe Nicolas,
11, rue Paul-Langevin,
77290 Mitry-Mory.

Françoise
de Lard de Rigoulières,
son épouse,

Bénédicte et Philippe,
François et Béatrice,
Loïc (?),
Brigitte et Olivier,
ses enfants,
Thais, Niels, Paul, Thomas,
Martin, Flavie et Clémentine,
ses petits-enfants,
les familles
Le Taillandier de Gabory
et Balasque

font part du décès de

Xavier

de LARD de RIGOLIÈRES

rappelé à Dieu
le dimanche 17 février 2019.

La messe d'obsèques
aura lieu en l'église
Saint-Pierre-et-Saint-Paul
de Traz-de-Lapouade
(Gironde), le jeudi 21 février,
à 14 h 30.

La comtesse François
de Laurens de Saint Martin,
née Françoise
Lescaudrey de Maneville,
son épouse,

Vincent et Chantal
de Laurens de Saint Martin,
Pascal et Frédérique
de Laurens de Saint Martin,
Benoît et Pascale
de Laurens de Saint Martin,
Marie et Christophe Planty,
Jeanne
de Laurens de Saint Martin
et Jean-Claude Mur,
Agnès Bernardi
de Laurens de Saint Martin
et Eric Polnecq,
Odile et Frédéric Blanc,
ses enfants,

ses petits-enfants
et leurs conjoints,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu du

lieutenant-colonel
François de LAURENS
de SAINT MARTIN
Saint-Cyr,
promotion Garigliano,
chevalier
de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre des TOI,
chevalier du Mérite agricole,
médaillé

de la Jeunesse et des Sports,
ancien maître de
Saint-Martin-aux-Chartrains
(Calvados),

le 16 février 2019,
dans sa 92^e année, muni
des sacrements de l'Eglise.

La messe sera célébrée
le jeudi 21 février, à 14 heures,
en l'église Saint-Michel,
à Pont-l'Évêque (Calvados)
et sera suivie de l'inhumation
au cimetière de
Saint-Martin-aux-Chartrains.

Merci de prier pour lui.

Marie-Noëlle et Sébastien
Beau,
Catherine et Bernard Boillot,
Blandine Le Bourgeois,
Robert et Claire Le Bourgeois,
ses enfants,

ses 11 petits-enfants,
son arrière-petit-fils

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Mme Patrice LE BOURGEOIS
née Monique
de Bonnières de Wierre,

le 16 février 2019,
dans sa 94^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Michel
de Bertreville-Saint-Ouen
(Seine-Maritime),
le mercredi 20 février, à 14 h 30.

Philippe Leclery,
son époux,

Thomas et India,
ses enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

My-Anh LECLERY

née Truong,
survenu le 15 février 2019,
à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Lambert-de-Vaugirard,
2, rue Gerbert, à Paris (15°),
le jeudi 21 février, à 14 h 30.

Mme Michel Lorphelin,
son épouse,
Sabine (?),
Eric et Véronique Lorphelin,
Vincent et Catherine Lorphelin,
Blandine Lorphelin-Ferret,
ses enfants,

Candice, Albane, Célestine,
Tanguy, Sixtine, Alexandre,
Louis (?), Herbe, Dune,
ses petits-enfants,

Mme Robert Collin,
sa sœur,
et toute la famille

vous font part du retour
vers la Maison du Père de

Michel LORPHELIN

diacre permanent,
le 17 février 2019.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 22 février,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Ferdinand-des-Ternes,
27, rue d'Armaillé, Paris (17°).

Mme Louit,
née Pauline de Falgueroles,
son épouse,
Sabine et Frédéric Dehais,
Guillaume et Yukari Louit,
Albin et Flore Louit,
ses enfants et leurs conjoints,
Marion, Anais, Charles, Keigo,
Hugo, Thomas et Iris,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Paul LOUIT

X 62,
ingénieur du corps des Mines,
survenu le 17 février 2019,
dans sa 77^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 21 février, à 14 heures,
au temple de Puy-laurens (Tarn).

Charles-Henri et Marguerite
Mangin,
Emmanuel et Hélène Mangin,
Jérôme et Thérèse Mangin,
ses enfants,

Charlotte et David,
Louis-David et Anna,
Maxence et Abigail,
Charles-Etienne et Laetitia,
Edouard et Eugénine,
Stanislas et Perrine,
Virginie et Alessandro,
Louis-Ladslas et Caroline,
Élisabeth et Nigol,
Charles-Edwin et Margot,
ses petits-enfants,

ses 18 arrière-petits-enfants,
les familles Mathivon,
Salvy, Mangin, Brosset,
Lecompte-Boinet, Surun

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Louis-Eugène MANGIN

née Monique Mathivon,
le 15 février 2019,
dans sa 105^e année.

Elle a rejoint son époux, le
colonel Louis-Eugène Mangin
(† 1995).

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 22 février,
à 10 heures,
en l'église Saint-Léon,
1, place du Cardinal-Amette,
Paris (15°).

L'inhumation aura lieu
le samedi 23 février,
à 10 h 30, au cimetière
de Saint-Marc-sur-Seine
(Côte-d'Or).

Migné (Indre).

M. Albert Menard,
son époux,
M. et Mme
Charles Edouard Menard,
M. et Mme Alexis Menard,
ses enfants,

Elliott et Fleur,
ses petits-enfants,

vous font part
du rappel à Dieu de

Mme Albert MENARD
née Françoise Aujay,

le 16 février 2019, munie
des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église de Migné,
le jeudi 21 février, à 15 heures.

Françoise Million,
son épouse,

ainsi que les familles
Million et Deslès

ont la douleur
de faire part du décès de

Gérard MILLION

survenu à Cannes,
le 13 février 2019.

Une bénédiction aura lieu
le mercredi 20 février,
à 13 heures, en la chapelle
de l'athénée de Cannes.

Les visites se feront à l'athénée
de Cannes jusqu'au
mercredi 20 février, à 11 h 30.

Anne-Marie Nourry,
née Damond, son épouse,

Isabelle Nourry de Malleray,
Sabine et Grégoire Juy,
ses enfants,

Margaux, Baptiste,
Guillaume, Tiphaine, Diane,
Aymeric, Antoine, Sixtine,
Philippe,
Pauline, Romain, Victor,
Adrien, Octave,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu du

contre-amiral (25)

Jean-Pierre NOURRY
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
médaillé d'or du sauvetage,

le 16 février 2019.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 21 février,
à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame-d'Auteuil,
Paris (16°).

13, rue Leconte-de-Lisle,
75016 Paris.

Saint-Genis-Laval (Rhône).

Mme Geneviève Raynaud,
née Tixier,
son épouse,

Gilles (?) et Armelle,
Jean-Paul et Jennifer,
Sylvain et Marie-Laure,
ses enfants,
Max, Louise, Adrien, Julien,
Augustin,
ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Claude RAYNAUD

le 18 février 2019,
dans sa 91^e année.

Une cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 21 février,
à 15 heures, en la chapelle
de l'Ehpad du Montet,
9, rue Francisque-Darcieux,
à Saint-Genis-Laval,
et le vendredi 22 février,
à 16 h 30, en l'église
de Treignac (Corrèze),
suivie de l'inhumation
au cimetière de Treignac.

On nous prie d'annoncer
le décès de

Jean, Ferdinand de REYNIER

survenu le 27 février 2018
ainsi que le décès
de son épouse,

Claude de REYNIER

née Thibaut,
survenu le 19 janvier 2019.

remerciements

Marie-Thérèse Courtin

vous remercie de vos fleurs
et de vos nombreux
messages de sympathie
lors du décès de sa sœur,

Marie-Françoise COURTIN

messes

Une cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 21 février 2019,
à 18 heures, en la cathédrale
orthodoxe russe
Saint-Alexandre-Nevsky,
12, rue Daru, Paris (8°),
à la mémoire de

Hélène ALEXANDROFF

née Chouvaloff,
décédée le 11 décembre 2018.

Demain avec Le Figaro



Les éditions du Figaro En vente actuellement



Les dernières confidences de l'ancien secrétaire de Mao

Jeune révolutionnaire monté dans les échelons du Parti communiste jusqu'à servir aux côtés de Mao, Li Rui est ensuite devenu l'une des voix les plus critiques du régime. Il est mort samedi à l'âge de 101 ans. L'histoire de sa vie se confond avec celle de la République populaire.



Arnaud de La Grange
@arnodelagrang

C'est un homme dont la longue vie dit tant de l'histoire de la Chine communiste, des temps pionniers de la révolution jusqu'au règne de Xi Jinping. Jeune révolutionnaire idéaliste promu secrétaire de Mao, cadre rebelle ayant croupi une vingtaine d'années entre camps de travail et prison, Li Rui était devenu l'une des voix les plus critiques du Parti communiste. Il est mort samedi à Pékin à l'âge de 101 ans.

Nous avions rencontré cette personnalité très surveillée il y a cinq ans. Li Rui était de ces hommes qui ont perdu bien des illusions sans pour autant renoncer. Il croyait encore, en son pays, en l'homme, à l'apaisement des idées et du système. Il se battait en tout cas pour cela. Il parlait, malgré la censure. Il écrivait. Sa voix était à la fois faible et puissante. Ses mots avaient la force de ceux qui sortent des êtres qui ont vécu.

Était-ce un signe ? S'il est né en 1917 à Pékin, Li Rui était d'une famille originaire du Hunan, la province qui a vu naître Mao. C'est d'ailleurs à Changsha qu'il fait ses études primaires. Son père, dont une photo en noir et blanc trône au-dessus du canapé, était membre du Tongmenghui, un mouvement clandestin qui joua un rôle majeur dans la mise à bas de l'empire et l'établissement de la République. Il meurt en 1922, mais Li Rui reprend le flambeau révolutionnaire en 1934. Il a alors 17 ans et étudie la mécanique à l'université de Wuhan. Il participe au mouvement étudiant anti-japonais du 9 décembre 1935. « Cela n'a pas débouché sur grand-chose et j'ai compris que l'on ne pouvait arriver à rien sans le Parti communiste, confiait-il, le Kuomintang reculait face aux Japonais, je me disais que seul le PC pouvait sauver la Chine. Comme il n'était pas implanté à Wuhan, j'ai organisé mon propre mouvement pour suivre les communistes. »

Mourir de faim

Le jeune homme finit par rejoindre le PCC à Pékin à l'aube de l'année 1937. Puis il prend la route de Yan'an, cette bourgade de la province du Shaanxi devenue la base politique et militaire du Parti communiste chinois après la Longue Marche de 1935. C'est depuis les grottes d'une petite cité troglodyte que Mao dirigea les opérations. L'endroit est aujourd'hui un haut lieu du « tourisme rouge ». Li Rui y arrive le 31 décembre. Il est affecté à la Commission des jeunes du Parti. Puis à son journal, *Libération*, dont il signe les éditoriaux.

C'est à Yan'an que le jeune révolutionnaire va être traversé par ses premiers doutes. Il assiste aux opérations de « redressement ». « Le PCC faisait du nettoyage brutal et j'ai commencé à me dire que ce n'était pas ma culture, que je ne partageais pas toutes les idées de Mao... » racontait-il. Lui-même est victime de ce climat de suspicion et de purges. « On m'a accusé d'être un agent secret du Kuomintang. J'ai été emprisonné et torturé pendant un an et demi, entre 1943 et 1944 ». Il se souvenait de la visite d'une délégation américaine à Yan'an. « Mao leur avait dit son admiration pour la liberté de leur société et dit qu'il y voyait un exemple à suivre... »

En 1949, le jeune cadre communiste est envoyé dans le Hunan, comme chef du département de la propagande. Puis il revient à Pékin pour prendre des responsabilités dans l'industrie hydroélectrique



Li Rui, en septembre 2006, à Pékin.
Ci-dessous : une photo non datée de lui, jeune.
GONG CHAIHUN/APF.
COLLECTION PERSONNELLE

les propos privés qu'il a pu tenir contre Mao. Les temps sombres de la Révolution culturelle arrivent. En 1967, Li Rui est incarcéré dans la sinistre prison de Qincheng, au nord de Pékin, où il passera huit ans. Tenu à l'isolement, il préserve sa santé mentale en écrivant des centaines de poèmes dans les marges d'ouvrages de Marx et Lénine, avec de l'iode récupérée à la clinique de la prison. Relâché en 1975, il est renvoyé dans ses montagnes. Il faut attendre la mort de Mao en 1976 et l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping pour qu'il soit réhabilité et qu'il retrouve sa carte du PCC. En 1982, il est même affecté au stratégique Département de l'organisation du Parti, chargé de sélectionner les cadres qui doivent être promus... « Sur mes listes, il y avait Jiang Zemin, Hu Jintao ou Xi Jinping... » se souvenait-il. En 1984, refusant une fois de plus les diktats et la corruption politique, il est définitivement écarté de tout poste officiel.

Dans l'appartement pékinois où il habitait depuis 1979 et il nous avait reçus, il flottait une odeur de vieux livres et d'Histoire. Une atmosphère si rare dans une Chine où des décennies de souffrances et de privations ont, fort naturellement, produit de nouvelles générations très matérialistes. « C'est la période la plus tranquille de ma vie et j'ai la chance d'avoir une épouse merveilleuse (il s'était remarié en 1979, NDLR). Médecin, elle veille sur ma santé... » nous confiait-il. Il s'était mis à l'écriture et avait publié dix-neuf livres, donc cinq sur Mao, pour l'essentiel à Hongkong car interdits en Chine. Li Rui y réfléchit sur l'histoire de la Chine et sur ce parti auquel il a voué sa vie et qui pourtant l'a tant fait souffrir. Il le replace dans l'histoire millénaire de la Chine. « Mao avait dit que sur une page blanche, on pouvait faire un joli dessin. Et là, il n'avait pas tout à fait tort, disait-il. Les États-Unis ont une histoire courte et ils ont pu se fonder sur la science et l'innovation. Nous, nous avons dû faire avec une tradition historique et culturelle autoritaire, voire dictatoriale. » Li Rui évoquait le grand écrivain et intellectuel Lu Xun, et sa « maison de fer ». « L'histoire chinoise est comme une maison de fer, sans fenêtres, disait-il, à l'intérieur, il y a deux catégories de gens : les esclaves et ceux qui obéissent à l'empereur. Rien d'autre. Il y a traditionnellement chez nos masses de paysans un besoin d'être dirigé, dominé. Ils regardent vers le haut. Même nos intellectuels sont très différents des vôtres : ils veulent obéir au pouvoir. »

Les « paps du Parti »

Pourtant, Li Rui a essayé d'ouvrir des fenêtres. En 1989, il soutient Zhao Ziyang, qui s'oppose à la répression du mouvement démocratique de Tiananmen. « Après les réformes de Deng en 1979, il y a une décennie d'amélioration, où nous avons peu ou prou suivi les valeurs universelles. J'y ai cru... Puis, avec Tiananmen, un coup d'arrêt a été porté », nous confiait-il. Il devient ensuite l'un des grands parains d'un magazine libéral, *Yanhuang Chunqiu* (« La Chine à travers les âges »), fondé en 1991. Une publication au ton étonnamment libre... et interdite en 2016. Les rédacteurs étaient d'anciens cadres du PCC, que l'on appelait les « paps du Parti ». Li Rui regrettait que les seuls Chinois à pouvoir brandir le drapeau de la liberté, aujourd'hui, aient plus de 90 ans...

En 2010, avec une vingtaine d'autres anciens caciques du Parti, dont un rédacteur en chef du *Quotidien du peuple*, il signe une lettre ouverte appelant le gouvernement à des réformes politiques et dénonçant le manque de liberté d'expression. « Si le Parti communiste ne se réforme pas lui-même, si le ne se transforme pas, il perdra sa vitalité et mourra de mort naturelle », écrivaient-ils. La lettre sera vite censurée. L'an dernier, Li Rui avait encore pris position contre la révision constitutionnelle abolissant la limite de deux mandats présidentiels et ouvrant ainsi la voie à une présidence à vie pour Xi Jinping.

« J'ai été au cœur du pouvoir, je connais leurs secrets, je sais comment le système fonctionne, et cela n'a finalement pas tellement changé, pas assez en tout cas... » regrettait-il. Sa voix est d'autant plus forte qu'il n'était pas un dissident. Il est mort membre du Parti, même si ce parti l'a emprisonné, affamé, presque tué. Il voulait juste qu'il se réforme, qu'il soit enfin fidèle aux principes initiaux. « Xi Jinping a dit qu'il avait "un rêve" pour la Chine, nous avait-il dit au moment de se quitter, moi aussi j'ai un rêve, que l'on applique réellement un jour notre Constitution, qui garantit des droits qui sont aujourd'hui bafoués. » Et il craignait que son rêve ne reste un rêve... ■

que naissante, accédant à un poste de vice-ministre. Il grimpe dans les échelles du Parti. Sa vie bascule en 1958. Alors que le débat sur la construction du barrage géant des Trois-Gorges, sur le Yang Tsé Kiang, fait rage, Mao demande à Li Rui, opposant connu au projet, d'exposer ses vues. « Il a apprécié que je parle franchement, avec un discours très argumenté, nous a-t-il confié, il faut dire que les gens autour de lui étaient peu éduqués et cherchaient plus à le flatter qu'à l'informer... » Mao le prend à ses côtés, comme l'un de ses secrétaires personnels.

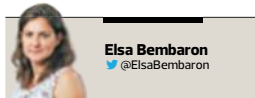
Dans le système communiste, les chutes sont encore plus brutales que les ascensions. L'année suivante, en 1959, Li Rui est victime du mouvement « antidroitier ». Le Grand Bond en avant vient d'être lancé. Contre le désastre, la famine et le mensonge, une grande voix se lève et défie Mao. Il s'agit de Peng Dehuai, ministre de la Défense et membre du Politburo, l'un des pères de l'Armée populaire de libération. Li Rui le soutient. Accusés de conspirer contre le Grand Tisonnier, ils sont purgés. Exclu du Parti communiste, Li Rui est envoyé dans un camp de travail dans le nord-est de la Chine.

« J'ai failli y mourir de faim, littéralement », nous a-t-il raconté. Il n'est sauvé que par l'intervention d'amis fidèles qui obtiennent son transfert dans un camp où la disette est moins grande. On lui propose d'être réintégré dans le parti s'il reconnaît ses erreurs. « J'étais tellement dégoûté par ce que j'avais vu que j'ai refusé. Le PCC s'était opposé à la dictature du Kuomintang, avant d'oublier ses idéaux et de faire la même chose, disait-il, le Parti avait un slogan : "on ne tue personne !" Et il a purgé et tué des milliers de ses cadres, accusés de trahison ou d'espionnage... »

Sorti du camp et envoyé enseigner dans une zone reculée, il refuse toujours de se soumettre aux envoyés du Parti qui viennent le visiter. Sa femme le quitte, avec ses trois enfants, et dénonce



Les assistants vocaux et le développement de l'intelligence artificielle permettent de simplifier l'accès à Internet et de piloter tous les objets de notre vie courante. Une révolution largement engagée.



TECHNOLOGIE OK Google, quel temps fera-t-il aujourd'hui ? Alexa, combien de temps me faut-il pour arriver à mon rendez-vous ? Peu à peu, les assistants vocaux se font une place dans nos vies. Les sceptiques les jugent inutiles, vains ou superflus... Les mêmes qualificatifs étaient attribués aux smartphones il y a quelques années. Comme nos mobiles multifonctions, les assistants vocaux sont amenés à devenir incontournables. Ils ont été popularisés par les enceintes connectées, mais ils se nichent dans n'importe quel objet connecté : lampes, réfrigérateurs, téléviseurs... En réalité, tous les appareils, sans oublier les smartphones et les PC, sont potentiellement pilotables à la voix. Plus il y aura d'appareils compatibles, et plus il sera tentant d'utiliser une commande vocale pour allumer la lumière, commencer à écouter de la musique... L'usage de la voix se généralise dans le monde numérique. Elle rebat complètement les cartes de l'organisation industrielle.

LES BOUTONS DISPARAISSENT

Adieu boutons, écrans tactiles... La commande vocale peut tout remplacer. Il est d'ores et déjà possible de passer une journée entière sans appuyer sur un seul bouton, en utilisant la palette des appareils et équipements électroménagers existants. Ces applications ne se cantonnent pas à l'univers de la maison. La voix s'impose aussi dans les voitures, pour dicter une adresse de destination au GPS, appeler un correspondant sans prendre son téléphone en main... Pour les constructeurs automobiles, l'interface vocale est un vecteur supplémentaire de sécurité au volant. Les gestionnaires d'immeubles de bureaux, d'hôtels, d'espaces de travail partagés, misent aussi sur la voix pour rendre leurs équipements plus faciles d'accès aux occupants.

Qui a déjà pesté contre une commande de climatisation comprend à quel point il est agréable de simplement demander une température ambiante ! Les adolescents ne tapent plus les SMS qu'ils envoient à leurs copains, ils les dictent. Le temps ainsi libéré offre un gain en efficacité au travail, davantage de temps libre chez soi... ou de disponibilité pour consommer de nouveaux services.

Cette évolution a aussi sa contrepartie. Des pans entiers d'activité vont être bousculés. Les fonctions d'accueil sont les premières impactées, avec le développement conjoint des assistants vocaux, de la robotique et des objets connectés. L'aéroport de Séoul teste Cloe, un robot de L.G. auquel le passager peut demander son chemin. Les téléopérateurs des centres d'appels sont aussi en première ligne.

UNE INTERFACE NATURELLE

La voix est une interface naturelle pour interagir avec son environnement. Nul besoin d'une période d'apprentissage pour utiliser un de ces services. Tout au plus faut-il prendre l'habitude de prononcer le mot-clé qui va « réveiller » l'appareil, avant de lui poser une question ou de lui demander d'effectuer une tâche. Un des atouts de ces assistants est leur simplicité d'utilisation et donc leur accessibilité par le plus grand nombre. Il n'est même plus indispensable de savoir lire et écrire pour interagir avec son environnement numérique.

Cette évolution s'inscrit dans la continuité de celle de l'informatique, dont la généralisation et la diffusion dans le grand public sont allées de pair avec l'arrivée de systèmes toujours plus simples d'utilisation. Aujourd'hui, il ne viendrait à l'esprit de personne de penser qu'il faut apprendre à programmer avant de se servir d'un ordinateur. La voix rend le numérique accessible à tous, sans condition d'âge ou d'éducation, ce qui est en soi une formidable avancée et une véritable révolution, pour les utilisateurs.

La voix peut même se transformer en outil de reconnaissance biométrique. Elle est l'un des moyens d'authentification possible, avec les avantages que cela présente : plus besoin de longuement décliner son identité, ni de donner la date de naissance de sa grand-mère pour être identifié par un service client : parler suffit. Cela sous-entend aussi que l'écoute ne sera pas toujours harnaisée. Les services clients des entreprises se sont largement emparés du sujet, d'abord avec des robots conversationnels (chatbots) capables de répondre à des questions simples formulées à l'écrit.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU CŒUR DE LA VOIX NUMÉRIQUE

La seconde étape est celle de l'interface vocale robotisée. Plus d'humain au bout du fil, mais des machines à la tonalité de voix naturelle, capables de

comprendre les requêtes. Parvenir à une interaction homme-machine fluide est une prouesse technologique en soi. Elle est rendue possible par l'utilisation d'intelligences artificielles qui ont appris à interpréter la signification de millions de phrases différents, avec des intonations, des accents qui fluctuent. La complexité est immense et les utilisateurs ne mesurent pas toujours le niveau déjà atteint par ces machines. Il existe ainsi des dizaines de façons de poser une question aussi simple que « j'ai perdu mon mot de passe », qui peut devenir « je n'arrive pas à me connecter », selon l'interprétation du problème fait par l'utilisateur. « Tous les points ne sont pas encore résolus, notamment celui de la contextualisation d'une question », souligne un expert du secteur.

Pour le moment les chatbots répondent point à point, traitent un problème complexe dans son ensemble nécessitant encore une intervention humaine, laissant aux techniciens du secteur le soin de traiter les problèmes à « valeur ajoutée ». À terme, ce sont toutefois des pans entiers de l'économie qui seront bousculés, à commencer par les centres d'appels qui peu à peu se convertissent aux chatbots.

AVANTAGE AUX GÉANTS AMÉRICAINS ET CHINOIS

Le passage d'une interface écrite entre l'homme et la machine à une interface orale induit de nombreuses conséquences sur le monde du numérique, avec le risque de renforcer la domination des marques les plus connues. La conception d'interfaces vocales pertinentes nécessite d'importants moyens financiers. Il a fallu plus de quatre ans pour qu'Amazon parvienne à lancer Alexa en français, une langue compliquée à maîtriser, avec ses subtilités, ses homonymes et ses accents. Pourtant, l'américain emploie quelque 10 000 personnes dans le monde pour développer son assistant vocal.

Le marché est dominé par deux acteurs : Amazon et Google. Même Apple peine à se tailler une place à leurs côtés. Samsung tente lui aussi d'imposer son assistant vocal Bixby, reposant de mois en mois le lancement en français. Face aux géants de l'électronique, des acteurs locaux tentent de se faire une place. Orange s'est allié à son homologue allemand Deutsche Telekom pour développer une solution aux couleurs européennes... avant de décider d'intégrer une partie des services d'Amazon pour plus de pertinence.

Des start-up développent leurs propres outils, à l'instar du français Snips. Mais les américains creusent l'écart avec

leurs poursuivants. Quant aux chinois, ils ont dans ce domaine aussi leurs solutions maison, proposées à des centaines de millions d'utilisateurs. Un véritable atout, car plus les services sont utilisés plus ils deviennent pertinents. L'avènement de la voix va également remettre en question l'exhaustivité si chère à ceux qui naviguent en ligne. Aujourd'hui, l'internaute pose une question sur Google et voit apparaître des dizaines de réponses sur son écran. Avec les interfaces vocales, il faut se préparer à ne recevoir qu'une réponse. En effet, personne n'a envie d'écouter une liste de 45 réponses au choix à une question. Des tris ont donc été faits, dès la conception des assistants vocaux. Avec le choix assumé de privilégier certaines sources, certains types de réponses...

Ce manque d'exhaustivité se transforme rapidement en prime aux premiers entrants, ou à l'acteur dominant. En effet, pour une requête ayant trait à un achat en ligne, Alexa renvoie logiquement à Amazon. Le pendant est vrai chez Google qui privilégie sa plateforme de réservation en ligne Booking. Les nouveaux entrants se trouvent face à des barrières à l'entrée de plus en plus hermétiques. L'essor de la voix devrait plus encore favoriser les acteurs dominants. L'hégémonie se déplace du simple terrain commercial à celui de la culture.

MENACE SUR LA VIE PRIVÉE

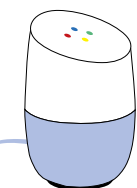
Pour fonctionner, les assistants vocaux écoutent toutes les conversations. Officiellement, il faut un mot-clé pour les « réveiller ». Quiconque possède un de ses appareils chez lui a pu constater qu'il n'est pas à l'abri d'une intervention inopinée. La Cnil va même jusqu'à recommander aux utilisateurs d'enceintes connectées de prévenir leurs invités que leurs conversations peuvent être écoutées.

Une démarque fort peu conviviale, qui n'est pas encore entrée dans les mœurs. Cela pose très sérieusement la question du respect de la vie privée et de la protection des données personnelles, avec l'émergence d'un nouveau vocabulaire.

Parce que l'assistant doit se mettre en route instantanément, toutes les conversations tenues à portée de micro peuvent être théoriquement écoutées, voire enregistrées. Conscients que ce risque potentiel peut freiner le développement de leurs assistants, les géants américains proposent une solution simple : un bouton arrêt pour bloquer l'écoute. Au final, c'est l'inter-rupteur qui gagne. ■



Big Bang Eco, à la Maison de la chimie à Paris, le 27 mars 2019
bigbang.lefigaro.fr



167 millions
d'enceintes connectées
vendues aux États-Unis en 2019

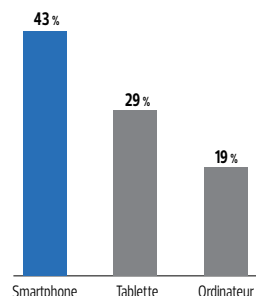
21,5 milliards
de dollars
Ce que représentera le marché
de la reconnaissance en 2024

43 dollars
Prix moyen (estimation, Deloitte)

50 %
des recherches faites sur Internet
le seront par la voix en 2020

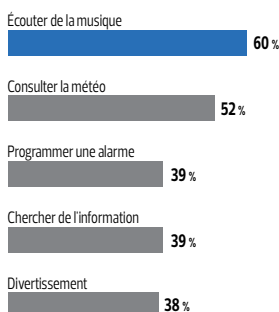
1 Les assistants vocaux sont principalement utilisés sur les smartphones

Part d'utilisateurs d'assistants vocaux par support



2 Quels sont les usages ?

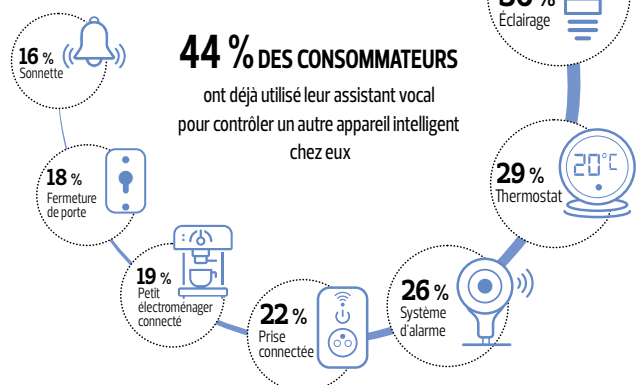
Les principales applications d'enceintes intelligentes en 2018, en %



3 Des assistants pour contrôler d'autres objets connectés

Part des sondés qui ont déjà utilisé leur assistant vocal pour...

Source : sondage PWC auprès de consommateurs américains, février 2018



« Parent 1 » et « parent 2 » : jusqu'où ira le déni du sens commun ?

Un amendement au projet de loi « sur l'école de la confiance » a mis le feu aux poudres. Cet amendement voté en première lecture (contre l'avis du gouvernement) par les députés de la majorité, propose d'utiliser les termes « parent 1 » et « parent 2 » dans les formulaires administratifs de l'Éducation nationale, en place de « père » et « mère ».

L'amendement, qui n'est pas définitivement adopté, ne risque guerre de l'être : très probablement le Sénat ne le votera pas. Et devant les indignations qu'il a suscitées, ses instigateurs ont compris qu'ils n'avaient aucune chance. Ils ont déjà proposé un amendement différent, qui constitue un recul.

L'intérêt évident de cette affaire, c'est ce qu'elle signifie en termes de débat d'idées. On aura constaté que dans les débats, chaque courant accusait l'autre de tenir des propos « idéologiques ». Cela ne devrait pas être une accusation, ni d'un côté ni de l'autre, à moins qu'on prenne le terme au sens du fanatisme le plus bas. Il est bien évident, en effet, que nous trouvons là deux « idéologies » face à face, au sens large de visions du monde et de visions sociales. Il n'y a pas de honte à cela. Nous avons

entier, au courant post-moderne dans son évolution présente. C'est un combat si récent qu'il n'a pas encore de nom (Emmanuel Macron parle de « progressistes » et de « populistes », mais ce dernier mot est une injure, il vaudrait mieux éviter les injures si l'on veut pouvoir se parler). Pourtant on ne peut nier qu'il s'agisse de deux visions du monde inconciliables.

L'amendement dont il est question ici proposait de remplacer les mentions « père » et « mère » par « parent 1 » et « parent 2 » dans les circulaires scolaires « afin d'envoyer un signal de respect aux familles homoparentales ». Autrement dit, en principe pour éviter

L'objectif était donc, pour éviter une discrimination à l'égard des couples homosexuels, d'instituer une discrimination envers les couples hétérosexuels, qui, à leur tour, auraient été forcés de renoncer à leur identité pour « entrer dans les cases »

la discrimination dont seraient victimes les couples homosexuels, obligés jusqu'à présent de dénaturer leur identité pour « entrer dans les cases ». L'objectif était donc, pour éviter une discrimination à l'égard des couples homosexuels, d'instituer une discrimination envers les couples hétérosexuels, qui dès lors, à leur tour, auraient été forcés de renoncer à leur identité pour « entrer dans les cases ». Or les couples hétérosexuels représentent la presque totalité des parents, et les couples homosexuels avec enfants, une infime partie.

On nous rétorque aussitôt que les couples hétérosexuels ne devraient pas se sentir discriminés parce qu'ils seraient invités à s'appeler « parent 1 » ou « parent 2 » : car ce n'est pas là un renseignement faux (comme ça l'est dans le cas inverse) mais un renseignement plus général. C'est là que l'amendement en question prend toute sa signification. Sous prétexte d'envoyer un signe de respect aux couples homosexuels, il avance encore d'un cran dans la vaste entreprise d'indifférenciation qui caractérise le moment présent. Ce type de mesure avait d'ailleurs été présagée, lors des débats sur la loi Taubira, en 2013, par les conservateurs, ce qui n'avait pas

manqué de susciter des accusations de fantasmes. Il n'y a pourtant rien de fantasmatique à avoir compris que des militants associatifs qui ne représentent qu'une toute petite minorité de nos concitoyens

(et nullement tous les homosexuels) souhaite supprimer dès que possible les identités, spécificités, rôles et appartenances, en utilisant tous les moyens symboliques à disposition. La question n'est que de savoir si, et jusqu'où, elle y parviendra. Dans le cas qui nous occupe, c'est un échec.

On s'est d'ailleurs aussi avisé que « parent 1 » et « parent 2 » était discriminant pour le « parent 2 » ! Si je dois m'appeler « parent 2 », cela ne signifie-t-il pas que je suis subalterne, moins important, et finalement un

domestique ? Qui va prendre la place du « parent 1 », place convoitée bien sûr ? Cela ne donnera-t-il pas lieu à des querelles et à du ressentiment ? C'est devant ce nouveau et crucial problème que la rapporteure LREM Anne-Christine Lang a prévu de déposer un autre amendement, imposant de faire figurer sur les circulaires aussi bien les mentions « père et mère » que « parent 1 et parent 2 ». Manière de sauver l'honneur.

Il n'y a pas de complot pour instaurer en France la théorie du *gender*, ni d'ailleurs pour sauver les identités du père et de la mère. Il y a simplement des associations militantes très actives qui manifestent une aversion pour toutes les différenciations, les frontières, les identités, et s'efforcent en général de brouiller tous leurs traits. Et il existe aussi un vaste peuple assez placide (mais capable de se mettre en colère) qui ne réclame que du bon sens – car on est bien obligé, pour garder les yeux en face des trous, d'appeler le père un père et la mère, une mère.

Ces dénis du sens commun seraient capables de nous faire vivre dans des sociétés fantastiques, où tous les critères de réalité auraient été supprimés. Faut-il rappeler – mais oui, il le faut – que la presque totalité des couples se composent d'un homme et d'une femme, devenus père et mère par la conception d'un enfant qui leur est commun ? Orwell avait raison : nous devons nous battre pour faire admettre que deux et deux font quatre.

De l'Institut. « La Démocratie dans l'adversité et les démocraties illibérales », enquête internationale codirigée par Chantal Delzol et Giulio De Ligio, paraîtra en mai aux Éditions du Cerf.



CHANTAL DELSOL POUR « LE FIGARO »

L'amendement visant à remplacer « mère » et « père » par « parent 1 » et « parent 2 » sur les documents scolaires atteste que deux visions incompatibles de la société s'affrontent aujourd'hui, argumente le professeur de philosophie politique*.

Les racines anciennes et occultées de l'antisémitisme d'extrême gauche

Que certaines personnalités se réclament de la gauche et de l'extrême gauche minimisent la portée des insultes antisémites proférées contre

Alain Finkelkraut, lors de la manifestation de samedi à Paris, ne saurait étonner. Dans l'inconscient progressiste, le Juif a longtemps représenté le ploutocrate que la lutte des classes devait se charger d'éliminer.

L'antisémitisme d'extrême gauche est beaucoup moins évoqué que l'antisémitisme d'extrême droite (ce qui ne diminue naturellement en rien la gravité de ce dernier). Or, initialement, la gauche fut à l'avant-garde de la propagation du mal, car elle a embouché la première les canons d'un nouvel antisémitisme né avec la révolution industrielle du XIX^e. La haine moderne du Juif s'est développée partout en Europe avec le triomphe du capitalisme. Cet antisémitisme s'alimente à la fois aux sources du ressentiment (la réussite sociale prêtée aux Juifs) et des exclusives nationalistes, par réaction au cosmopolitisme supposé des israélites, comme on disait alors. Le Juif finit par incarner le « pur » bourgeois, celui à qui profite le développement du capitalisme mais qui serait coupé de ses racines nationales, une sorte de capitaliste apatride.

Contempteur de ce mode de production, Karl Marx stigmatise le Juif. « Quel est le fond profane du judaïsme ? demande-t-il dans *La Question juive* (1843). *Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son dieu profane ? L'argent. [...] Quelle est en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme. [...] L'argent est le dieu jaloux d'Israël devant qui nul autre dieu ne doit subsister.* » Dans *Le Capital* (1867), il estime que « toutes les marchandises sont de l'argent pour les Juifs intérieurement circonscrits ». Dans sa correspondance avec son ami Engels, Marx use de mots tels que « petit-juif », « youpin », « négro-juif ». La propagande nazie ne s'est pas privée d'utiliser des citations de l'auteur du *Capital* pour justifier l'antisémitisme du pouvoir hitlérien.

D'autres penseurs révolutionnaires du XIX^e n'ont pas été en reste. Pour l'anarchiste Proudhon, le Juif est un « entremetteur », un « parasite » qui « opère, en affaires comme en philosophie, par la fabrication, le maquignonnage ». Bakounine, un des pères de l'anarchisme, voit dans les Juifs « une secte exploitante, un peuple sanguin, une unique parasite dévorant ».

Au XX^e siècle, le communisme au pouvoir étatique l'antisémitisme. La mention « Juif » était inscrite sur les passeports soviétiques. À la libération d'Auschwitz par l'Armée rouge, en février 1945, Moscou n'a pas parlé de camp de la mort, obligeant les Alliés à forcer la main à Staline pour savoir ce que les troupes soviétiques avaient découvert sur place. La mémoire communiste de la

Seconde Guerre mondiale, pour sa part, a privilégié la dimension patriotique, le combattant héroïque et le résistant plutôt que le déporté victime.

Les communistes français ont aidé, à leur manière, à banaliser l'antisémitisme. Faut-il rappeler que le PCF a souvent insisté sur les racines juives de Léon Blum, son ennemi social-démocrate ? Que le parti s'est livré, à la

Contempteur du capitalisme, Karl Marx stigmatise le Juif

fin des années 1940, à une virulente campagne antisémitiste sous prétexte que Jules Moch, ministre de l'Intérieur, briseur de grèves en 1947, était juif ? Se souvient-on de l'hallali de la presse communiste contre les Juifs au moment du procès des blouses blanches en URSS, point culminant de la campagne antisémitiste de Staline en 1953 ? Un sondage de l'Ilof, datant de 1966, sur « Les Français et le problème juif », indiquait que les militants du PCF étaient plus nombreux (28 %) que la moyenne des personnes interrogées (19 %) à considérer que les Juifs ne sont pas « des Français comme les autres ».

De l'histoire ancienne, mais c'est dans les plis du passé que naissent les plaies à venir. Aujourd'hui, dans le vocabulaire politique de la gauche et de l'extrême gauche, le Juif n'est plus appelé comme tel, le sioniste a pris sa place. Le phénomène n'est pas proprement français.

Les accusations d'antisémitisme portées de nos jours contre le parti travailliste britannique, singulièrement contre son leader Jeremy Corbyn, sous couvert d'antisionisme et de prises de position pro-palestiniennes, indiquent combien les vieux réflexes antijuifs perdurent.

« L'antisémitisme est une invention juive », a remarqué Vladimir Jankélévitch dans son livre

L'Imprescriptible (1986), car il nous donne la permission et même le droit et même le devoir d'être antisémite au nom de la démocratie ! L'antisémitisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. » Le philosophe poursuit : « Et si les Juifs étaient eux-mêmes des nazis ? Ce serait merveilleux. Il ne serait plus nécessaire de les plaindre : ils auraient mérité leur sort. » Nous y sommes, quand les territoires occupés sont comparés aux camps de la mort, les Israéliens accusés de « génocide » et les Palestiniens présentés comme les nouveaux « damnés de la terre », victimes du racisme juif, comme le proclament haut et fort nombre d'antisémitistes amateurs de déclarations de cet ordre.

* Thierry Wolton publiera début avril *Le Négationnisme de gauche* (Grasset). Il est notamment l'auteur d'« Une histoire mondiale du communisme » en trois volumes, publié chez Grasset : « Les Bourreaux » (2015), « Les Victimes » (2016), « Les Complices » (2017).



THIERRY WOLTON

Il existe un antisémitisme de gauche, né au XIX^e siècle et qui puise dans l'anticapitalisme, explique l'essayiste, spécialiste du communisme*. Aujourd'hui, l'antisémitisme de gauche ne désigne plus le Juif comme tel, mais le qualifie de sioniste, ajoute l'auteur.

ISLAM-OCCIDENT : ÉVITER LE NAUFRAGE DES CIVILISATIONS

AMIN MAALOUF - RÉMI BRAGUE

LUNDI 18 MARS 2019 - 20H00

SALLE GAVEAU 45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

TARIF : 25 € - Placement libre
Réservez vos places sur
www.lefigaro.fr/rencontres
Informations au 01 70 37 31 70

FIGARO VOX





CHRONIQUE
Renaud Girard
rgirard@lefigaro.fr

L'Amérique, ex-leader du monde libre

Dans son allocution du 16 février 2019 à la Conférence de sécurité de Munich – qui est aux questions stratégiques internationales ce que le forum de Davos est aux questions économiques internationales –, le vice-président des États-Unis a affirmé que son pays était plus fort que jamais, et qu'il demeurait le leader du monde libre. Phénomène jamais vu, les Européens de l'Ouest présents dans la salle s'abstinrent de l'applaudir.

Deux jours auparavant, à Varsovie, lors d'un sommet visant à rapprocher Israël et trois pétromonarchies du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis) au nom de leur détestation commune de

l'Iran, Mike Pence avait usé d'un ton paternaliste pour s'adresser à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, absents de la conférence mais néanmoins vieux alliés de l'Amérique. À ces trois démocraties, principaux partenaires de l'Amérique dans sa défense du « monde libre » depuis 70 ans, le vice-président avait non seulement demandé de jeter aux orties un accord international dûment signé et sanctuarisé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU (l'accord nucléaire avec l'Iran du 14 juillet 2015) ; il avait de surcroît exigé d'elles qu'elles arrêtent de commercer avec Téhéran.

Les trois plus grandes puissances européennes se sont rebellées contre le diktat des États-Unis d'Amérique. Elles constatent que l'Iran se conforme

parfaitement à ses obligations de dénucléarisation ; elles ne voient pas l'intérêt qu'elles auraient à pousser l'Iran au désespoir et à se doter de la bombe atomique.

Elles veulent le retour du Moyen-Orient à un minimum de stabilité. Et elles constatent tristement que Washington ne fait rien en ce sens. Elles redoutent que davantage de désordre y soit créé par les deux obsessions contradictoires qui agitent Donald Trump avant la fin de son premier mandat : faire tomber le régime au pouvoir à Téhéran, retirer au plus vite les forces spéciales américaines opérant au nord de la Syrie, en territoire kurde. Les puissances européennes auraient pu pardonner cette maladresse de la stratégie américaine, mais certainement pas le chantage descendant qui s'y est ajouté.

Trump a en effet enjoint la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de reprendre chez elles au plus vite les djihadistes qui se sont réclamés d'elles, après avoir été faits prisonniers par les combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes, alliées des Américains dans leur guerre contre l'État islamique. Sinon, a-t-il dit, ils les relâcheraient dans la nature. Si le président américain avait voulu signifier aux Européens qu'il se moquait totalement que survienne à nouveau chez eux des massacres de terreur islamique, il ne s'y serait pas pris autrement. Car, sur les 800 djihadistes qui aspirent au retour sur le territoire européen, combien tenteront de commettre un attentat ? Ou et quand les programmes étatiques de déradicalisation islamique ont-ils jamais marché ?

La France et l'Allemagne avaient détesté le néoconservatisme de l'équipe de Bush 43 (43^e président des États-Unis).

Prétendre imposer la démocratie par la force des armes leur était apparu comme une illusion. Mais Paris et Berlin attendaient que l'Amérique remette un minimum d'ordre dans l'Irak qu'elle avait envahi en 2003. Or, gagnée par l'impatience, elle en était partie militairement en 2010 – pour devoir y revenir en 2014. La France et l'Allemagne apprécient aujourd'hui le réalisme de Trump et sa méfiance absolue envers les opérations extérieures « humanitaires ». Mais elles ne peuvent accepter que le président américain refuse d'assumer les conséquences des stratégies passées de son pays. Elles appellent cela de l'irresponsabilité.

Merkel et Macron ne se trompent pas sur Trump : ils le savent déterminé à appliquer en politique étrangère une stratégie fruste capable de lui apporter sa réélection. Ils comprennent sa priorité de défendre l'ouvrier américain face à l'invasion des produits « made in China ». Mais ils lui réclament une dose minimale de cohérence et de multilatéralisme. Pourquoi avoir saboté le traité transpacifique d'Auckland ? Pourquoi refuser de comprendre qu'en matière de protection de la propriété intellectuelle et de règles équitables de commerce, les intérêts des États-Unis, de l'Europe et du Japon sont alignés face à la Chine ? Pourquoi toujours privilégier le bilatéral dans le dialogue avec Pékin ? Pourquoi trouver légitime l'application du droit américain au monde entier ?

Dans la société des États, comme dans la société des hommes, le leadership exige un minimum de considération pour son prochain, ce que Trump n'a pas. Vu la faiblesse politique actuelle des leaders des trois grandes puissances européennes, le grand gagnant de ce déclin de l'influence internationale américaine sera évidemment la Chine...

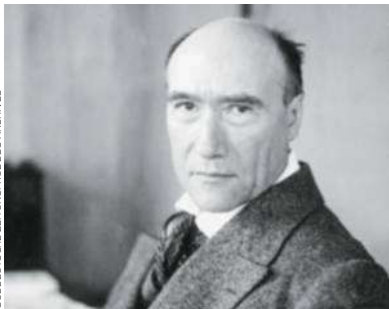
100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

19 février 1951 : mort de l'écrivain André Gide.

Nouveaux prétextes (1921)

L'art naît de contrainte, vit de lutte et meurt de liberté



SHUTTERSTOCK ZETTING/RUE DES ARCHIVES



ANALYSE
Alain Barluet
abarluet@lefigaro.fr

L'armée au Levant : liberté d'expression et respect des règles

En refusant l'engagement au sol, nous avons prolongé inutilement le conflit et donc contribué à augmenter le nombre de victimes au sein de la population. Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire. Ces mots, extraits d'un article critiquant la stratégie française au Levant que vient de publier la Revue Défense nationale, indépendante mais proche de l'institution militaire, font grincer des dents à l'état-major des armées (EMA). Son auteur, le colonel François-Régis Legrier, achève sa mission à la tête de la « Task Force Wagram » qui met en œuvre les canons Caesar sur la frontière irako-syrienne, face au dernier bastion de Daech. C'est là que nous l'avions rencontré, le 9 février dernier, alors qu'il accueillait la ministre des Armées, Florence Parly.

Ce week-end, la revue a retiré l'article de son site Internet. Demain, le colonel Legrier, qui encourt des sanctions, doit se rendre à une convocation du chef d'état-major des armées. Pour celui-ci, l'officier a « manqué de loyauté à l'égard de ses artilleurs, de ses successeurs et de ses chefs ». Son initiative est « contestable, tant sur la méthode que sur le fond », ajoute-t-on. Les réactions que suscite cette affaire, notamment sur les réseaux sociaux, prouvent en tout cas qu'elle touche à plusieurs points sensibles qui méritent d'être éclairés.

La « méthode », tout d'abord. Il est reproché au chef de corps du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique de s'être exprimé alors qu'il était en opérations et

sans en avoir averti sa hiérarchie, à qui tout chef doit réserver la primeur du retour de son expérience sur le terrain (ce qu'on appelle son « retex »). On s'étonne qu'un officier supérieur aguerri n'ait pas pris ces précautions élémentaires, mais aussi qu'aucun des intervenants dans la publication de son article ne s'en soit assuré. Il est par ailleurs reproché au colonel Legrier de s'être livré à des considérations stratégiques – « qui ne sont pas de son niveau », soulignent ses détracteurs. Les arguments développés par François-Régis Legrier ? En substance,

Le colonel axe son principal grief sur le fait que la France n'a pas engagé de troupes combattantes au sol, sous la forme d'un groupement tactique interarmes

le colonel décrit la reprise à Daech de la poche d'Hadjine comme une victoire à la Pyrrhus. Une victoire, certes, « mais gagnée mais de façon très poussive, à un coût exorbitant et au prix de nombreuses destructions », écrit-il. Il estime aussi qu'entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) et les Américains – et leur approche « assumée sans complexe et qui n'est pas la nôtre » –, les Français n'ont pas pu conserver leur liberté de manœuvres et imposer leur tempo aux opérations. En critiquant ouvertement la coalition et l'ascendant des Américains, l'officier a certainement franchi une « ligne rouge », tant ces propos surviennent dans une phase épineuse de la relation stratégique transatlantique, au Levant notamment.

Le colonel axe son principal grief sur le fait que la France n'a pas engagé

de troupes combattantes au sol, sous la forme d'un groupement tactique interarmes (GTIA). En bon artilleur, il vante les vertus de l'appui feu sol-sol et minimise, exagérément, les résultats obtenus par l'arme aérienne. « Politiquement, comme tactiquement, je doute de la capacité de nos États occidentaux à engager un ou plusieurs GTIA sur des zones sanctuaires de Daech », estime pour sa part un officier général ayant accès à une bonne connaissance du théâtre. Selon lui, le rapport de force nécessaire pour vaincre (1 à 6), aurait nécessité

l'envoi de 12 000 soldats français face à 2 000 terroristes... « C'est la guerre des Arabes, nous sommes là pour les aider, pas pour remporter la victoire à leur place », ajoute

ce général, citant Lawrence d'Arabie.

Si l'affaire fait du bruit, c'est qu'elle touche au débat sur l'expression des militaires. « Legrier ne dévoile pas de secret et ne dénigre personne. Il analyse et propose », plaide l'ancien colonel et historien Michel Goya. En janvier 2018, dans les colonnes du Figaro, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées appelait d'ailleurs à « oser écrire pour renouveler la pensée sur l'action militaire ». Toutefois la bonne marche des armées s'accompagne nécessairement de règles. Certaines n'ont pas été respectées. Mais ce constat peinerait à s'imposer face aux exigences d'une époque prompte à la libération de la parole et aspirant légitimement au questionnement sur les engagements militaires de la France.

FIGARO VOX

... CHRONIQUE

« Faire porter le chapeau de l'antisémitisme aux "gilets jaunes" : une lâcheté face à l'islamisme », par Gilles-William Goldnadel

... SOCIÉTÉ

« L'idéologie du bien-être anesthésie notre liberté ! », grand entretien avec Benoît Heilbrunn

Les rencontres du FIGARO

DÉBAT ENTRE AMIN MAALOUF ET RÉMI BRAGUE

ISLAM-OCIDENT : ÉVITER LE NAUFRAGE DES CIVILISATIONS le lundi 18 mars à 20 heures, Salle Gaveau.

Réservations :

01 70 37 31 70 ou www.lefigaro.fr/rencontres.



LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Olivier Dassault, Thierry
Dassault, Jean-Pierre
Bechter, Olivier Costa
de Beauregard, Benoît
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuille

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Anne-Sophie von Claer
(Style, Art de vivre, So Figaro),
Anne Huet-Wüllme (Edition,
Photo, Révision),

Arnaud de La Grange
(International),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, FigaroScope, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences),
Vincent Trémolet de Villers
(Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican
Directeur de la
diversification éditoriale
Pierre Doncieux

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Dorant
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression : L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint Casablanca Maroc, ISSN 0182-3852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
samedi de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement, espace client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Cahier 4 : 29 € Semaine : 289 €, Week-end : 299 €
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro FV 37/01. Europlastisation : Ptot 0,009 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
11 cahiers 15 pages
Cahier 2 Économie
1 page
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Cahier 4 Figaro Plus
6 pages



Fabrice Nodé-Langlois
@fnodelanglois

Pendant trois ans, la journaliste new-yorkaise Jessica Bruder a sillonné les routes des États-Unis, à la rencontre des « nouveaux nomades ». Dans *Nomadland*, tout juste paru en France (Éditions Globe), elle décrit avec précision, humour et tendresse la vie de ces Américains - des retraités pour la plupart - , contraints de quitter leur maison après la crise de 2008, qui enchaînent les petits boulots en vivant dans des camping-cars ou des camionnettes. Les « gilets jaunes » de l'Amérique, en quelque sorte, en version itinérante, qui ne se révoltent pas, mais ont constitué une communauté soudée. Le tournage du film adapté du livre vient de s'achever. La comédienne Frances McDormand y joue aux côtés des vrais « routards » de *Nomadland*. Jessica Bruder publie également, aux États-Unis, avec Dale Maharidge, *Snowden's Box*, qui raconte comment elle s'est retrouvée destinataire, en 2013, du carton plein de documents classifiés envoyés par Edward Snowden, l'ex-agent de la NSA.

LE FIGARO. - Comment vous êtes-vous intéressée à ces « nouveaux nomades » ?

Jessica BRUDER. - Je me suis toujours passionnée pour les contre-cultures. J'ai commencé par un reportage pour le magazine *Harper's*. J'ai planté ma tente quelques semaines dans le désert d'Arizona, pour rencontrer ces gens. Et ça s'est terminé par un livre. Pendant ces trois ans, j'ai passé jusqu'à trois mois d'affilée dans la camionnette que j'avais achetée avec l'avance de mon éditeur.

Ces travailleurs précaires vivent à la dure mais Linda, par exemple, cette sexagénaire toujours debout, semble prendre la vie du bon côté. Qu'est-ce qui la fait tenir ?

Linda, comme les autres, a une famille. En plus de sa famille biologique, elle s'est créée une famille de cœur, avec tous ses semblables rencontrés sur les routes. Je suis fan de l'œuvre de Rebecca Solnit et son livre que je préfère est *Un paradis bâti en enfer*. On voit de « mini-utopies » se construire dans l'adversité. George Orwell l'a bien résumé : le meilleur de l'homme, le courage, la loyauté, la créativité, ne s'exprime jamais mieux que dans la détresse.

La plupart de ces « routards » sont retraités. Avez-vous néanmoins rencontré des jeunes ? Oui, certains fuient la perspective de devoir s'en-



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Jessica Bruder : « Les nomades américains ressemblent aux "gilets jaunes" »

RENCONTRE
« Quand j'ai sillonné les routes, j'ai observé que les nouveaux nomades des États-Unis sont surtout des femmes. Elles sont souvent âgées, célibataires »

La journaliste américaine a sillonné les routes des États-Unis pour broser les portraits de ces travailleurs précaires itinérants, chassés de chez eux par la crise de 2008.

detter des décennies entières pour payer leurs études, ils rejettent la société de consommation et veulent voir du pays tant qu'ils sont jeunes.

Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans cette communauté des nouveaux nomades ?

J'y consacre un chapitre entier. Il existe par exemple une appli qui permet aux itinérants de s'échanger des tuyaux sur les parkings des grandes surfaces Walmart les plus accueillants, qui précise si le gérant est sympa, où l'on peut se garer sans gêner les livraisons. Et, bien sûr, Internet leur permet de rester en contact avec leur famille

biologique comme avec les autres nomades rencontrés au fil des petits boulots.

Vous avez vous-même travaillé dans un entrepôt d'Amazon qui embauche ces saisonniers itinérants, en cachant votre identité de journaliste...

C'était la première fois que je faisais du journalisme immersif. Ça a l'air sexy à première vue, mais je ne veux plus le refaire, je n'ai pas aimé. Je voulais suivre mes personnages dans leur travail. Et comme Amazon n'ouvre pas la porte de ces entrepôts aux médias, je me suis fait embaucher via

le programme CamperForce, spécialement créé par le géant de l'e-commerce pour embaucher les saisonniers par milliers. Comme beaucoup de ces travailleurs, moi aussi j'ai perdu des kilos à marcher des kilomètres dans l'entrepôt, c'était mon programme minceur gratuit ! Dans le livre, j'évoque ces septuagénaires épuisés par ce travail harassant où il faut se baisser dans les rayons, scanner les colis toute la journée, marcher, marcher. Certains racontent qu'Amazon les préfère à des jeunes car ils sont plus sérieux, plus ponctuels, ralentissent moins. Cette main-d'œuvre saisonnière est idéale pour un employeur : il n'a pas besoin de les loger puisqu'elle se déplace avec sa maison.

Cette culture de la route est-elle typiquement américaine ?

En Amérique, on idéalise la route. Parce que nous sommes une nation d'immigrants, de pionniers. Cette culture de la route puise ses racines dans celle des cow-boys, des hobos (« vagabonds ») de la Grande Dépression ou des hippies. Il y a tout un corpus littéraire, qui va de Steinbeck à Kerouac. J'ai lu récemment *Ma vie sur la route*, de Gloria Steinem, l'une des rares femmes à se mettre en scène dans ce genre littéraire. Quand j'ai sillonné les routes, j'ai observé que les nouveaux nomades des États-Unis sont surtout des femmes. Elles sont souvent âgées, célibataires. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes et reçoivent des allocations plus maigres, qui ne leur permettent pas, dans certains cas, de garder leur logement. C'est un changement par rapport aux années 1980, où le monde de la route était alors majoritairement masculin.

Vous avez mené votre enquête sous la présidence Obama. Vos personnages, avec qui vous correspondez toujours, ont-ils vu un changement depuis l'élection de Trump ? Pas tant que ça. Disons qu'il y a plus de racisme et plus d'armes à feu aujourd'hui sur la route. Mais la solidarité de cette tribu reste immense. Après l'élection de Trump, beaucoup de journalistes m'ont demandé si ces « petits Blancs » contraints de vivre sans domicile fixe étaient des électeurs typiques de Trump. Ce n'est pas si simple. Il y a des conservateurs parmi eux. Beaucoup n'ont guère confiance dans l'État en général, mais ils n'attendent pas le secours de la cavalerie. Certains d'entre eux ne veulent pas être une charge pour leur famille, c'est le cas de Linda, qui habitait chez ses enfants. Certes, ils se sont mis en marge de la société, mais c'est d'abord la société qui les a rejetés. On pourrait les qualifier de « postpolitiques » : beaucoup d'entre eux n'ont pas d'adresse légale et n'ont plus le droit de voter.

Comme les « gilets jaunes », vos nomades n'arrivent pas à joindre les deux bouts, doivent choisir entre le dentiste et le plein d'essence. Pourquoi ne se révoltent-ils pas ? Contre qui iraient-ils se révolter ? L'économie ? La politique ? Ils ont autre chose à faire. La culture de « la grève » (elle prononce ces deux mots en français, NDLR) n'existe pas aux États-Unis. En France, si vous recevez une bouteille dans les dents lors d'une manifestation, on va vous soigner et la Secu vous remboursera. Aux États-Unis, il n'en est pas question ! C'est une différence fondamentale. Et pourtant, les mêmes forces sont à l'œuvre, de part et d'autre de l'Atlantique. Ces nomades américains ressemblent aux « gilets jaunes » : ils veulent vivre dignement. Ils veulent qu'on les écoute. ■

LE FIGARO CROISIÈRES

GOLF & PRO-AM AUX CARAÏBES

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE - ANGUILLA - SAINT BARTHÉLEMY - SAINT KITTS ET NEVIS



EMBARQUEZ AVEC BERNARD PASCASSIO POUR LA DEUXIÈME ÉDITION DE LA CROISIÈRE « GOLF & PRO-AM AUX CARAÏBES »

À bord du *Champlain*, mettez le cap vers les plus beaux parcours des Caraïbes : *Teeth of the Dog*, *Dye Fore* et *The Links* à La Romana, *Cuisinat Golf Club* à Anguilla et *Royal Saint Kitts* à Saint Kitts et Nevis.

- Un Pro-am en 5 tours sous la houlette de Bernard Pascasio et son équipe
- Une formule Golf Loisir encadrée par Frédéric Regard



OFFRE EARLY BOOKING

Du 11 au 21 février 2020
11 JOURS / 10 NUITS

Prix à partir de
6 360 € / pers*

1 FORFAIT PRO-AM + 2 700 €

1 FORFAIT GOLFEUR + 1 500 €

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

N° Indigo 0 820 20 41 28

www.lefigaro.fr/golf-2020

EN PARTENARIAT AVEC



* Tarifs à partir de, par personne, sur base occupation double incluant : vols réguliers Paris-Saint-Domingue et Fort-de-France/Paris en classe économique, les transferts aéroport, les taxes portuaires et d'aéroport. Pour le supplément forfait golf, les 5 green fees et pour le supplément forfait pro-am, la prise en charge et la cotation des professionnels. Hors pré et post-acheminement de votre résidence jusqu'à Paris. Le tarif «Early Booking» Ponant Bonus varie en fonction des disponibilités sur la croisière et peut donc être modifié sans préavis. Plus d'informations dans la rubrique «N°s mentions légales» sur www.ponant.com. Droits réservés PONANT. Document et photos non contractuels. © PONANT - Philip Pissier

LE FIGARO

économie

lefigaro.fr/economie

AÉROPORT

LES DÉBOIRES
DE L'ACTIONNAIRE CHINOIS
DE TOULOUSE BLAGNAC PAGE 22



AUTOMOBILE

PSA MISE SUR L'ESSOR DU
MARCHÉ DE L'OCCASION POUR
SE DÉVELOPPER EN CHINE PAGE 21

> FOCUS

REPRISE DE L'USINE FORD À BLANQUEFORT : PUNCH REVOIT SA COPIE

Les salariés de l'usine Ford de Blanquefort peuvent reprendre espoir. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a reçu lundi 18 février les organisations syndicales du site. Il leur a indiqué que Punch Powerglide, la société belge qui est le seul repreneur potentiel, allait revoir sa copie. Bercy indique que «Punch a préparé une nouvelle offre de reprise du site», qui a été soumise à Ford dès lundi. Le gouvernement souhaite que «cette offre apporte une activité suffisante au site, permettant d'y garantir l'emploi des salariés repris, et sécurisant la cession de l'entreprise par Ford».

Le constructeur américain devrait y répondre dans les prochains jours. Si l'espoir est là, il ne doit pas être exagéré. Selon nos informations, cette nouvelle offre ne contient toujours pas d'engagement ferme de la part d'un client potentiel pour Punch. L'entreprise fabrique, dans son usine alsacienne, des boîtes de vitesses automatiques. C'est-à-dire le même type de produit qui sort actuellement de l'usine girondine. Punch a cependant prévu de fabriquer une nouvelle boîte à Blanquefort. Il se proposait de reprendre 400 des 850 ouvriers actuels du site pour cela. Mais la société a besoin de clients. Pour l'instant, elle n'en a pas. C'est la raison principale du refus de Ford, le 13 décembre dernier, à la première proposition de Punch. La marque à l'ovale bleu ne veut pas prendre le risque de céder le site à un repreneur fragile. En 2009, c'est ce qu'il avait fait. Et il avait été contraint de récupérer l'usine en 2011.

Le constructeur américain a vu son plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) retoqué une première fois par l'administration. Essentiellement pour des raisons techniques. Sur le plan financier, en revanche, il est très généreux avec les salariés. Une nouvelle mouture de ce PSE a été déposée le 11 février. La direction des entreprises locale a désormais jusqu'à 4 mars pour l'homologuer, ou pas. Le calendrier du constructeur reste de fermer l'usine en août prochain.

E.E.

Facebook accusé d'être un « gangster de numérique »



Mark Zuckerberg, PDG de Facebook.

C'est le terme utilisé par le rapport d'enquête du Parlement britannique, qui accuse l'entreprise d'avoir « délibérément menti » et de s'être considérée « au-dessus des lois » durant des années. Ses conclusions sans appel auront un impact sur la régulation mondiale des géants du numérique. PAGE 23

L'audience de la télé vieillit de plus en plus rapidement

L'âge moyen des téléspectateurs a grimpé à 53 ans. Un an de plus en seulement 12 mois.

Les chaînes voient leurs audiences vieillir inexorablement. Les chaînes publiques comme Arte, France 3, France 2 et France 5 sont les plus touchées, avec des moyennes supérieures à 60 ans.

« La télé a perdu toute une partie de la population : les jeunes, qui ne regardent plus la télévision mais de la vidéo », reconnaissait début janvier Takis Candilis, le DG aux antennes et aux programmes de France Télévisions.

Les jeunes ont massivement déserté le

petit écran pour passer du temps sur les réseaux sociaux et les plateformes vidéo. Ainsi, le contraste est saisissant entre la télévision traditionnelle, qui n'attire que 13 % de millennials, et les plateformes de vidéo à la demande par abonnement comme Netflix, qui en rassemble 63 %.

Tous les patrons de chaîne tentent actuellement de rajeunir leurs audiences en proposant à un public jeune de retrouver leurs programmes sur des plateformes de rattrapage. PAGE 24

La maîtrise de l'orthographe, un enjeu nouveau pour les entreprises

D'après un sondage OpinionWay réalisé mi-janvier pour Bescherelle auprès d'un échantillon représentatif de DRH et de salariés du secteur tertiaire, la maîtrise de l'orthographe et de la grammaire est devenue un enjeu majeur pour les entreprises à l'heure du développement tous azimuts du numérique et à l'ère des réseaux sociaux. Plus de neuf responsables RH interrogés estiment ainsi qu'une mau-

vaise expression écrite peut nuire à l'image des entreprises alors que 78 % des salariés avouent faire régulièrement des fautes d'orthographe dans les mails ou les courriers qu'ils rédigent. Des solutions, notamment des formations plébiscitées par les employés, existent, comme chez BNP Paribas Factor, où 17 % des salariés ont bénéficié d'un tel cursus diplômant et reconnu. PAGES 18 ET 19

le PLUS du FIGARO ECO

AFRIQUE DU SUD
Au bord du dépôt de bilan, le géant Eskom multiplie les coupures d'électricité PAGE 19

LA SÉANCE

DU LUNDI 18 FÉVRIER 2019

CAC 40
5168,54 +0,30%

DOW JONES
25883,25 +1,33%

ONCE D'OR
1311,45 (1311,45)

PÉTROLE (Iond)
66,390 (66,050)

EUROSTOXX 50
3243,87 +0,08%

FOOTSIE
7219,47 -0,24%

NASDAQ
7055,18 +0,47%

NIKKEI
21281,85 +1,82%

L'HISTOIRE

L'ombre du Brexit plane sur la fermeture de l'usine Honda de Swindon

L'industrie automobile britannique ne tourne plus rond. Alors qu'approche le Brexit, le groupe japonais remet en cause l'existence même de son usine anglaise historique de Swindon (photo). Selon le député conservateur local, Justin Tomlinson quelque 3 500 emplois sont menacés. Lundi, il a annoncé sur son compte Twitter que le puissant constructeur japonais l'avait informé de l'imminence de cette décision. Le groupe nippon évoque la conjoncture automobile mondiale pour expliquer cette possibilité. La production de son modèle vedette, la Civic, serait rapatriée au Japon, où sera regroupée en 2021 toute sa production européenne. Cette nouvelle

tombe au plus mal pour le gouvernement britannique, qui multiplie les efforts pour assurer les industriels de l'intérêt du pays malgré l'approche du Brexit. Déjà, Nissan avait révélé au début du mois qu'il allait renoncer à construire à Sunderland l'un de ses modèles phares, l'X-trail. Le petit monde de la Formule 1 tremble également : Mercedes estime que la pagaille qui risque d'accompagner le Brexit pourrait favoriser les écuries Ferrari et Sauber (Alfa Romeo). En effet, ce sont les seules à ne pas être installées dans la « Motorsport Valley ».

Cette zone regroupe sept des dix écuries de F1 dans un périmètre assez restreint du Northamptonshire, autour du circuit de Silverstone. Près de 41 000 personnes y travaillent. Une certitude : Honda a annoncé que son équipe de F1 resterait... ■

CHARLES GAUTIER



Pouvoir d'achat : carton plein pour la « prime Macron »

Annoncée au plus fort de la crise des « gilets jaunes » par le président de la République, la « prime Macron », facultative, a la cote auprès des entreprises. Selon un rapport de l'Association nationale des DRH (ANDRH), tous les secteurs ont répondu présent. Mais avec des modalités différentes. Si Total a pu verser une somme importante (1 500 euros) à chacun de ses 30 000 salariés, certaines entreprises, comme la RATP, la SNCF ou Michelin l'ont versée sous conditions de ressources, quand d'autres, comme LVMH, ont modifié le montant de la prime selon la rémunération du salarié. Dans la grande distribution, frappée par la mobilisation des « gilets jaunes », les primes sont les moins élevées, de l'ordre de 200 euros chez Carrefour par exemple. En moyenne, les adhérents de l'ANDRH ont versé une prime de 532 euros, les PME de moins de 50 salariés se montrant plus

généreuses (687 euros). Par ailleurs, 74 des plus grands groupes français - parmi la centaine d'adhérents de l'Association française des entreprises privées (Afepe) - ont versé une « prime Macron », de 630 euros en moyenne. Enfin, selon les données de l'Agence AEF-Info, qui a analysé le dispositif dans 130 entreprises, le montant moyen de la prime serait de l'ordre de 552 euros. Près de la moitié des sociétés - dont Manpower, Sanofi, Atos, Nexter, Safran ou encore BNP Paribas - la verse à l'ensemble de leurs salariés, tandis qu'un peu moins d'un quart la « restreindront aux salariés dont la rémunération n'excède pas 1,5 smic ou légèrement au-dessus ». Ces dernières semaines, des voix se sont élevées pour s'assurer que ce bonus circonstancié ne viendra pas remplacer les hausses de salaire et autres primes déjà en vigueur.

W.G.B.

18 | L'ÉVÉNEMENT

La maîtrise du français, défi majeur des

Selon un sondage OpinionWay, les lacunes en expression écrite pèsent sur l'employabilité des individus

CORINNE CAILLAUD
ET MANON MALHÈRE
@corinnecailaud
@manonmalhere

SOCIAL. Contrairement aux apparences, la société du tout-numérique n'a pas affaibli le rôle de l'expression écrite dans nos sociétés. La maîtrise de la conjugaison, de l'orthographe et de la grammaire est même devenue un enjeu crucial pour bon nombre d'entreprises qui scrutent de près les compétences en la matière de leurs collaborateurs. Et l'enjeu est de taille car il en va de l'employabilité de bon nombre d'individus sur le marché du travail. C'est le constat qui ressort du sondage OpinionWay réalisé pour Bescherelle, une référence en matière d'apprentissage de la langue française depuis plus de cent ans. Publiée ce mardi, cette « grande consultation sur l'orthographe et l'employabilité » a été menée en janvier auprès de 205 DRH d'entreprises de 50 salariés et plus et de 501 actifs du tertiaire.

La prise de conscience est réelle du côté des salariés. Au total, 96 % des actifs du monde des services interrogés estiment qu'il est important de maîtriser une bonne expression écrite. Il n'empêche, ils sont près de 80 % à reconnaître faire régulièrement des fautes d'orthographe, de conjugaison, de grammaire ou encore de syntaxe.

Envoi de centaines de mails par jour, commentaires récurrents sur les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter ou encore Instagram... l'expression écrite fait partie du quotidien de nombreux salariés avec l'essor des nouveaux outils technologiques. Ce n'est donc pas un hasard si, pour 92 % des DRH, des salariés qui ont des lacunes sur ce terrain peuvent affecter l'image de l'entreprise.

« Bien souvent, les formules de politesse n'apparaissent pas dans un mail, le "cordialement" se transforme en "cdt", ce qui m'étonne toujours, témoigne Christian Le Roux,

■ **Sondage OpinionWay** pour Bescherelle réalisé en janvier auprès de 205 responsables RH d'entreprises de plus de 50 salariés (dont 78 % situés en province) et de 501 actifs du secteur tertiaire (dont 38 % avec un rôle managérial).

directeur général de M2i Life Sciences, une PME de 150 salariés. Dans tous les supports numériques, les formules de politesse classiques utilisées dans les lettres papiers, du type "veuillez agréer l'expression de mes considérations distinguées", ont disparu. »

Résultat des courses : plus de la moitié des DRH (52 %) ont déjà pu écarter une candidature en raison d'un faible niveau en expression écrite et ils sont 15 % à avoir freiné la promotion de certains collaborateurs. Ce sont les jeunes actifs âgés de moins de 30 ans qui sont en première ligne, cette génération qui a grandi avec l'ordinateur, les SMS et les réseaux sociaux. Ils sont un tiers à constater que leurs difficultés à l'écrit sont critiquées par leurs collègues, leur hiérarchie ou certains

clients. Ou encore que cette situation peut être un frein à l'évolution de leur carrière. « Les jeunes se rendent compte à quel point ils peuvent être bloqués. Aujourd'hui, dans certains secteurs comme la communication digitale, ils passent des tests d'orthographe lors de l'entretien d'embauche », explique Cécilia Rosentraub, directrice générale des éditions Hatier.

Formations dédiées

Selon l'enquête, les personnes en difficulté demandent bien souvent de façon spontanée conseil à des proches ou des tiers. Un premier réflexe qui s'observe en particulier chez les jeunes, qui peuvent faire relire des mails et autres documents pour s'assurer qu'il n'y a pas de faute d'orthographe.

Toutefois, cette situation alarmante pousse de plus en plus les entreprises à s'attaquer au problème en interne. Aujourd'hui, un DRH sur deux déclare que sa société serait prête à financer une formation aux salariés qui ont des lacunes en orthographe. Et 80 % des collaborateurs y sont favorables. Un résultat quelque peu surprenant, sachant qu'« il y a souvent un rapport dramatique à l'orthographe. Beaucoup gardent en tête les bancs de l'école », souligne Cécilia Rosentraub. Tout dépend aussi de la façon dont la formation est dispensée. Selon l'enquête, « les actifs en difficulté sont avant tout en attente de personnalisation et d'approche ludique ».

Certaines entreprises ont déjà innové en la matière. Depuis trois

ans, BNP Paribas Factor, filiale spécialisée de l'affacturage du groupe bancaire, offre à ses collaborateurs une formation qu'ils peuvent suivre à leur rythme via une plateforme ou une application durant un an maximum. Une fois le dixième niveau atteint, les salariés passent une évaluation finale qui, si elle est réussie, donne lieu à une certification qu'ils peuvent ajouter à leur CV.

Un CPF en euros

Plus de 17 % de l'effectif a déjà bénéficié de cette formation, soit 75 personnes. « Leur maîtrise de l'orthographe s'est nettement améliorée. Au-delà, il y a eu une sensibilisation sur le sujet et un retour aux bons réflexes, en prenant notamment l'habitude de se relire », constate Vanessa Dépret-Biout, di-

78 %

DES ACTIFS ADMETTENT FAIRE DES FAUTES D'ORTHOGRAPHE, DE CONJUGAISON, DE GRAMMAIRE OU DE SYNTAXE

76 % des DRH

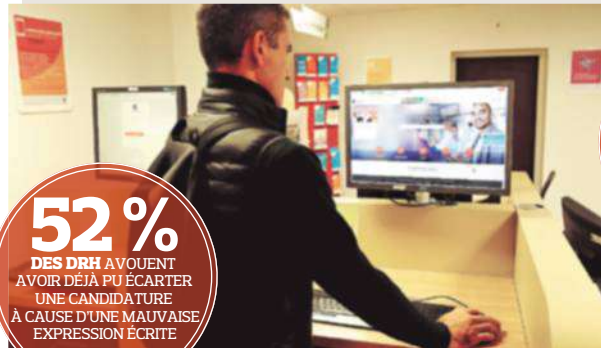
jugent que l'expression irrécusable à l'écrit est un enjeu majeur des entreprises

92 %

DES DRH PENSENT QU'UNE MAUVAISE EXPRESSION ÉCRITE DE CERTAINS SALARIÉS PEUT NUIRE À L'IMAGE DE L'ENTREPRISE

12 % des ACTIFS

jugent que leur carrière a été freinée par leur niveau en expression écrite



52 %

DES DRH AVOUENT AVOIR DÉJÀ PU ÉCARTER UNE CANDIDATURE À CAUSE D'UNE MAUVAISE EXPRESSION ÉCRITE

35 %

DES ACTIFS ONT DÉJÀ DEMANDÉ À UN TIERS DE RELIRE LEURS ÉCRITS POUR CORRIGER DES FAUTES



Ponsonnet : « Les fautes se voient plus » Pas de lien avec les SMS d'aujourd'hui

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALICE DEVELEY @AliceDeveley

Aurore Ponsonnet est formatrice en orthographe en entreprise et l'auteure des 100 Fautes à ne plus faire (Bled-Projet Voltaire).

LE FIGARO. - Comment expliquer que l'orthographe soit un enjeu majeur des entreprises ?

Aurore PONSONNET. - L'orthographe est passée au premier plan. Avant, on se contentait de passer un coup de téléphone, maintenant on rédige des e-mails pour confirmer ce qu'on s'est dit. Si l'on s'écrit au sein d'une entreprise, on échange aussi avec des clients. Et voilà le problème. Auparavant, seule la secrétaire adressait des messages à l'extérieur. Aujourd'hui, tout le monde peut le faire. Les gens ont toujours eu des difficultés en orthographe mais avec Internet, cela se voit plus.

À qui la faute ?

On demande à un employé qui reçoit entre 50 et 100 mails par jour d'être efficace. Il pense que le fond prime la forme, ne se rend pas et la vitesse devient l'ennemie de l'orthographe. De plus, la personne dont la qualité de la langue n'est pas l'expertise ne sait pas chercher les bons outils sur Internet. Elle va faire des copier-coller et sa référence ne sera pas fiable. Elle peut donc perdre du temps mais aussi faire perdre de l'argent à son entreprise si elle écrit à un client.

L'orthographe a donc des conséquences économiques ?

Oui. Imaginez que vous recevez un mail truffé d'erreurs d'une entreprise : vous doutez de sa provenance et vous dites qu'elle n'est pas sé-

rieuse. Si vous êtes sur un site de vente en ligne et apercevez des fautes, au mieux vous pensez qu'il n'y a pas de correcteurs, au pire vous estimez que c'est de l'arnaque. L'orthographe va être un indicateur de sa fiabilité.

Peut-elle être un facteur de discrimination ?

Elle est un marqueur social. Quelqu'un qui fait des erreurs est jugé « pas intelligent » et « pas sérieux ». Christelle Martin Lacroux a fait une thèse sur ce sujet et explique que les recruteurs jugent plus sévèrement les fautes de grammaire que celles de frappe. Une mauvaise orthographe peut donc décredibiliser. Mais on associe à tort la « connaissance des règles de l'orthographe » à un « signe d'intelligence ».

L'orthographe peut-elle influer sur la carrière d'un employé ?

Elle peut être un frein. Il m'est arrivé de travailler avec des bac + 5 ou + 6 très compétents dans leur domaine mais qui ne l'étaient pas en orthographe. Idem avec des chefs d'entreprise. Il y a dix ans, l'un d'eux m'a dit que cela faisait vingt-cinq ans qu'il se cachait derrière sa secrétaire mais était maintenant obligé d'écrire lui-même et demandait à sa femme de l'aider.

L'orthographe est de plus en plus importante et pourtant nous faisons de plus en plus de fautes...

C'est un paradoxe. Tout le monde est censé être expert en orthographe, mais c'est un domaine de compétence. On ne maîtrise pas tous les règles d'accord du participe passé, des adjectifs de couleur, etc. Si nous sommes censés avoir appris l'orthographe à l'école, nous sommes inégaux face à sa maîtrise. ■

MARIE-ESTELLE PECH
@MariEstellePech

Le niveau scolaire en orthographe baisse de façon importante depuis la fin du XX^e siècle. C'est un fait, prouvé par des chercheurs comme André Chervel et Danielle Manesse, lesquels ont analysé des milliers de dictées effectuées dans les années 1870. Ils ont proposé le même texte à 3 000 élèves en 1987 et noté une baisse de qualité. Ils l'ont repropose en 2005, observant un nombre moyen de fautes par copie en forte augmentation.

Parents et professeurs ont tôt fait de faire le rapprochement avec l'écriture SMS apparue à la fin des années 1990, certains professeurs se plaignant de voir parfois apparaître des termes comme « prkoi » au lieu de « pourquoi » dans leurs copies. Tout comme l'ont été les anglicismes, le verlan et autres argots, les abréviations, éliminations et écritures phonétiques apparues via les textos sont considérées comme une menace pour la langue. Le langage SMS réduit la longueur des mots dans

le but de ne pas dépasser le nombre de caractères (140 à l'origine) autorisé ou dans le but d'accélérer la saisie d'un énoncé. Une pratique toujours utilisée dans les forums Internet, chats et jeux en réseau...

La baisse avérée du niveau en orthographe est-elle liée à l'usage du langage texto ou à un défaut d'apprentissage de la langue ? Non, à en croire deux enquêtes de 2014 - l'une menée auprès d'écopiliers, l'autre auprès de collégiens -, selon lesquelles il n'existe pas de lien entre l'usage des textos et le niveau d'orthographe. Pour son mémoire, « L'impact de l'utilisation du langage SMS sur l'orthographe », l'orthophoniste Aude Minne a également étudié le langage de deux groupes de trente écoliers de 10 à 11 ans, l'un avec téléphone, l'autre sans. Son expérimentation a mis en évidence que les enfants utilisant le langage SMS « ont les mêmes compétences orthographiques que leurs pairs » tant en dictée qu'en rédaction.

Les nuls sont restés nuls

Enfin, les enfants utilisateurs du langage SMS et ceux ne l'employant pas usent du lexique avec la même diversité. Elle en déduit que pour recourir aux procédés des SMS (abréviations, écriture phonétique), les utilisateurs doivent maîtriser l'orthographe traditionnelle. Et elle réfute toute interférence. En gros, les nuls en orthographe sont restés nuls, les bons sont restés bons !

Pour les chercheurs du Centre de recherche sur la cognition et l'apprentissage (CNRS-Université de Poitiers-Université François-Rabelais Tours) de l'université Paris Ouest Nanterre et de l'univer-

sité Toulouse-II Le Mirail, ces petits messages constituent « une nouvelle pratique de l'écrit », plus lâche, mais aussi « codée ». Les résultats de l'étude menée sur 4524 SMS produits par 19 adolescents français âgés de 12 ans affirment même que « les SMS ne constituent pas une menace pour le niveau en orthographe à l'école, mais sont une occasion nouvelle et supplémentaire de pratiquer l'écrit ».

Certes, on peut penser qu'à la vue du faible nombre de cobayes les chercheurs auraient pu prendre plus de pincettes pour donner leurs conclusions. Cela ne les empêche pas d'affirmer que « c'est le niveau en orthographe qui détermine la forme des SMS, et non pas les SMS qui influencent négativement l'orthographe ». Ce sont, par exemple, les bons élèves en orthographe qui font le plus de « textismes » conceptuels, ces abréviations typiques des SMS comme « 2min » au lieu de « demain » ou encore « c » au lieu de « c'est ».

Lorsque la pratique des SMS est installée - au bout d'un an -, il n'y aurait plus « aucun lien entre le niveau en orthographe et la forme des SMS ». Les élèves s'étant alors approprié le nouveau « code d'orthographe » des SMS. Mieux, pendant les neuf mois de durée de l'étude, une comparaison entre le groupe de 19 collégiens possédant un téléphone et un autre de 30 jeunes sans téléphone ne montre aucune différence de niveau selon les tests réalisés par leurs enseignants. D'autres travaux ont également démontré qu'il n'existe pas de lien entre le niveau en orthographe de collégiens finlandais et anglais et la densité de fautes dans leurs SMS. ■

Une conversation de jeunes par SMS.
SORIANO/LE FIGARO

entreprises

et l'image des employeurs.

rectrice de la communication de BNP Paribas Factor.

La réforme de la formation professionnelle en cours de mise en œuvre pourrait également inciter davantage les salariés à se prendre en main sur ce sujet. Et ce, grâce à la rénovation du compte personnel de formation (CPF) dont dispose chaque actif. Désormais alimenté en euros, il permettra à chaque individu qui le souhaite d'acheter une formation de son choix sans passer par un intermédiaire. «C'est un peu délicat de demander au DRH une formation en orthographe. Avec la réforme, chacun va pouvoir librement se former», estime la directrice générale des éditions Hatier. Il reste à voir si la réforme aura les effets escomptés. Le nouveau CPF sera pleinement opérationnel à l'automne prochain. ■

91 %

DES ACTIFS PENSENT QUE DES FORMATIONS DE REMISE À NIVEAU EN EXPRESSION ÉCRITE SONT POSITIVES

UN ESPACE DÉDIÉ SUR LEFIGARO.FR

Le site du Figaro propose depuis 2016 une rubrique «Langue française» qui traite de toutes les questions d'orthographe, d'étymologie, de grammaire, d'expression et de francophonie. Son objectif ? En alliant pédagogie et esprit ludique, donner le goût des mots par la production d'articles d'actualité, de reportages, de «quiz», mais aussi d'entretiens donnant la parole à des experts. La rubrique suit et analyse aussi les débats linguistiques tels que l'écriture inclusive, la féminisation des titres et fonctions ainsi que la prolifération excessive des anglicismes. Elle scrute la manière dont la langue affecte notre quotidien : l'orthographe en entreprise, formules de politesse à employer dans des courriels, expressions à éviter dans des CV, etc. **A. D.**

MARINA/LE FIGARO, DUSAN PETKOVIC/ADOBE STOCK, FB STUDIO/ADOBE STOCK

ÉCONOMIE

L'Afrique du Sud plombée par ses coupures d'électricité

Le géant public Eskom est au bord de la faillite. Un enjeu clé pour Cyril Ramaphosa à deux mois des élections.



Des salariés manifestent devant l'usine Eskom, le 13 février à Johannesburg, en Afrique du Sud. WIKUS DE WET/AFP

ANNE CHEYVIALLE @AnneCheyvalle

AFRIQUE Quartiers entiers de grandes villes plongés dans l'obscurité, usines et mines paralysées... L'Afrique du Sud, pays émergent le plus industrialisé du continent, a subi à plusieurs reprises la semaine dernière des coupures volontaires (délestages) pour éviter une panne générale du réseau électrique. Et le pays reste sous la menace de nouvelles interruptions. Eskom, la compagnie d'électricité qui assure quelque 90 % de l'approvisionnement du pays, est en quasi-faillite. Les centrales sont vétustes et la gouvernance, défaillante. Eskom n'est plus en mesure de répondre à la demande.

C'est un lourd fardeau pour Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, à un peu plus de deux mois des élections générales. Son arrivée, en février 2018, après l'éviction de Jacob Zuma, contraint à la démission par son propre parti, l'ANC, avait fait souffler un vent d'optimisme, avec l'espoir de tourner la page Zuma marquée par le clientélisme et la corruption.

Ces coupures tombent on ne peut plus mal pour le dirigeant qui a promis une relance de l'économie. De quoi décourager des investisseurs déjà refroidis par la faible croissance - 0,8 % de hausse de PIB prévu sur 2018 - et irriter les Sud-Africains qui n'avaient pas subi de tels délestages depuis cinq ans. Jusqu'à un tiers des capacités d'Eskom s'est trouvées à l'arrêt la semaine dernière.

Si des incidents techniques affectant plusieurs centrales à charbon - principale ressource alimentant trois quarts de l'électricité - ont été mis en avant pour justifier ces pannes, c'est surtout le résultat d'une mauvaise gestion qui illustre une dette accumulée de 427 milliards de rands (27 milliards d'euros). Eskom table sur une perte cette année de 20 milliards de rands (1,4 milliard d'euros) et un même montant en 2020. «À force de difficultés et de

dysfonctionnement, Eskom a également beaucoup perdu en compétences dans ses équipes techniques et ingénieurs», note Céline Thonard, responsable Afrique australe à l'Agence française du développement. L'entreprise est au pied du mur en termes financiers et humains. »

Dépendance au charbon

La semaine dernière, le ministre des Entreprises publiques, Pravin Gordhan, a déclaré l'entreprise «techniquement insolvable». L'assureur crédit Coface souligne dans une note «le risque pour les finances publiques qui pourrait menacer à terme la soutenabilité de la dette». Déjà cataloguée en catégorie spéculative par deux agences, l'Afrique du Sud pourrait subir de nouvelles dégradations de sa note de crédit.

Cyril Ramaphosa a pris la mesure de la menace dans son discours sur l'état de la Nation, prononcé le 7 février, et annoncé un plan de redressement d'Eskom. Il envisage une séparation du mastodonte en trois entités - production, transmission et distribution - qui seraient coiffées

par un holding. Ce qui permettrait, a-t-il précisé, d'isoler les coûts de chaque entité et de pouvoir trouver des financements auprès des bailleurs ou sur les marchés. Ce sujet socialement et politiquement sensible inquiète les syndicats, qui s'opposent à toute privatisation et redoutent des destructions d'emplois. «La restructuration va réduire les risques que fait courir un énorme Eskom [...]. Il ne s'agit pas d'une privatisation», a défendu le président. Il a évoqué une aide d'État pour stabiliser Eskom. Des détails sont attendus, ce mercredi, lors de la présentation du budget.

Pour réaliser des économies, le gouvernement envisage aussi de négocier une baisse des prix de l'électricité que paie Eskom auprès des producteurs indépendants d'énergie renouvelable, mettant en avant la réduction des coûts de ces technologies, en particulier sur le solaire. Le développement du renouvelable est un enjeu majeur pour l'Afrique du Sud, aujourd'hui très dépendante du charbon, qui s'est engagée à respecter l'accord de Paris sur le climat. ■

La lutte contre l'illettrisme amputée

MARC LANDRÉ @marclandre

Best of, spoiler, buzz, best-seller, quizz, parking... Le «globish», l'anglais rudimentaire de la mondialisation qui permet de se débrouiller en toute situation et d'être compris de tous, est quasiment devenu la seconde langue de France. Au point d'irriter Franck Riester, qui a confié vendredi dernier sur RFI son inquiétude sur le sujet et appelé les Français à «se battre» pour que leur langue «soit préservée». Et le ministre de la Culture de livrer quelques recettes utiles : «Il ne faut pas hésiter, y compris dans d'autres pays, à parler d'abord le français plutôt que d'avoir recours systématiquement à l'anglais. Il faut faire en sorte que la langue française ne paraisse pas figée. La langue française n'est pas une langue morte, loin s'en faut, elle est très vivante et elle sait s'adapter.»

Ce vibrant plaidoyer apparaît toutefois en contradiction avec la décision, non encore officielle mais confirmée au Figaro, de supprimer prochainement pour raison budgétaire la délégation interministérielle à la langue française pour la cohésion sociale, créée en 2016 par Manuel Valls. Cette structure confiée alors à Thierry Lepaon, l'ex-secrétaire général de la CGT, apportait au premier ministre «son concours à la définition et à la mise en œuvre des politiques favorisant l'accès de tous à la lecture, à l'écriture et à la maîtrise de la langue française, en complément des actions de formation linguistique conduites dans le cadre de la politique d'accueil et d'accompagnement des étrangers». Bref à défendre la langue

française partout dans le monde mais aussi à lutter contre l'illettrisme, un fléau qui concerne quelque 3 millions de personnes en France, dont la moitié en emploi. Voir 5 millions, en y ajoutant les étrangers ou les Français ayant fait leur scolarité en dehors du territoire.

«On avait la délégation interministérielle et l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), deux structures pour une même mission : il n'y aura plus que l'agence renouée, c'est cela la recherche de l'efficacité de l'action publique», assume l'entourage d'Édouard Philippe à Matignon. «Cette suppression est dramatique, déplore de son côté Thierry Lepaon. Les deux structures n'ont pas le même périmètre : l'ANLCI se centre sur les 2,5 à 3 millions de personnes illettrées, c'est-à-dire ayant été scolarisées en France, alors que la délégation interministérielle s'occupe de toutes les personnes en difficulté avec la langue française», en incluant notamment les étrangers sur le sol national.

Cause nationale en 2013

L'illettrisme, déclaré grande cause nationale par François Hollande en 2013, touchait 9 % des hommes et 6 % des femmes. Contrairement aux idées reçues, il ne concerne pas que des retraités (75 % ont moins de 55 ans) ni des personnes vivant à la campagne (26 % résident en zone rurale) ou en banlieue (90 % ne viennent pas de quartiers cibles par la politique de ville). Selon les dernières statistiques officielles, 51 % des personnes illettrées ont un emploi, 13,5 % suivent une formation et 10 % pointent à Pôle emploi. ■



Tout le monde dit que c'est bien, ce qu'on a fait, mais qu'on ferme pour raison budgétaire. C'est dramatique pour la cause : je devais signer cette semaine une convention avec le Medef pour sensibiliser les entreprises sur la question de la langue française.

THIERRY LEPAON, DÉLÉGUÉ INTERMINISTÉRIEL À LA LANGUE FRANÇAISE POUR LA COHÉSION NATIONALE

La réforme agraire inquiète les investisseurs étrangers

C'est une réforme emblématique, promise par le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Elle occupe une place centrale dans la campagne électorale en vue des élections générales du mois de mai et la désignation du prochain président. Cyril Ramaphosa soutient l'expropriation sans compensation financière de propriétés terriens blancs, tout en restant ambigu. Il s'agit de favoriser l'accès à la propriété des Noirs et laver ce qui est appelé en Afrique du Sud le «péché originel» de

la colonisation et de l'apartheid. Politiquement sensible, car répondant à une revendication historique de l'ANC, le parti au pouvoir, le sujet effraie les investisseurs. Ces derniers redoutent des expropriations aux effets désastreux comme au Zimbabwe. Ils craignent aussi que les terres des concessions minières puissent être confisquées aux multinationales. L'an dernier, la communauté de Xolobeni avait obtenu, par une décision judiciaire, un droit de veto sur l'octroi d'une licence minière sur ses terres ancestrales. **F.N.-L.**

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 22 000 000 €

Siège social : 41, Rue du Capitaine Guynemer - 92400 COURBEVOIE

969 504 133 RCS NANTERRE

969 504 133 00063 SIRET - 6420Z

Communiqué

Aux termes de l'avis de réunion paru le 18 février 2019 au BALO, les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Mixte de la société anonyme FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS doit se tenir le 29 mars 2019, à 15 heures 30, à LYON (69009) - 38, Rue Sergent Michel Berthet, à l'effet de délibérer, d'une part, sur l'approbation des comptes annuels et consolidés arrêtés à la date du 30 septembre 2018 et, d'autre part, sur l'actualisation des statuts. Des formulaires de vote, outre documents annexes, sont adressés aux actionnaires qui en font la demande par écrit et reçue ou déposée, à la Direction Nationale Administrative - Direction Juridique - 38, Rue Sergent Michel Berthet - CS 50614 - 69258 LYON CEDEX 09, au plus tard six (6) jours avant la date de la réunion. Ils devront impérativement parvenir à la société au plus tard trois (3) jours avant l'Assemblée. De même que les actionnaires peuvent demander par écrit à la Direction Nationale Administrative - Direction Juridique - jusqu'au 5^{ème} jour inclus avant la date de l'Assemblée, l'envoi des documents et informations mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du code de commerce. Les documents de l'article R. 225-73-1 du code de commerce seront mis en ligne (www.fiducial-office-solutions.fr) le 21^{ème} jour précédant l'Assemblée.

20 ENTREPRISES

La filière biométhane riposte à la contestation croissante

S'estimant oubliés par le gouvernement, les professionnels du gaz vert réclament plus de mesures de soutien.

0,2 %

de la consommation
de gaz en France
est assuré par
du biométhaneFRÉDÉRIC DE MONICAULT
fmonicault@lefigaro.fr

ÉNERGIE Le biométhane est-il à ce point maltraité par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ? Un mois après la publication de cette feuille de route pour 2018-2028, la filière interpelle le président de la République : non seulement la baisse - 7 % de la consommation de gaz en 2030, contre 10 % initialement -, mais sa trajectoire tarifaire est bien moins avantageuse que prévu. Le prix de rachat du mégawattheure (MWh) de biométhane (du gaz produit à partir de la fermentation de déchets

organiques), fixé actuellement à plus de 80 euros, doit chuter à 67 euros en 2023 et 45 en 2028. « Nous ne désespérons pas de trouver un compromis pour mieux dynamiser notre industrie naissante », souligne Jacques-Pierre Quak, un des deux présidents de l'association France gaz renouvelables. Nous répondons parfaitement aux enjeux de la transition écologique : diminution des énergies fossiles, valorisation des déchets organiques et circuits courts. »

Actuellement, quelque 78 sites injectent du biométhane sur le réseau, soit deux fois plus qu'en janvier 2018. Plus de 600 projets sont à l'étude, mais le contexte tarifaire assombrit leur avenir. « Les agriculteurs sont en première ligne, rap-

pelle Jean Lemaistre, le secrétaire général de France gaz renouvelables. Certes, les industriels et les investisseurs sont de plus en plus nombreux à leurs côtés, mais tous veulent des garanties. » À titre indicatif, le coût d'investissement d'un méthaniseur s'élève en moyenne à 3,5 millions d'euros.

« Procès d'intention »

Un projet met entre trois et quatre ans pour aboutir, à l'exclusion des recours en justice. Or, la contestation monte autour du biométhane : le Collectif national vigilance méthanisation a triplé ses effectifs en quelques mois. Une trentaine d'associations pointent vigoureusement les dangers du gaz

vert pour l'environnement, à commencer par les odeurs pestilentielles du digestat épandu dans les champs. « Des menaces qui ne font qu'augmenter », expose Daniel Chateigner, professeur et chercheur à l'université de Caen Normandie. Avec le scénario de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de 100 % de gaz vert en 2050, près de 10 000 méthaniseurs pourraient être implantés, soit une unité tous les 4 à 5 kilomètres. » Le collectif évoque le risque d'une « véritable guerre » entre les agriculteurs pour avoir accès à la matière première nécessaire pour faire tourner les installations.

Face à ces attaques, France gaz renouvelables dénonce un procès

d'intention en rappelant que les projets biométhane sont déployés par des regroupements d'agriculteurs, solidaires face à la crise rurale et désireux de diversifier leurs revenus dans le cadre d'une « solution durable ». Quant aux installations qui seraient souvent à l'arrêt car complexes à faire marcher, « il s'agit de cas très isolés », reprend Jacques-Pierre Quak. L'expérience prouve que les installations doivent être adaptées à leur environnement. Les problèmes apparaissent quand un outil est sous ou sur-dimensionné par rapport aux besoins de production. » Des difficultés systémiques pour les uns, épisodiques pour les autres : le biométhane n'a pas fini de faire débat. ■

Alzheimer, le pari de Biogen pour moins dépendre de la sclérose en plaques

La biotech américaine veut être la première à lancer un médicament freinant les effets de la maladie.

KEREN LENTSCHNER
kientschner@lefigaro.fr

SANTÉ Le suspense devrait durer encore un an. Début 2020, Biogen sera fixé sur les chances de succès de sa molécule la plus avancée pour traiter la maladie d'Alzheimer. L'aducanumab fait l'objet d'essais cliniques en phase 3, le dernier stade avant la commercialisation. Le recrutement des patients a été finalisé en juillet dernier. Les résultats des phases précédentes ont montré l'efficacité de cet anticorps, qui a permis de réduire la taille des plaques amyloïdes, des dépôts de protéines anormaux s'accumulant entre les neurones et responsables du déclin cognitif. L'espoir se profile ainsi de pouvoir retarder l'évolution de la maladie et la perte d'autonomie. « Nous avons le pipeline le plus avancé et le plus riche sur le marché actuellement », déclare au Figaro Michel Vounatsos, PDG de Biogen, qui a réalisé l'an passé 13,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires (+10 %).

Biogen dispose aujourd'hui de six programmes dédiés à Alzheimer, qui ciblent tous le stade précoce de la maladie. Parmi eux, deux sont en phase 3. Outre l'aducanumab, il s'agit de l'elenbecestat, en partenariat avec le japonais Eisai. Une troisième molécule entrera en phase 3 à la fin de l'année, également en collaboration avec Eisai. Si l'un de ces programmes était couronné de succès, ce serait le premier médicament mis sur le marché en seize ans. Si on guérit aujourd'hui un cancer sur deux, Alzheimer reste incurable. La recherche pétiue. Au cours de la dernière année, de nombreux laboratoires, parmi lesquels AstraZeneca ou Roche, le mois dernier, ont essuyé des échecs. Pfizer a jeté l'éponge il y a un an. « Cela demeure

re, en effet, un champ de recherche extrêmement risqué, une pandémie très complexe à étudier, reconnaît le Français Michel Vounatsos. L'échec d'un concurrent augmente le doute, notamment des investisseurs, mais il permet d'affiner l'approche. Il faut rester très modeste sur les probabilités de succès. Une chose est sûre, il faudra sûrement combiner plusieurs médicaments pour maîtriser la maladie, qui débute parfois vingt ans avant l'apparition des premiers symptômes. »

Alzheimer n'en reste pas moins le principal poste de dépenses de Biogen en R&D (2 milliards de dollars par an au total, soit 17 % de son chiffre d'affaires). La biotech américaine en a fait l'un de ses principaux axes de diversification avec les maladies neuromusculaires, dont l'amyotrophie spinale, traitée par son blockbuster Spinraza, et les biosimilaires. Une nécessité, car les trois quarts de ses revenus proviennent encore de la sclérose en plaques avec cinq médicaments sur le marché. Biogen, qui a été l'un des pionniers il

CHIFFRES CLÉS
(2018)13,4
milliards de dollars
de chiffre d'affaires4,4
milliards de dollars
de résultat net2
milliards de dollars
investis en R&D

L'entreprise américaine (ici le siège de Biogen à Cambridge dans le Massachusetts) dispose aujourd'hui de six programmes dédiés à Alzheimer, qui ciblent tous le stade précoce de la maladie. DOMINICK REUTER/AFP

y a vingt ans, fait face à la concurrence notamment de génériques.

Avec la maladie d'Alzheimer, le potentiel est gigantesque. Il existe 36 millions de malades dans le monde dont 900 000 en France (225 000 nouveaux cas par an). Ce nombre devrait doubler tous les vingt ans, selon l'OMS. Conséquence : d'ici à 2025, le marché pourrait atteindre 6 milliards de dollars (contre 3,5 milliards en 2017). Un défi majeur pour les pouvoirs publics. Le coût annuel mondial de la démence (en frais médicaux, prise en charge sociale et soins informels) était estimé à 818 milliards de dollars en 2015, soit plus de 1 % du PIB mondial. Il devrait plus que doubler d'ici à 2030.

« Les systèmes de santé ne sont pas du tout prêts à l'arrivée d'un traitement », estime Michel Vounatsos. Pour le VII, cela a pris trente ans d'organiser le système de pré-

vention, l'information et le remboursement des produits. Nous ne disposons pas de trente ans avec Alzheimer. » Il manque, selon lui, des médecins spécialistes pour diagnostiquer les signes précoces de la maladie. Il pointe également du doigt le manque d'hôpitaux et de

« Les systèmes de santé ne sont pas du tout prêts à l'arrivée d'un traitement »

MICHEL VOUNATOS, PDG DE BIOGEN

centres ayant la capacité d'administrer des traitements par perfusion aux patients. « Le pic attendu des délais d'attente oscillera entre cinq mois pour un traitement en Allemagne et dix-neuf mois pour une évaluation en France, selon une étude

de l'institut Rand Corporation, parrainée par Biogen. La première année sans délai d'attente serait 2030 en Allemagne et 2033 en France. » Concernant la fixation des prix des traitements, Biogen préconise une approche globale qui inclut notamment le diagnostic. L'entreprise considère le paiement à la performance (en fonction de l'efficacité des produits), expérimenté dans certains nouveaux traitements d'immunothérapie, comme une piste à explorer.

Pour préparer l'avenir, la France, qui a été pionnière dans les années 2000 avec son plan Alzheimer, pourrait jouer un rôle central au sein du dispositif de Biogen. « Notre pays peut devenir un modèle d'excellence mondiale pour le traitement de cette maladie, tout comme le Japon et les États-Unis », commente le PDG de Biogen. ■

Des investissements en R & D de moins en moins rentables

Le constat est implacable. La rentabilité des investissements en R & D des « Big Pharma » a atteint son plus bas niveau l'an passé. Et pour cause. En neuf ans, le coût de développement d'un médicament a doublé pour s'élever à près de 2,2 milliards de dollars. Dans le même temps, le pic de ventes annuelles d'un médicament a été réduit en moyenne de moitié à 407 millions de dollars. « Nous constatons un vrai effet de ciseaux dans la recherche aujourd'hui », explique Yves Jarlaud, associé au sein du cabinet Deloitte qui publie une étude annuelle sur la R & D de seize groupes pharmaceutiques mondiaux. Cela met une grosse pression sur les laboratoires pour sélectionner les bonnes idées thérapeutiques, mettre fin aux molécules non concluantes, trouver les bons partenaires ou encore faire des acquisitions adaptées au moment idéal.

Si les médicaments sont de plus en plus chers à développer, cela s'explique d'abord par l'allongement du cycle de développement

clinique. Il est passé de 6,15 à 6,61 années par médicament entre 2015 et 2018. La part croissante prise par l'oncologie (39 % des programmes en développement avancé, contre 18 % en 2010), plus risquée, n'y est pas étrangère. « En raison de la complexité de la recherche, les calendriers de développement sont plus longs », précise l'étude. Cela s'explique aussi par le nombre insuffisant de patients éligibles à des essais cliniques. »

Virage digital

Les exigences des autorités de santé se sont également durcies. Les dossiers transmis doivent être de plus en plus fournis. Les essais cliniques de phase III (dernière étape avant la commercialisation) se révèlent de plus en plus longs et coûteux.

Dans le même temps, les perspectives de ventes ont chuté en raison de l'intensification de la concurrence, bien sûr, et de la montée en puissance des génériques et biosimilaires. Mais aussi de la nature de la recherche qui s'est focali-

sée ces dernières années sur des médicaments plus spécifiques ciblant des populations plus restreintes, de quelques milliers de personnes parfois. La contribution des blockbusters (plus d'un milliard de dollars de revenus) au chiffre d'affaires stagne. Du coup, les laboratoires sont plus dépendants de molécules plus modestes. La part des médicaments générant moins de 500 millions de chiffre d'affaires est ainsi passée en neuf ans de 20 à 33 % des revenus des « Big Pharma ».

À cela s'ajoute une pression croissante sur les prix dans les pays occidentaux. Elle conduit des laboratoires à se désengager de certains segments comme les antibiotiques, à l'image de Novartis l'an passé. « Les négociations sont de plus en plus dures avec les payeurs publics et privés, compte tenu des tensions sur les systèmes de soins », ajoute Yves Jarlaud. Pour preuve, les vagues de déremboursements de médicaments en France. Ou encore la pression exercée depuis plusieurs mois aux États-Unis par l'Administration Trump sur l'industrie.

Face à ces défis, les laboratoires pharmaceutiques sont contraints de réinventer leur R & D. « Ils ont pris conscience qu'ils ne pouvaient tout développer en interne », souligne Yves Jarlaud. Ils aspirent aujourd'hui à s'inscrire dans des écosystèmes plus ouverts à l'image de ce qui existe autour de Boston. L'autre pan de cette transformation concerne l'utilisation du digital et de l'intelligence artificielle afin d'améliorer leur efficacité.

La start-up TrialSpark permet aux patients de s'inscrire dans des essais cliniques depuis le cabinet de leur médecin, au lieu de se déplacer vers un centre. De quoi raccourcir les délais et augmenter la diversité de ces populations. Pour réussir cette transformation, trois « Big Pharma » ont nommé un Chief Digital Officer (GSK, Novartis, Sanofi). Reste aussi à diversifier les profils pour acquérir de nouvelles compétences. Novartis n'a pas hésité à recruter chez Google, IBM et Amazon pour accélérer sa virage digital. ■

Le coût de développement d'un médicament a doublé en neuf ans quand les pics de ventes attendus ont, eux, chuté de moitié

YVES JARLAUD, DELOITTE

LE 5/7 MATHILDE MUNOS

Retrouvez le mercredi à 6h48
Histoires Économiques
avec Jacques-Olivier Martin
du quotidien

LE FIGARO

inter A SUIVRE SUR TWITTER
#LES7INTER

À la peine en Chine, PSA mise sur les voitures d'occasion pour se refaire

Le groupe entre au capital d'une start-up locale de services de gestion pour les véhicules de seconde main.

EMMANUEL EGLOFF @eegloff

AUTOMOBILE C'est un mouvement important dans le domaine du véhicule d'occasion et sur le marché chinois. PSA prend une participation dans le chinois FengChe, spécialiste des services de gestion pour le véhicule d'occasion.

La société est une start-up fondée en 2015. La marque au lion précise qu'elle est « l'un des premiers fournisseurs chinois spécialisés dans les services de gestion du véhicule d'occasion en Chine ». Ses clients sont « les constructeurs, les groupes de distribution automobile, les concessionnaires de moyenne et grande taille ». FengChe leur propose un système de gestion et de vente, des plateformes BtoB (entre professionnels) et des conseils en stratégie commerciale. L'entreprise chinoise affiche « 250 000 clients et 240 000 véhicules d'occasion sur sa plateforme », selon une porte-parole de PSA.

« Il s'agit d'une prise de participation minoritaire, mais significative », précise cette dernière. En revanche, le montant de l'invest-

tissement n'a pas été révélé. Le groupe PSA est l'un des constructeurs qui s'intéressent le plus aux voitures d'occasion. C'est même l'un des piliers de son plan stratégique « Push to Pass ». Carlos Tavares, le président du directoire de PSA, avait précisé en 2016 qu'il visait le doublement des ventes de véhicules d'occasion d'ici à 2021. À cette date, ils devraient atteindre 800 000 ventes annuelles. Avec une rentabilité multipliée par quatre sur la période.

Segment en croissance

PSA s'est donné les moyens de prendre des parts de marché dans ce domaine, notamment via l'acquisition d'Aramis pour la France et l'Europe. Mais la volonté n'est pas de se contenter du Vieux Continent. D'où la prise de participation dans une entreprise chinoise.

Aujourd'hui, le constructeur français souffre énormément en Chine. L'an dernier, ses ventes de véhicules neufs ont chuté de 32 %, à moins de 263 000 véhicules. C'est la quatrième année de baisse. En 2014, le groupe écoulait 742 000 véhicules sur le

Philip Robson, vice-président de l'unité véhicules d'occasion chez PSA et Tao Genyuan, fondateur de FengChe, lundi à Shanghai. GROUPE PSA



marché chinois. Et visait 1 million de ventes. PSA en est désormais bien loin. L'objectif prioritaire est de stabiliser l'activité. Ce qui ne va pas être facile, compte

tenu d'un marché particulièrement difficile. En janvier, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 15,8 % en Chine. Le marché ne parvient donc pas à

enrayer sa chute, après une année 2018 marquée par un premier recul, de 2,76 %, en trente ans.

Ce marasme ne touche pas du tout, pour l'instant, le marché de l'occasion. L'an dernier, le nombre de véhicules d'occasion vendus a augmenté de 11 % en Chine, pour atteindre 13,8 millions d'unités. Cette bonne santé n'est pas étonnante : la croissance du marché du véhicule neuf a été exceptionnelle ces dernières années. S'il approche de sa maturité, ce n'est pas encore le cas dans l'occasion, qui n'a pas connu une progression aussi forte. Pour preuve, en France, le marché de l'occasion pèse plus de deux fois celui du neuf. En Chine, il n'en représente que la moitié.

C'est donc maintenant qu'il faut investir dans ce segment, pour prendre des parts de marché pendant qu'il est en croissance. En outre, travailler sur l'occasion permettra également de mieux connaître les distributeurs et les concessionnaires. Or, c'est bien ce réseau de concessionnaires qui pose problème à PSA pour la vente de ses véhicules neufs. Cela fait quasiment deux ans que le constructeur s'est attelé à le réformer. Et, pour l'instant, ces efforts ne portent pas leurs fruits. ■



DES RÉSULTATS 2018 EN FORTE CROISSANCE CA ET RÉSULTAT NET EN HAUSSE SENSIBLE

CHIFFRE D'AFFAIRES 2018
1,77 Md€
(+ 9,4 %) ⁽¹⁾

CFNC - GROUPE
5,15 € par action
(+ 8,9 %)

PATRIMOINE
11,3 Md€ ⁽²⁾
(+ 4,4 %)
13,4 Md€
(à 100 %)

ANR TRIPLE NET
89,8 € par action
(+ 5,9 %)

RÉSULTAT NET (Pdg)
154,9 M€
(+ 18,8 %) ⁽³⁾

RNR - FONCIÈRES (EPRA)
4,57 € par action
(+ 5,5 % par action)

DIVIDENDE 2018 PROPOSÉE ⁽⁴⁾
4,60 € par action
(+ 7,0 %)
RENDEMENT DE 6,9 %

Un exercice 2018 positif pour les 3 métiers d'Icade :

Foncière Tertiaire : Poursuite de la dynamique, résultats en hausse

- Activité locative soutenue : revenus locatifs à 402,4 M€, en augmentation sensible de +7,2%
- Gestion active du patrimoine : des investissements pour 515 M€ et des arbitrages pour 588 M€
- Valeur du portefeuille à 8,9 Md€ à 100%



Foncière Santé : Croissance des loyers et diversification engagée

- Revenus locatifs à 241 M€, en augmentation sensible de plus de 12%
- Valeur du portefeuille : 4,5 Md€ à 100%, +3,6% à périmètre constant
- Des investissements pour 311 M€ avec un 1^{er} investissement dans le secteur des Ehpad
- Livraison de 3 cliniques sur 2018
- 1^{er} investissement à l'international : acquisition à terme de sept maisons de retraite en Italie pour 112 M€



Promotion : Des performances 2018 en forte hausse (CA, ROE)

- Hausse du CA économique de +7,8% à 1 251 M€
- Forte accélération des ventes actées : 6 346 lots en 2018, +15,2% vs 2017
- CFNC en hausse significative : +74,7% à 44,4 M€
- ROE à 17,4%, en hausse de + 690 pb



Financements : Coût de la dette toujours en baisse

- Maturité moyenne : 6,4 ans
- Coût moyen : 1,55% contre 1,59% en 2017 et 2,18% en 2016

Perspectives 2019 :

- Cash-flow net courant - Groupe / action stable, hors effet des cessions 2019
- Dividende 2019 : c. +4,5% (90% du CFNC et distribution d'une partie des plus-values de cessions le cas échéant)

« Pour la 3^{ème} année consécutive, Icade délivre des résultats en forte progression avec une croissance tonique du cash-flow net courant à +8,9% par action et un ANR à +5,9% par action, générant pour ses actionnaires un TSR ANR à plus de 10%. Ces résultats illustrent la pertinence de notre modèle d'opérateur immobilier intégré et la rigueur dans l'exécution de notre plan. Pour 2019, nos priorités seront la mise en œuvre de notre plan stratégique annoncé en juillet dernier avec des investissements significatifs dans notre pipeline de développement tertiaire, la poursuite de notre diversification à l'international pour Icade Santé et le lancement des grandes opérations de promotion pour le compte de tiers gagnées en 2018. La poursuite des cessions opportunistes d'immeubles de bureaux core, malgré l'effet sur le cash-flow à court terme, permettra de recycler du capital dans des projets à plus forte valeur ajoutée. »

Olivier Wigniolle, Directeur général

Faurecia résiste à la baisse du marché

Il surpasse les autres équipementiers.

AUTOMOBILE C'est l'heure de gloire de Faurecia. L'équipementier auto, dont PSA est actionnaire à 46 %, publie « les meilleurs résultats jamais communiqués par le groupe », selon Patrick Koller, son directeur général. A 17,5 milliards d'euros, le chiffre d'affaires progresse de 3,4 %, et de 7 % à changes constants. Surtout, la marge opérationnelle atteint un plus haut historique, à 7,3 %. Et le résultat net s'envole de 17 %, à 700,8 millions d'euros. Les investisseurs ont apprécié, le titre gagnant 1,32 % lors de la séance de lundi.

Il s'agit d'une performance, car le marché automobile a été très tourmenté en fin d'année dernière. Sur l'ensemble de l'année 2018, la production mondiale a reculé de 1,1 %, alors qu'elle était censée progresser de 2 % en début d'année. Un tel retournement est toujours difficile à encaisser pour des équipementiers, qui dimensionnent leur outil de production, et leurs frais fixes, en fonction de ces prévisions. La plupart des grands équipementiers ont d'ailleurs revu leurs perspectives à la baisse en cours d'année. A l'inverse, Faurecia n'a « pas abaissé ses prévisions, et les a même augmentées en juillet », précise Patrick Koller. Dans ce environnement, nous avons été capables de résister, c'est une performance significative », s'est félicité le dirigeant.

La stratégie de Faurecia a montré « sa résilience ». Elle se fonde d'abord sur une sélection de métiers jugés prometteurs et pour lesquels le groupe dispose d'une taille critique dans le monde. Il s'agit des sièges de voitures, avec 11,4 % de parts de marché mondiale, des systèmes intérieurs (planche de bord, panneaux de portes, avec 13 % de

parts de marché) et des systèmes de mobilité propre (32,7 %). A l'inverse, le groupe s'est séparé de sa branche « systèmes extérieurs » en 2016. Dans chaque activité, les produits les plus innovants ont été développés pour une mise sur le marché le plus rapide possible. Une stratégie qui a permis à Faurecia d'enregistrer un niveau historique de prises de commandes sur la période 2016-2018.

Acquisition de Clarion

Faurecia a profité de sa bonne santé pour créer une nouvelle branche, via le rachat du japonais Clarion, du français Parrot Automotive et du chinois Coagent. Faurecia Clarion Electronics, c'est son nom, va opérer dans le domaine du « cockpit du futur », en intégrant de plus en plus d'électronique à l'intérieur de la voiture. Elle va employer 9 200 personnes et devrait réaliser plus de deux milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici à 2022. Faurecia se prépare ainsi à la mutation de la voiture.

Pour 2019, le groupe vise une croissance de ses ventes supérieure à celle de la production automobile mondiale. Surtout, sa marge opérationnelle sera d'au moins 7 %. Pour autant, Faurecia n'est pas immune à la conjoncture. Il va être contraint de revoir à la baisse ses objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité pour 2020. « Nos prévisions étaient fondées sur une croissance mondiale de 2 %, à justifié Patrick Koller. Or ça ne s'est pas produit en 2018 et ça ne va pas se produire en 2019. » Il faudra être un peu patient pour avoir les nouveaux objectifs. Ils ne seront présentés aux investisseurs que le 26 novembre prochain. ■ E.E.

(1) Les données 2017 ont été retraitées de l'application de la norme IFRS 15

(2) Valeur du patrimoine, Hors Droits, des Foncières Tertiaire et Santé en quote-part

(3) L'évolution de +18,8% prend en compte une base 2017 retraitée du produit exceptionnel au titre du remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes. Le RING 2017 y compris cet élément exceptionnel s'élève à 165,5 millions d'euros

(4) Le versement du dividende en deux tranches égales sera proposé à la prochaine Assemblée Générale, sous la forme d'un acompte versé en mars et le solde en juillet prochain.

Divorce à la chinoise à l'aéroport de Toulouse Blagnac

Faute d'en prendre le contrôle, Casil met ses 49,99 % aux enchères. Récit de quatre ans d'incompréhension.

ENQUÊTE

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

SERVICES Et si le mystérieux actionnaire chinois de l'aéroport de Toulouse Blagnac conservait une petite part du capital ? Quatre ans après en avoir racheté 49,9 % à l'État, et dans l'impossibilité d'en prendre le contrôle, Casil, un consortium bâti dans l'empire du Milieu, a décidé fin janvier de revendre ses titres. Mais, selon nos informations, il demanderait aux candidats à la reprise de laisser une place à Mike Poon, un de ses membres. Casil a retenu trois finalistes (Vinci, Eiffage et Ardian), qui doivent remettre leur offre définitive le 15 mars. Un rebondissement de plus dans ce feuilleton qui n'en finit pas de surprendre le monde des affaires.

Tout commence mi-juillet 2014 quand le gouvernement lance la privatisation du cinquième aéroport français. Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, prévient les actionnaires (la chambre de commerce et d'industrie de Toulouse, la région Occitanie, le conseil départemental de la Haute-Garonne et Toulouse Métropole) qui, à eux quatre, possèdent 40 % de cette plateforme. « Mais il a oublié d'avertir Airbus, qui était un très gros utilisateur de l'aéroport et bénéficiait de réductions quand il utilisait les pistes pour ses vols d'essai », raconte Jean-Louis Chauzy, président du conseil économique social et environnemental d'Occitanie. Il faut attendre fin octobre 2014 pour que le premier ministre, Manuel Valls, rassure l'aviateur : sa situation privilégiée ne sera pas remise en cause.

Mais le véritable coup de tonnerre éclate en décembre 2014, quand l'État révèle qu'il sera l'acheteur de sa part : un consortium chinois, Casil, composé de deux entreprises inconnues en Occident (Shandong Hi-Speed et le fonds d'investissement FPAM). Les pouvoirs publics auraient préféré une autre option. D'autant plus que Shandong Hi-Speed, majoritaire

dans ce groupement, est une entreprise publique, ce qui veut dire ouvrir les portes de l'aéroport à la Chine de Xi Jinping.

Appel d'offres mal ficelé

Mais, avec une offre à 308 millions d'euros, Casil propose 50 millions de plus que son compétiteur le plus sérieux, Vinci. Et l'État ne peut pas recaler le chinois à cause de son inexpérience dans la gestion d'aéroports : l'appel d'offres est mal ficelé, comme le regrettera la Cour des comptes dans un rapport de novembre 2018 : « Les critères de recevabilité des candidats étaient peu exigeants et limités à leur capacité financière, l'APE (Agence des participations de l'État) ayant choisi de ne pas exiger d'expérience en matière de gestion aéroportuaire. »

La suite n'est pas de meilleure facture. « Avec les Chinois, les relations ont toujours manqué de transparence et nous sommes allés de Charybde en Scylla », soupire aujourd'hui Carole Delga, présidente de la région Occitanie. Pour preuve, l'épisode rocambolesque, fin mai 2015, de la disparition de Mike Poon, le président de Casil. Pendant plusieurs mois, personne ne sait où il est ; il se murmure qu'il est victime, comme d'autres dirigeants, d'un rappel à l'ordre musclé par les autorités chinoises. En 2017, il raconte l'histoire à sa façon dans *Le Journal du dimanche* : « Le gouvernement enquêtait sur des pratiques dans le secteur chinois de l'aviation, se justifie Mike Poon. J'ai été interrogé dans le cadre de ces investigations [...]. L'essentiel est que tout était en

40 %

Augmentation

du chiffre d'affaires de l'aéroport Toulouse Blagnac depuis 2014

QUATRE ANS DE CONFLIT

15 AVRIL 2015

Vente par l'État de 49,99 % de l'aéroport Toulouse Blagnac au consortium chinois Casil pour 308 millions d'euros.

30 MAI 2015

Le Chinois Mike Poon, président de Casil, disparaît pendant plusieurs mois, retenu en Chine.

20 OCTOBRE 2016

À l'assemblée générale de l'aéroport de Toulouse, il est annoncé que 15 millions d'euros puisés dans les réserves seront distribués aux actionnaires.

26 FÉVRIER 2018

L'État affirme qu'il ne vendra pas ses 10,01 % dans l'aéroport de Toulouse entre avril 2018 et avril 2019.

22 JANVIER 2019

La Dépêche du Midi révèle que Casil a mis en vente ses 49,99 % dans l'aéroport de Toulouse.



L'actionnaire chinois Casil a retenu trois candidats (Vinci, Eiffage et Ardian) au rachat de ses parts dans l'aéroport de Toulouse Blagnac. Ils doivent remettre leur offre définitive le 15 mars. AÉROPORT TOULOUSE-BLAGNAC

conformité avec la loi. Vis-à-vis de mes actionnaires et de mes clients, dont je gère les fonds, il valait mieux que je prenne du recul le temps de l'enquête. » Cette disparition sème d'autant plus le trouble à l'époque que Mike Poon est alors le contact privilégié des équipes à Toulouse : à la différence des représentants de Shandong Hi-Speed qui ne s'expriment qu'en chinois, il parle très bien anglais.

Refus du siphonnage

Surtout, il apparaît vite que Casil veut rentabiliser son investissement à court terme. Quitte à plomber l'aéroport. « Les Chinois ne parlaient que de rentabilité financière et d'Ebitda », résume aujourd'hui Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse et président de Toulouse métropole. Ainsi, pour gonfler les dividendes, ils tentent, à la mi-2016, de puiser dans les réserves de l'aéroport plus de 20 millions sur les 67 millions qui y figurent. Mike Poon pense arriver à ses fins car l'État, qui a gardé 10,01 % dans l'aéroport de Toulouse, s'est engagé à voter les résolutions présentées par les Chinois. Mais, comme les actionnaires locaux s'opposent à ce siphonnage, l'État se désolidarise de Casil. Ce bras de fer se solda en octobre 2016 par un compromis : les actionnaires se partagent seulement 15 millions d'euros provenant des réserves.

La bataille reprend en 2018. Cette fois-ci, Casil tente, sans succès, de changer de règles comptables, toujours pour gonfler les profits, donc les dividendes. Plus grave peut-être, Casil ne tient pas beaucoup ses promesses. Ainsi, il n'y a toujours pas de vols directs entre la Chine et Toulouse. « Contrairement à ce qu'ils avaient dit précédemment, les Chinois n'ont participé ni

au financement de la troisième ligne de métro ni à celui du nouveau parc des expositions de Toulouse », affirme Jean-Luc Moudenc. Casil paie très cher cette incompréhension mutuelle.

En 2015, l'État a ouvert la porte à une cession ultérieure aux Chinois des 10,01 % qui lui restaient dans l'aéroport. Il s'est engagé à pouvoir les vendre entre avril 2018 et avril 2019, mais uniquement à Casil. Compte tenu des relations compliquées, l'État a fait savoir en février 2018 qu'il conserverait ses 10,01 %. Du coup, la possibilité pour Casil de détenir la majorité s'est envolée et le consortium a mis en vente ses 49,99 %, espérant faire une énorme plus-value : il en voudrait 500 millions d'euros alors qu'il les a acquises 308 millions.

Ces prétentions ne sont pas illégitimes. Si les relations entre actionnaires ont été chaotiques, l'activité de l'aéroport n'en a pas souffert. « Avec les Chinois, les halls d'embarquement ont été réaménagés et le parcours clients a été amélioré », reconnaît Alain Di Crescenzo, président de la CCI Occitanie. Depuis quatre ans, le trafic est passé de 7,5 millions à 9,6 millions de passagers. Le chiffre d'affaires a augmenté de 40 % à 150 millions en 2018. La preuve que des problèmes de gouvernance ne freinent pas – toujours – la croissance d'une entreprise à court terme.

En attendant la fin des enchères, Edeis, un petit gestionnaire français d'aéroports, non retenu parmi les trois finalistes, compte bien jouer les tribuns. Ce candidat à l'achat des parts de Casil mise sur le soutien des actionnaires territoriaux pour infléchir le processus en cours... La privatisation de Toulouse Blagnac n'a pas fini de créer des turbulences. ■

EN BREF

VINCI REMPORTE UN CONTRAT ROUTIER

Le groupe a gagné, dans le cadre d'un consortium, un contrat (2,9 milliards d'euros) de conception-construction d'une liaison entre Hampton et Norfolk, aux États-Unis. Le contrat est attribué à Dragados (42 %), Flatiron (25 %) et Vinci Construction grands projets et Campenon Bernard (33 %).

TEREOS REFINANCE SA DETTE OBLIGATAIRE

La coopérative sucrière va rembourser avec un an d'avance la moitié de son emprunt obligataire échéance mars 2020 (250 millions d'euros) dans le cadre de la consolidation de sa structure financière. Ce rachat est financé par BNP Paribas, Natixis et Rabobank.

BEST WESTERN ACHÈTE WORLDHOTELS

La coopérative a acquis le groupement de 350 hôtels indépendants haut de gamme Worldhotels, qui bénéficiera de la puissance de distribution de Best Western (4200 hôtels affiliés dans 100 pays) et son programme de fidélité.

➤ Les propriétaires immobiliers sont-ils si riches que cela ?
➤ Airbnb : quelles sanctions en cas de locations illégales ?
www.lefigaro.fr/economie

LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare avec Amaury Bucco

www.lefigaro.fr/decideurs

FRANÇOIS MATTENS Gicat

Changement d'attribution pour celui qui dirigeait la communication et les affaires publiques du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres. Désormais comme directeur affaires publiques et innovation, il couvrira notamment les thèmes de l'innovation ouverte à destination du secteur civil.

ANNE-CATHY DE TAEVERNIER Elior Group

Rattachée à Ruxandra Ispas, directrice des achats et de la logistique, elle prend la tête de la branche nutrition du groupe. Arrivée chez Elior en 2014 après des années chez le groupe Sodexo, elle était depuis 2016 directrice produits, filières responsables et innovation culinaire, au sein de la direction des achats.

ÉRIC HAUTECLOQUE-RAYSZ Mines Ponts

À la suite du général de division Bruno Dran, nommé directeur sûreté de Naval Group, le général de corps d'armée prend la direction générale du groupement d'intérêt public en charge du concours commun Mines Ponts.



Dominique Jamme anime la transition énergétique à la CRE

C'est une mutation sans précédent qui anime le paysage de l'énergie depuis une petite dizaine d'années : entre essor du renouvelable, développement de la concurrence ou encore virage du numérique, les facteurs ne manquent pas pour rendre le secteur aussi mouvant que complexe. Dans ces conditions, la mémoire se révèle un outil précieux pour décrypter les événements et anticiper les situations. Or de la mémoire, Dominique Jamme n'en manque pas. Entré à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en 2001, il y a dix-huit ans, le nouveau directeur général des services a touché à tous les domaines d'intervention du régulateur : le gaz, l'électricité, les réseaux, les tarifs... Sans oublier le dialogue avec la Commission européenne, les avis rendus au gouvernement et le déminage de nombreux dossiers.

L'intéressé a grandi en même temps que la CRE, oserait-on dire : au début des années 2000, l'autorité indépendante ne comptait pas plus d'une vingtaine de collaborateurs. Ils sont aujourd'hui plus de 150, répartis à travers plusieurs grands services (réseaux, marchés et transition énergétique, surveillance des marchés de gros, tarifs...). À charge pour Dominique Jamme de coordonner une intense activité,

car la CRE est sur tous les fronts : ses interlocuteurs sont les industriels aussi bien que les pouvoirs publics, les associations de consommateurs aussi bien que les instances européennes, sans oublier les parlementaires et l'ensemble des médias. Plus que jamais, l'énergie est un sujet ultrasensible, à ramifications multiples, où la CRE doit faire valoir quotidiennement son expertise.

Entre immédiateté et long terme

« Le spectre est varié, mais il ne faut jamais oublier que nous travaillons d'abord et avant tout pour le consommateur : c'est lui qui doit bénéficier en premier des grands bouleversements du secteur », commente Dominique Jamme, ingénieur de formation et qui a commencé sa carrière dans l'armement. Sur son bureau, il y a des dossiers au temps long, comme le soutien aux filières renouvelables et la politique d'investissement des réseaux, mais aussi des thématiques au cycle beaucoup plus court, comme les prix de l'énergie. Ces derniers se sont invités avec force dans la crise sociale, obligeant le gouvernement à supprimer cet hiver la hausse programmée des tarifs réglementés de l'électricité. Ainsi va la CRE, à la fois dans l'immédiateté de certaines options et dans les orientations de long terme.

F.M.

PATRICK MAUREL Natixis Partners

L'entité de Natixis dédiée au conseil en fusions-acquisitions, et présidée par Patrick Maurel, promeut quatre nouveaux directeurs associés au sein de son équipe de direction. L'ESCP Joseph El Khoury, 42 ans, voit ainsi récompensées ses dix années d'expérience au sein du cabinet. Tout comme l'HEC Benjamin Giner, 39 ans, arrivé pour sa part en 2012. Est aussi promu l'EM Lyon Julien Plantive, 38 ans, qui avait rejoint Natixis Partners en 2007. Enfin, dernier promu de la liste, le tout juste quadra Jérôme Vivien, ESTP-ESCP, arrivé en 2011.

LAURENT GUERIN Direction générale du Trésor

Chef du bureau des marchés et produits d'assurance depuis 2016, il devient chef du bureau du financement du logement et d'activités d'intérêt général. Ingénieur en chef des Mines, cet X œuvre au Trésor depuis six ans.

VICTOIRE SIMON Raise Investissement

Fondé par Clara Gaymart et Gonzague de Blignyères, le fonds se dote avec elle d'une nouvelle directrice de participations.

TECH

23

Un rapport qualifie Facebook de « gangster »

Après dix-huit mois d'enquête, les députés britanniques plaident pour une régulation indépendante et urgente.

ELISA BRAUN @ElisaBraun

INTERNET Le mépris. C'est ce qui a le plus surpris les auteurs de l'enquête sur Facebook, publiée ce lundi par la commission sur le numérique, la culture, les médias et le sport (DCMS) de la Chambre des communes du Royaume-Uni. Chargée d'étudier la désinformation en ligne, cette commission menée par le conservateur Damian Collins avait été constituée après le scandale Cambridge Analytica. Elle se dit « outrée » par le comportement de l'entreprise et de son PDG, qui ont agi « au-dessus des lois ».

Après dix-huit mois d'enquête, 170 témoignages et 4350 questions, la DCMS appelle à la régulation urgente de Facebook, qu'elle qualifie même de « gangster du numérique ». Car durant l'enquête, Facebook a « induit en erreur le Parlement », « fait de fausses déclarations » et « a écrasé ses concurrents », égrène le rapport. Ce dernier jette aussi une lumière crue sur les coulisses du réseau social, en divulguant de nouveaux documents compromettants. Se disant « ouvert à une réglementation significative », Facebook a assuré ne pas avoir attendu la publication du rapport pour agir.

Mais le rapport de la DCMS risque de pousser de nombreux législateurs à avancer encore plus fortement sur le terrain de la régulation des géants du numérique. L'enquête a impliqué aussi bien des autorités britanniques que des régulateurs canadiens, irlandais ou américains, ainsi que des élus. Ses recommandations devront nourrir une



L'enquête de la Chambre des communes du Royaume-Uni montre comment Facebook a élaboré un modèle économique fondé sur la vente directe de données personnelles d'utilisateurs à certains partenaires privilégiés.

LOIC VENANCE/AFP

proposition de loi présentée prochainement par l'exécutif britannique. Figure en tête de liste la proposition de changer le statut juridique des entreprises comme Facebook ou Instagram, car « les réseaux sociaux ne peuvent plus se cacher derrière l'excuse de n'être que de simples plateformes, sans responsabilité à l'égard des contenus diffusés sur leur site ». Face à la multiplication des contenus haineux et au phénomène de désinformation, la DCMS recommande de créer une autorité indépendante, à qui il reviendrait la

charge de faire appliquer un « code éthique contraignant ».

Parjures lors d'auditions

Cette autorité devrait aussi inspecter les algorithmes et pratiques de modération des plateformes grâce à des experts dédiés. Ces audits seraient financés par les Gafa eux-mêmes, via une taxe ad hoc. Des propositions similaires sont également évoquées du côté allemand et français.

La DCMS saisit également le sujet de la désinformation pour évoquer

plus largement les problèmes démocratiques et concurrentiels que pose Facebook. Le rapport comprend ainsi un ensemble de documents internes inédits, provenant de Six4Three, une société de développement de logiciels impliquée dans un différend juridique féroce avec Facebook. Ces documents montrent comment Facebook a sciemment élaboré un modèle économique fondé sur la vente directe de données personnelles d'utilisateurs à certains partenaires privilégiés, comme Netflix ou Amazon.

4350

questions

ont été posées
par les parlementaires
lors de leur enquête

À l'inverse, l'entreprise a coupé les accès à tout un écosystème de développeurs d'applications, qu'elle considérait comme « concurrents » directs. L'application Vine, qui appartient à Twitter, a ainsi été éliminée du jour au lendemain par décision directe de Mark Zuckerberg. Le rapport divulgue ainsi un mail du PDG, révoquant les droits d'accéder à certaines données Facebook pour l'application de vidéos.

Le rapport de la DCMS mentionne aussi pour la première fois qu'au moins trois cadres de Facebook étaient au courant que des entreprises obscures comme Cambridge Analytica avaient volé les données de dizaines de millions d'utilisateurs. D'après les parlementaires, l'entreprise n'a pas suffisamment agi pour colmater la brèche. Et s'est même parjurée lors d'auditions devant le Congrès américain, en prétendant n'avoir été au courant des faits qu'à la divulgation de ces informations dans la presse. La DCMS s'est ainsi procuré des mails attestant du contraire. Mais le rapport n'oublie pas d'écorner aussi le gouvernement britannique, qui a tardé à agir. L'impact du rapport pourrait bien l'y forcer. ■

L'Europe toujours divisée face « au risque Huawei »

Les opérateurs télécoms du continent veulent conserver la possibilité de faire appel à l'équipementier chinois.

Il suffit d'un coup de fil de Pékin à Huawei pour que le groupe soit obligé de coopérer avec son gouvernement

PORTE-PAROLE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

ELSA BEMBARON @elsabembaron

TÉLÉCOMS Le gouvernement britannique manie la douche écossaise dans le dossier Huawei. Il n'a pas encore déterminé quelle serait la bonne politique à adopter pour « la résilience et la sécurité de ses réseaux 5G », a affirmé lundi matin un porte-parole de la première ministre Theresa May. La déclaration ne doit rien au hasard, elle intervient quelques heures après que le *Financial Times* a affirmé que la Sécurité britannique n'était pas en faveur d'une interdiction des équipements Huawei sur son territoire.

Cette valse-hésitation est révélatrice de l'attitude des pays euro-

péens dans cet épineux dossier. Ils sont sous la pression des Américains. Washington n'a de cesse d'appeler ses alliés à la plus grande vigilance à l'égard des groupes chinois. « Il suffit d'un coup de fil de Pékin à Huawei pour que le groupe soit obligé de coopérer avec son gouvernement », expliquait la semaine dernière un porte-parole du département d'État américain, en mission à Paris. Nous savons tout comment cela fonctionne. »

L'œil de Pékin

Pour les Américains, pas de place au doute : il ne faut pas donner aux entreprises chinoises la moindre possibilité, fût-elle présumée, d'accéder à des informations sur leur économie. Et cela passe par

l'interdiction d'avoir recours à des équipements télécoms chinois pour la 5G.

A minima, les Américains demandent à leurs alliés « de passer en revue leurs modes d'approvisionnement et d'en contrôler tous les aspects : industriels, mais aussi le fair-play commercial ». Selon nos informations, Huawei propose aux opérateurs télécoms des conditions commerciales très avantageuses de ses smartphones, quand ils choisissent ses équipements de réseaux. Les opérateurs peuvent ensuite revendre ces téléphones à leurs propres clients à des tarifs attractifs.

L'Europe a entendu les inquiétudes des Américains, mais les décisions tardent. Les États sont

sous la pression de leurs propres opérateurs. Au Royaume-Uni, les quatre qui opèrent sur le territoire sont opposés à une interdiction de Huawei, dans une déclaration commune. L'opérateur historique BT, qui avait pourtant laissé entendre qu'il se passerait de Huawei, s'y est associé.

Même son de cloche en Allemagne où Deutsche Telekom aimerait conserver son partenaire chinois. En France, même consensus de la part des quatre opérateurs qui ne voient pas d'un très bon œil une interdiction de Huawei. Sur le plan législatif, rien n'a encore été tranché. Le gouvernement a tenté de légiférer, via un amendement qui devait renforcer les pouvoirs de contrôle

de l'administration sur les choix technologiques des opérateurs. Celui-ci n'a pas passé l'épreuve du Sénat. Bercy ne jette pas l'éponge pour autant et devrait présenter un texte retravaillé, visant à renforcer les contrôles a priori.

De son côté, Huawei a changé de politique de communication. Après avoir fait profil bas, le groupe montre patte blanche. Il affirme son indépendance par rapport au gouvernement de Pékin, expliquant notamment être détenu à 100 % par ses salariés. Les arguments portent peu, puisque, pour l'administration Trump, ce qui compte, ce ne sont pas les actionnaires, mais l'œil de Pékin. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 18 FÉVRIER

LE CAC	JOUR	15 JAN.	16 JAN.	17 JAN.	18 JAN.	19 JAN.	20 JAN.	21 JAN.	22 JAN.	23 JAN.	24 JAN.	25 JAN.	26 JAN.	27 JAN.	28 JAN.	29 JAN.	30 JAN.	31 JAN.	1 FÉV.	2 FÉV.	3 FÉV.	4 FÉV.	5 FÉV.	6 FÉV.	7 FÉV.	8 FÉV.	9 FÉV.	10 FÉV.	11 FÉV.	12 FÉV.	13 FÉV.	14 FÉV.	15 FÉV.	16 FÉV.	17 FÉV.	18 FÉV.	19 FÉV.	20 FÉV.	21 FÉV.	22 FÉV.	23 FÉV.	24 FÉV.	25 FÉV.	26 FÉV.	27 FÉV.	28 FÉV.	29 FÉV.	1 MARS.	2 MARS.	3 MARS.	4 MARS.	5 MARS.	6 MARS.	7 MARS.	8 MARS.	9 MARS.	10 MARS.	11 MARS.	12 MARS.	13 MARS.	14 MARS.	15 MARS.	16 MARS.	17 MARS.	18 MARS.	19 MARS.	20 MARS.	21 MARS.	22 MARS.	23 MARS.	24 MARS.	25 MARS.	26 MARS.	27 MARS.	28 MARS.	29 MARS.	30 MARS.	31 MARS.	1 AVRIL.	2 AVRIL.	3 AVRIL.	4 AVRIL.	5 AVRIL.	6 AVRIL.	7 AVRIL.	8 AVRIL.	9 AVRIL.	10 AVRIL.	11 AVRIL.	12 AVRIL.	13 AVRIL.	14 AVRIL.	15 AVRIL.	16 AVRIL.	17 AVRIL.	18 AVRIL.	19 AVRIL.	20 AVRIL.	21 AVRIL.	22 AVRIL.	23 AVRIL.	24 AVRIL.	25 AVRIL.	26 AVRIL.	27 AVRIL.	28 AVRIL.	29 AVRIL.	30 AVRIL.	1 MAI.	2 MAI.	3 MAI.	4 MAI.	5 MAI.	6 MAI.	7 MAI.	8 MAI.	9 MAI.	10 MAI.	11 MAI.	12 MAI.	13 MAI.	14 MAI.	15 MAI.	16 MAI.	17 MAI.	18 MAI.	19 MAI.	20 MAI.	21 MAI.	22 MAI.	23 MAI.	24 MAI.	25 MAI.	26 MAI.	27 MAI.	28 MAI.	29 MAI.	30 MAI.	31 MAI.	1 JUIN.	2 JUIN.	3 JUIN.	4 JUIN.	5 JUIN.	6 JUIN.	7 JUIN.	8 JUIN.	9 JUIN.	10 JUIN.	11 JUIN.	12 JUIN.	13 JUIN.	14 JUIN.	15 JUIN.	16 JUIN.	17 JUIN.	18 JUIN.	19 JUIN.	20 JUIN.	21 JUIN.	22 JUIN.	23 JUIN.	24 JUIN.	25 JUIN.	26 JUIN.	27 JUIN.	28 JUIN.	29 JUIN.	30 JUIN.	1 JUIL.	2 JUIL.	3 JUIL.	4 JUIL.	5 JUIL.	6 JUIL.	7 JUIL.	8 JUIL.	9 JUIL.	10 JUIL.	11 JUIL.	12 JUIL.	13 JUIL.	14 JUIL.	15 JUIL.	16 JUIL.	17 JUIL.	18 JUIL.	19 JUIL.	20 JUIL.	21 JUIL.	22 JUIL.	23 JUIL.	24 JUIL.	25 JUIL.	26 JUIL.	27 JUIL.	28 JUIL.	29 JUIL.	30 JUIL.	31 JUIL.	1 AOÛT.	2 AOÛT.	3 AOÛT.	4 AOÛT.	5 AOÛT.	6 AOÛT.	7 AOÛT.	8 AOÛT.	9 AOÛT.	10 AOÛT.	11 AOÛT.	12 AOÛT.	13 AOÛT.	14 AOÛT.	15 AOÛT.	16 AOÛT.	17 AOÛT.	18 AOÛT.	19 AOÛT.	20 AOÛT.	21 AOÛT.	22 AOÛT.	23 AOÛT.	24 AOÛT.	25 AOÛT.	26 AOÛT.	27 AOÛT.	28 AOÛT.	29 AOÛT.	30 AOÛT.	31 AOÛT.	1 SEPT.	2 SEPT.	3 SEPT.	4 SEPT.	5 SEPT.	6 SEPT.	7 SEPT.	8 SEPT.	9 SEPT.	10 SEPT.	11 SEPT.	12 SEPT.	13 SEPT.	14 SEPT.	15 SEPT.	16 SEPT.	17 SEPT.	18 SEPT.	19 SEPT.	20 SEPT.	21 SEPT.	22 SEPT.	23 SEPT.	24 SEPT.	25 SEPT.	26 SEPT.	27 SEPT.	28 SEPT.	29 SEPT.	30 SEPT.	1 OCT.	2 OCT.	3 OCT.	4 OCT.	5 OCT.	6 OCT.	7 OCT.	8 OCT.	9 OCT.	10 OCT.	11 OCT.	12 OCT.	13 OCT.	14 OCT.	15 OCT.	16 OCT.	17 OCT.	18 OCT.	19 OCT.	20 OCT.	21 OCT.	22 OCT.	23 OCT.	24 OCT.	25 OCT.	26 OCT.	27 OCT.	28 OCT.	29 OCT.	30 OCT.	31 OCT.	1 NOV.	2 NOV.	3 NOV.	4 NOV.	5 NOV.	6 NOV.	7 NOV.	8 NOV.	9 NOV.	10 NOV.	11 NOV.	12 NOV.	13 NOV.	14 NOV.	15 NOV.	16 NOV.	17 NOV.	18 NOV.	19 NOV.	20 NOV.	21 NOV.	22 NOV.	23 NOV.	24 NOV.	25 NOV.	26 NOV.	27 NOV.	28 NOV.	29 NOV.	30 NOV.	1 DÉC.	2 DÉC.	3 DÉC.	4 DÉC.	5 DÉC.	6 DÉC.	7 DÉC.	8 DÉC.	9 DÉC.	10 DÉC.	11 DÉC.	12 DÉC.	13 DÉC.	14 DÉC.	15 DÉC.	16 DÉC.	17 DÉC.	18 DÉC.	19 DÉC.	20 DÉC.	21 DÉC.	22 DÉC.	23 DÉC.	24 DÉC.	25 DÉC.	26 DÉC.	27 DÉC.	28 DÉC.	29 DÉC.	30 DÉC.	31 DÉC.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
ACCOR	39,79	+0,35	39,92	39,44	0,73	-7,22	MICHELIN	10,225	+0,84	10,225	10,01	0,307	-0,94																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													

24 MÉDIAS et PUBLICITÉ

Les enfants de la télé sont devenus vieux

En 2018, l'âge moyen des téléspectateurs a atteint 53 ans. Il a progressé deux fois plus vite qu'avant en un an.

CAROLINE SALLÉ @carolinesalle

AUDIOVISUEL Non, la télévision n'est pas morte. Mais elle vieillit inexorablement. Et cette tendance tend à s'accroître. En 2018, la moyenne d'âge des téléspectateurs s'élevait à près de 53 ans. Un an de plus en douze mois à peine ! Ce phénomène de sénescence de l'audience n'est certes pas neuf. Entre 2010 et 2017, l'âge moyen des téléspectateurs est passé de 48 à 52 ans, soit environ 6 mois de pris chaque année. Simplement, l'an dernier, la vitesse à laquelle le public TV a vieilli a été multipliée par deux.

Pire. La télévision vieillit aujourd'hui bien plus rapidement que la population française. En 2010, l'écart entre l'âge moyen des téléspectateurs et celui des Français s'élevait à 7,8 ans. Désormais, il est de 11,3 ans. « Le média TV a toujours touché un auditoire plus âgé que la moyenne des Français et il est vrai que le phénomène s'amplifie un peu. La différence, c'est qu'à l'époque, ce n'était pas forcément un sujet de préoccupation », constate Philippe Baillly, fondateur de NPA Conseil.

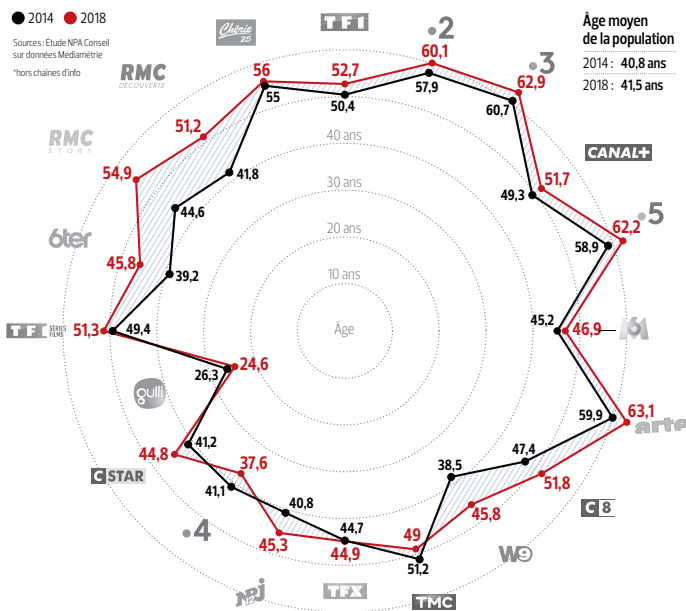
Ce phénomène n'épargne quasiment aucune chaîne du paysage audiovisuel français (PAF). Trois, uniquement, peuvent se targuer d'un rajeunissement de leur audience entre 2014 et 2018. France 4, qui s'apprête à mettre la clé sous la porte et dont l'auditoire affiche un âge moyen de 37,6 ans. Celui de TMC, qui a été repositionnée sur la cible des jeunes adultes, avec des émissions comme « Quotidien » et « Burger Quiz » s'élève maintenant à 49 ans. Et enfin Gulli, la chaîne enfants qui vient d'être rachetée par M6, dont le public a en moyenne 24,6 ans. À l'inverse, certaines antennes connaissent un vieillissement accéléré. L'âge du téléspectateur de RMC Story, ex-Numéro 23 tombée dans le giron d'Altice, a augmenté de plus de 10 ans entre 2014 et 2018.

Arte la doyenne

Alors que sa mission est de s'adresser à toutes les franges de la population, le service public se retrouve lanterne rouge du classement. Au palmarès des chaînes les plus « âgées » du PAF, il trône carrément les quatre premières places. À 63,1 ans, Arte fait office de doyenne. Elle est suivie, dans un mouchoir de poche, par France 3 (62,9 ans) France 5 (62,2 ans) et

Chaînes généralistes* : des audiences vieillissantes

ÉVOLUTION DE LA MOYENNE D'ÂGE DES TÉLÉSPECTATEURS ENTRE 2014 ET 2018



LE FIGARO et vous



EXCLUSIF
AMI ONE, L'AUTOMOBILE
DE POCHE ÉLECTRIQUE
ET PARTAGÉE
DE CITROËN **PAGE 30**

DÉFILÉS
À LONDRES, LA MODE S'INSPIRE
DE LA ROYAUTE ET DES GENS
ORDINAIRES. LA PREUVE EN
PLEINE FASHION WEEK **PAGE 29**

À la poursuite des œuvres perdues de la République



L'Élysée (ici le Salon d'argent) est l'un des principaux bénéficiaires de la politique de dépôts.

JUSTIN CREEDY SMITH / ANG-IMAGES

Après des années où vols, disparitions et saccages étaient courants dans les ministères, ambassades et préfectures, l'État recense désormais les 500 000 biens déposés à des fins décoratives. Un travail titanesque qui porte ses fruits. **PAGE 26**



Burberry

Se perdre dans la brume d'Olafur Eliasson

ARTS L'artiste dano-islandais va créer un tunnel long de 45 mètres pour sa rétrospective, cet été, à la Tate Modern de Londres.

VALÉRIE DUPONCHELLE
@VDuponchelle
ENVOYÉE SPÉCIALE À LONDRES

En 2003, un artiste danois de parents islandais, Olafur Eliasson, bouleversait le public de la Tate Modern à Londres. L'immense Turbine Hall, débarrassé de ses machines gigantesques, abritait une aurore brumeuse à l'orangé très doux (*The Weather Project*). Un jeu de miroirs transformait un demi-cercle de lumière en soleil naissant (200 lampes à monofréquence), recouvrait tout le plafond du Turbine Hall où se reflétait la foule des visiteurs, comme autant de fourmis. Le succès de cette installation dépassa toutes les attentes et devint un record historique pour le musée anglais.

Seize ans plus tard, Olafur Eliasson est une star établie de l'art contemporain que la nature ne cesse d'inspirer. Tout son art est une réinterprétation des mirages de notre cosmos, du plus petit cristal à la plus grande cascade (Château de Versailles en 2016). Il a inséré une colonnade de lumière au cœur de la Fondation Vuitton (*Inside the Horizon* en 2016). Il a inventé une promenade dans un arc-en-ciel au sommet de l'Aros Museum d'Aarhus, dans le Jutland danois (*Your Rainbow Panorama*). Il a souligné la menace du réchauffement climatique par son cadran polaire en douze blocs de glacier, *Ice Watch*, à Paris en 2015 sur la place du Panthéon, après Copenhague et avant Londres.



Olafur Eliasson devant une de ses œuvres, à Versailles, en 2016.

Le 11 juillet prochain, Olafur Eliasson, 51 ans et un studio communautaire et discipliné à Berlin, revient en prophète à la Tate Modern pour une rétrospective « mid-career » intitulée « In Real Life » (près de trente œuvres représentant près de

trente ans d'expériences artistiques, réunies sur 1 000 m²).

Jusqu'au 5 janvier 2020, le public de Londres pourra plonger dans le monde de sensations et d'illusions de ce druide des temps modernes. Traverser à l'aveuglette et en très petit comité *Your Blind Passenger*, 2010, un tunnel de brouillard long de 45 m. Ou perdre toute ligne d'horizon dans *Your Spiral View*, 2002, énorme kaléidoscope de miroirs (déjà montré à la Fondation Beyeler de Bâle en 2002).

Jeu de piste

Devenir jaune comme *Room for One Colour*, 1997. Retrouver la folie des mousses du grand Nord sur son *Moss Wall*, tapis vert inventé en 1994. Parce que la cantine bio et végétarienne est un

élément essentiel de son studio berlinois, Olafur Eliasson en a fait un livre de cuisine qui ressemble à un code de bonne conduite pour mangeurs sains. Le public pourra en juger au Terrace Bar, où ses menus et son dogme culinaire seront proposés.

Le jeu de piste a déjà commencé dans les Tanks de la Tate Modern, anciennes cuves à pétrole devenues espaces souterrains pour les performances et les installations monumentales. *Your Double Lighthouse Projection* est composé de deux énormes cylindres. Le jour y défile, passant du noir au gris clair, ou du rose pâle de l'aube au bleu intense du jour. Le visiteur est complètement absorbé par ce bain de lumière qui le soumet à un temps variable. L'art de voir passer le temps. ■

Jeu de piste dans les collections nationales

PATRIMOINE Tapisserie d'Aubusson introuvable, 212 portraits de Napoléon III disparus... Le contrôle des biens prêtés est un casse-tête pour la Commission de récolement. Mais le travail effectué depuis vingt ans donne de l'espoir.

CLAIRE BOMMELAER cbommelaer@lefigaro.fr

ù sont passées les œuvres de la République? Après vingt ans consacrés à compter et recompter les dépôts du Mobilier national, des manufactures de Sèvres et du Centre national des arts plastiques (Cnap) dans des milliers de ministères, ambassades, mairies ou préfectures, la très sérieuse Commission de récolement a rendu son verdict. Près de 10 % des fauteuils, tables, tapis, bronzes, vaisselles, tableaux ont disparu des radars. Cassés, perdus, déplacés dans des endroits non identifiés, ou même volés, ces objets sont parfois insignes. Une grande tapisserie d'Aubusson du XVIII^e, longtemps accrochée à l'ambassade de France à Londres, est introuvable depuis 2008. Le quai d'Orsay a déposé plainte, mais les espoirs de la retrouver sont minces.

Dans les ambassades, jusqu'à 60 % des pièces de Sèvres – de la vaisselle en majorité – est « non localisée ». Dans celle de Tripoli, le conflit de 2011 a été fatal pour les collections publiques. Et il a fallu une vente « dans le cadre d'une succession », en 2017, pour remettre la main sur un tableau d'Alfred Manessier, déposé en 1946 à l'ambassade de France d'Helsinki (Finlande). Le réseau diplomatique, étendu et soumis aux risques politiques, fait figure de mauvais élève. Mais la France a aussi ses ratés.

Depuis 1985, on a perdu la trace d'un buste de Caracalla, dont on sait avec certitude qu'il était à l'Hôtel de Brienne (siège historique du ministère de la Défense, à Paris), en 1962. Depuis 1990, le ministère de l'Intérieur se dit dans l'incapacité de retrouver un paravent XVIII^e. Prêtées, en 1999, à la mairie de Royan, deux grandes tapisseries du Mobilier national manquent à l'appel depuis 2001. Il y a une dizaine d'années, on a même retrouvé des assiettes du service présidentiel sur eBay. En région, le grand bazar est patent. Le rapport évoque 40 % d'évaporation d'objets dans les universités et les rectorats.

Sous le Second empire, des centaines de copies du portrait de Napoléon III, d'après Winterhalter ou Flandrin, ont été réalisées afin de décorer les préfectures, les mairies et les tribunaux. Cent soixante-dix ans plus tard, personne n'arrive plus à mettre la main sur 212 « portraits souverains » de Napoléon III et sur 116 autres, figurant l'impératrice Eugénie. Une poignée a fini par réapparaître en ventes publiques.

Les soubresauts de l'histoire pèsent lourdement dans ces disparitions : la commune, deux guerres, ou l'incendie du château de Lunéville, en 2003, ont causé des dégâts irréparables. Il n'empêche. Ce sujet, qui engendre un brin de fatalisme, voire de lassitude chez bon nombre de conservateurs du patrimoine, est une plaie dans la gestion du bien commun.

Dans cette débâcle, Jacques Sallois, président de la Commission de récolement des dépôts d'œuvre d'art (CRDOA), affiche tout de même un certain optimisme. Depuis 1997, moment où la Cour des comptes avait poussé un cri, et exigé que l'État mette de l'ordre, un immense travail a été fait. Pendant deux décennies, et non pas deux ans comme la Cour le pensait initialement,

un décompte des objets a été fait, un à un, tant du côté du Mobilier national, du Cnap, des manufactures de Sèvres et des grands musées, que du côté des ministères et des ambassades, des préfectures et des musées régionaux. L'affaire s'est révélée dantesque et n'est pas achevée, la manufacture de Sèvres n'ayant débuté que tardivement. On ne sait même pas si elle le sera un jour. Il a fallu parfois partir d'inventaires en papier, datant du XIX^e siècle, ou relancer les petites mairies qui ne voyaient pas l'intérêt de rechercher un vieux portrait de Napoléon III. Jacques Sallois et les conservateurs n'ont rien lâché, se rendant parfois dans une église où une œuvre de l'État leur avait été signalée, mettant en place des relations étroites avec la police, insistant sans relâche auprès de ministères récalcitrants ou de Chambres parlementaires ayant d'autres chats à fouetter.

« Nous faisons une veille. Dès qu'une pièce de Sèvres est mise en vente, nous regardons si elle est à nous, pour pouvoir éventuellement la réclamer »

ROMANE SARFATI, DIRECTRICE DES MANUFACTURES NATIONALES DE SÈVRES

Après deux cents ans d'incurie, un certain ordre commence à apparaître. Et l'impunité est en train de reculer. Une génération de conservateurs et de directeurs se montre plus sensible à la provenance des œuvres, ainsi qu'à leur propriété. « Nous faisons une veille. Dès qu'une pièce de Sèvres est mise en vente, nous regardons si elle est à nous, pour pouvoir éventuellement la réclamer », explique Romane Sarfati, directrice des Manufactures nationales de Sèvres. D'ordinaire, les plaintes sont déposées, sur tout si le vol est avéré ou si les institutions sont prises en « flagrant délit » d'indifférence. L'année dernière, le Conseil constitutionnel en a essuyé deux, suite au bris de deux grands cendriers de Sèvres. L'Élysée (80 000 œuvres en dépôt, 1 000 disparues) a ordre de vérifier chaque année la « présence » des fauteuils, lustres ou tableaux dans ses murs. Les autres doivent fournir un état des lieux tous les cinq ans. Les conseillers des ministères savent aujourd'hui qu'il est impossible de changer la moindre chaise de leur bureau, sans s'attirer les foudres du secrétaire général de leur maison.

Quand les ministères rendent leurs objets

C'est une conséquence du tour de vis opéré par l'État. Depuis que l'arsenal réglementaire sur les dépôts d'œuvre d'art a été durci, les « retours » de meubles et de tableaux n'ont jamais été aussi nombreux. Un tapis trop précieux ? De grands vases de Sèvres que l'on risquerait de casser ? Face au risque, les institutions de la République choisissent de « rendre » les objets au Mobilier national, au Cnap ou à la Manufacture de Sèvres. Un quart des biens a ainsi été renvoyé, proportion qui serait plus importante si « certains ministères ne

pratiquaient pas, en plus, une politique de rétention des choses inutilisées et parfois détériorées », affirme le rapport. « Plutôt que de devoir surveiller, voire réparer les biens et faire face au coût de leur restauration, les ministères préfèrent les remettre dans une pièce, ou dans un grenier », remarque Jacques Sallois, président de la Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (CRDOA).

Les retours de statues ou de tableaux s'expliquent également par une évolution des goûts. La III^e République a par exemple fait faire des centaines de pein-

ture compte tenu du prix des pièces disparues. Avec toutes ces mesures, « on remet la main chaque jour sur quelque chose », se réjouit Jacques Sallois. Le rapport mentionne 400 objets retrouvés en vingt ans.

Leur parcours a parfois été rocambolesque. Un tableau de Barrois, représentant saint Austremon, prêté par l'État à la cathédrale Notre-Dame de Clermont-Ferrand au XIX^e siècle, a d'abord été vendu à un privé par un chanoine indélicat. Il a finalement été retrouvé, en 2012, par la direction régionale des affaires culturelles (Drac) Auvergne : il brillait dans l'église de La Moutade (Puy-de-Dôme). Le feuilleton n'en finira sans doute jamais, ne serait-ce que parce que tout cela s'étale sur deux cents ans. Mais dans cette quête de l'impossible, la Commission s'est désormais érigée en gardien du temple. ■

Changement de décor

De même, « les fauteuils anciens, peu ergonomiques, n'ont plus les faveurs des ministères », constate Hervé Lemoine, directeur du Mobilier national. Lorsqu'ils quittent des hôtels particuliers pour des locaux plus fonctionnels, ces derniers en profitent pour changer de décor et de mobilier, quitte à acheter

Copies de Portrait de Napoléon III (1860) et Portrait de l'impératrice Eugénie (1855) d'après Franz Xaver Winterhalter. Des centaines de copies de « portraits souverains », réalisées sous le second Empire afin de décorer les préfectures ou les mairies, ont disparu.

QU'EST-CE QUE LE RÉCOLEMENT?

Le récolement est l'art de passer en revue les collections nationales qui décorent ou meublent les institutions de la République. Sur le papier, le principe est simple. Il s'agit pour le déposant – le Mobilier national, la Manufacture de Sèvres, le Centre national des arts plastiques et les musées nationaux – de s'assurer « sur place et sur pièce » de la présence des objets qu'il a prêtés. Compte tenu du nombre de biens, du nombre de lieux d'accueil, et de l'ancienneté de certains dépôts, la démarche est longue, voire fastidieuse. En vingt ans, tout n'a pas été récoilé. Sèvres étant entré plus tardivement dans la démarche. À sa décharge, la Manufacture doit s'assurer que des centaines de milliers d'assiettes, de tasses à café, de soucoupes, de pots à sucre, de cendriers, de biscuits et de vases soient bien présents à l'Élysée, dans les ministères ou le réseau diplomatique.

C. B.

QUI DÉPOSE ET OÙ?

Quatre grandes entités prêtent des collections aux institutions de la République et aux ministères. Elles le font à titre décoratif, mais aussi d'usage. Le Mobilier national, issu de l'ancien Gard-meuble royal, a déposé 25 518 objets (meubles, sièges, tapis, bronzes...). La Manufacture nationale de Sèvres en a déposé 238 269, dont 100 000 dans le seul réseau diplomatique. Le Centre national des arts plastiques (Cnap), héritier de la Division des beaux-arts, des sciences et des spectacles, créée au XVIII^e, a déposé, de son côté, 56 353 tableaux et photographies. Enfin, les musées nationaux ont déposé 145 300 œuvres. La présidence de la République est l'une des principales bénéficiaires de cette politique de dépôts. Tant au palais de l'Élysée qu'à l'hôtel de Marigny, au fort de Brégançon ou au château de Rambouillet, on trouve 5738 dépôts du Mobilier, 92 de musées, 275 du Cnap et 72 500 de Sèvres (des services de table, principalement).

C. B.



VIES CHENOT, PHILIPPE FUZEAU/CNAP

CULTURE

27

La très bonne santé des quatuors à cordes français

CHRONIQUE Avec deux disques, les ensembles Diotima et Modigliani prouvent qu'ils ont atteint un rang de niveau international.LE CLASSIQUE
Christian Merlin

Les six *Quatuors à cordes* de Bartok sont au XX^e siècle ce que les seize quatuors de Beethoven sont au XIX^e : une somme autant qu'un sommet, une quintessence du genre musical le plus pur et le plus élevé. La nouvelle intégrale que vient de publier le Quatuor Diotima chez Naïve est tout simplement un accomplissement. La notion de version de référence a beau être hautement contestable dans un paysage discographique constamment changeant, on peut bel et bien parler d'une pierre de touche dans l'histoire de l'interprétation de ces œuvres. Les *Quatuors* y sont présentés dans l'ordre chronologique,

et c'est très éclairant. Couvrant trente ans de la vie de Bartok, ils passent par la période hongroise où l'on entend les traces d'un folklore réinventé, subissent ensuite le choc de l'École de Vienne et de sa modernité, pour déboucher sur le dépauplement désolé des dernières années, alors que l'Europe a basculé dans la barbarie.

Les Diotima restituent cette narration quasi autobiographique, laissant percevoir l'évolution d'un parcours sans renoncer à trouver l'unité de ce cycle. Leur jeu n'est ni trop rugueux (tentation du parti pris expressionniste), ni trop abstrait (tentation de la lecture analytique) : ils ont trouvé le juste équilibre, la juste palette expressive, riche mais sans dureté, rythmique sans oublier de chanter. Et surtout, la minutie de la réalisation est admirable et la sonorité homogène. On ne peut s'empêcher de voir dans ce double CD un aboutissement et un accomplissement, à la fois dans la

discographie de ces œuvres maintes fois enregistrées, et dans celle d'une formation qui, familière de la création contemporaine depuis ses débuts, est parvenue à jouer les modernes comme s'ils étaient classiques et les classiques comme s'ils étaient modernes.

Un choix d'un soin extrême

Au même moment, une autre nouveauté vient confirmer la santé resplendissante du quatuor à cordes français. Dans un tout autre style, le Quatuor Modigliani publie chez Mirare, pour fêter ses quinze ans, un album intitulé *Portraits*, qui est une galerie de pièces courtes sans lien apparent. Sur le moment, recevant le CD et parcourant la liste des plages, on est perplexe. Un pot-pourri de bis, quel intérêt ? On espérait quelque chose de plus exigeant de la part de ces magnifiques musiciens. On commence l'écoute et... on tombe sous le charme !

D'abord parce que le côté facilement arbitraire de la compilation de titres est contrebalancé par l'extrême soin mis à leur choix et à leur enchaînement. Le contraste entre morceaux lents et rapides, mélodiques et rythmiques, sérieux et joyeux, l'alternance entre les époques, les styles, les caractères, dessinent bel et bien une galerie de portraits et racontent une histoire. Si bien que l'on peut soit y piocher telle plage en fonction de l'humeur du moment, soit l'écouter d'une traite sans lassitude ou incohérence.

Aucun déchet dans le choix des titres : les Modigliani montrent que charme n'est pas synonyme de facilité ou de superficialité, et les pièces qu'ils ont choisies sont non seulement plaisantes, mais d'une écriture très élaborée. On y découvre même des raretés fort séduisantes, comme cet *Intermezzo* de Korngold ou ce scherzo de

Kreisler qu'il faut bien qualifier de fondants. Quant au célèbre *Adagio* de Barber, il gagne décidément à être joué par un quatuor et non par un orchestre entier : cela lui évite de tomber dans le sirupeux.

Merveilleusement lyriques dans le *Mouvement lent* de Webern, ils sont sarcastiques à souhait dans la *Polka* de Chostakovitch, et irrésistibles de vitalité dans le *Divertimento K.138* de Mozart. Leur jeu est constamment élégant, et la qualité instrumentale de tout premier ordre, avec une grande douceur de sonorité. Dire qu'il y a quarante ans, on se lamentait sur l'absence de quatuors à cordes français de rang international. Et il y en a encore qui trouvent que c'était mieux avant ? ■

» Retrouvez Christian Merlin tous les dimanches de 9 heures à 11 heures. Prochaine émission : « Les orchestres japonais »

Martin Zimmermann, un clown des temps modernes

SPECTACLE Au Centquatre, à Paris, l'artiste présente « Eins Zwei Drei », qui mêle cirque, danse et théâtre. Et lui permet de savourer sa liberté comme de revendiquer haut et fort son statut.

ARIANE BAVELIER @arianebavelier

Quel phénomène ! Un physicien entre Fernandel et Buster Keaton, noué sur un corps sveltes, sans cesse aux aguets. Énergie d'acier mêlée à une souplesse de marshmallow, visage en lame de couteau. « Je suis né dans le fromage », énonce-t-il avec un accent qui traîne un peu. Entendez dans une petite vallée de la Suisse allemande, peuplée de 600 habitants. Mère appartenant à une lignée de fromagers, père rédigeant des modes d'emploi pour des machines, et bourrant les placards de la maison avec des projets d'inventions diverses, rangés dans des chemises de couleur. Martin Zimmermann l'assure : « Ce spectacle, Eins Zwei Drei, je ne le joue pas, comme c'était déjà le cas pour Chouf Ouchouf. Je le mets en scène. Cela me permet de m'analyser et ça m'a dicté mon coming out de clown. Depuis que j'ai quitté l'enfance, je n'osais plus employer ce mot, je le trouvais ringard, je préférais me qualifier de danseur

contemporain, ou me définir comme un artiste du théâtre d'objets, dit-il. Maintenant, je revendique haut et fort ma figure du clown. C'est la seule qui conserve encore une liberté : le clown a un devoir de montrer, c'est un miroir de la société. Il l'observe et la questionne. J'ai 48 ans, et c'est ce que je veux être pour les vingt ans qui viennent, malgré mon corps qui va vieillir. »

« Tout est visuel »

L'idée a germé dans son esprit suite à une commande pour la Fondation Beyeler, à Bâle. Le célèbre musée suisse lui avait proposé d'y faire une performance de deux semaines parmi les sculptures. « J'ai commencé à imaginer plein de choses, mais on refusait toutes mes idées. Je ne pouvais pas toucher aux œuvres, pas m'allonger dans le musée, pas avoir un stylo sur moi, pas construire un faux Giacometti que je jouerais à détruire. Au début, le musée, qui devait être un espace de liberté, m'est apparu comme un espace d'interdiction. Je me demandais comment Calder aurait pris ce délire réglementaire. Tout cela parce que posséder une



Le clown blanc, l'auguste loufoque et dans la boîte, le fou ingérable (Martin Zimmermann). AUGUSTIN REBETZ

œuvre aujourd'hui, c'est posséder de l'argent. Au final, j'ai fait une performance mais aussi un film muet : j'y joue un clown qui n'a le droit de rien et finit dans la réserve prostré au milieu des chefs-d'œuvre. J'ai transposé l'expérience dans Eins Zwei Drei. »

Sur scène un trio : le clown blanc joue le directeur qui interdit tout et décide du

bien et du mal. L'auguste, c'est le technicien loufoque, soumis au clown blanc. Le contrepèdre, c'est le fou, le personnage ingérable. Ce triangle infernal se trouve lâché en liberté dans un musée. Qui, à la fin du spectacle, explose et s'écroule. Martin Zimmermann a travaillé avec deux danseurs, et avec Dimitri Jourde, rencontré au Centre national des arts du

cirque (Cnac) où ils étaient étudiants l'année du *Cri du caméléon* de Josef Nadj. C'est Catherine Germain, enseignante au Cnac, qui a aidé Martin Zimmermann à se trouver dans l'art du clown. « Pour travailler je dessine, en m'appuyant sur les dons des interprètes. Le clown ne parle pas, c'est une silhouette, une démarche, des points d'appui. Tout est visuel », explique-t-il.

Pudeur et fragilité

En parler tient du passage aux aveux proférés à demi-mot. « C'est très difficile d'être soi-même dans le monde. On se sent trop fragile. Le clown est agi par les sentiments humains, il envoie les siens et reçoit ceux du public. Je suis dans la lignée de Grock, Keaton, des gens polyvalents, chanteurs, acrobates, cinéastes. » Et de préciser encore : « Enfant j'étais hyperactif. On voulait me mettre sous ritaline. Ma mère a refusé. Mais je me sentais différent. Spontanément, je faisais le clown pour des anniversaires et dans des associations, et j'étais très demandé, au point que ma mère m'a ouvert un compte pour y mettre mes cachets », se souvient celui qui est allé pour la première fois au théâtre quand il avait 16 ans. Avant, son père l'emmenait voir tous les cirques du coin parce qu'il les voyait comme des gens libres qui vivaient leurs rêves, qui n'avaient pas d'argent, et qu'il fallait les soutenir. « C'est ainsi qu'il doublait le prix du billet, raconte-t-il. Mais quand j'ai dit que je voulais faire du cirque, mes parents ont exigé que j'aie un vrai métier. Je suis devenu décorateur, ai réalisé des vitrines, appris à manipuler des objets, à travailler avec une précision d'horloger et je retrouve bien des points communs entre la mise en scène d'une vitrine et d'un spectacle. »

Dans Hallo, le solo qu'il tourne depuis 2014, et qui lui a permis une nouvelle fois de se faire acclamer dans les grandes capitales du monde, il se met en vitrine comme un personnage en quête de survie. « À mesure que je le joue, je prends plus de temps pour être moi-même sur scène, cela donne de l'intensité et de la pudeur à ma fragilité. C'est une lutte, je ne suis jamais content. Lorsque l'on est un clown, rire sur soi est important, mais cela n'est pas tout. » ■

Eins Zwei Drei, au Centquatre (Paris XIX^e), du 20 au 24 février puis en tournée en France.

Haruki Murakami en version originale envoûtante

THÉÂTRE À la Colline, l'adaptation de son roman « Kafka sur le rivage » par Yukio Ninagawa est magnifiquement incarnée.

ARMELLE HÉLIOT @hellot@lefigaro.fr

Un grand spectacle, cela vous saisit d'emblée. À la première image, on sait que l'on s'embarque pour une aventure exceptionnelle. C'est le cas avec cette adaptation magistrale et magique du grand roman de l'écrivain japonais Haruki Murakami *Kafka sur le rivage*, qui fit sensation en France lors de sa parution chez Belfond en 2006, dans une traduction de Corinne Atlan, et qui est disponible en 10/18 à la librairie du théâtre.

C'est la beauté et l'étrangeté du spectacle qui happent immédiatement chacun, mais aussi, bien sûr, la boule-

versante et puissante interprétation des comédiens réunis, du jeune Kafka de Nino Furuhata au merveilleux Katsumi Kiba, qui est Nakata, dans la splendeur de l'âge et l'innocence d'une relation émerveillée au monde. Ils sont dix-neuf sur le plateau. Beaux, mobiles, profonds, qui prêtent leurs personnalités rares aux personnages émouvants de Murakami et à cette histoire tressée de plusieurs fils. Dont deux principaux que l'écrivain fait alterner de chapitre en chapitre.

Un fil constitué des aventures de Kafka Tamura, qui fuit la maison de son père, sculpteur. Sa mère l'a depuis longtemps abandonné. L'autre fil est celui de Nakata, vieil homme aujourd'hui, qui a subi enfant, avec ses cama-

rades, une étrange attaque alors qu'ils ramassaient des champignons. Nakata n'a plus de tête, mais beaucoup de cœur, et sait parler aux chats, formidablement figurés sur le plateau, car ce sont de vrais personnages souples et volubiles...

Un ballet fascinant

Ce qui est beau, c'est de voir ce spectacle non seulement vivre, mais nous transpercer par sa magistrale maîtrise et par l'art rigoureux des interprètes. L'adaptation de l'épais roman de Haruki Murakami est due à un Américain, Frank Galati, qui avait déjà transfiguré pour la scène *After the quake* (Après le tremblement de terre), autre grand livre de Murakami.

À la Colline, vous n'aurez aucun problème de compréhension : le découpage est d'une intelligence idéale et des écrans de surtitrage sont disposés partout, sans gêner le jeu. Vous pouvez ainsi admirer les comédiens et suivre le sens, sans rien perdre. La scénographie étonnante consiste en une série de boîtes transparentes de différentes tailles que des manipulateurs de noir vêtus font glisser en un ballet fascinant. De ville à montagne, de néons à forêt, de rue bruyante à bibliothèque feutrée, les protagonistes sont dans ces écrans. Parfois complètement enfermés, comme Blanche-Neige dans son cerceuil de verre. Mais c'est la vie, la sensation de vérité que donne cette traversée qui nous conduit aux tréfonds de l'âme humaine qui frappent.

La mise en scène date de 2012, et Yukio Ninagawa, qui la signait, est hélas décédé en mai 2016 d'une méchante pneumonie. Il avait 80 ans. Comédien célèbre, il avait créé sa compagnie en 1968 et s'était consacré à diriger ses camarades dans un répertoire notamment shakespearien. Il était connu dans le monde entier. Quant à Haruki Murakami, 70 ans, géant des lettres, il sera à la Colline samedi à 16 heures. Ne le ratez pas ! ■

Kafka sur le rivage, la Colline (Paris XX^e), à 19h30. Tél. : 01 44 62 52 52.

Durée : 3 heures entracte compris. Jusqu'au 23 février. En japonais avec d'excellents surtitrages. Il ne reste pas beaucoup de places, mais, chaque soir, certaines se libèrent.

Des amours de boulevard

THÉÂTRE Depuis «Boeing Boeing», les mécanismes du genre restent inchangés. Si peu d'auteurs osent le dynamiter, c'est que le rire est un exercice difficile. Explications et décryptage avec les stars des comédies du moment.

Ciel, un amant dans le placard! Intérieur bourgeois, portes qui claquent, mari trompé, femme cocue et quiproquos en pagaille... La recette reste inchangée. La comédie de boulevard a beau être le cœur battant du théâtre privé, elle n'est pas pressée de rajeunir. Au contraire, puisque les vieux classiques du genre reviennent régulièrement sur les planches. Barillet et Grédy ou William Douglas-Home, dont le très british *Canard à l'orange* est repris avec brio et esprit vintage par Nicolas Briançon au Théâtre de la Michodière. Le codirecteur de la salle, Richard Caillat, ne fait pas de mystères sur cette longévité: «Le triangle amoureux est un levier de la nature humaine. L'amour et l'argent guident le monde, et dans ces moments-là, les hommes et les femmes sont les plus faciles à croquer.»

Les bons auteurs contemporains qui dynamitent quelque peu le modèle sont rares et s'arrachent. Les plus cités sont Sébastien Thiéry, dont *Huit euros de l'heure* avec Dany Boon (actuellement au Théâtre de Paris), et Éric Assous. Pour l'auteur de *L'illusion conjugale*, la comédie de mœurs n'accepte que l'excellence. «Le vaudeville est un art extrêmement difficile, assure-t-il. Ce sont des équations allant la littérature, le sens de l'observation et les mathématiques. On met en place une souricière qui explose à la fin. C'est dix fois plus compliqué que les pièces dites "ambitueuses" que j'ai pu écrire. Et puis le vaudeville raté ne pardonne pas. Quand c'est très mauvais, c'est horrible: on se sent ennuie, on se sent ridicule, on perd son temps. Alors qu'on sera plus indulgent devant un drame ambitieux et un peu raté...»

La même exigence se retrouve chez les comédiens. Tous le disent: jouer une comédie demande le sens du rythme d'un batteur de jazz et la précision d'un horloger suisse. «À un dixième de temps



près, si quelqu'un tousse, l'humour s'envole, sourit Nicolas Briançon. Il faut de la précision, de la diction, du rythme, de la variation, et donner l'impression que tout cela est improvisé. » Grand spécialiste du genre, José Paul confirme: «La comédie, ça se joue à la demi-seconde. Un temps de stupefaction. Si c'est quatre secondes, c'est loupé, si c'est cinq, c'est réussi. Surtout, il ne faut pas d'effet comique, pas de clins d'œil au public. La comédie marche, même dans les situations les plus burlesques, que si nous, acteurs, y croyons. » Claire Nebout, sa fidèle épouse dans 2-2, pièce de boulevard sur l'échancisme qu'ils donnent au Tristan Bernard, y tient son premier rôle de comédie: «Il faut suivre le texte. Il ne faut pas d'affect, pas de psychologie. Quelqu'un qui essaye de monter Feydeau dans un autre registre se rate systématiquement.»

En théorie, les ficelles du rire sont donc bien connues. Mais

malgré tout le travail, les comédies restent inégales, tirant parfois vers le ringard ou le vulgaire. Surtout, elles peinent à se renouveler dans nos théâtres privés. «Il est difficile de sortir du modèle consensuel que l'on voit à Paris», opine Nicolas Lumbreras, qui ose une «comédie boulevard-musical-royaliste» avec Jean Louis XIV aux Béliers Parisiens. Quelques années plus tôt, il singait gentiment Feydeau dans *Cousins* comme co-chans, un «vaudeville 2.0». «L'industrie du théâtre est très concurrentielle. On oscille entre des pièces sans aucune prise de risque, et des vedettes que l'on a vues 25 000 fois dans des œuvres médiocres.» Pour José Paul, «nos auteurs contemporains sont brillants, mais s'attachent plus à la réplique qu'à la construction et à la dramaturgie».

Isabelle Carré, elle, y voit plus «une injonction globale à la comédie». Au Théâtre de la Renaissance, elle partage l'affiche de *La*

Le metteur en scène, Nicolas Briançon, reprend avec brio Le Canard à l'orange au Théâtre de la Michodière, avec (de gauche à droite) Alice Dufour, Nicolas Briançon, François Vincentelli et Anne Charrier.

CELINE NESZAWER

Dégustation avec Bernard Campan. Du «feel-good theater» qui lorgne le boulevard avant d'offrir une belle comédie dramatique sur la deuxième chance en amour. «À cause de la prudence des financiers et la demande du public, il y a beaucoup moins de drames qu'il y a quelques années, avance-t-elle. Les one-man-show ont pris de plus en plus de place. À la télévision et à la radio aussi, avec les chroniqueurs, l'actu est mêlée au divertissement. Il y a tellement de comédies que nous sommes moins dans la découverte.»

Dans la pièce, leurs personnages vivent un coup de foudre au milieu d'une cave à vin. Ici, pas d'amant ni d'adultère, mais un vovou en pleine réinsertion. «Je crois que les gens redemandent aussi un rire bienveillant et naïf. L'humour cynique est partout, il traduit des rapports de supériorité. Peut-être que le public en a marre...» Même formule à Édouard VII, avec *Encore*

un instant de Fabrice Roger-Lacan. Michèle Laroque y incarne une grande actrice qui ne veut plus monter sur les planches pour ne pas trahir son mari et pygmalion (François Berléand) mort dix mois plus tôt. Ce dernier, présent sur scène comme fantôme, observe outre les tentatives de deux inépuisables amants pour lui ravir sa

“On a travaillé par couches: le dramatique puis l'humoristique. C'est très difficile d'être drôle joliment. Et très exigeant.”

MICHELLE LAROQUE

femme. La pièce oscille entre les rires d'une situation de boulevard astucieuse et une grave mélancolie. «On a travaillé par couches: le dramatique puis l'humoristique, raconte

Michèle Laroque. C'est très difficile d'être drôle joliment. Et très exigeant. Toutes les comédies sont basées sur un drame. » François Berléand, lui, rappelle simplement l'importance d'être sincère. «Sinon on s'emmerde. Moins on en fait des kilomètres, plus c'est drôle. Là, c'est une pièce intelligente, il y a tout.»

Les pièces citées sont des succès. Et pour cause: la qualité des noms à l'affiche. Serait-ce la condition sine qua non dans le privé? «Il faut amortir une centaine de dates. Même les films n'ont pas autant de présence, rappelle Richard Caillat. Donner envie pendant quatre mois, ce qui représente 70 000 billets, demande forcément de l'attractivité. Et le désir des spectateurs démarre par le casting. Il faut des comédiens qu'ils ont envie de voir. » Le directeur de la Michodière s'accorde avec Nicolas Lumbreras et Isabelle Carré: «Avant, la tradition d'aller au théâtre était forte. Il y a aujourd'hui plus de concurrence et tout est très éphémère. En musique, par exemple, les hits restent trois fois moins longtemps au top des ventes. Ça nous force à réfléchir, à varier notre offre. » Le public compte sur eux. ■

Au Louvre, les matrices ne sont plus pressées de graver

ARTS À l'atelier de chalcographie, on procède aux ultimes tirages. À partir de 2020, les cuivres gravés avant 1848 seront mis au repos. Reportage avant exposition.

«ÉRIC BIÉTRY-RIVIERE
ebietryriviere@lefigaro.fr

Je suis allée vingt fois au Louvre mais c'est la première fois d'ma vie, qu'on me donne un rendez-vous à la chalcographie», chantait Arletty dans les années 30. Aujourd'hui ce département du musée se trouve en banlieue, dans des bureaux-entrepôts de La Plaine-Saint-Denis, à côté d'un site de vente sur Internet, au sein des ateliers d'art de la Réunion des musées nationaux (RMN), dont celui des moulages. Les odeurs d'encre s'y font discrètes. Les cinq ouvriers d'art présents ne passent plus guère de feuilles sous presse. Peu à peu le métier d'artisan-imprimeur disparaît au profit de celui de conservateur.

Héritière de l'Atelier des graveurs de Louis XIV aux Gobelins, qui avait pour mission de propager le faste royal, fondée en 1797, incluant le fonds des Menus-Plaisirs (images des cérémonies

de la cour) et la collection de l'Académie royale de peinture et de sculpture (reproductions des morceaux de réception), la Chalcographie du Louvre, placée sous la responsabilité du département des arts graphiques, gère plus de 14 000 matrices. C'est l'un des plus importants fonds du monde dans le genre, avec ceux de Rome, de Madrid et de Bruxelles. Le volet commercial de l'atelier relevant de la RMN, celui-ci édite des estampes d'après ses planches anciennes, mais également d'après des acquisitions récentes de vieux cuivres ou d'après des commandes contractées auprès d'artistes contemporains.

Mémoire du XVII^e siècle

En raison de leur fragilité, pour les matrices antérieures à 1848 (soit un gros tiers du fonds), Jean-Luc Martinez, le directeur du Louvre, et le responsable du département des arts graphiques, Xavier Salomon, ont décidé qu'on ne pourrait plus les utiliser à partir de l'année prochaine. Les opérations d'encrage et de nettoyage les usent à la longue en effet: les tailles s'arrondissent,



Gravure d'une scène du *Malade imaginaire* de Molière, en 1676.

sent, les surfaces se dépolissent. Cela, même si, lorsqu'elles ne servent pas, il est d'usage de les protéger en les recouvrant d'une très fine pellicule de par un procédé d'électrolyse. Ce qu'on appelle l'aciérage.

Ce «verni» vient d'être ôté pour dix matrices datant du XVII^e siècle. Et depuis novembre dernier on procède à leurs dix ultimes tirages. Les épreuves sur papier traditionnel, datées, numérotées et timbrées par gaufrage (estampillage) sont proposées à la vente avec certificat d'authenticité, à des prix variant entre 300 et 650 euros (en vente sur www.boutiquedesmusées.fr).

Pour la plupart, il s'agit de magnifiques et très précises vues du palais du Louvre, des plans d'élévations, des scènes de chantiers ou de fêtes. D'autres représentent les spectacles à Versailles, telles les premières de pièces de Molière, des concerts, des feux d'artifice... Ces cuivres n'avaient pas servi depuis cinquante ans, voire depuis un siècle.

Marquant également l'événement, le Louvre s'apprête à exposer en ses murs près de 70 matrices illustrant l'histoire

de ce département de chalcographie et de ses collections. «Ces plaques, qui seront présentées avec quelques-uns de leurs différents tirages et en regard de leurs dessins préparatoires, sont des œuvres d'art à part entière. Un peu comme les instruments de musique anciens. Nous entendons saluer les maîtres de la pointe et du burin, serviteurs plus ou moins libres du dessinateur-concepteur», déclare Jean-Gérard Castex, conservateur et commissaire.

Des scènes de guerre de Jacques Callot aux travaux contemporains d'Alechinsky, Baselitz ou Penone, en passant par quelques-unes des 907 planches de la Description de l'Égypte ou celles du traité de Charles Le Brun sur les rapports de la physiologie humaine avec celle des animaux, on devrait alors admirer comme jamais auparavant ces mains virtuoses. ■

«Graver pour le roi», le Louvre, rotonde Sully (Paris 1^{er}), du 21 février au 20 mai. Catalogue Liénart, 208 p., 29 €. Tél.: 01 40 20 50 50. www.louvre.fr. La visite des Ateliers d'art de la RMN est possible sur rendez-vous.

EN BREF

«Grâce à Dieu» sortira bien en salle mercredi

Le père Bernard Preynat, mis en examen dans une affaire de viols présumés sur mineurs, n'a pas obtenu le report de la sortie en salle de *Grâce à Dieu*, film de François Ozon qui a obtenu le grand prix du jury à la Berlinale. Lundi, le tribunal de grande instance de Paris a autorisé sa sortie mercredi 20 février, comme prévu. «La décision très bien motivée reconnaît que le film - avec les avertissements qui l'accompagnent - ne justifie pas les mesures demandées qui menaçaient sa sortie», a déclaré l'un des avocats du producteur et du distributeur du film. L'avocat du père Preynat regrette, lui, que «présenter durant deux heures comme coupable un homme qui n'a pas encore été jugé comme tel constitue une atteinte à la présomption d'innocence». La date du procès du père Preynat n'a pas encore été fixée.

New York: le Met va rendre à l'Égypte un sarcophage

L'un des musées les plus prestigieux du monde, le Met de New York, va rendre à l'Égypte un sarcophage qui s'est avéré avoir été volé, probablement en 2011 en plein tumulte révolutionnaire dans ce pays. L'imposant objet doré était au cœur d'une exposition qui devait se poursuivre jusqu'en avril mais vient de prendre abruptement fin. Le Met a remis le sarcophage au bureau du procureur de Manhattan, qui doit le rendre au gouvernement égyptien.

STYLE

29



Le luxe des classes

DÉCRYPTAGE Depuis des décennies, les créateurs anglais ont deux inspirations majeures : la famille royale et le peuple, Lady Di et Vivienne Westwood, Buckingham et Piccadilly.

Les Britanniques ont deux amours : la royauté et les gens ordinaires. D'un côté, ils se nourrissent des histoires de la Couronne, préfèrent Kate Middleton à l'Américaine divorcée Meghan Markle, savent vous dire si la reine est au Palais de Buckingham, au château de Windsor ou à Balmoral. De l'autre, ils défendent bec et ongles leurs *lower et middle classes*. En 1970, John Lennon chante *Working Class Hero* ; en 1995, Pulp sort son tube interplanétaire *Common People*, l'histoire d'une étudiante fortunée cherchant à s'encanailler auprès des fils d'ouvriers. « Nous sommes obsédés par les classes, admet Mesh Chhlibber, consultant dans la mode. Nous avons la working class, la low middle class, la middle class. Mais les stylistes ne les considèrent jamais avec moquerie, ça ne se fait pas ici et puis, bien souvent, ils sont eux-mêmes issus des classes populaires et n'en ont pas honte. » Ces jeunes gens ordinaires sont les stars des podiums. Leurs looks, leur fougue, leur *britishness* sont une source d'inspiration intarissable depuis les débuts du prêt-à-porter.

Ce jeudi, à Londres, la National Portrait Gallery présente une collection de portraits miniatures des Tudor et d'Elizabeth I^{re} (jusqu'au 19 mai) et, en parallèle, à partir du 7 mars, l'exposition « Only Human » de Martin Parr (jusqu'au 27 mai). Au programme, quelques célébrités prenant la pose et, surtout, une galerie d'hommes et de femmes banals, immortalisés à leur insu dans leur quotidien. « Il n'y a pas de meilleur sujet, explique le photographe. Pourquoi voudriez-vous que j'en choisisse un autre ? Je photographie les Britanniques parce que je le suis moi-

même, je comprends leur bizarrerie et j'entretiens une relation d'amour-haine avec eux. Les Français aussi sont singuliers, mais les Britanniques dégagent quelque chose de spécial, j'aime leur grain de folie. » Sur ses clichés inédits, l'artiste montre l'ordinaire dans toute son excentricité : un cou tatoué et bou tonneux, des femmes huilées sur la plage en Bikini fluo, des fêtes de famille bien arrosées. Les couleurs saturées, les tenues délinquantes élèvent ses *common people* au rang de mannequins du dimanche, à l'image de ceux qu'il fait poser pour les campagnes de publicité de Gucci.

«Partager les histoires d'anonymes»

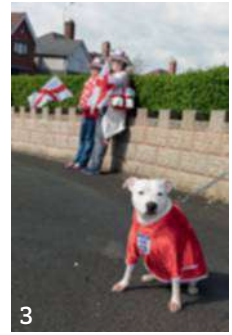
Dans les années 1960, déjà, Mary Quant regarde la jeunesse rebelle pour donner corps à sa mode. La plus célèbre des stylistes du royaume (qui vient de fêter ses 85 ans) sera à l'honneur d'une rétrospective au Victoria & Albert Museum**, à Londres, au mois d'avril. Pour étoffer la sélection de vêtements en vitrine, les curatrices Jenny Lister et Stephanie Wood ont lancé, en juin dernier, un appel aux femmes ayant conservé des robes, des manteaux ou

simplement pour qu'elles exhument leurs souvenirs liés à la griffe. « Nous voulions faire partager les histoires d'anonymes au grand public, expliquent les commissaires. Le succès a été tel – près de mille femmes ont répondu – que nous pouvons donner une idée précise de ce que représentait la marque pour elles, à cette époque. »

Mary Quant porte des minijupes et une coupe Vidal Sassoon et toutes les Anglaises lui emboîtent le pas. Avec son style cool et moderne, la styliste donne des couleurs à la rue. Les filles travaillent tout l'été pour s'offrir du « Mary » dans sa boutique Bazar de King's Road. Elle donne un coup de vieux à la couture, fait exploser les ventes de collants, lance ses cosmétiques. Dans les années 1970, Vivienne Westwood démocratise le look punk.

La décennie suivante, les apprentis designers (les plus talentueux) débarqués dans la capitale intègrent la Central Saint Martins. Dans ce vivier de la création, ils se réinventent une famille, travaillent le jour et s'étourdissent la nuit au Taboo. « L'équivalent du Palace ou du Studio 54 mais londonien, explique Mesh Chhlibber. Soit bien plus trash. » En 2006, le Boombox, dans l'East London, prend le relais. « La culture club est la base même de la mode britannique, poursuit l'expert. En France, vous avez des couturiers, de grandes maisons, nous avons Burberry, notre institution, pour le reste ce sont des jeunes talents qui expérimentent et brillent par leurs extravagances. »

Dans ces années-là, pourtant, la basse extraction n'est plus en odeur de sainteté. Burberry met entre parenthèses son légendaire tartan, démocratise par les chavys qui le portent avec un survêtement, en marge des matchs de football. Quinze ans plus tard, lui rime avec streetwear. Même dans les beaux quartiers, les adolescents, les touristes

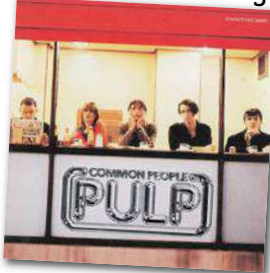


1. Vivienne Westwood et Malcolm McLaren, le manager des Sex Pistols, en 1977.
2. et 3. Photographies de Martin Parr : *Autoportrait* (2016) et *St George's Day, Stone Cross Parade, West Bromwich* (2017).
4. Une fille en minijupe sur Carnaby Street en 1968.
5. Album *Common People* de Pulp (1995).
MIRRORPIX VIA GETTY IMAGES, MARTIN PARR/MAGNUM PHOTOS, JAMES EADIE/MARY EVANS/RUE DES ARCHIVES, POLYDOR

et les bons pères de famille sortent en jogging, baskets et hoodie. L'occasion pour la griffe de relancer, fièrement, son tartan. « En Grande-Bretagne, tout est question d'attitude et nous nous sentons libres de nous exprimer au travers de notre style, analyse Lucy Kumara Moore, écrivain et propriétaire de la librairie Claire de Rouen, à Londres. Jouer avec les différentes identités britanniques permet de parler à un public qui s'étend au-delà de nos frontières. Il n'y a pas de classe plus importante, plus

créative qu'une autre. Lady Di avait une allure folle. Et prenez Vivienne Westwood, elle a toujours mis le punk à l'honneur sur son podium, parce qu'elle est une punk. Mais elle est aussi notre plus grande reine ! » ■

* Expositions « Elizabethan Treasures » (du 21 février au 19 mai) et « Only Human : Martin Parr » (du 7 mars au 27 mai), à la National Portrait Gallery, à Londres.
** Exposition « Mary Quant » (du 6 avril au 26 février 2020), au Victoria & Albert Museum, à Londres.



Journal de bord à Londres, automne-hiver 2019-2020

Samedi 16 février

14 HEURES

Molly Goddard est l'une des figures de la relève londonienne. Ses robes de poupée couleur bonbon, déjà signaturées, ne lésinent pas sur le mètre de tulle, mais elles sont portées, cet hiver, sur des pantalons masculins, avec des chaussettes qui grattent et des sabots. En prise aux courants d'air, les filles marchent sur des bouches d'aération, comme dans une tempête toute britannique. Ça secoue mais elles vont de l'avant sans ciller. On file la métaphore ?

15 HEURES

Michael Halpern prend du galon. Fini les immeubles désaffectés, les murs à nu, il reçoit dans la *ballroom* d'un hôtel chic, sur Park Lane. Sur le podium Halpern fait de couloirs de tapis, des mannequins se languissent dans des

fourreaux de jersey fluo drapés à même le corps, des volutes d'organza aux couleurs de l'arc-en-ciel et, *of course*, dans les robes de cocktail entièrement brodées de sequins qui ont fait son succès. L'Américain a un style, il s'y tient, il est d'ailleurs largement copié depuis ses débuts fracassants en 2016. De là à se reposer sur ses lauriers, très peu pour lui.

20 HEURES

Les silhouettes de Mary Katrantzou ont des airs d'oiseau de paradis, dans leurs plumes d'autruche légères et tutti frutti. Quel ramage ! Chaque tenue est une prouesse technique, tulle brodé de fleurs et de sequins, coussu sur une doublure extravagante, agrémentée de volants d'organza, de cristaux. Des oiseaux de nuit – ces robes-là ne sont pas taillées pour le jour – qui font grand bruit.

É.F.



Halpern



DANIEL OBERAUCH

Burberry, l'establishment et la rue

Interrogé sur le Brexit, en coulisses de son défilé automne-hiver 2019-2020 pour Burberry, ce dimanche à la Tate Gallery, Riccardo Tisci sort son joker. L'italien, aux commandes du joyau de la Couronne, laisse ses vêtements parler pour lui. « J'observe la Grande-Bretagne d'un œil différent de celui de mes années d'étudiant dans le Londres des années 1990, explique-t-il. J'étais fauché et je sortais en club où les raveurs portaient des joggings et les manteaux de leurs parents. Nous avons grandi libres. Près de trente ans ont passé, la jeunesse a récupéré ces codes, mais elle doit pouvoir s'exprimer davantage, obtenir une plus grande liberté. » Sa première collection, présentée en septembre dernier et livrée en boutique le 27 février, posait les bases de « son » Burberry. Aujourd'hui, il en écrit l'histoire. Deux catégories se partagent le podium, le streetwear (filles et garçons) et l'establishment (madame et monsieur) sans se croiser. Chacune sa bande-son et... chacune son décor : deux ambiances, deux expériences. Aux bourgeois en jupe de soie plissée et blazer, « matières légères sous des tissus épais », trench-coat plus que parfait : le luxe feutré des canapés de cuir et de bois vernis. Aux gamines en doucoudou Nova Check, maillot de rugby noué en minirobe, survêtement rutilant : un sol brut et les grillages d'un stade où s'accrochent des adolescents castés pour l'occasion. Riccardo Tisci, surdoué, réalise le rêve de toute maison en 2019 : aller créativité et marketing, dépasser le statut de marque pour créer un univers. Il y en a pour tous les goûts, toutes les bourses, c'est extravagant et portable à la fois. Brillant.

É.F.



C SYLVAIN REISSER
sreisser@lefigaro.fr

ela nous pend au nez. Un jour prochain, l'automobiliste citadin devra laisser son auto au garage. La voiture individuelle n'est pas condamnée pour autant. Il paraît utopique de vouloir installer tout le monde dans les transports en commun, sur un vélo ou une trottinette. En dépit de l'échec d'Autolib', l'autopartage est amené à se développer. C'est une réponse à l'asphyxie de la circulation, due pour une large part à la diminution des voies de circulation et des places de stationnement ainsi qu'à la nécessaire réduction de la pollution. Dans le même temps, les mentalités ont évolué. La voiture devient moins un marqueur social et les millennials ont une approche moins consumériste. La notion de propriété tend à s'estomper au profit de celle de service. Une évolution qui reste cependant circonscrite à la ville. Dans la France des territoires, l'automobile est tellement primordiale pour préserver la mobilité des citoyens qu'il paraît difficile de la partager.

Démarrage par smartphone

Dans le huis clos de leurs bureaux d'études, tous les constructeurs phosphorent autour de l'idée d'un minimum automobile, partagé et électrique. La marque au double chevron a saisi l'opportunité de son centenaire pour montrer qu'elle était capable de se renouveler, de se projeter dans le futur et d'adapter son offre de mobilité aux besoins de son époque. C'est le sens du concept que Citroën dévoile aujourd'hui avant de l'exposer aux regards des visiteurs du Salon de Genève, dans quinze jours. Un second véhicule sera présenté au salon Viva-Tech, en mai prochain. Il mettra en scène autour de formes futuristes le confort incarné par la DS de nos aînés. Avec le premier démonstrateur, le constructeur revisite le concept de voiture populaire

Une microcitadine espiègle et branchée

EXCLUSIF Et si c'était elle, la voiture essentielle? L'Ami One, une voiture de poche qui projette le centenaire Citroën dans la mobilité urbaine de demain. Partagée et électrique.

symbolisé en son temps par la 2 CV. Ami One, c'est le nom que ses géniteurs ont choisi, fait davantage écho au courant de sympathie qu'il suscite qu'à la berline Ami 6 des années 1960. Se voulant le complice des citoyens, le prototype de Genève se présente ainsi comme une voiture accessible au plus grand nombre. À l'instar de la Renault Twizy 45, Citroën a imaginé qu'elle pourrait être conduite dès l'âge de 14 ans. Pour être en accord avec cette réglementation, l'Ami One ne dépasserait pas les 45 km/h. Une vitesse largement suffisante en ville, sachant que la propulsion 100 % électrique, sur laquelle les caractéristiques n'ont pas été communiquées, permet des démarrages vigoureux. La batterie lithium-ion installée à plat dans le plancher autoriserait une autonomie de 100 km.

À la différence du quadricycle Renault, Ami One se présente comme une vraie voiture. Pas plus longue (2,50 m) que la première Smart Fortwo née en 1998, la Citroën rafraîchit les canons du minimum automobile. Ce faible encombrement lui vaut de pouvoir se garer perpendiculairement au trottoir. Aussi



L'équipement de l'Ami One est réduit à sa plus simple expression : la colonne de direction et le volant concentrent toutes les commandes et les instruments. BLUCHE NICOLAS

large que haut (1,50 m), ce cube installant les roues de 18 pouces aux quatre coins emporte l'adhésion avec sa frimousse enjouée et espiègle. À l'opposé des rebuteuses Autolib', Citroën montre que la voiture partagée peut faire de l'effet.

Ami One n'est pas seulement un bel objet de salon. Elle possède tous les attributs de la voiture essentielle chère à Citroën. Pensé pour être produit un jour en série, ce concept s'appuie sur une vraie

intelligence de conception. Débarrassée de tout superflu, Ami One relance une certaine idée, modernisée et pertinente, de la 2CV tout en poursuivant les travaux entrepris avec le prototype C-Cactus de 2007. Tout l'art d'Ami One réside dans la recherche d'économies par la réduction du nombre de pièces. Les faces avant et arrière et les bas de caisse sont identiques, les ailes en diagonale aussi. C'est encore le cas des portes qui disposent d'un sens d'ouverture différencié, celle du conducteur s'ouvrant de manière antagoniste pour faciliter l'accès à bord. Elle se déverrouille par la lecture, via son smartphone, du QR code présent sur le socle en aluminium près de la vitre.

C'est aussi le mobile qui assure le démarrage du véhicule. Il suffit de le placer dans la zone de recharge par induction pour se connecter à Ami One. L'équipement est réduit à sa plus simple expression. Le tableau de bord a disparu, laissant nue la cloison moteur. La colonne de direction et le volant concentrent toutes les commandes et les instru-

ments. Deux boutons activent la commande vocale ou le menu défilant pour naviguer dans l'écran de 5 pouces situé devant le volant et surmonté d'une lame translucide.

Location de 5 minutes à 5 ans

On pourra reprocher à la Citroën de ne pouvoir accueillir que deux personnes quand la Peugeot BB1 arrivait en 2009 à en loger quatre dans un format aussi réduit. Mais l'architecture du véhicule devrait permettre d'accueillir un troisième passager. À dix ans d'intervalle, c'est encore Xavier Peugeot, l'homme du produit des chevrons, qui est à la manœuvre. La voiture de poche serait-elle son dada? Le siège passager est fixe et reculé au maximum afin de préserver une aisance de mouvement à chacun des deux occupants. Devant le passager, un espace a été aménagé pour caser un bagage cabine et un sac à main. Derrière les deux sièges à l'architecture simplifiée et conçus pour être faciles à entretenir, il est encore possible d'installer des bagages. L'habitacle baigné de lumière s'appuie sur un pare-brise très évasé et débordant sur les côtés et sur un toit ouvrant en toile.

Vue comme un laboratoire de la mobilité urbaine de demain, Ami One serait pensée pour une multitude d'usages, allant de la location de courte durée (5 minutes) à la location longue durée (5 ans) en passant par l'achat. Le service d'autopartage de PSA, lancé depuis décembre dernier à Paris, constitue un précieux terrain d'expérimentation.

Les 550 véhicules déployés sont en « free floating », c'est-à-dire qu'il est possible de se garer sur n'importe quelle place dans Paris intra-muros. Utiliser Free2Move revient à 32 centimes la minute (avec un abonnement de 9,90 € par mois) ou 39 centimes (sans abonnement). Le succès de l'autopartage sera conditionné à la probité de chaque utilisateur mais aussi au respect du matériel. Le niveau de dégradation et d'hygiène dans lequel se trouvait souvent le parc Autolib' a instillé le doute dans notre esprit. ■

Ford dope sa Focus et revient au bioéthanol

PRÉSENTATION Le constructeur américain enrichit la quatrième génération de sa compacte de versions performantes. Et convertit son SUV Kuga à l'éthanol E85.

C'est un signal fort. Malgré les objectifs ambitieux de réduction du CO₂ assignés à l'industrie automobile par la Commission européenne à l'horizon 2021-2022 et le durcissement des normes de dépollution, Ford ne renonce pas à la berline sportive. Hier, le constructeur à l'ovale bleu a présenté le programme de déploiement de la gamme Focus.

Bonne nouvelle pour tous les amateurs de modèles à tempérament sportif, alors que le renouvellement de la fameuse RS n'est pas assuré, la version ST sera de retour dans le courant de l'été. En berline et en break. Développée par la division Ford Performance, cette nouvelle GTI voit ses performances relevées d'un cran pour rivaliser avec la Peugeot 308 GTI, la Renault Mégane RS et la Leon Cupra.

Des moteurs essence performants
Le 4-cylindres 2,3 litres Ecoboost emprunté à la Mustang gagne ainsi 30 chevaux pour afficher la puissance de 280 chevaux à 5 500 tr/min grâce à un turbo à double entrée. Le couple progresse aussi de 60 Nm. Avec 420 Nm de 3 000 à 4 000 tr/min, il rivalise désormais avec celui d'un gros moteur diesel. Les accélérations sont en nette hausse : Ford annonce moins de 6 secondes pour atteindre les 100 km/h. Ce nouveau bloc

est associé, au choix, à une boîte manuelle à 6 rapports ou à la boîte automatique de la Focus dont on a enlevé un rapport pour n'en plus compter que sept. Côté châssis, pas de transmission intégrale comme sur l'ancienne RS mais un différentiel mécanique à glissement limité piloté électroniquement (eLSD). À ce système, la ST ajoute des pneumatiques Michelin Pilot Sport 4S spécialement étudiés pour elle et des suspensions pilotées en option. L'année 2019 verra aussi l'arrivée d'une version diesel EcoBlue de 190 ch et d'une variante de carrosserie Active dotée d'une garde au sol relevée.

Autre nouveauté, le constructeur américain revient à l'éthanol (E85) avec un Kuga « Flexifuel ». L'expérience avait déjà été tentée en 2005 par la marque. Elle n'avait guère été concluante en raison d'un diesel-roi, d'aides publiques jugées peu encourageantes, et surtout d'un réseau peu étoffé. Le marché est aujourd'hui plus favorable à l'E85 avec un maillage de plus de 1 100 stations. Le SUV compact de Ford est équipé du bloc 1,5 litre Ecoboost de 150 chevaux, modifié pour supporter le biocarburant, plus corrosif que l'essence.

Comparé à un modèle classique, l'entretien n'est pas plus coûteux, la garantie est similaire et le surcoût à l'achat n'est que de 100 euros (le tarif débute à 29 100 euros). Si la consommation est supérieure de 25 %, le bioéthanol se rattrape en étant plus de moitié moins cher que l'essence : 0,68 euro le litre en moyenne. Sur un trajet Paris-Toulouse, l'économie se chiffre à près de 30 euros ! Aucun risque de panne sèche, car la voiture fonctionne tout aussi bien avec du SP95 ou du SP98. Les bonnes surprises ne s'arrêtent pas là. Dans la majorité des régions, la carte

grise est gratuite ou à moitié prix, et les entreprises récupèrent 80 % de la TVA sur ce type de véhicule. Lors du calcul du malus CO₂, les émissions de l'engin sont réduites de 40 %. Ainsi, le Ford Kuga Flexifuel est homologué pour des émissions de 94 grammes de CO₂ par kilomètre, contre 122 grammes pour son jumeau fonctionnant au sans-plomb. Sur un cycle complet, l'E85 rejette 70 % de CO₂ et 90 % de particules en moins par rapport aux carburants d'origine fossile.

Rouler « vert » sans se ruiner

L'éthanol est de surcroît une spécialité tricolore. La France en est en effet le premier producteur européen (23 % de la production). Le Kuga Flexifuel arrive dans un contexte beaucoup plus favorable qu'il y a une quinzaine d'années. Contrairement à l'électrique, les automobilistes qui veulent rouler plus « vert » n'auront pas à payer au prix fort un nouveau véhicule à l'autonomie problématique. Ils n'auront pas non plus à modifier sensiblement leurs habitudes de circulation. Cette proposition, intéressante sur le papier, se traduira-t-elle dans les ventes de Kuga Flexifuel, actuellement seul véhicule de série roulant à l'éthanol ? Rendez-vous en juin prochain, date de livraison des premiers exemplaires de ce modèle.

S. R. ET JULES HUMBERT



En berline ou en break, la Ford focus ST sera de retour dans le courant de l'été. CHARLIE MAGEE

Où bien investir en viager ?

Chaque semaine, quatre professionnels de l'immobilier s'expriment sur un marché et présentent une sélection de biens. Aujourd'hui, les localisations qui font du viager une valeur sûre.

Par Nelly Chevals



« Sur un marché inabordable »

HUBERT THOMASSIAN,
VIAGER PRÉVOYANCE :

Quand on ne peut plus acheter à Paris parce que les prix sont trop élevés, donc inabordables, une bonne solution reste l'achat en viager, et à Paris ! Tous les quartiers sont attractifs, mais certains plus que d'autres, dont le 16^{ème} arrondissement. Au sein d'un immeuble en pierre de taille, ce cinq pièces y est cédé occupé à vie par un couple de 71 et 72 ans. En dehors de ce mode d'achat, il faut en général des revenus très importants pour pouvoir emprunter. Être propriétaire à Paris est une performance.



« Dans un quartier à potentiel »

HERVÉ LAPOUS,
VIAGERS LAPOUS :

En forte dynamique de renouvellement, le 19^{ème} arrondissement s'est valorisé de 60 % en 10 ans. Mais il reste le secteur le plus abordable de Paris, à 7900 €/m² de moyenne. Un investissement sur le long terme permettra d'obtenir le maximum de plus-value à condition qu'il soit dans un immeuble de qualité. Tel cet appartement à 200 mètres du parc des Buttes-Chaumont, occupé par un couple (femme 72 ans, homme 80 ans) et cédé en vente à terme sur 20 ans. La valeur du bien aura sûrement plus que doublé en 2039.



« Près d'un monument historique »

VINCENT DESMARIE,
BARNES :

Nous conseillons d'investir dans un bien avec vue. Cette typologie continuera de se valoriser compte tenu de sa rareté. A Paris, les vues les plus convoitées, notamment par la clientèle internationale, donnent sur un monument historique ou sur la Seine. Montmartre offre aussi quelques vues de niche. Pour la propriétaire, dans le cas présent une dame de 80 ans, l'avantage est de pouvoir rester dans son appartement en gardant l'agrément de la vue sur la tour Eiffel, auquel elle est habituée depuis des années.



« Toujours dans les mêmes villes »

NICOLAS LEGASSE,
LEGASSE VIAGER :

Nous souhaiterions que le marché du viager soit plus homogène, mais il n'est actif que sur certaines localisations. Ni les petites villes ni les villages n'en font partie, hormis lors de rares ventes entre agriculteurs ou connaissances. L'investisseur pur préfère les seconds à forte notoriété qui prendront de la valeur, dont Paris, sa périphérie proche et des stations balnéaires ou de montagne réputées. A titre d'exemple, ce cinq à six pièces du boulevard d'Argenson cédé occupé par une dame de 92 ans.

LOCALISATION :
Victor Hugo (16^e)
SURFACE :
121 m², 4^{ème} étage
PRIX : 250 000 €
+ 216 mensualités de 3 000 €
CONTACT :
01 45 05 56 56

LOCALISATION :
Buttes-Chaumont
SURFACE :
107 m², terrasse
148 m², dernier ét.
PRIX : 145 000 €
+ 2 800 €/mois
sur 20 ans
CONTACT :
01 45 54 28 66

LOCALISATION :
Av. de La Bourdonnais
SURFACE : duplex
68 m², 5^{ème} dernier ét., ascenseur
PRIX : 880 000 €
sans rentes
CONTACT :
06 01 74 16 78

LOCALISATION :
Neuilly-sur-Seine
SURFACE :
120 m², 6^{ème} étage, ascenseur
PRIX : 350 000 €
+ 5 500 €/mois
CONTACT :
01 45 55 86 18

Rubrique réalisée par FIGARO IMMO - 01 56 52 80 00

Photos PRESSE

Immobilier d'entreprise

Ventes BUREAUX

PANTIN
Belle vue sur Paris

225m2	390.000€
360m2	640.000€
500m2	890.000€

y compris nombreux parkings et archives en sous-sol
Direct 06.09.14.08.44

proprites.legifaro.fr

Locations BUREAUX

SAFAR
SAFAR

MONTRouGE
500m2 sur un seul niveau
Cm - Très bon état

LA BOETIE
Adresse Prestigieuse
Immeuble de standing
282m2

SENTIER
90m2
Bail dérogatoire
- 06.25.87.60.87 -

Achats Boutiques

SAFAR
SAFAR

ACHETONS
MURS DE BOUTIQUES ET IMMEUBLES
ENTIERS POUR NOS PROPRIETAIRES GERS
06.25.87.60.87

Immobilier ventes et achats

Ventes 2^e APPARTEMENTS

RUE POISSONNIERE
Duplex 2P loué juin 2020
3ème et 4ème - 337 000€ -
Exclusivité 0612.27.84.41

Ventes 3^e APPARTEMENTS

BARNES
+33 (0)1 55 61 42 27

PASSAGE SAINTE-AVOYE

NUE-PROPRIETE
Homme et femme de 86 ans,
appt 98m2, double séjour
Lumineux, calme
- 880.000€ -

Ventes 5^e APPARTEMENTS

agence Littre
L'IMMOBILIER DE LA RIVE GAUCHE

MOUFFETARD / JARDIN
2P 51m2 état exceptionnel
- 598.000€ -

+ Luxembourg / Soufflot
Très bel invm, 5P balcon
belle allure - 2 serv's asc
Jardin Plantier RARE
Maison architecte 230m2
Terrasse - Patio
01.45.44.44.45

Panthéon, XVII^e unique
HOTEL PARTICULIER
Calme - 335.000€ 622.870

Ventes 6^e APPARTEMENTS

BARNES
+33 (0)1 55 42 56 60

★ LUXEMBOURG ★
Dernier étage - 3 chbres
107m2 - Terrasse + 1690.000€

★ CANTQUAIRES ★
3^e étage - 2 chbres, asc.
Charme - 1690.000€

★ BONAPARTE ★
4^eétg asc. Charme - 77m2
2 chbres - 1695.000€

★ CHERCHE MIDI ★
91m2 - 5^eétg asc. Balcon
2 chbres - 1.840.000€

★ JACOB ★
Duplex - dernier étg asc.
Charme, lumière - 4.300.000€

★ ST GERMAIN ★
Coeur - 3^eétg refait architecte, 3 chbres - 3.480.000€

agence Littre
L'IMMOBILIER DE LA RIVE GAUCHE

IDEAL INVESTISSEUR
★ CHAISE/GRENELLE ★
Charmant 33m2 - 4 étages
Parfait état - 485.000€

★ SAINT PLAISIR ★
2P, 41m2 3^e et 4^e étages
- 510.000€ -

+ JACOB/STS PERES ★
Lumineux 4P 90m2, 3 asc.
Triple expos - gd charme
01.45.44.44.45

Ventes 7^e APPARTEMENTS

BARNES
+33 (0)1 55 61 05 00

★ GROS CAILLON ★
155m2, Beau Pierre de T.
Receptions - 3 chbres
Vue dégagée
- 598.000€ -

BAC ★ UNIVERSITE
182m2, 4^eétage-Receptions
4/5 chbres - Possib. prof.
libérée - Plan modulable

★ VERNEUIL ★
61m2 - Dernier étage asc.
Espace Sud - Immeuble 18^e

★ CLER ★
Immeuble - Etage élevé
60m2 - parking

★ CANTQUAIRES ★
134m2 - 4^eétage Charme
Calme - A rénover

Ventes 15^e APPARTEMENTS

Sefri Cime
PARIS 15

DERNIER ETAGE AVEC ASC.
Immeuble rénové,
APPT 2 P.
34,3 M2
490 000€ cave comprise
0 800 715 730
http://sefri-saint-lambert-paris.fr/

Ventes 16^e APPARTEMENTS

BARNES
+33 (0)1 55 61 42 27

PLACE DES ETATS-UNIS

BARNES
+33 (0)1 55 61 42 27

BOURDONNAIS

NUE-PROPRIETE
Dame de 80 ans, duplex
de 60m2, 2 chbres
Vue Tour Eiffel
- 880.000€ -

MARC FOULJOLS
INTERNATIONAL PROPERTIES

TROCADERO
2 chbres, balc, vue dégagée
ex sud - 1.260.000€

AUTEUIL-JASMIN
3 chbres et élevé balcon
vue lepeudrome - 2.500.000€
0153.70.00.00

★ EXCLUSIVITE ★
SAXE / UNESCO

PASSY KENNEDY
307m2, 4 chbres, traversant
terrasse, vue Tour Eiffel
- 3.100.000€ -

MARCFLOULJOLS.COM
0156.81.05.140

PTL LA MUETTE
Tres bel apt 184 m2,
5P haussmannien. Volume
3 chbres. Vue dégagée.
Expos ouest. 1750.000 €
EBA V H 06.07.05.1190.

Ventes 18^e APPARTEMENTS

BARNES
+33 (0)1 55 61 42 27

VIAGER
+33 (0)1 55 61 42 27

PARIS 15

EXCLUSIVITE
NUE-PROPRIETE
Homme de 70 ans, appt
de 38m2, séjour, 1 chambre
- 200.000€ -

BARNES
+33 (0)1 55 61 42 27

VIAGER
+33 (0)1 55 61 42 27

DURANTIN

VIAGER OCCUPE
Homme de 73 ans, rente de
4.000€/mois, 2 chbres,
d'artiste 188m2, jard 70m2
- 980.000€ -

Ventes 77 MAISONS Seine-et-Marne

77124 VILLENAY
Petite commune très calme
maison individuelle 122m2
terrain 549m2, 380.000 €
Part 06.71.00.89.40

Ventes 92 APPARTEMENTS Hauts-de-Seine, Neuilly

ISSY-LES-MOULINEAUX
APPT NEUF 2 P.
de 55 m2, au 15^{ème} étage
avec une terrasse de 14m2
657 000 €
0 800 715 730
www.hdiissy-sortezcadre.fr

BOULOGNE (92)
Quartier Notre Dame
4P 16M2 OCCUPE
5^e et 2^e park, 624 250€
Loyer 26 000€/an garanti
CENTRE EUROPEEN
de VIAGERS
06.33.01.51.51

Ventes IMMEUBLES

Particulier vend
PLUSIEURS IMMEUBLES
d'habitation en bloc
(occupés ou vides) sur
LYON
INTRA-MUROS
ET Y COURONNE
A partir de 250 m2,
2800€ / m2, excellente
rentabilité locale.
Pour investisseur privé
ou professionnel
sacsiely@free.fr
06.78.70.72.93.

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Est

ROS COFF (29)
Maison années 30,
entièrement rénovée,
vue imprenable sur mer,
4 chbres, 1,56 bains,
sur terrain arboré 500 m2
750.000 €
06.68.40.40.32.

CARANTEC (29)
Maison contemporaine,
4 chbres, 3 s. bains,
sur terrain 2400 m2,
vue imprenable sur mer,
ouest, 730.000 €
06.68.40.40.32.

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Ouest

BORDEAUX
Hypercentre, Le Bouscat.
Immeuble pierre, petite
copropriété, T2/T3
72 m2 (possib. 2 chbres),
sur terrain 4.000m2,
432.000 € toutes chs,
park sécurisé à louer
Part. 06.22.42.22.44.

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Est

VOUGET (21)
Exclusivité en plein
cœur de la Bourgogne.
Ancien Moulin
TOTALLEMENT A
RENOVER, 600M2.
Sur terrain de 4.000M2.
Divers projets
réalisables.
Dossier sur demande
écrite
info@zorin.fr
www.zorin.fr

ZORIN

UNIQUE
7000
BEAUNE (21)
Ancien moulin de
400 M2 sur 15 HA
de terrain. Piscine.
Dossier sur demande
écrite uniquement.
info@zorin.fr
www.zorin.fr

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Est

CANNES
Villa contemporaine 420m2
Vue panoramique
sur la baie.
Propriété unique
et rare sur la Riviera.
Dossier sur demande
écrite uniquement.
info@zorin.fr
www.zorin.fr

Ventes PROPRIETES

PLESTIN-LES-GRÈVES (22)
Cote de Granit Rose
VILLAGE VACANCES

MANOIR DE KERALLIC
superficie totale de 9,5ha
édifié en 1899
160 chambres réparties en
40 bungalows de plan-plaid
permettant l'accès à
l'île central sur 3^e ét.
regroupant un accueil,
1 restaurant, 1 cuisine,
des salles de classe,
2 maisons d'habitation,
1 pavillon, 1 ancien
camping, 1 piscine
extérieure, des espaces
sportifs (terrains de foot
tennis) 1 park, extérieur.
Le site surplombe
la plage de
Plestin-les-Grèves
et offre un panorama sur
la Baie de Saint-Efflam.
A proximité de la N12 qui
longe la ville au sud
permettant l'accès à
Rennes, cet ensemble
bénéficie d'une excellente
localisation touristique.
La cession du site
faisant l'objet d'une
consultation, nous vous
prions de bien vouloir
contacter les
interlocuteurs dont vous
trouverez les coordonnées
ci-dessous, afin d'avoir
accès au règlement de
consultation ainsi qu'à
l'ensemble des documents
relatifs au bien.
salma.ghannam@paris.fr
06.98.12.50.47,
baptiste.franchesch@
paris.fr
06.26.48.01.32.

ANNONCES | CONSEILS

ACTUALITÉ | CONFIANCE

Le site immobilier
de référence

figaroimmo.fr

AVIS À NOS LECTEURS
MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne comprennent pas la mention « Part. » pour les particuliers ou « Agents Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'honoraires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des rubriques « appartements » sont régies par des lois de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous informer du nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles du bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'assemblée de la copropriété à la date de la parution de l'annonce. Les honoraires de l'agence immobilière et les commissions de chaque bien sont consultables sur le site de l'annonceur. Légende des sigles utilisés dans nos annonces : * membre S.N.I.I.M (Fédération nationale de l'immobilier) ; ** membre S.N.P.I. (Syndicat national des professionnels immobiliers) ; *** Notaire ; **** Ventes aux enchères N.A.P. ; ***** mise à prix.



BIEN VU
Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Buffet chaud

« Depardieu, l'homme sans limites »
BFMTV | 20h50 | Lundi

Qu'attendions-nous d'une « enquête exceptionnelle » sur Gérard Depardieu ? Pas grand-chose, et d'ailleurs nous n'avons rien appris de spécial que l'on ne connaissait déjà. Néanmoins, le réalisateur du documentaire, Fabrice Babin, a tenté, en sept chapitres, de percer le mystère, sept chapitres dont le dernier porte bien l'idée chimérique du projet : « L'insaisissable ». L'« enquête » commence par un petit rappel sur le « désamour » entre l'acteur et la France – son exil pour raison fiscale en 2012 en Belgique, puis en 2013 l'obtention de son passeport russe remis par Poutine en personne –, puis nous avons glissé sur ses fréquentations sulfureuses : le président tchèque Kadyrov, celui de la Biélorussie, Loukachenko... En une phrase, le journaliste et producteur Alain Kruger synthétise : « Depardieu, c'est le contraire du principe de précaution ». Pour comprendre son comportement, passons au chapitre 3, le plus intéressant mais sans surprise, « Une jeunesse sans interdits ». Retour sur son enfance à Châteauroux où cette herbe folle poussait au gré de ses envies, entre petits trafics et rêves de départs. Son frère aîné Alain témoigne : « Gérard, c'était un grand voyou, mais un grand voyou qui en avait dans la tête ». Le chapitre 4 (« Un monstre de cinéma ») est consacré, enfin, à sa carrière. Près de 200 films en quarante-cinq ans. Le réalisateur Bertrand Blier insiste sur sa « façon géniale de dire les dialogues, de réinventer la langue ». Impossible de tirer le portrait de ce Falstaff sans parler de ses excès. Le chapitre 5 fait le catalogue de ses investissements frénétiques, de ses penchants : la ripaille et la chopine. Et puis, avant-dernier chapitre, les blessures de la ripaille et la chopine. Et puis, avant-dernier chapitre, les blessures de la bête, les rendez-vous manqués. Alors, oui, nous n'avons rien appris sur « le dossier G. D. ». Qu'importe, nous ne voulions pas en savoir plus. Depardieu est une des plus belles inventions du cinéma. Et puis c'est tout.

LE BUZZ TV

Invité : Dominique Besnehard
(« Le grand oral »), interviewé par Nicolas Voltaire et Damien Canivez aujourd'hui sur :



La Corée du Nord au quotidien

Dans le documentaire inédit « Pyongyang s'amuse », Pierre-Olivier François a filmé les améliorations relatives des conditions de vie des citoyens de la dernière dictature stalinienne de la planète. Insolite.

PATRICK SAINT-PAUL @psaintpaul

Malgré une timide ouverture, les images en provenance du pays le plus fermé de la planète restent rares. *Pyongyang s'amuse*, de Pierre-Olivier François et Patrick Maurus, offre un regard insolite sur la vie quotidienne des Nord-Coréens, non seulement dans la capitale du royaume ermite mais aussi dans ses campagnes reculées. Notons que ce documentaire inédit, diffusé sur Arte à 22h45 dans le cadre d'une soirée spéciale, est précédé de la rediffusion de *Corée, la guerre de cent ans* (2013), également signé Pierre-Olivier François.

Grâce aux huit ans de tournage et quarante voyages effectués par le réalisateur en Corée du Nord, *Pyongyang s'amuse* révèle les mutations d'un pays qui s'ouvre au tourisme, aux loisirs, à la couleur (fini les tenues monochromes, entre gris et brun), à l'entreprise individuelle et qui a remis les scènes d'autocritique du samedi au profit de la pêche et d'autres loisirs. Certes, les Nord-Coréens continuent de descendre de leurs bicyclettes pour rendre hommage aux statues géantes de la dynastie rouge des Kim. Ils passent beaucoup de temps en répétitions pour parfaire leurs défilés ou leurs chorales obligatoires. Mais le tableau est moins caricatural qu'on ne pouvait l'imaginer.

Au fil des visites, une certaine complexité semble s'être installée avec les accompagnateurs officiels du régime chargés d'encadrer le regard du narrateur et ses échanges avec la population. La parole des Nord-Coréens apparaît plus libre qu'à l'accoutumée, moins robotique, bien qu'elle reste très en ligne avec le discours officiel. On y croise des Nord-



La plage de Wonsan, sur la mer de l'Est, est un lieu très prisé des vacanciers nord-coréens.

Coréens anxieux de mal faire, mais aussi détendus, batifolant dans les parcs aquatiques et les bowlings, et heureux d'échanger avec un étranger.

À la gloire de Kim Jong-un

On découvre les campagnes, où les touristes chinois cultivent la nostalgie de leur République populaire du début des années 1980. Les charnues à bœuf restent un luxe pour les paysans. De rares routes pavées constellées de nids-de-poule, des usines rythmées par les slogans diffusés sur des haut-parleurs. Les écoles y enseignent la physique, les mathématiques et la « vie des grands leaders » du pays. Les élèves y chantent la gloire de Kim Jong-un. On y rencontre aussi des

payannes imitant les chorégraphies de Moranbong, un groupe de musique féminine, réponse du royaume ermite à la K-pop venue du Sud.

À Pyongyang on aperçoit les appartements des citoyens modèles, le quartier « Dubaï », de tours modernes. On y trouve derrière les vitres teintées des magasins d'électroménager, des restaurants et des bars. La relative opulence de Pyongyang fait rêver les Nord-Coréens, qui ont une seule crainte lorsque leur parcours leur a permis de s'installer enfin dans la capitale : commettre une faute qui leur vaudra de se faire renvoyer à la campagne. Ce qui encourage leur loyauté envers le régime. Les touristes locaux prennent des selfies comme dans les autres pays d'Asie. Et les habi-

tants cultivent une passion pour les parcs aquatiques bien qu'ils ne sachent pas nager. « Nous n'avons jamais été à l'étranger. Mais maintenant il y a beaucoup de parcs aquatiques, même chez nous », se félicite un baigneur un peu naïvement.

Les habitants de ce pays, que le monde entier considère comme une anomalie, mais qui a survécu à la guerre froide, aux millions de morts de la grande famine (1994-2000) et à de multiples crises géopolitiques, diplomatiques et militaires, ont soif de réussite. Il y a des « gros-sous », version locale des nouveaux riches. Et des usines, où les standards de production se rapprochent des voisins asiatiques et des leurs goûts. D'une certaine façon, les Nord-Coréens se normalisent. ■

Gauche sud-américaine, la grande désillusion

Le Chilien Marco Enriquez-Ominami a rencontré des représentants « progressistes » du sous-continent.

PATRICK BÉLE @PatrickBele

Pendant les années 2000, rien n'arrêtait les conquêtes de la gauche latino-américaine : Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Équateur, Venezuela, Uruguay, aucun pays ne semblait pouvoir résister à la vague « progressiste ». Aujourd'hui, c'est la désillusion qui domine. L'Argentine et le Chili ont basculé à droite, le Brésil à l'extrême droite et le Venezuela est en plein chaos. Marco Enriquez-Ominami, réalisateur chilien et trois fois candidat socialiste à la présidence chilienne, a fait le tour des pays pour tenter de comprendre comment le

balancier est reparti à droite dans le régime. Son documentaire inédit, *Amérique latine, l'année de tous les dangers* est instructif.

Extrême diversité

Première constatation : au fil de ses rencontres, on se rend compte à quel point cette gauche sud-américaine, tout en faisant mine de se réunir sous le même drapeau du « socialisme du XXI^e siècle » inventé par le flamboyant Hugo Chavez, était, en fait, d'une extrême diversité. Qu'y a-t-il de commun entre le président vénézuélien Nicolas Maduro qui, dans l'entretien qu'il a accordé à Marco Ominami parle de « l'effondrement du système pétrolier rentier » alors que c'est

son système de gouvernance militariste qui est en train de se effondrer entraînant avec lui tout un peuple dans la misère, et l'analyse d'un Rafael Correa, ancien président de l'Équateur, qui s'interroge sur le sens de la liberté pour la gauche, « la non-domination ? », et pour la droite, « la non-intervention ? ». Ou Dilma Rousseff, ancienne présidente brésilienne, qui rejette le discrédit que la gauche du sous-continent porte sur les États-Unis et estime qu'expulser l'ambassadeur États-Unis relève du geste symbolique inutile, voire contre-productif : « Le capitalisme financier, ce n'est pas que les États-Unis, il est mondialisé. »

L'entretien avec l'ancien président uruguayen Pepe Mujica, qui vit chichement dans sa ferme des alentours de Montevideo et qui a toujours refusé les fastes du pouvoir, montre un vieil homme sage qui cultive son jardin. Il est le seul dont l'action a été poursuivie par son successeur. Avec sa politique, maintenant « les pauvres consomment plus, ils veulent consommer comme les riches. Nous avons sorti des gens de la pauvreté, mais ils ne sont pas (encore) devenus citoyens ». Un plaidoyer pour une décroissance citoyenne qu'il s'applique à lui-même, mais qui n'a que peu d'échos dans le sous-continent. ■

MOTS CROISÉS

Par Louis Morand

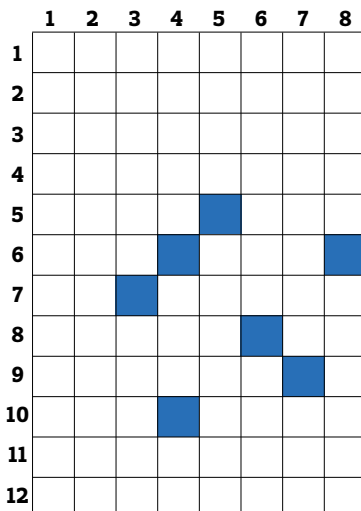
PROBLÈME N° 4966

HORIZONTALEMENT

1. Entrent souvent dans des zones de turbulence. - 2. A eue de l'influence et vice versa. - 3. Petits trous dans les feuilles. - 4. Dangereuses bêtes à cornes du désert. - 5. Quatuor classique. Pas écossais. - 6. Dans le vol-au-vent ou dans les voiles au vent. Bien commun. - 7. Des scènes pour la mousmé. Avoir un comportement modèle. - 8. Manquant de bon sens. Direction. - 9. Fragment de bouille. - 10. S'enflamme le matin. Propriétaire de grands bois. - 11. A une bonne reprise. - 12. Remonter par un courant de jupons.

VERTICALEMENT

1. Esprit clair. - 2. Ramener tout à soi. - 3. Se déroulent devant nos fenêtres. Reprend un style ancien. - 4. Déposas un peu partout. Cas de nullité. Distingue. - 5. Emporté quand il touche la cible. Atteintes de pied ferme. - 6. Ont des membres imposants. Personnalités de choix. - 7. Hellènes en mer. Résine curative. - 8. Trilogie avec Romy. Avoir une maîtrise d'État.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3027 : Coup double

♠ A 3 2
♥ V 4
♦ 7 4 2
♣ AR 6 5 4

N
O E S

♠ D 7 6
♥ AR 2
♦ AR 8 6
♣ 7 3 2

Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout.

Entame : Valet de ♠ pour le 8 d'Est et votre Dame.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3026 : Rendez-vous chez le dentiste

Contrat : Sud joue 6 Piques.

Entame : Dame de ♦ prise de l'As. Est est chicanes à l'atout...

La coupe de deux ♦ (sans tirer le Roi, c'est inutile) vous mène à douze levées. Vous jouez donc ♣ coupé et ♠ Aie ! Est défaut. Vous mettez l'As, coupez un deuxième ♦ et faites une pause. Y aurait-il un danger à jouer maintenant atout ? Ouest prendrait et rejouerait ♥ ou ♠. Collé au mort, vous n'auriez pas la certitude d'en sortir sans être surcoupe. C'est pourquoi, avant de donner un deuxième tour d'atout, vous devez encaisser As-Dame de ♥ et l'As de ♠. Maintenant que vous avez extrait les cartes de sortie d'Ouest (c'est le fameux coup du Dentiste), celui-ci ne peut plus vous nuire.

♠ 8 5 4 3
♥ AD
♦ 2
♣ A 10 9 6 5 4

♠ R 9 7 2
♥ 10 8 7 6 2
♦ DV 10
♣ R

N
O E S

♠ V 9 5
♥ 9 8 7 6 3
♦ DV 8 7 3
♣ DV 10 6
♥ R 4 3
♦ AR 5 4
♣ 2

SOLUTION DU PROBLÈME N° 4965

HORIZONTALEMENT 1. Domingue. - 2. Édifiant. - 3. Vét. Éric. - 4. Atrocité. - 5. Stère. ET. - 6. Té. DST. - 7. Ajar. EOR. - 8. Tomes. Ta. - 9. Rye. Ica. - 10. Jéna. ORL. - 11. Cuellie. - 12. Exérèses.

VERTICALEMENT 1. Dévastatrice. - 2. Odette Joyeux. - 3. Mitre. Amenée. - 4. If. Ordre. Air. - 5. Nièces. Si. Le. - 6. Gari. Té. Cols. - 7. Unité. Otarie. - 8. Et cetera. Lés.

TÉLÉVISION

MÉTÉO PAR



33

ÉPHÉMÉRIDE St-Gabin

Soleil : Lever 07h51 - Coucher 18h17 - Lune croissante

TF1

19.20 Demain nous appartient. Feuilleton 20.00 Le 20h 20.35 Le 20h le mag. 20.50 C'est Canteloup

21.00

Série. Policière



S.W.A.T.

EU. Saison 1. Avec Shemar Moore, Stéphanie Sigman, Alex Russell, Lina Esco. 2 épisodes. Inédits. Angel Lucero abat un tueur au service du gang des Reyes, soupçonné d'avoir pris part à un enlèvement.

22.50 Blindspot Série. Policière 0.25 Les experts : Miami. Série 1.20 Les experts : Miami. Série.

CANAL+

20.05 César/Oscars 2019 (C) 20.35 César/Oscars 2019, la suite (C). Magazine 20.55 Catherine et Liliane (C).

21.05

Film. Fantastique



La forme de l'eau

EU. 2017. Réal. : Guillermo del Toro. 2h03. Inédit. Avec Sally Hawkins, Michael Shannon. La petite employée d'un laboratoire gouvernemental ultrasecret se lie avec une étrange créature amphibie.

23.05 En route pour les Oscars 2019 23.35 Wonder Film. Drame 1.25 Tamara. Film. Comédie.

TMC

19.25 Quotidien, première partie 20.10 Quotidien. Talk-show.

21.00 90' enquêtes Magazine. Société. Présentation : Tatiana Silva. 1h20. Retards, vices cachés et malfaçons : quand les travaux virent au cauchemar. Inédit.

22.20 90' enquêtes. Immobilier : comment éviter les arnaques ?

france.2

18.40 N'oubliez pas les paroles ! Jeu 20.00 20 heures 20.40 Un si grand soleil. Feuilleton. Avec M. Maudran.

21.00

Divertissement



Le grand oral

Présentation : Laurent Ruquier. 2h39. Qui sera la meilleure oratrice ou le meilleur orateur ? Inédit. Douze candidats aux origines, aux histoires et aux façons de parler différentes, vont se mesurer.

23.40 Je dis, donc je suis Doc. Inédit 0.50 Le prof de gym. Documentaire 1.50 Ça commence aujourd'hui

arte

18.55 Les derniers mondes sauvages. Série doc. 19.45 Arte journal 20.05 28 minutes. Magazine.

20.50

Documentaire. Politique



Corée : la guerre de cent ans

Fra. 2013. Réal. : P.-O. François. 1h55. Frères ennemis (1/2). Inédit. Au-delà des stéréotypes, des Nord et Sud-Coréens racontent leur histoire. - Si proches, si loins (2/2). Inédit.

22.45 Pyongyang s'amuse Doc. Inédit 23.45 Amérique latine, l'année de tous les dangers. Documentaire.

W9

18.50 Les Marseillais : Asian Tour. Télé réalité.

21.00 Les nouvelles aventures d'Aladin Film. Comédie. Fra. 2014. Réal. : Arthur Benzaquen. 1h47. Avec Kev Adams. L'histoire d'Aladin, revue et corrigée par un conteur improvisé.

23.05 Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier. Divertissement.

france.3

19.00 19/20 20.00 Vu. Magazine 20.20 Plus belle la vie. Feuilleton 20.45 Tout le sport. Magazine.

21.00

Série. Comédie



La stagiaire

Fra. Saison 4. Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel, Philippe Lelièvre, Nicolas Marié, Soraya Garlenq. 2 épisodes. Inédits. Le corps d'un homme d'une cinquantaine d'années git dans la cabine d'un joli volier.

22.45 La stagiaire Série. Comédie 23.35 Soir / 30.10 Votre télé et vous 0.55 Papa Lumière. Film.

6

18.45 Les rois du gâteau. Jeu 19.45 Le 19.45 20.25 Scènes de ménages. Série. Avec Claire Chust.

21.00

Magazine. Société



Le sens de l'effort

2h05. Inédit. Vingt-deux jeunes en situation de décrochage scolaire ont accepté de participer à une formation militaire. C'est Marius, ancien instructeur chez les commando marines, qui va les prendre en main.

23.05 Le sens de l'effort, que sont devenus les décrocheurs ? Magazine. Société. Inédit.

C8

19.35 TPMP : première partie 20.35 Touche pas à mon poste !

21.00 Touche pas à mon Kendji ! Divertissement. Prés. : Cyril Hanouna. 2h45. En direct. Invité : Kendji Girac. Cyril Hanouna reçoit le petit prince andalou Kendji Girac pour une soirée très spéciale.

23.45 Touche pas à mon poste ! Présentation : Cyril Hanouna.

TFX

18.50 La villa des cœurs brisés 19.40 2 Broke Girls. Série 20.55 Loly Wood

21.00 Pixels

Film. Science-fiction. EU. 2015. Réal. : Chris Columbus. 1h42. Avec Adam Sandler. Des extraterrestres attaquent la Terre en adoptant l'apparence des jeux d'arcade.

23.00 Chroniques criminelles. Magazine. Société.

france.5

19.00 C à vous. Magazine 20.00 C à vous, la suite 20.20 Entrée libre

20.50 Déchets électroniques : le grand détournement Société. Réal. : C. Salvachet et A. Piro. 1h10. Inédit. Une enquête sur le trajet des déchets électroniques à travers les continents et les océans.

22.00 Débat 22.40 C dans l'air 23.45 Avis de sorties 23.55 C à vous

M6

19.05 Les Anges 11. Télé réalité 20.00 The Big Bang Theory. Série.

21.00 16 blocs

Film. Policier. EU-Ali. 2005. Réal. : Richard Donner. 1h37. Avec Bruce Willis. Un policier qui escorte un criminel jusqu'au tribunal est pris en chasse au cours du trajet.

22.55 Lock Out. Film 0.50 Bad Asses on the Bayou. Film TV. Action.

RMC

19.05 Alaska, la dernière frontière. Télé réalité.

20.50 Canal du Midi : un patrimoine révélé Doc. Découverte. 2018. Réal. : E. Amara. 1h20. Inédit. La voie navigable reliant la Méditerranée à la Garonne a transformé le Languedoc.

22.10 Le génie romain. Doc. 23.00 Les derniers trésors de Rome

b7c

19.10 Elementary. Série. Avec Lucy Liu. 2 épisodes.

21.00 La totale

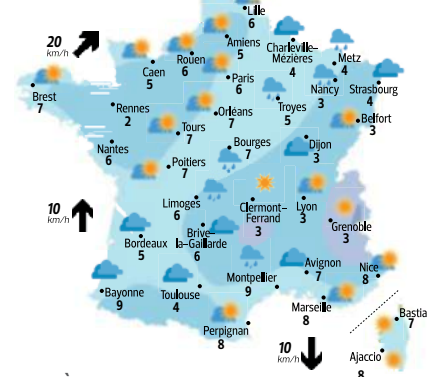
Film. Comédie. Fra. 1991. Réal. : Claude Zidi. 1h40. Avec T. Lhermitte. François Volsin passe aux yeux des siens pour un paisible employé des Telecom, mais il est agent secret.

23.05 Les rois de la réno. Haut en couleur - Renovation luxueuse.

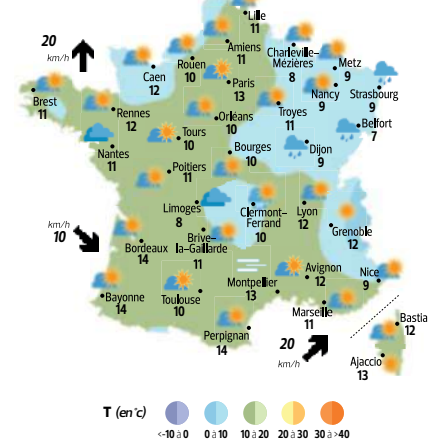
TV

Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

MATIN



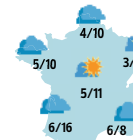
APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	9/17	AMSTERDAM	6/8	ATHÈNES	8/16
BARCELONE	8/14	BELGRADE	4/14	BERLIN	5/9
BERNE	2/10	BRUXELLES	6/10	BUDAPEST	3/12
COPENHAGUE	6/7	DUBLIN	3/8	LISBONNE	8/18
LONDRES	4/10	MADRID	7/14	PRAGUE	1/12
RABAT	9/17	ROME	6/14	TUNIS	9/17

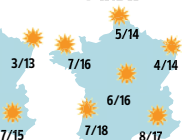
MERCREDI



JEUDI



VENDREDI



la chaîne météo lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201 LIVES 24/24

sur L'APPLI GRATUITE CANAL La Chaîne Météo

SU DO KU

RC1 JEUX

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 2819 FACILE

7	3				2	8
			3	8	1	
6	9		4	2	5	3
	2			1		4
7	6			2	8	1
4			9	6	8	2
			8	6		
9	2		4	3	7	
3	6	4			5	1
8						

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

M	A	A	M	B	F	A	O
P	E	N	S	E	R	A	P
R	E	S	P	E	C	T	E
K	I	F	E	R	H	A	N
D	R	I	P	A	D	O	N
L	I	F	T	S	P	R	E
O	B	I	L	E	A	R	E
G	N	I	O	L	E	P	I
A	N	A	U	S	E	U	S
P	L	I	D	R	E	S	S

MOTS FLÉCHÉS N°2208

FORCE 2

CLASSE D'ÂGES	BOUTS D'UN TROU	IL EN IMPOSE PLUS D'UN	TOILES BLEUES	ENSEMBLE DES PROCHES (LES)	INVOCQUE QUAND ELLE EST BONNE	ÉTAT AFRICAIN	BOÎTES
DÉCOUPE	DÉFAUT	ENZYMES	PIQUEE À L'ENCRE	SITE MALGACHE		CANNE À NOUVEAU	CIGARE VITE FUMÉ
CREATION				MUETTE			
OPTIMISATION					GOUVERNER		
CHEF OTTOMAN			COMPLÈTEMENT OUBLIEE		CITE SUR LA BAISE		
KAON			COURSEUR			BATEAU À BALANCIER	
	AMENÉS AU BOUT DU PORT...	LE TOP DU TOP			AIDE DE L'ÉTAT	TIR	C'EST DE L'ÉTAT SUR UNE PORTEE
CARNAGE		PIECE À CURER		FRAPPER D'ÉTONNEMENT	BOUCHE BEE		IL N'EST JAMAIS LOIN DU POIVRE
REVENUE À LA CUISINE				MAISONS DE MAÎTRES			IL EST HONORÉ EN BIGORRE
QUEST-EST		IL DIRIGE LA POINTE DU CRAYON				CE N'EST PAS UN SINGLE	
MYSTIQUES			PRIS D'AMERIQUE DU NORD		CLUB DE FOOTBALL		
							PROTECTION VIGILANTE

NOUVEAU



Le Figaro Santé magazine vous apporte chaque trimestre les clés pour comprendre et agir sur votre santé

6,90

EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figurostore.fr



Jean-Marc Dumontet, le chasseur de têtes de l'Élysée

Ce propriétaire de théâtres qui produit Nicolas Canteloup, Alex Lutz, François-Xavier Demaison est en charge de recruter la nouvelle équipe de communication d'Emmanuel Macron.



JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Un œil de lynx. « Il voit tout, entend tout. Il a deux téléphones portables et il est capable d'écrire des textos sur les deux en même temps. C'est simple, il a deux, voire trois cerveaux ! » Quand sa directrice déléguée au Théâtre Antoine, Stéphanie Bataille, commence sa description de Jean-Marc Dumontet, ça fait tilt. Quelques instants plus tôt, le même, au téléphone, répondait à notre demande d'entretien : « Un portrait ? Vraiment ? On ne me parle que de Macron en ce moment... Et pourtant, je fais plein de choses au théâtre : le festival Humour de Paris, la soirée France Algérie et Paroles citoyennes... » Mais pas besoin d'argumenter longtemps. Le deuxième cerveau est déjà en route : « D'accord, lundi, dans mes bureaux. »

« Il veut tout contrôler », avait dit son adjointe au Théâtre Antoine. Cela se vérifie. Il ne souhaite pas, comme le lui avait demandé le photographe, qu'on le voie une main dans la poche : « Je passe mon temps à dire à mes enfants (il en a quatre) de ne pas le faire, il faut être cohérent. »

Jean-Marc Dumontet est un mélange de retenue et de parole cash. Et aujourd'hui, alors que la page des Mormons, comme ils s'étaient surnommés, se tourne avec les départs de Sylvain Fort, Stéphane Séjourné et Ismaël Emelien, ce quinquagénaire à la distance courtoise est en charge de constituer une nouvelle équipe de communication à l'Élysée. Depuis janvier, il a vu vingt-cinq personnes. Il croise ses impressions avec Alexis Kohler (le secrétaire général de l'Élysée) et Philippe Grangeon, le communicant tout récemment installé auprès du président. Pour arriver à terme, sans

délai imposé, au recrutement d'une à trois personnes. Et la stratégie, le storytelling ? Dumontet soupire : « Pas besoin de grand manitou. D'ailleurs, Emmanuel Macron n'a jamais été aussi bon que depuis début 2019. Les vœux, le grand débat, les rencontres avec des journalistes : c'est parfait. On est en train de bâtir une deuxième phase. La com, c'est important pour organiser. Mais l'émetteur, c'est Macron. » La voix, douce, s'amplifie : « L'important, c'est qu'il se ressource, qu'il rencontre des gens. Il l'a dit, les "gilets jaunes" l'ont scarifié. C'est vrai ! Depuis vingt ans, il avait marché sur l'eau ! »

Le 31 décembre, Jean-Marc Dumontet était à l'Élysée pour l'enregistrement des vœux. Le président debout, combatif pour chasser l'image du boxeur un peu groggy par les coups des « gilets jaunes », c'est lui. Lui aussi, le conseil de faire une deuxième prise, la bonne. Il retrouvait « l'aventure ». Cette adrénaline de la campagne, quand, assistant à tous les meetings, dans l'ombre, il prenait des notes puis débriétait. Dès celui de la Porte de Versailles et de l'extatique « parce que c'est notre projet », il conseille au candidat Macron de moduler les effets, d'alterner passages exaltés – qu'il aime – et discours plus calme, d'en dire plus sur lui-même et de... faire plus court !

Le 14 mai 2017 au soir, après l'investiture, le rideau devait tomber, mais Jean-Marc Dumontet, tel un gamin, des étoiles encore dans les yeux, ne voulait pas du mot « fin ». Il ne veut pas avoir l'air de réclamer mais manifeste quand même son intérêt pour une candidature aux législatives à Bordeaux. Le président répond, enthousiaste : « Vous seriez prêt ? Formidable ! Mettez-vous en contact avec Jean-Paul (Delevoye, qui organisait les investitures pour En marche, NDLR). »

Mais, il est trop tard, tout est déjà calé. Jean-Marc Dumontet revient alors sur scène. La vraie, celle des sept théâtres (six à Paris et un à Saint-Malo) dont il est propriétaire, celle des artistes qu'il produit au premier rang desquels Nicolas Canteloup, Alex Lutz, François-Xavier Demaison...

Car le chasseur de têtes de l'Élysée n'est pas du sérail. Ni énarque, ni passé par Bercy, pas plus qu'apparatchik de parti ou brillant sujet d'Euro RSCG... Non, un homme de théâtre. Premier point commun avec le couple présidentiel. La province, un second. Et une image de « jeune homme pressé ». « Un jour, il m'a fait une confidence, ce qui est rare de sa part. On parlait de Bordeaux et il m'a dit : "Cette ville m'a fait perdre tellement de temps !" », relate un ami bordelais.

Bio EXPRESS

1966 Naissance à Bordeaux (Gironde).

1998 Découvre l'imitateur Nicolas Canteloup.

2006 Achète le Théâtre du Point-Virgule à Paris puis Bobino en 2011.

2016 Rencontre Emmanuel et Brigitte Macron.

« Si tu veux, tu peux »

Bordeaux, la fin des années Chaban. Jean-Marc Dumontet participe à sa dernière campagne en 1989 et figure sur sa liste. Bordeaux où son père, venu des Charentes, dirige une étude de notaire florissante. La famille Dumontet est de droite, conservatrice, catholique. La « bourgeoisie provinciale », résume-t-il. Jean-Marc est passionné de littérature. D'actualité et de politique aussi, pour lui

qui pigera pour *Le Quotidien de Paris* et sera repéré par le journaliste Dominique Jamet. Après Sciences Po Bordeaux, une maîtrise de droit et un oral de notariat loupé sur une question de droit rural, il explore « à fond » des territoires différents. La communication (deux agences), le journalisme (*Journal des présidentielles* et *Objectif Aquitaine*), l'importation de pin's (La Boîte à pin's, 2 millions de francs de chiffre d'affaires en quelques mois), les pizzas à domicile (Pizza Coyote),

deux restaurants. « Jean-Marc a eu tout de suite, dans ces années 1980-1990, un côté money maker. C'est un extraordinaire vendeur. Il croit au credo américain "Si tu veux, tu peux". Et il s'en fichait si ce n'était pas très à la mode à Sciences Po », raconte une amie de longue date, M^{me} Sophie Obadia. Des talents de businessman qu'il exerce dans le théâtre aussi. À Bordeaux, d'abord, puis à Paris, où il rachète le Point-Virgule, Bobino, le Théâtre Antoine, etc. Aujourd'hui, à la tête de 3600 places, cinq cents dates de tournée, des salles rentables...

C'est à la Comédie-Française, en 2015, que la route de Jean-Marc Dumontet croise pour la première fois celle d'Emmanuel Macron. Brève conversation, échange de cartes de visite. Il retrouve ensuite le ministre de l'Économie et Brigitte à un dîner organisé par Line Renaud. C'est le coup de foudre. « Le type m'intéresse. Son audace intellectuelle, son côté provocateur. Il était vraiment différent. C'était pour moi une réponse au divorce entre les politiques, les élites et les Français. Ce déniement de la fonction politique qui me navre et qui porte en lui des germes inquiétants. » Macron, ce jeune loup qui boucle tous les codes, le fait rêver. Il en parle comme d'un dernier rempart contre les populismes, contre Marine Le Pen. Et, en pleine crise des « gilets jaunes », il reçoit Brigitte Macron et Richard Ferrand venus voir *Plaidoiries* jouée par Richard Berry.

Les actes I, II, III..., les violences, la nation qui semble se déliter chaque samedi : il y a urgence à « sauver le pays ». Et il en est persuadé : Emmanuel Macron fera deux mandats, puis, en 2027 quittera la politique pour une autre vie. Et lui, d'ici là ? Le ministère de la Culture ? Un « fantasme de journalistes », tranche-t-il. La mairie de Bordeaux ? « Cela aurait du sens pour moi. » Mais la nomination d'Alain Juppé au Conseil constitutionnel change la donne. « L'opportunité, cela aurait été une liste commune Juppé-LREM, un passage de témoin. Mais là... » Le troisième cerveau s'est déjà mis en marche. ■

NOUVEAU
FÉVRIER - MARS 2019

LE FIGARO HISTOIRE

DANS L'ENGRENAGE DES GUERRES DE RELIGION

De 1562 à 1598, huit guerres de Religion opposèrent les partisans de la Réforme protestante aux défenseurs de la foi catholique traditionnelle. Avec l'aide des meilleurs spécialistes, *Le Figaro Histoire* décrypte les rouages de ces guerres civiles qui déchirèrent la France des Valois. Quelle fut la part de l'incandescence religieuse et celle des arrière-pensées politiques ? Qui ordonna réellement le massacre de la Saint-Barthélemy ? Comment la violence s'empara-t-elle de chaque camp ? De Catherine de Médicis à Henri IV, du duc de Guise à Henri III, ce dossier exceptionnel fait la lumière sur une époque trouble mais fascinante.

Au cœur de l'actualité, la crise des « gilets jaunes » est l'occasion de dresser un vaste panorama de sept cents ans de révoltes populaires en France, entre ras-le-bol fiscal et revendications politiques. Côté reportage, *Le Figaro Histoire* vous emmène visiter la splendide exposition que le musée des Beaux-Arts de Lyon consacre à l'empereur Claude, et vous introduit dans les secrets de l'atelier de Jean-Claude Golvin, qui fait revivre avec talent, à l'aquarelle et à l'encre de Chine, les plus somptueuses cités antiques.

Le Figaro Histoire, 132 pages.

8€₉₀

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur Twitter et Facebook

Le Figaro Histoire, tout reste à découvrir



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Défaite [défè-t'] n. f.

Revers qui vient après des médailles.

À Moyen-Orient, la défaite des soldats de l'État islamique serait imminente. Le mot vient de *facere*, faire : pour dire vite, la défaite fait d'une armée hier encore bien faite une troupe défaite.

Tel sera le sort des soldats du califat.

Dans les premiers temps, ceux-ci allaient, non pas de fête en fête, mais de succès en succès. À peine, le temps de refaire ses forces, il fallait faire vite. Leur réputation n'était pas surfaite. Tout semblait piler sous leur force.

Pourtant bientôt, survinrent les premiers méfaits – en l'occurrence les premiers forfaits – perpétrés dans les villes occupées.

Soldat vainqueur, du califat ou pas, on ne se refait pas.

Les habitants défaits le constateraient vite : le combattant islamique était tout sauf parfait. Sur ces entrefaites, les affaires de Daech commenceraient à se gâter : échecs et reculs se multiplièrent.

Ayant vaincu par le fer, l'État islamique était en train de se défaire par lui. Reste un problème pour le vainqueur : se défaire définitivement de ces soldats défaits. ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Valérie Pécresse et Xavier Bertrand, ensemble chez Alstom-Bombardier

La présidente de la région Ile-de-France retrouvera, ce mardi, son homologue des Hauts-de-France pour une visite des usines Bombardier-Alstom, sur le site de Crespin, dans le Nord. Dans le cadre d'un plan de renouvellement, la région francilienne avait passé une commande record de 800 rames, soit un contrat de plus de 10 milliards d'euros. Pécresse enchaînera le soir même avec un colloque sur l'écologie positive à Paris, organisé par son mouvement Libres ! en présence du photographe Yann Arthus-Bertrand, de Jean Rottner, président de la région Grand Est, et de David Lisnard, maire de Cannes.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Joëlle Garriaud-Maylam au conseil d'administration de l'IHEDN

La sénatrice LR vient d'être désignée par le président de la Haute Assemblée, Gérard Larcher, pour siéger au conseil d'administration de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Elle avait été auditrice de la 50^e session nationale de l'Institut. Membre de la commission des affaires étrangères et de la défense depuis son entrée au Sénat, en 2004, elle préside une des cinq commissions de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, consacrée à la dimension civile de la sécurité.

L'imam Hassen Chalghoumi ce mardi, place de la République

À l'appel de l'écrivain Marek Halter, qui vient de publier sa biographie, *Je rêvais de changer le monde*, l'imam Hassen Chalghoumi, président de la Conférence des imams de France, participera, avec une délégation de Français musulmans, au grand rassemblement contre l'antisémitisme, ce mardi, place de la République, à Paris.

LE FIGARO partner

En partenariat avec



ENTRETIEN

MARIE-CLAIRE CAPOBIANCO,
« L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE
DE LA RELATION CLIENT »

PAGE 2

LABEL
HUMAN
FOR CLIENT
PAGE 3



ATOUT

LES COMPÉTENCES
SOCIO-ÉMOTIONNELLES

PAGE 5



© ISTOCK/NECERAY

DÉFIS HORIZON 2030

L'humain au centre du jeu économique

ENGAGEMENT

L'Institut National
de la Relation Client
parle d'une nécessité
pour la réussite
des entreprises.



En complément des nouvelles technologies numériques, l'INRC met en avant le rôle fondamental des compétences humaines pour la performance économique.

L'Institut National de la Relation Client (INRC) estime qu'il est urgent d'agir. Pour cette association (issue d'une mission ministérielle), la relation client revêt aujourd'hui une importance capitale. Plus qu'une simple opportunité de bien faire, elle doit représenter un nouvel atout de différenciation et de performance pour les entreprises et organisations, tant dans les rapports qu'elles entretiennent entre elles qu'à l'égard de leurs publics. L'INRC défend un credo : si la révolution digitale a accéléré et simplifié la relation client, l'usage du numérique demeure insuffisant à garantir la bonne santé des acteurs de l'économie. Aux côtés des machines, il faut donc plus que jamais miser sur l'humain ! « Nous pouvons estimer que demain, 83 % des relations clients

s'exerceront avec médiation du digital, indique Christian Pierret, président d'honneur de l'INRC. C'est pourquoi, dans une logique à la fois économique et sociétale, un grand besoin transversal de compétences humaines se fait sentir. La relation client a beaucoup évolué ces cinq dernières années par l'introduction de nouvelles technologies. Il ne s'agit donc plus seulement de disposer d'un savoir-faire, mais aussi de pouvoir compter sur un savoir-être à l'égard du client, même quand on ne le voit pas ou ne le connaît pas. » L'INRC va plus loin et souligne que, parmi les collaborateurs d'une société donnée, même ceux qui ne sont pas en relation directe avec la clientèle tiennent un rôle important dans la relation client et doivent « jouer la carte collective » avec leurs collègues. Dans cette logique, l'association plaide



© DAVID MEGAN

Au-delà
d'une prise
de conscience,
il faut que la
relation client
soit pensée sur
le long terme

CHRISTIAN PIERRET,
PRÉSIDENT D'HONNEUR INRC

pour que les entreprises puissent accompagner le développement professionnel de tous leurs collaborateurs et mise, entre autres, sur l'alternance pour mieux former les salariés de demain. L'idée générale : faire évoluer toutes ces formations, pour que, tout en s'adaptant aux supports digitaux, les entreprises puissent favoriser le dialogue, l'imagination et le débat d'idées en leur sein. L'association milite également pour qu'une filière métiers soit reconnue, au niveau national d'abord, mais aussi en Europe, autour des professionnels de la relation client. En lien avec ses entreprises adhérentes, elle promeut un label Human For Client, pour mettre en lumière la responsabilité sociale des sociétés et organisations engagées. « Au-delà même d'une prise de conscience

de cette problématique transversale, il faut que la relation client soit pensée sur le long terme, juge Christian Pierret. C'est là que nous pouvons être utiles, car plus de la moitié de nos entreprises témoignent qu'elles ont des difficultés à recruter dans ce domaine. Deux tiers d'entre elles lient cette difficulté à la question des compétences. Nous sommes dans une économie en pleine mutation. » Ancien ministre délégué à l'industrie aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation (entre 1997 et 2002), le président d'honneur assure que l'État et les collectivités ont un rôle à jouer, ainsi qu'un exemple à donner. « Pour autant, je ne veux pas nier les difficultés objectives, liées aux contraintes budgétaires ou au manque de personnel. »

MARTIN DE KERIMEL

« Il faut investir dans l'aspect humain de la relation client »

INTERVIEW Présidente de l'Institut National de la Relation Client (INRC) et Membre du Comité Exécutif de BNP Paribas, Marie-Claire Capobianco estime que les entreprises commerciales ont beaucoup à gagner en renforçant la dimension humaine de la relation client.

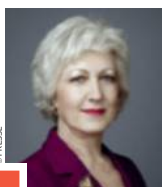
La digitalisation de l'économie n'y change rien : même si les nouvelles technologies modifient profondément les métiers de la relation client, l'attente d'une humanisation de cette même relation est forte de la part des publics des entreprises et organisations. Replacer l'humain au cœur des enjeux demeure donc une nécessité pour l'ensemble des acteurs du monde des affaires, qu'il s'agisse de structures privées ou d'entités publiques. Toutes doivent s'engager dans une démarche d'excellence. Quand le rythme du *business* paraît s'accélérer de plus en plus, cette dimension ne peut être négligée. Qu'importe le canal relationnel choisi : en face à face ou à distance, il faut privilégier cette qualité d'échange fondée sur l'écoute et l'empathie. C'est le message de l'Institut National de la Relation Client. La structure associative propose un accompagnement personnalisé aux entités qui veulent faire mieux en la matière. Les solutions offertes sont nombreuses : diagnostic de la situation, formations, définition d'un plan d'action, labellisation RSE. Marie-Claire Capobianco, Présidente de l'INRC et Membre du Comité Exécutif de BNP Paribas, y voit autant d'atouts de performance.

PROPOS
RECUEILLIS
PAR
MARTIN
DE KERIMEL

LE FIGARO. En quoi la performance d'une entreprise dépend-elle de la qualité de la relation qu'elle entretient avec ses clients ?

Marie-Claire CAPOBIANCO. La performance d'une entreprise dépend nécessairement étroitement de la satisfaction de ses clients et de la confiance qu'ils lui accordent. Elle est également liée à sa stratégie, à la qualité de ses produits, à la maîtrise des coûts et à d'autres paramètres, mais le cœur du réacteur reste la qualité de la relation client. Dit de façon

beaucoup de choses. Son apport est incontestable ! Pour autant, dans le domaine de la relation client, il y a toujours un moment où le besoin d'écoute et d'empathie se fait sentir. J'en témoigne pour le secteur de la banque : que ce soit dans la gestion patrimoniale comme auprès de la clientèle entreprises, nos salariés doivent délivrer des conseils précis et pertinents. Le marqueur de différenciation positive, c'est la façon attentive et chaleureuse dont ils le font. Aujourd'hui, la technologie nous aide à avoir une connaissance de plus en plus fine des préférences de nos clients. Elle permet aussi de simplifier les process et de rendre la vie du client plus fluide au quotidien. Il faut donc investir dans le digital pour gagner en efficacité, mais également dans l'humain pour gagner en excellence client. Les entreprises l'ont



© PRESE

Il y a toujours un moment où le besoin d'écoute et d'empathie se fait sentir

MARIE-CLAIRE CAPOBIANCO

familière, il faut que les clients y « trouvent leur compte ». On peut aussi parler des salariés : pour avoir des clients satisfaits, il faut des collaborateurs qui croient en ce qu'ils font et en soient satisfaits.

Le développement de la technologie favorise-t-elle une meilleure relation client ?

Les transformations du monde s'accroissent et le digital simplifie

compris, même s'il faut continuer à battre en brèche l'idée selon laquelle « le digital va supprimer l'humain ».

Comment l'INRC se positionne-t-il pour aider les entreprises à viser l'excellence en termes de relation client ?

L'INRC mène une action de sensibilisation à l'importance stratégique de la relation client. L'institut peut donc intervenir en conseil sur toute la



© STOCK-SEB-BA

chaîne de la relation, sachant que la qualité d'ensemble, quel que soit le canal d'interaction, face à face ou en ligne, peut être matérialisée par l'obtention du label INRC. Nous accompagnons en amont les entreprises qui veulent obtenir ce label *Human For Client* et, après coup, pouvons continuer à les aider à garder une qualité de service conforme. Notre Institut travaille aussi sur la certification des compétences socio-émotionnelles. C'est une première et cela permettra de poser un référentiel sur une autre dimension que celle des compétences techniques. Les entreprises y gagneront une capacité à mieux comprendre ce qui se passe entre elles et leurs clients. Elles pourront compter sur des collaborateurs au bon niveau de compétences comportementales.

La France est-elle bien placée dans le domaine de la relation client ?

Oui, mais il y a toujours des marges d'amélioration. Nos entreprises font face à un public exigeant, plutôt

critique dans sa façon de qualifier les prestations qui lui sont proposées. Il est aussi intéressant de parler de la Relation client comme d'une filière métiers. Aujourd'hui, cette activité se structure dans les différents secteurs de l'économie, mais sans référentiel de compétences commun. Une qualification générique permettrait à ceux qui travaillent dans ce domaine de développer leur employabilité, quel que soit leur secteur d'activité.

Pour mieux comprendre les entreprises, l'INRC a un atout : son comité d'orientation opérationnelle...

En effet. La gouvernance de l'INRC s'appuie sur deux comités : un comité stratégique et un comité d'orientation opérationnelle, ce qui constitue une singularité. Cette dernière instance intervient notamment dans la délivrance du label. Outre l'équipe labellisation, elle réunit des représentants des syndicats patronaux et des syndicats de salariés. C'est une force ! ■



© SOLABALLEY

TÉMOIGNAGE...

Frédéric Provile

TELEPERFORMANCE
PRÉSIDENT DE LA RÉGION FRENCH SPEAKING MARKET

Une relation plus fluide et enrichie

« Le groupe Teleperformance est le leader mondial de la relation client externalisée. Les donneurs d'ordre du French Speaking Market sont situés sur le marché français de la relation client, dans les secteurs de l'énergie, de la bancassurance, des services financiers, des télécommunications, du transport, de la logistique et des services publics. En fonction de la demande de nos clients, nous intervenons à partir d'entités en France, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar et au Liban. La relation client a beaucoup évolué au cours des dernières décennies et s'est accélérée avec la transformation digitale. Le niveau d'exigence des clients a augmenté : ils sont aujourd'hui en attente d'une relation

avec les entreprises beaucoup plus fluide, immédiate et enrichie. L'enjeu pour nous est d'accompagner nos donneurs d'ordre dans cette transformation. Notre conviction se résume en une phrase : chaque interaction compte. Nous parlons aussi de symétrie des attentions : dans le quotidien de l'entreprise, nous accordons autant d'importance à la qualité de l'expérience collaborateur qu'à celle du client. L'automatisation ne remplace pas le conseiller : elle le complète, "l'augmente" pour améliorer le service fourni au client. Elle se combine avec plus d'intelligence émotionnelle et d'empathie, pour consolider ou renouer le pacte de confiance du consommateur avec l'entreprise ou la

marque. C'est la promesse de valeur que nous portons sur le marché. Les directions de la relation client ou de l'expérience client ont pris de plus en plus d'importance au sein des comités de direction. Cela témoigne d'une volonté de mettre l'expérience client au cœur de leur stratégie. L'externaliser permet à chacune de se concentrer sur son cœur de métier. L'INRC ? En tant que membres fondateurs, nous partageons la conviction qu'il faut valoriser les métiers de la relation client. Nous avons aujourd'hui une formidable opportunité de faire évoluer la filière. Il est aussi positif de pouvoir réfléchir à l'évolution de notre marché avec d'autres acteurs de notre secteur. » ■



© PRESE

TÉMOIGNAGE...

Édouard Carle

BABILOU
CO-PRÉSIDENT FONDATEUR

Établir et renforcer le lien de confiance

« Notre premier métier consiste en la création et la gestion de crèches. Aujourd'hui, 150 collectivités nous font confiance pour leurs administrés. 10 % de nos places sont réservées par des groupes étatiques (ministères, préfectures...) et une grosse partie par des entreprises pour leurs salariés. Les canaux de la relation client ? Nous avons compris que, pour bien s'occuper des enfants, il fallait d'abord être l'employeur de référence du secteur. Dans un contexte de pénurie de professionnels qualifiés, plus nous serons de bons employeurs, plus on diminuera l'absentéisme, la souffrance au travail et le turnover. Notre qualité d'accueil passe par cela. Les

parents peuvent venir directement à notre rencontre. Pour ceux qui ne peuvent pas toujours accompagner leur enfant le matin ou venir le chercher le soir, nous avons créé une application digitale. Les professionnels y détaillent leur travail de la journée, individuel et collectif, ce qui permet d'établir un lien de confiance entre les parents et la crèche. Le digital doit nous servir à renforcer ce lien, à améliorer la qualité de notre relation client, mais l'accueil d'un enfant passe par l'humain, pas par l'intelligence artificielle. Tous les ans, pour mesurer la satisfaction des familles dans chaque établissement, un questionnaire leur est remis. Babilou obtient des notes supérieures

à celle de la moyenne des entreprises du secteur. Cela ne veut pas dire qu'il faille s'en contenter, au contraire ! Nous prévoyons de faire évoluer notre application digitale pour qu'elle mesure la satisfaction des familles en temps réel. L'excellence de la relation client repose sur des exigences relationnelles, opérationnelles et organisationnelles. Des marges de progression existent toujours. Nous nous sommes engagés avec l'INRC dès 2004, à l'invitation de BNP et d'Engie, qui sont aussi nos clients. Ce qui nous séduit, c'est cette réflexion autour de l'humain, de la formation, de l'emploi, de la performance sociale et de la certification. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M.K.

LE FIGARO
partner

Human For Client : un outil pour progresser

RÉFÉRENCE

L'INRC propose aux entreprises de s'engager avec lui autour d'un label : *Human For Client*. Explications.

Stéphane Sylvestre est le directeur général d'A Cappella, un centre d'appels à Amiens, au statut de société coopérative et participative. Son activité principale : le traitement d'appels entrants, mails et messages sur les médias sociaux, pour des sociétés de secteurs variés (distribution, négoce, services aux entreprises, banques, mutuelles, distribution d'énergie). « Dès 2009, nous avons obtenu le précédent label de l'INRC, basé sur la responsabilité sociale, un complément logique de notre statut, témoigne Stéphane Sylvestre. Aujourd'hui, l'appellation *Human For Client*, adossé à des normes internationales, renvoie à l'humain. Cela répond au mode de management de nos personnels et à notre conviction de la valeur ajoutée que l'être humain apporte dans la relation client. » Stéphane Sylvestre compte sur la restitution de l'audit effectué par l'INRC pour qu'A Cappella progresse encore. Le label précédent l'avait incité à signer d'avantage d'accords d'entreprise et à mettre en place une enquête annuelle RSE auprès de ses salariés.



Le label correspond à notre conviction de la valeur ajoutée que l'être humain apporte dans la relation client

STÉPHANE SYLVESTRE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'A CAPPELLA

La satisfaction des collaborateurs

Rémy Storch, lui, est le responsable du Centre de relation client du réseau La Poste. Cette entité reçoit et traite l'ensemble des appels émis vers les bureaux de poste. En renouvellement du précédent, le label *Human For Client* lui a été attribué en décembre dernier. « La satisfaction de nos clients passe par le bien-être de nos collaborateurs, estime Remy Storch. Après les avoir consultés, nous avons mis en place un dispositif permettant d'améliorer leurs conditions de travail, comme avec la création de salles zen, la possibilité de suivre des cours de Pilates...

ou encore en leur donnant la possibilité de faire des dons du sang pendant leur temps de travail. Notre management a également évolué : les évolutions au sein de la direction sont notamment co-construites avec eux. » Avec l'INRC, il travaille aussi à une meilleure évaluation des compétences socio-émotionnelles de ses collaborateurs.

Le respect du paritarisme

Dans la logique de l'INRC, c'est un comité indépendant et paritaire

composé de représentants d'entreprises, de salariés et de la société civile qui décerne le label. Yves Ledoux représente la CGT au sein de ce comité. « Je fais partie de ceux qui pensent que ce label n'est pas une fin en soi, mais qu'il marque la volonté d'une entreprise d'aller vers de meilleures pratiques. 57 % des indicateurs du référentiel sont liés à l'amélioration des conditions de travail : nous trouvons cela intéressant. De mon point de vue, le label peut viser des dossiers différents, mais il ne peut s'inscrire en dehors de relations sociales apaisées dans l'entreprise. » ■ M.K.



REUTERS / LUMINUS STOCK

ENGIE COFELY : LE LABEL DÉCLINÉ EN B TO B

La société ENGIE Cofely est encore en pleine démarche de labellisation. La spécificité de cette entreprise spécialiste des services en efficacité énergétique : elle ne s'adresse pas aux particuliers, mais aux entreprises. « Or, en B to B, la culture client n'est pas forcément innée, indique Céline Forest, membre du comité exécutif en charge de l'expérience client et de la communication. Pour la mettre en place chez nous, je me suis appuyée sur ce qui se faisait déjà en B to C, tant il s'avère que les frontières entre les deux activités sont aujourd'hui de plus en plus poreuses. On a travaillé sur la culture de notre entreprise pour l'adapter aux marchés et enjeux B to B. Un label centré sur l'humain correspond pleinement à nos valeurs : le digital permet certes d'effectuer des tâches qui ont peu de valeur ajoutée, mais il est important qu'il se place au service de l'humain dans l'entreprise. On se trouve alors dans une logique de symétrie des

attentions : il n'y a pas de client heureux si les collaborateurs ne sont pas au centre de nos préoccupations. Être labellisé permettra de mettre cette idée en avant et de fédérer les équipes sur le sujet. » ENGIE Cofely compte renforcer sa politique de formation continue sur le volet des compétences socio-émotionnelles et a mis en place de nouveaux outils de relation client, dont une baromètre à chaud. « L'idée est qu'après chaque intervention, et avec l'aide d'une tablette, un technicien puisse poser des questions à notre client sur sa satisfaction. Au-delà de la note, cela crée un dialogue et induit donc une nouvelle posture d'écoute. Quand le technicien retourne en agence, il peut alors débriefer son manager de manière précise et ainsi favoriser une nouvelle proximité relationnelle. Obtenir le label serait une reconnaissance pour nos équipes et permettrait d'identifier de nouveaux points de progression. » ■ M.K.

QUESTIONS À...

Michel Guido

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRC

L'INRC peut accompagner l'entreprise à chaque étape

LE FIGARO. Comment présenteriez-vous le label *Human For Client* ?

Michel GUIDO. En 2004, une mission ministérielle avait permis d'élaborer un premier label de ce type, centré sur la relation client à distance. En 2014, la création de l'INRC a offert la possibilité aux entreprises de prendre le relais de l'État et d'embrasser la relation client dans son ensemble. Un livre blanc est paru : il définissait les grandes lignes du nouveau label. L'idée était de mieux impliquer les PME, de privilégier une approche progressive et de s'ouvrir au marché européen. Un travail de fond a permis de définir le référentiel, croisé avec les normes internationales. En 2018, nous avons proposé aux entreprises préalablement labellisées de les accompagner vers le nouveau label. Désormais, il est véritablement lancé sur le marché.

De quelle manière travaillez-vous avec une entreprise qui souhaite obtenir le label ?

Après validation de la candidature par notre comité de labellisation, l'entreprise travaille sur son dossier pour répondre au

cahier des charges. Sur la base de ces éléments, nous envoyons un auditeur étudier ce qui se passe dans l'entreprise, en France ou à l'étranger, dès lors que le site adresse le marché français. Seul le comité de labellisation se prononce sur l'attribution du label pour trois ans et le nombre d'étoiles obtenues par l'entreprise, à qui une restitution est faite. Un point d'étape est prévu après un an et demi. L'INRC peut accompagner l'entreprise à chaque étape de sa démarche.

En quoi le label est-il utile aux collaborateurs des entreprises ?

Il est intéressant de travailler dans une entreprise qui s'engage dans cette démarche de labellisation. Cela l'aide à se structurer. Avant de communiquer en externe, certaines sociétés le font en interne pour que la labellisation soit un travail collectif. Nos auditeurs, eux, s'adressent à tous les acteurs : dirigeants, instances représentatives, collaborateurs en poste. *Human For Client* est le premier label à associer performance sociale et performance économique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M.K.

MEMBRE FONDATEUR
DE L'INRC

Relation-client : des marges d'amélioration

ÉTUDE

Majoritairement satisfaits, les Français jugent possible d'améliorer encore leurs relations avec les entreprises et services publics.

L PROPOS
RECUEILLIS
PAR
MARTIN
DE KERIMEL

Les chiffres sont positifs : conduite fin 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 2 008 personnes, une enquête de Praxidia, une filiale du groupe Teleperformance, conclut qu'une large majorité de Français est satisfaite de la relation client qu'elle entretient avec les entreprises (90 % d'opinions favorables) et les services publics (61 %). Ces données placent la France en position favorable : elle est ainsi dans le peloton de tête des pays étudiés pour le premier item et proche de la moyenne européenne pour le second. « On note que les niveaux de satisfaction sont plus hauts qu'en 2014, complète Éric Klipfel, chief operating



officer chez Praxidia. Est-ce que cela veut dire que le plus dur est fait ? Non. Nous relevons aussi le nombre de personnes qui se disent très satisfaites et les chiffres démontrent qu'il y a encore des efforts à faire ». Le taux n'est en effet que de 12 % pour le privé et de 5 % du côté public.

Le face à face en priorité

Dans le détail, l'enquête montre également que, malgré l'essor marqué des canaux digitaux de relation, le face à face demeure le mode privilégié pour les Européens (88 %

de satisfaits). Il devance largement le mail (72 %), la messagerie instantanée (70 %) et le site Internet (67 %). « Si c'est une machine qui répond, il faut que cela soit rapide et précis, que cela n'amène pas le client vers une autre source d'information. Quelqu'un en face de vous ne peut pas s'échapper. Quand un vrai dialogue s'installe, cela suscite bien sûr de la confiance. » L'étude s'est penchée aussi sur plusieurs secteurs de l'économie. Conclusion : les Européens considèrent comme de « bons élèves » l'hôtellerie et le commerce, tandis

que les télécoms, les transports urbains et l'énergie apparaissent en retrait. La bancassurance, elle, suscite à la fois beaucoup d'enthousiasme et beaucoup de déception. « Attention : cela ne veut pas dire que les secteurs qui sont mal notés sont ceux qui font le moins d'efforts, relate Éric Klipfel. Les taux d'enchantement restent, eux, logiquement supérieurs là où les clients peuvent être en contact direct avec une personne. » Autre enseignement de l'étude Praxidia : chaque étape de la relation client est importante. S'il apparait

(logiquement) plus compliqué de faire vivre à son client une expérience mémorable en cas de service après vente, de livraison ou de réclamation, le risque de négativité est le même tout au long d'une chaîne démarrant à la simple prise d'information. C'est dire encore une fois l'importance du facteur humain : parmi les types d'efforts et facilitateurs répertoriés par l'étude, la qualité relationnelle est le premier facteur qui aidera à rendre la perception de la relation fluide et non contraignante. Les Européens sont aussi attentifs au fait que peu de démarches leur sont imposées et qu'ils sont bien suivis dans leurs demandes. À l'inverse, la non-personnalisation et les délais émergeant comme premières sources de tension dans la relation client.

Et le public ?

L'éducation et le transport scolaire figurent parmi les secteurs publics les mieux notés pour leur relation client, vis-à-vis des personnes interrogées en France. L'enquête Praxidia donne aussi des indicateurs sur les services de l'emploi : 64 % des Français sondés jugent bonne l'information délivrée sur les offres disponibles et 56 % en sont satisfaits pour leur aide à la recherche d'un nouveau poste. Ils ne sont toutefois plus que 50 % à s'estimer d'accord pour les juger utiles dans la recherche d'un emploi et 46 % à considérer cette recherche facile. ■

PASSEZ PLUS DE TEMPS AVEC VOS ENFANTS, CHANGEZ DE JOB, DEMISSIONNEZ.

CADREMPLOI

AYEZ L'AMBITION D'ÊTRE HEUREUX.

Le soutien d'une Fondation

L'INRC appuie son action sur une Fondation : elle accompagne les porteurs de projets qui placent, eux aussi, l'humain au centre de la relation client. Pour les sélectionner, le comité exécutif de la Fondation se réunit une fois par trimestre et a défini trois thématiques : valeur sociale et sociétale des entreprises ; mutation des métiers et anticipation des compétences ; conjugaison des intelligences artificielle (IA) et humaine (IH) avec appui des sciences cognitives. Les projets choisis doivent associer efficacité opérationnelle et accompagnement des publics (salariés, citoyens, personnes en rupture de parcours professionnel, etc.). « Une Fondation est apparue comme le meilleur moyen de porter cette mission d'intérêt général et le caractère socialement inclusif de notre démarche, explique Éric Lestanguet, membre fondateur de l'INRC, président du comité exécutif de la Fondation et Directeur Métier Solutions BtoC ENGIE. Les projets sont soutenus par des moyens humains et financiers, venus de mécènes ou de partenaires publics (nationaux ou européens). Pour l'heure, ceux que nous

accompagnons sont en général issus de la sphère privée. » Il peut s'agir de programmes de recherche, de formation, d'expérimentation ou de sensibilisation du public. Éric Lestanguet souligne que les entreprises qui financent la Fondation par le mécénat bénéficieront d'avantages fiscaux. « Il peut s'agir d'entreprises de toute taille. Plus que jamais, l'expérience client est un élément de conquête et de rétention des clients. Au-delà des produits et services qu'elle propose, c'est là-dessus qu'une entreprise peut faire la différence. » Un point de vue que partage Denis Jacquet. Cet entrepreneur a déjà bénéficié d'un partenariat de la Fondation INRC. En novembre dernier, il a réuni plus de 80 intervenants autour de la première édition de Day One, un sommet international consacré au développement digital et à son impact sur l'économie. « Un événement ouvert à tous, innovateurs, scientifiques, représentants de start-ups, etc. Les décisions que ces acteurs initient peuvent ensuite être reprises par dix, cent ou mille autres. » Denis Jacquet mise sur le numérique, mais estime lui aussi nécessaire de préserver l'aspect humain de la relation client. Il veut aller plus loin avec l'INRC : « Nous avons invité les entreprises de Day One à y adhérer. Du coup, ces prochaines années, l'INRC participera à l'organisation de Day One. Nous avons la même logique de laboratoire d'idées et déterminerons ensemble des cas d'études. Notre association permettra alors de leur donner plus d'impact. » ■ M.K.



Le meilleur moyen de porter cette mission d'intérêt général,

ÉRIC LESTANGUET

LE FIGARO
partner

Au-delà des seules compétences techniques

OUTIL

À destination des entreprises, l'INRC a mis en place un dispositif d'évaluation des collaborateurs, basé notamment sur les compétences socio-émotionnelles.

C PROPOS
RECUEILLIS
PAR
MARTIN
DE KERIMEL

« Il y a une évidence : les compétences « techniques » de ses collaborateurs font partie des éléments essentiels pour la performance d'une entreprise. En complément, une notion anglo-saxonne est de plus en plus populaire dans les milieux RH : les *soft skills*. En France, on parle de compétences socio-émotionnelles. Un phénomène auquel l'INRC s'intéresse de près ! L'association a créé un « passeport client », qui permet aux entreprises d'évaluer leurs collaborateurs dans le domaine de la relation client. Élaboré en deux « visas », ce dispositif intègre un volet complet lié aux compétences socio-émotionnelles. « Avec les partenaires sociaux, nous avons mis sur pied un outil inter-branches, explique Michel Guido, directeur général de l'INRC. En France, c'est la première fois que le CNPP reconnaît une certification liée

aux compétences socio-émotionnelles. Désormais, notre offre de service aidera les entreprises à mieux comprendre les aptitudes de leurs collaborateurs et à recruter les bons profils. Pour aller plus loin, nous comptons aussi élaborer une certification des managers intermédiaires. »

Les entreprises se mobilisent

Nadia Medjad est passionnée par les compétences socio-émotionnelles. Médecin de formation, cette experte en neuropédagogie a pu collaborer avec l'INRC pour la définition du référentiel. « Après le monde scientifique, les entreprises commencent à s'emparer du sujet, explique-t-elle. On peut répartir ces compétences en cinq blocs : conscience et connaissance de soi, capacité à autoréguler ses émotions, conscience sociale, compétences relationnelles et capacité à la prise de décisions éthiques. » L'experte reconnaît qu'elles sont encore difficiles à évaluer. « Il n'existe pas pour elles d'outil équivalent au quotient intellectuel, qui mesure, lui, les compétences cognitives. Rien qui se soit encore imposé au niveau international, en fait. Pour répondre aux demandes de



l'INRC, une collègue et moi avons donc étudié la manière dont eux évaluaient une relation client, le découpage des étapes entre le moment où, dans une entreprise, un collaborateur accueille un client et celui de la conclusion de leur entretien. Ensuite, on a réfléchi à la manière dont les compétences socio-émotionnelles pouvaient s'intégrer à ces étapes. Avant même que le collaborateur puisse proposer une solution au client ! » Nadia Medjad se dit optimiste : elle pense que la notion de compétences socio-émotionnelles va continuer à faire son chemin dans le monde économique. Elle dit aussi que les entre-

prises et leurs salariés ont beaucoup à y gagner, d'abord parce que c'est là-dessus que l'humain se démarque encore de la machine. « Le digital nous remplace aujourd'hui dans la plupart de nos tâches cognitives : traduire un livre, diagnostiquer une maladie, faire des calculs sophistiqués. Il manque cependant aux machines les capacités humaines à travailler en groupe, à se relier aux autres, à se prendre en charge soi-même. L'avantage de toutes ces compétences, c'est qu'on peut les acquérir et les améliorer au fil du temps. Et bien sûr qu'elles ne seront pas obsolètes dans dix ans, à l'inverse de certaines compétences

techniques. » Un atout d'employabilité et pour l'évolution professionnelle, donc. Nadia Medjad conseille aussi aux entreprises de réfléchir dans la durée. Elle voit beaucoup de positif dans la prise en compte des émotions (positives ou négatives) dans l'entreprise : « Elles sont la clé de la motivation. Les compétences socio-émotionnelles sont transversales. Toute structure économique verra son fonctionnement fluidifié si la confiance vient y remplacer la peur et le stress. C'est justement le plus grand challenge des entreprises que d'établir une relation de confiance avec leurs clients. » ■



JEAN-PIERRE
CHEDAL

» **JEAN-PIERRE CHEDAL, Représentant CPME au Comité d'orientation opérationnelle de l'INRC** « Les compétences socio-émotionnelles permettent une communication mieux établie, plus proche des attentes du consommateur. Elles reposent notamment sur l'accueil, la pertinence et une certaine forme d'empathie. Il est important qu'une relation client s'appuie sur une communication souple, conviviale et mûre, dans un environnement d'entreprise adapté. Dans plusieurs secteurs d'activité économique, l'information délivrée au consommateur et les méthodes utilisées pour l'aider dans ces décisions sont assez « élaborées ». Les compétences socio-émotionnelles demandent donc à être mieux suivies, aussi. Établir un référentiel des compétences socio-émotionnelles revient ainsi à atteindre un objectif qualité. Développer ces compétences, pour les entreprises comme pour les salariés, c'est du gagnant-gagnant. L'entreprise est faite pour gagner de l'argent, faute de quoi les meilleures volontés s'effondrent. Cependant, aujourd'hui, il faut bien dire que l'environnement et les lieux de travail ont changé, tout comme l'état d'esprit des gens qui travaillent. Dès lors, certifier des compétences socio-émotionnelles doit permettre à l'entreprise de s'inscrire dans un schéma où sa culture et l'engagement des collaborateurs sont au cœur du débat. Les nouvelles technologies viennent

Deux témoins de la vision des entreprises

TERRAIN En associant des représentants des partenaires sociaux, le Comité paritaire d'orientation opérationnelle de l'INRC offre à l'association une vision concrète des enjeux des compétences socio-émotionnelles pour les entreprises. Deux des membres du Comité livrent leur point de vue sur cette dimension cruciale de la relation client.



ISABEL
LEJEUNE-TÔ

apporter des moyens supplémentaires à la relation client : dès lors que l'éthique et le respect sont bien présents dans cette relation, on ne peut pas dire qu'elles constituent un frein ! Au contraire, elles sont un véritable atout, sans pour autant se substituer aux individus, lesquels restent les maîtres du système. Que l'entreprise soit grande, moyenne ou petite, la relation client est toujours un moment privilégié au cours duquel le consommateur et l'entreprise échangent pour mener une action positive. Les compétences socio-émotionnelles concernent évidemment toutes les entreprises : les facteurs de succès face aux clients sont à peu près les mêmes partout. »

» ISABEL LEJEUNE-TÔ

Représentante CFDT au Comité d'orientation opérationnelle de l'INRC « Parce qu'elle est interpersonnelle, la relation client suppose une capacité d'écoute et d'empathie, qui, jusqu'à présent, n'était pas réellement « mesurée » par les entreprises, alors même qu'elle est indispensable à une bonne relation avec les clients. On pensait que les collaborateurs étaient plus ou moins aptes à la relation client, que certains, naturellement, avaient plus de dispositions ou de qualités pour cela. En réalité, les compétences socio-émotionnelles peuvent évoluer au fil du temps ! C'est là tout l'intérêt d'une démarche qui vise à mieux les définir : parce que la plupart des entreprises

d'aujourd'hui placent le client au cœur de leurs préoccupations, il est important de mesurer objectivement la maîtrise ou pas de ces compétences par les collaborateurs, ainsi que de prévoir de parcours de formation qui permettent de les acquérir ou de les perfectionner. Pour établir son référentiel, l'INRC s'est concentré sur la valeur ajoutée que représente la dimension humaine dans la relation client, en tenant compte aussi de l'introduction croissante de

l'intelligence artificielle. Il était difficile d'aller dans la technique propre à chaque secteur, mais certains éléments de comportement des collaborateurs sont transverses et communs à toutes les activités. Pour nous, l'intérêt de définir un référentiel est aussi d'aider les travailleurs à apprécier leur montée en compétences et à valoriser leurs parcours professionnels de manière objective et pas seulement en expliquant qu'ils ont travaillé dans telle

ou telle entreprise. Le paritarisme de notre Comité au sein de l'INRC a permis de croiser la vision que chacun avait de ce qui est nécessaire à une bonne relation client. C'est à nous désormais, parties prenantes de ce référentiel, d'en faire la promotion, auprès des employeurs comme des salariés. Désormais certifié, il faut que les entreprises s'en emparent et qu'il soit déployé sur tout le territoire. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M.K.

Donnez une raison d'être(s) à votre business !

Pour tout savoir sur le
**PREMIER LABEL RSE
RÉSOLUMENT ORIENTÉ CLIENT**
contactez-nous : contact@inrc.fr

Un concept unique et international au service de la relation client

INNOVATION

Installé à Nice, l'INRC Lab' associera le monde de la recherche à celui des entreprises. Présentation.

A PROPOS RECUEILLIS PAR MARTIN DE KERIMEL

nticiper et favoriser la production des outils, méthodes et services opérationnels qui feront la relation client de demain, pour la performance des entreprises : c'est la mission de l'INRC Lab', nouveau projet soutenu par la Fondation INRC. Cette structure est en phase de préfiguration à Nice. Elle s'appuiera sur un concept de recherche collaborative et d'expérimentations appliquées. « La Fondation INRC porte ce projet collectif, qui sera également une occasion pour le public et le privé de travailler ensemble, souligne Michel Guido, directeur général de l'INRC. Notre objectif est que les recherches débouchent sur une offre concrète de produits et de services. » En un lieu unique, baptisé « Les Stu-



dios », elle permettra de rassembler les expertises des entreprises et celles de chercheurs en sciences humaines pour inventer de nouveaux modes relationnels au service des clients. « Les entreprises d'aujourd'hui envisagent l'expérience utilisateur autour de l'intelligence artificielle, des outils CRM, chatbots, serveurs vocaux, sites Internet, algorithmes et applications mobiles, note Philippe Laulanie, vice-président de l'INRC, en charge du suivi du projet Lab'. Jusqu'alors,

les Labs qui peuvent exister dans les entreprises se consacrent principalement à ces innovations technologiques. Le nôtre s'intéressera prioritairement aux aspects humains de la relation client. » D'un point de vue scientifique, le Lab' a été imaginé pour être ouvert à des médecins, ergonomes, psychologues et sociologues, notamment. L'entité disposera d'un espace de travail dynamique dédié au coworking, de salles de recherche et d'un plateau de tournage aux décors modulables

(boutique, agence bancaire, restaurant, call center ou appartement individuel, par exemple). L'idée est en effet qu'elle ne limite pas ses activités à un seul domaine d'activité, mais croise les expériences pour plus d'efficacité. « Le Lab' sera donc aussi un outil multisectoriel », confirme Philippe Laulanie.

Une mise en place rapide

Progressivement mise en place cette année, la structure devrait être plei-

nement opérationnelle dès l'an prochain. « Dès le second semestre cette année, et en fait dès lors que les moyens logistiques seront en phase d'installation, nous chercherons nos premiers membres entreprises. » Celles qui sont déjà engagées dans l'INRC sont évidemment en première ligne. Pour autant, pas question de s'en contenter : ouvert sur la cité, le Lab' devrait également « recruter » localement et vise à intégrer les solutions qu'il définira auprès de sociétés sur le terrain. Le Lab' apportera donc d'importants bénéfices en faveur du développement local, mais fera également rayonner ce centre d'innovation et la Métropole de Nice au niveau international. D'une part, car le Studio aura vocation à accueillir des chercheurs venant de tous horizons. D'autre part, parce que les innovations provenant du monde entier pourront être testées en faveur de la cité niçoise.

Conformément à sa motivation, l'INRC part du principe que la technologie apporte beaucoup, mais que c'est l'humain qui doit être au cœur des enjeux sociaux et économiques. Tout miser sur le numérique est une erreur. Dans la filière de la relation client, « même quand on place des machines au milieu, le contrat de relation client lie d'abord deux êtres humains, rappelle Philippe Laulanie. Réussir à avoir une relation client des relations humaines d'excellence constituera la zone de recherche qui sera la nôtre. » ■

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
CHOISISSEZ UNE BANQUE À 2 PAS ET À 2 CLICS.



BIENVENUE DANS UNE BANQUE PROCHE DE VOUS

- Des experts à vos côtés
- Un accompagnement personnalisé de vos projets
- Des applis et services digitaux performants, accessibles à tout moment

www.mabanque.bnpparibas*



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

* Coût de connexion selon votre opérateur. BNP Paribas, SA au capital de 2499597122€, siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris. Immatriculée sous le n°662 042 449 RCS de Paris. Identifiant CE FR76 662 042 449. ORIAS n° 07 022 735.

QUESTIONS À...

Christian Estrosi

MAIRE DE NICE, PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

L'INRC Lab' partage
notre ADN territorial

LE FIGARO. Pourquoi avoir choisi d'accueillir l'INRC Lab' à Nice ?

Christian ESTROSI. En fait, c'est l'INRC qui a choisi Nice et sa Métropole, terre d'innovation et laboratoire d'expérimentation à ciel ouvert disposant d'atouts exceptionnels pour accueillir un projet exceptionnel : deuxième

du Lab' proprement dit, au sein de l'Eco-Vallée, en lien avec les groupes nationaux, membres de l'INRC, et les acteurs locaux.

Comment les acteurs économiques du territoire peuvent-ils s'engager auprès de l'INRC ?

En prenant contact, simplement !

Au niveau national, et c'est ce qui, tout de suite, m'a plu, l'INRC réunit, dans une dynamique commune, de grands groupes et les syndicats, patronaux et de salariés, dans toute leur diversité. C'est cette union d'ac-

teurs différents mus par un même souci du bien-être humain que portent la Fondation INRC et le Lab'. De nombreux acteurs économiques locaux partagent cette approche et pourront s'inscrire dans l'écosystème de l'INRC Lab' au même titre que les acteurs internationaux pour donner un sens à l'action d'entreprise en l'inscrivant dans des démarches telles que le label RSE Human for Client, la mise en œuvre d'outils d'accompagnement des collaborateurs dans la transformation digitale, la recherche et l'innovation dans les relations humaines. ■



© VIGLIETTI

Quand et où sera-t-il opérationnel ?

J'avais annoncé, fin 2017, l'installation de l'INRC Lab' à Nice. C'est chose faite depuis début janvier. Notre partenaire est, pour une période qui va courir sur 12 à 18 mois, installé dans notre pépinière d'entreprises, au cœur de l'Eco-Vallée. Avec notre soutien, le temps qui s'ouvre est celui de la préfiguration, des études puis de la mise en œuvre

PROPOS RECUEILLIS PAR M.K.